

P A U L Y O N N E T

**VOYAGE AU CENTRE  
DU MALAISE  
FRANÇAIS**

**L'ANTIRACISME ET LE ROMAN NATIONAL**

Gallimard

P A U L Y O N N E T

# VOYAGE AU CENTRE DU MALAISE FRANÇAIS

L'ANTIRACISME ET LE ROMAN NATIONAL

Gallimard

P A U L Y O N N E T

# VOYAGE AU CENTRE DU MALAISE FRANÇAIS

L'ANTIRACISME ET LE ROMAN NATIONAL

Ce *Voyage* dérangeant se déroule en trois étapes.

Il commence par l'exploration scrupuleuse de ce que l'auteur appelle un « antiracisme de nouvelle génération » apparu au cours des années quatre-vingt, parallèlement à la montée de l'extrême droite xénophobe. Sa nouveauté redoutable, est-il montré, est précisément d'installer la notion de « race » qu'il prétend au départ combattre. N'est pas « antiraciste » qui veut ; encore faut-il apprendre à déjouer les pièges d'un problème qui détourne et retourne les meilleures intentions.

L'utopie de substitution que développe S.O.S.-Racisme est ensuite envisagée comme un révélateur de la conjoncture idéologique française au cours d'une décennie marquée par le double effondrement de l'espérance prolétarienne et de l'encadrement catholique.

Ce sont enfin quarante-cinq ans d'histoire qui sont remis en perspective à la lumière de l'effondrement du roman national que Paul Yonnet diagnostique au cœur des fantasmes et des angoisses dont la cohésion collective fait aujourd'hui l'objet.

La France parviendra-t-elle à faire le deuil de son roman national ?



9 782070 729111



93-II A 72911 ISBN 2-07-072911-1 110 FF tc



# Introduction générale

## La montée de la différence

À première vue, l'antiracisme est une cause simple, une exigence morale minimale devant bénéficier d'une attention maximale, et qui déclenche de fait presque par réflexe civique une sympathie de principe. Sympathie affirmée avec d'autant plus de force et d'empressement qu'elle compense anachroniquement, c'est-à-dire sans pouvoir, hélas ! y remédier, une carence de bons réflexes de masse durant la période de l'Occupation et du régime pétainiste. L'évidence est telle que la volonté de combattre l'emporte contre le devoir de réflexion — immunisation de la pensée qui explique l'extrême pauvreté théorique, sauf exception, le caractère stéréotypé des analyses et la rareté des tentatives d'objectivation. En matière de racisme et d'antiracisme, l'approfondissement des stéréotypes obéit à la loi d'airain de l'accumulation.

Or l'antiracisme n'est pas une cause simple puisqu'il s'attaque au problème le plus délicat auquel les sociétés se trouvent



confrontées : gérer la diversité humaine. D'autre part, et de tout temps, l'antiracisme ne s'est jamais contenté de lutter contre des préjudices ou des sévices subis en fonction d'une origine raciale ou ethnique — s'il en avait été ainsi, notre propos serait sans objet —, mais il a toujours inscrit cette lutte, en elle-même indispensable — et c'est justement là le problème et notre sujet —, dans des projets sociétaux : autrefois, le projet égalitaire et individualiste lorsqu'il s'agissait d'abolir l'esclavage des Noirs, la promotion des ethnités s'il fallait décoloniser, aujourd'hui, la promesse d'une harmonie panraciale et multiculturelle à la française. Il est déjà moins simple d'obtenir le résultat dont l'action antiraciste se réclame — réduire le préjugé racial, les conduites d'agressivité groupale et les hantises de l'étranger —, tout en propageant fébrilement une vision panraciale des rapports sociaux reposant sur l'abandon du principe d'assimilation ; il est déjà moins simple, en un mot, de lutter contre le racisme tout en propageant le racialisme dans un ensemble qui avait trouvé son unité sans lui et, d'une certaine manière, contre lui. Le paradoxe absolu de l'antiracisme constitué dans la décennie 1980, la contradiction intérieure qui mine son efficacité est qu'il prétend lutter contre le racisme français en détruisant le principe de l'assimilation républicaine, qui avait doté la France — à parler comparative-ment — d'une remarquable mécanique d'absorption des étrangers qu'elle voulait inclure ou qui souhaitaient s'inclure, mécanique non sans reproches ni ratés sans doute, mais qui avait mis le pays à l'abri des déchirures et des autarcies communautaires à l'américaine, et qui lui avait permis — non sans durs mouvements en retour — d'être à la fois un pays champion de l'immigration et, malgré ces circonstances *a priori* handicapantes, l'un des moins racistes du monde, pour s'exprimer *a minima*.

Il est peu probable que les antiracistes sincères ralliés aux

organisations qui impulsent une telle propagande, ni que tous ceux qui répètent en sautant comme des cabris : « L'intégration, l'intégration » — comme d'autres disaient : « L'Europe, l'Europe » —, aient vraiment évalué la rupture qu'introduisent et dont témoignent ces projets et ces visions de la société ; il est peu probable qu'ils aient mesuré que propager le racialisme et assumer la promotion des identités ethniques pour lutter contre le racisme, français ou autre, c'est vouloir une chose et son contraire, et monter une opération dont les diverses issues, hélas ! ne sont que trop prévisibles. Force est de constater que, malgré l'exercice d'une dominance tous azimuts depuis la tête de l'État jusqu'aux classes des lycées, en passant par l'appui des religions et des organisations sociales intermédiaires, le relais décisif et acritique des médias de toute nature, enfin l'agrégation des adolescents de la « génération morale », l'antiracisme apparaît, au début des années 1990, comme rongé de l'intérieur. Les fantasmes d'envahissement qu'il a systématiquement contribué à développer dévorent ses zones de sympathie les mieux assurées, comme un boomerang : l'antiracisme devient un antiracisme de résignation, quand il n'est pas purement et simplement associé à la hantise de déséquilibres brutaux ou d'une catastrophe analogue à la chute de l'Empire romain. Si l'on ajoute à cela le paradoxe d'une idéologie installant ce qu'elle croyait ou disait au départ combattre, à savoir la notion de « race », puisqu'elle a rendu légaux les concepts d'« appartenance raciale » ou « ethnique », convenons de la nécessité d'une urgente interrogation sur la nature des logiques mises en œuvre par l'antiracisme en général, et ce néo-antiracisme en particulier. Au bout du chemin, si l'on veut tracer une perspective, il y a moins la volonté de se dire plus ou meilleur antiraciste que les néo-antiracistes — nous récusons la position de l'antiracisme critique en raison des relations indubitables que l'antiracisme de nouvelle génération entretient avec l'anti-



racisme de première génération, en raison également de notre respect épistémologique de la pratique sociale —, si l'on veut donc tracer une perspective, il y a moins cette volonté de dire le bien au nom de la science sociologique que d'offrir à la lutte contre le racisme — et non plus aux tenues de camouflage de l'« anti » — la possibilité de s'intégrer à des projets sociétaux qui lui donneraient un autre sens.

Une telle perspective, précisons-le toutefois, ne figurait pas à proprement parler dans nos hypothèses initiales. Voilà qui rassurera le méthodologue soupçonneux : nos travaux n'ont pas été orientés vers des conclusions préconstruites. Mais voilà qui inquiétera en proportion inverse : sans doute doit-on prendre conscience des risques considérables que recèle une situation qui voit le néo-antiracisme dériver au fil du temps en tenant emprisonné en ses flancs quelque chose d'aussi précieux que la lutte contre le racisme.

### *Itinéraire*

Au départ, mon intérêt s'est porté sur le phénomène « antiraciste » né de l'organisation S.O.S. Racisme. C'était là une démarche naturelle, puisque S.O.S. Racisme avait réuni les énergies antiracistes autour du rock, s'en tenant à un discours minimal mais non moins significatif, lors du grand concert de la Concorde en juin 1985, et que, m'étant de près intéressé à l'histoire et aux significations sociales du rock'n'roll, j'y avais vu une technique politique spontanée de métissage à l'œuvre — en particulier aux États-Unis lors de la phase initiale, où ce mélange de blues noir et de country music blanche, pratiqué tantôt par des Blancs, tantôt par des Noirs, et chaque fois en sens altruiste, en disait plus que maints discours sur les volontés de rapprochement et d'entremêlement

qui allaient alors se traduire par la reconnaissance des « droits civiques » aux Noirs, triomphant de tant de douleurs. Je n'avais pas remarqué l'usage très particulier qu'avait fait S.O.S. Racisme du rock — non pour déprimer ou déprécier l'ethnicité ou la race comme facteur d'organisation sociale, mais, au contraire, pour porter témoignage du bienfait de l'affirmation du « multiracial » à l'intérieur d'une France où s'épanouiraient « nos couleurs, nos cultures », d'une France décomposée en ethnies déployées. Soit un usage racaliste du rock, qui fait du métissage une dimension seconde et mineure, accessoirement rapportée dans des limites précises : systématiquement pratiqué, devenu une sorte d'obligation sociale, il détruirait cohérences et consciences groupales et invaliderait le projet panethnique ; utilisé à faible dose et par inadvertance, aussi bien dans la pratique matrimoniale que dans le discours antiraciste, le métissage — thème tactique — renvoie l'image de l'harmonie panraciale et panculturelle visée, sans mettre en danger ses substrats par une porosité qui les diluerait. Située dans la perspective d'une prééminence de l'établissement, du développement et de l'organisation d'un monde multiracial à l'intérieur de la France, l'allusion aux flux de mixité — loin d'annoncer une règle qui le désorganiserait — a pour fonction fantasmagorique d'un peu plus fonder ledit monde en devenir, en paraissant apporter la démonstration récurrente d'une bonne entente naturelle entre toutes les parties, de la viabilité et de la tolérance d'une société de communautés.

Quelques grandes dates ponctuent l'histoire de l'organisation. Octobre 1984 : dépôt des statuts de l'association humanitaire S.O.S. Racisme à la préfecture de police de Paris. Juin 1985 : apogée de la popularité du mouvement auprès des moins de quarante ans, dont témoigne la foule de militants de loisirs qui se presse au grand concert gratuit de la Concorde. Août 1987 : apogée de la popularité personnelle du président Harlem



Désir après son passage à l'émission télévisée *L'Heure de vérité*. 1988 : l'âme du mouvement, son penseur et tacticien principal, Julien Dray, devient député du Parti socialiste, où il anime un courant ultra-gauche. Fin 1990-début 1991 : implosion du mouvement à propos de l'attitude à adopter face à la guerre du Golfe. Deux camps se forment : pacifiste et belliciste. Le second, qui comprend la quasi-totalité de la composante juive et l'un des principaux bailleurs de fonds (Pierre Bergé), abandonne S.O.S. Racisme, non sans avoir dénoncé l'« infantilisme » d'Harlem Désir. Cet éclatement, qui ponctue un lent déclin, est une bénédiction pour le sociologue. Il ouvre une fenêtre à la volonté d'objectivation rude et froide dont j'ai l'intention de me prévaloir pour accomplir un travail scientifiquement satisfaisant. Sans être tout à fait ravalé au rang des associations traditionnelles antiracistes dont il s'était tellement moqué, S.O.S. Racisme est maintenant dans leur point de mire, tant la descente a été rapide. Quoi qu'il arrive, rien ne sera jamais plus comme avant. Une période a pris fin qu'il est loisible d'aborder sans avoir l'air de vouloir directement y intervenir, l'universalité de la contrainte sociale antiraciste suffisant à la difficulté.

Or il m'est rapidement apparu que l'étude de S.O.S. Racisme et du mouvement antiraciste ne se suffisait pas à elle-même, que leurs particularités renvoyaient toujours à des données et à des évolutions plus générales, que l'originalité de S.O.S. Racisme n'avait pas tant résidé dans d'hypothétiques ruptures que dans son éclatante aptitude à fédérer ces évolutions éparses, puis à surfer sur l'énorme rouleau de mer ainsi créé, rouleau avançant presque alors de son seul poids propre. Bref, S.O.S. Racisme et le mouvement de masse qu'il a généré sont un entrelacs de composants dont la considération analytique rend intelligibles les années Mitterrand.

Précisément, pour en souligner un aspect central, organisa-

teur, outre qu'il existe des groupes prônant l'affirmation ethnique beaucoup plus radicaux que S.O.S. Racisme, l'association fait apparition alors que le Parti socialiste et l'Église catholique se sont chacun, indépendamment l'un de l'autre, déjà convertis au « droit à la différence ». En témoignent, pour les socialistes, le programme du parti adopté à Créteil en 1981 pour appuyer le candidat François Mitterrand, puis la politique suivie à l'égard de l'immigration au son du slogan antiraciste « Vivre ensemble avec nos différences ». Avant même que n'apparaissent les thèmes de « la France multiraciale et multiculturelle », chers à S.O.S., l'administration socialiste appuie et finance une très significative exposition sur l'immigration au centre Georges-Pompidou, à Paris, en 1984, qui présente l'entrée dans la « multinationalité » comme une conséquence assurée et recommandable de l'immigration de masse, la « multinationalité » célébrée engageant la France sur la voie de la « modernité ». Exit, donc, l'assimilation. À la même époque, les responsables catholiques multiplient les déclarations en faveur du droit à la différence, attitude qui débouchera sur la fameuse « déclaration commune contre le racisme et pour le pluralisme de la société » de novembre 1985 (sans S.O.S.). Dans cette déclaration, qui matérialise une confluence politico-religieuse autour du différentialisme, puisque les religions y rejoignent la gauche présente au travers du M.R.A.P., de la Ligue des droits de l'homme et de certaines obédiences maçonniques — tous cosignataires —, un assaut en règle est encore mené contre l'assimilation française, amalgamée, par un enchaînement d'énoncés insinuants, à « la violence meurtrière » du « nazisme ».

Si l'on ne s'étonnera donc pas rétrospectivement des liens, bien plus que d'utilité électorale et tactique, qui s'établiront entre le pouvoir mitterrandien et S.O.S. Racisme — d'une certaine manière, s'ils se trouvent si vite, c'est que S.O.S.



réalise le programme idéologique contenu en germe dans le manifeste de 1981 —, il convient plus largement de ne pas oublier de considérer l'ampleur initiale du consensus. Et celui-ci résulte de la convergence d'un double mouvement de fond : l'émergence du droit à la différence comme philosophie indépassable de la pratique sociale est le fruit d'une double décomposition, d'ailleurs largement parallèle, celle de l'espérantisme prolétaro-marxiste (la plus vite perceptible dans son maillon faible, le moins léniniste, le socialisme plébéien) et celle de la catholicité française (on pourrait même dire de l'univers catholique français). Les deux principaux arceaux de soutènement de la voûte française se désagrègent presque en même temps. S.O.S. Racisme est la contrepartie, le prolongement, en quelque sorte l'extériorité de cette double décomposition et la plante jaillie de ces décombres, celle qui recalcule le sens de l'histoire à venir dans une positivité nouvelle.

#### *Malaise des étendues intérieures : la France incertaine*

C'est d'une profonde crise de la nation, et donc de la civilisation française, qu'il s'agit. Rares sont les époques où les agents sociaux se posent collectivement les bonnes questions en clair. Fréquentes sont celles où ils répondent à ces questions qu'ils ne se posent pas. L'antiracisme des années 1980 et 1990 constitue l'une de ces réponses qui maquillent la question pour qu'elle ne puisse être trop consciemment formulée, tout en la désignant sans cesse. Pour cet antiracisme de nouvelle génération, en effet, l'adhésion aux principes des droits de l'homme suffit à définir la nationalité française, et par conséquent à la revendiquer. Le destin de la nationalité française se réaliserait dans un double mouvement d'absorption et d'expansion : le devoir d'accueil de tous les Français putatifs laisserait envisager

un pays harmonieusement transformé en mosaïque panethnique — multiraciale et multiculturelle —, utopie préluant par l'exemple de ses bienfaits à la dissémination planétaire du modèle en même temps qu'à la dilution de l'idée même de nation française. Au fond, là résiderait le sens historique du destin de la France, qui s'accomplirait, dialectiquement, une fois sa tâche centrale achevée d'avoir donné au monde les principes de 1789, en les illustrant une bonne et dernière fois par la fission panethnique et la désagrégation douce. Ce n'est pas seulement par tactique destinée — l'espère-t-il — à calmer les angoisses devant nécessairement naître de ces perspectives de dilution, ou en être exacerbées, que l'antiracisme n'a de cesse de situer ses positions dans le droit fil du respect des traditions françaises. C'est que, pour lui, fondamentalement, l'exigence d'extinction de l'identité française résulte d'une conformité intérieure à celle-ci. L'identité française s'incarnerait en se désubstantialisant, pour se réincarner par-devers elle et paradoxalement dans des identités de remplacement, légitimes, elles (car l'antiracisme n'est pas moins identitariste que le nationalisme), les identités des groupes ethniques.

Ce mythe social et politique s'est offert aux Français sous les traits de l'organisation S.O.S. Racisme, qui l'a développé dans les formes d'une idéologie de substitution à l'idéologie marxiste et aux idéologies dérivées d'elle ; en tant que mythe, on peut dire qu'il a exercé le pouvoir politique sous la forme d'un antiracisme d'État. Naturellement, pour généreux et positif qu'on puisse le considérer de prime abord, il a suscité, continue et continuera de susciter de puissantes résistances, d'autant que la situation créée dans les zones urbaines et périurbaines à forte proportion d'immigrés offre un spectacle ne correspondant pas exactement à celui annoncé d'un enrichissement par la différence. Xénophobie et racisme sont définis, sur ce champ de forces, par le caractère plus ou moins résolu de l'opposition à



l'axe central du mythe, par la nature et les formes dans lesquelles cette opposition s'exprime. Devant le refus ou l'incapacité des partis politiques — du Parti communiste au parti gaulliste — et des religions de prendre cette opposition en charge, celle-ci s'est trouvée confinée dans la droite radicale, lieu d'accueil qui aurait été jugé naturel s'il s'était agi de faire écho à des conceptions de la société de type traditionaliste ou néo-fasciste, mais qui ne l'est plus si l'on considère les liens historiques étroits de tous les autres courants politiques et de l'Église de France avec la nation. D'où un ruineux amalgame entre opposition au mythe antiraciste et droite radicale, qui n'a pas peu contribué à obscurcir les débats sur la réalité de l'antiracisme et du racisme, et sur la signification des comportements collectifs enregistrés.

Puisque « le racisme n'est pas une opinion », selon une formule célèbre, l'antiracisme n'en est pas une non plus. C'est une contrainte sociale, une contrainte d'éducation permanente — médiatico-scolaire —, plus ou moins librement acceptée : elle n'apparaît sous son caractère de contrainte collective que pour qui s'en affranchit, ou s'y oppose. Mais tout se ligue contre l'émergence d'une telle attitude, que ne permettent normalement pas le jeu des relations corporatives ni l'économie du pouvoir entre les groupes à l'œuvre dans la structure sociale. Pour exister ou nourrir ambition, il faut en être ou affecter d'en être. La stigmatisation et le confinement dans l'opprobre sont la sanction ordinaire d'une transgression de l'obligation commune, tant que celle-ci n'a pas été atteinte. De ce point de vue, l'antiracisme présente un cas particulier de la contrainte sociale : il est d'autant plus obligatoire, il s'impose d'autant plus aux esprits qu'il est une idéologie constituée balisant le champ d'un mythe d'accomplissement — ce qui est loin, naturellement, d'être le cas de toutes les contraintes sociales —, et qu'il exerce une dominance à peu près sans partage, une

dominance, à la fois dans l'ordre politique et dans les mentalités, infiniment supérieure à ce que fut — pour comparer dans l'époque la plus récente — celle du marxisme. Il y avait scission autour du marxisme, domination dans certains secteurs, mais pas dans tous, loin de là, et opposition constituée d'une morale et de contre-idéologies fortes (les différentes formes d'antitotalitarisme, catholicisme, libéralisme, etc.). Rien de tel avec l'antiracisme de nouvelle génération dont nous parlons, qui, s'il s'affadit en irradiant loin du pôle « potes », où il demeure néanmoins l'idéologie de référence légitime, n'a guère rencontré que des oppositions personnelles ou collectives de marge, et pas de morale sociale alternative susceptible d'altérer la croyance en une répartition du bien dans un camp, du mal dans un autre ; l'antiracisme n'a pas rencontré une morale sociale alternative susceptible d'agréer une armée de bien-pensants bénéficiant de la reconnaissance sociale et d'une estime faisant équilibre à celle dont jouit *ipso facto* sa propre armée de bien-pensants, de « politiquement corrects » à la française. D'un mot, pour résumer l'empiéage : que peut-on être, sinon antiraciste ? Que peut-on être, si l'on n'est pas antiraciste ?

En sorte que l'imprégnation et l'instrumentation constituent deux écueils souvent associés : d'un côté, les chaînes où l'imprégnation ambiante maintient le regard du sociologue, de l'historien ou de l'anthropologue, façonnent un produit en quelque sorte déjà réduit, se prêtant à l'instrumentation antiraciste ; de l'autre, d'avoir crevé la masse opacifiante des nuages expose à des utilisations inverses, dont Claude Lévi-Strauss, notamment, n'a pas été exempt : la mise en perspective dans le discours xénophobe, la stigmatisation par l'antiracisme. La naïveté serait de tenter de se soustraire à ces instrumentations en usant d'artifices et d'euphémismes, la faute — contre la discipline du savoir et de la réflexion — serait de s'y soustraire en controuvant les faits, en biaisant les



interprétations, en péchant par omission. Si la sociologie est avant tout l'étude de la contrainte sociale, l'antiracisme est objet sociologique par excellence, et ce serait dissiper le peu de jouissance prise à s'y coltiner que de vouloir faire disparaître ce qui donne aux entreprises menées au nom de la discipline leur spécificité intellectuelle.

L'exercice de la dominance idéologique produit en règle générale les mêmes effets d'ordonnement du cadre mental, de réduction du spectre discursif, d'admission de problématiques, de légitimation rhétorique. Des concepts, des solutions — dont on n'avait jusque-là guère entendu parler, telles que la « lutte contre la ghettoïsation » ou l'« intégration » — s'imposent alors comme des évidences incontournables et de toujours, des panacées. Ces élaborations sociales émanent de foyers divers, répartis sur tout le front des activités humaines, et sont complémentairement légitimées, avec un bel ensemble, par les institutions politiques, juridiques, médiatiques, universitaires et religieuses. Ces conceptualisations, et les institutions qui s'y prêtent, masquent autant qu'elles expriment, enfouissent autant qu'elles déterrent, et travaillent à l'implication — donc à leur agrément tacite — des buts transformistes de l'antiracisme dominant. Ainsi la situation aujourd'hui alarmante de zones périurbaines de la région parisienne, de Marseille ou de Lyon est-elle mise au compte de déficits multisectoriels du pays d'accueil. Il est par avance supposé, comme n'ont cessé de le répéter les leaders antiracistes, qu'il n'y a et qu'il n'y aura pas de « problèmes de l'immigration », juste un problème d'accueil des immigrés que la France se doit de régler pour répondre à sa vocation spécifique de « société d'intégration ». Il est supposé qu'une fois résolues la délinquance, la drogue, la criminalité, la violence dans les écoles, une fois réformé le cadre urbain et vaincu le chômage — tous problèmes renvoyés à une responsabilité française inattentive à son sujet inaltérablement bénéfi-

que, tous problèmes que seule une absence de volonté politique interdit pour l'essentiel de régler ou de diminuer rapidement —, les conditions seront réunies pour que prospère l'harmonie multiraciale et multiculturelle appelée de ses vœux par l'antiracisme. Toute étude sur la dégradation de la situation des banlieues est immédiatement resituée, par l'antiracisme d'État, dans une perspective qui suspend implicitement l'extinction des réactions xénophobes des « petits Blancs » à un traitement social de l'immigration qui permettrait la poursuite indéfinie de cette dernière.

Entre l'immigration du début du siècle et celle des années 1970, 1980, 1990 et à venir, il existe des différences fondamentales. La première était essentiellement une immigration de main-d'œuvre, européenne. La seconde s'est tendanciellement transformée, avec notamment la généralisation du regroupement familial, en immigration de peuplement, de moins en moins d'origine européenne, la prégnance d'une immigration portugaise maintenue à un haut niveau jouant un rôle modérateur masquant en partie la nature de cette transformation tendancielle. Si l'on accepte de considérer ces phénomènes en termes de marché et de schématiser l'infléchissement des données qui commandent l'évolution, on dira que l'axe organisateur de l'immigration s'est déplacé d'une offre de travail à une offre de droits — le « droit au travail » ne devenant qu'une des occurrences de revenu ou de prestations en espèces ou en nature susceptibles d'attirer une immigration, donc, d'ayants droit : droits aux prestations familiales, au dispositif de protection sanitaire et social, aux multiples formes d'aide sociale, à une scolarisation gratuite, au logement, au regroupement familial bien sûr, etc. La comparaison entre hier et aujourd'hui laisse logiquement apparaître une modification en relation avec ce déplacement axial de l'immigration : au début du siècle, en effet, la rotation était considérable, et, par



exemple, seule une fraction des Italiens ayant travaillé en France y a fait souche ; processus globalement inversé aujourd'hui, où se rencontrent des aspirations et des intérêts convergents : volonté des immigrés de s'installer dans un pays prospère, volonté des institutions politiques et juridiques de ce pays de naturaliser le plus rapidement possible — et parfois contre leur gré — ces nouveaux arrivés. Traditionnellement, la France était — contrairement à une opinion que l'antiracisme a fait admettre — respectueuse des différences des étrangers si elle ne comptait pas en faire, comme dit la chanson, « d'excellents Français » : ainsi les Polonais du nord de la France seront-ils autorisés à vivre en quasi-autarcie, avec leurs curés polonais et leurs écoles polonaises — « droit à la différence » préservant la possibilité d'un retour à la société d'origine, et ne visant pas à « régénérer » la société d'accueil en y acclimatant nouvelle culture ou nouvelle civilisation. Et elle était en revanche irrespectueuse de ces différences si elle voulait assimiler ces étrangers, en faire des nationaux. Les enfants d'étrangers se nationalisaient français dans une certaine violence, celle qui les voyait d'abord considérer par les gens du cru comme des ritals ou des polaks, celle à laquelle avaient consenti les provinciaux de France vis-à-vis de l'école unifiée et obligatoire de Jules Ferry. Le moule français assimilait, c'est-à-dire qu'il dominait, et, pour unifier, anéantissait parfois, comme il le fit multiséculairement des patois. La fonction s'accomplissait d'elle-même, la règle allant de soi. La règle allant de soi et la fonction s'accomplissant, l'assimilation n'avait pas à avoir son Haut Conseil, ni son ministre et son secrétaire d'État, comme l'intégration en aura à partir du début des années 1990 — une intégration qui s'est, sauf exception, installée entre le principe du respect des traditions de la collectivité d'origine et le refus de l'assimilation. Une fonction sociale qui opère n'est pas une fonction qui s'expose ; une règle

qui éprouve le besoin d'être en permanence exposée trahit une fonction déjà inopérante, déjà usée. Ajoutons au surplus qu'aucune société transparente à elle-même ne pourrait vivre et qu'une telle société serait au mieux la spectatrice de sa propre décomposition. L'idée qu'une société pourrait s'organiser autour d'une conception de l'intégration définie par un cénacle de techniciens et de savants travaillant pour l'administration, fussent-ils les meilleurs, correspondrait à une douteuse ambition théorique de maîtrise politique des processus sociaux. Elle est plus vraisemblablement une digue provisoire, susceptible de déplacement, levée contre un courant de dérive, une tentative de reprise en main d'un système trop rapidement entré en mouvement et que l'on s'efforce de rationaliser pour le moyen terme en en bloquant l'évolution. L'instrumentation du concept d'intégration par les différents composants de la mouvance antiraciste et dans les différents sens où ils l'ont déjà entendu témoigne de l'abandon des anciennes prétentions à l'assimilation, donc d'un évident de la civilisation au nom de laquelle cette assimilation était prescrite, d'un affaiblissement de la cohésion que la nation acceptait de se reconnaître derrière des différences connues et apprivoisées, mais aussi, d'ores et déjà, d'une obsolescence de la fonction intégratrice.

France incertaine, donc, puisque l'assimilation supposait le sentiment d'un modèle univoque dominant laissant subsister des étendues intérieures secondaires, tandis que le concept d'intégration ménage une plurivocité impliquant à terme une réorganisation de la société dont nul ne peut fixer le profil ni prévoir les contours qu'elle prendra. Les tenants de l'intégration croient détenir avec elle un objectif rassurant susceptible de rallier le consensus et d'apaiser les craintes, mais c'est un module de transformation qui ouvre sur une grande incertitude, potentialisée par l'indéfinition des quantités de popula-



tion d'origine étrangère auxquelles il pourrait s'appliquer dans l'avenir, et qui pose par conséquent plus de problèmes qu'il n'en résout. L'intégration repose sur ce qui la rend problématique.

## I Premières vues d'ensemble sur l'antiracisme

Les Français sont pas français : la France est au milieu du reste et tout le monde passe par là... Dans notre histoire, toutes nos mères ont été violées, sauf celles qui n'ont pas voulu.

Coluche, pour S.O.S. Racisme.

Moi je crois qu'il n'y a plus de Français, ça ne veut plus rien dire. Toutes les races sont mélangées.

Un partisan de S.O.S. Racisme.

Ce n'est pas en cherchant à déclencher une psychose de l'invasion des immigrés qu'on réglera les problèmes de la société française.

S.O.S. Racisme.

Coluche a prononcé ces deux phrases le 26 mars 1985, au lycée Jean-Renoir, dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, au



cours d'une journée lancée par S.O.S. Racisme — alors en phase ascendante —, pour protester contre le meurtre d'un aide-cuisinier marocain, Aziz Madak, à Menton<sup>1</sup>. La deuxième citation est un propos qui a été tenu le samedi 8 juin 1991, lors du septième concert annuel de S.O.S. Racisme, par un « homme couvert de petites mains des potes », un habitué venant chaque année depuis le premier grand concert de la Concorde, en 1985<sup>2</sup>. L'attention doit être immédiatement attirée sur le fait que cet élément persistant de la base antiraciste lie explicitement — et de façon spontanée — l'extinction d'un fait national français — et même du fait national français — à la transformation de sa composition ethnique. C'est là une conception racialisée de la nation qui donne *raison* à tous ceux qui disent vouloir sauvegarder l'homogénéité ethnique de l'Hexagone pour que la France puisse persister dans un être profond. Délimitation, d'emblée, d'un champ des oppositions entre néo-antiracistes et anti-immigrationnistes, qui — sans toujours l'avouer de bonne grâce et lorsque cède la langue de bois de certains leaders — établissent la même liaison d'étroite dépendance entre identité française et composition ethnique, mais en l'affectant de valeurs inverses. Cette liaison, quelle que soit la valeur dont on l'affecte, est ordinairement jugée comme « contraire à la tradition républicaine française ».

La troisième citation en exergue constitue le commentaire officiel de l'organisation S.O.S. Racisme aux propos de Valéry Giscard d'Estaing, qui avait estimé que « le type de problèmes

auxquels nous aurons à faire face se déplace de celui de l'immigration (« arrivée d'étrangers désireux de s'installer dans le pays ») vers celui de l'invasion (« action d'entrer, de se répandre soudainement »)<sup>1</sup>. »

1. Voir en particulier le quotidien *Libération* du 27 mars 1985, impressionné par ce « nationalisme de grand vent ».

2. Cf. *Libération* du 10 juin 1991. Le concert s'est achevé par de violentes bagarres « entre bandes de cités rivales et entre groupes de jeunes Blacks et beurs », précise le journal.

1. In *Le Figaro Magazine* du 21 septembre 1991. L'ancien président de la République visait ceux que l'on appelle les « réfugiés économiques ». Il citait le refoulement des Albanais qui avaient tenté un véritable débarquement massif en Italie durant l'été précédent.



Paraphrasons l'assertion — d'ailleurs fausse à l'époque — introduisant le *Manifeste du Parti communiste* de Karl Marx et Friedrich Engels : un spectre hante l'Europe — mais plus particulièrement la France —, c'est le spectre de l'immigration<sup>1</sup>. Épouvante pour les uns, mais apparition avenante pour les autres, c'est autour de cette évidence acceptée — topique, par conséquent — que s'organise l'antagonisme des discours, que se répartissent et se distribuent les attitudes, que se disposent en des disqualifications croisées — car non unanimement partagées — « antiracistes » et « racistes » supposés, soit, à leurs deux pôles opposés, les amoureux militants de l'immigration — les immigrationnistes, notamment représentés par

1. Réunis à Luxembourg les 17 et 18 septembre 1991 par le Conseil de l'Europe, les ministres chargés des migrations ont décidé la création d'une structure d'intervention rapide contre les afflux massifs d'immigrants. Le *Manifeste* de 1848 commence ainsi : « Un spectre hante l'Europe : c'est le spectre du communisme. »

S.O.S. Racisme — et leurs adversaires, les anti-immigrationnistes. Par-delà leur opposition frontale, ils communient fondamentalement autour d'un même imaginaire de la pénétration immigrée, les premiers pour la souhaiter ou ne pas vouloir s'y opposer tout en la déclarant juste (morale), inévitable, bienfaitrice et déjà là, les seconds pour s'épouvanter du déferlement de « marées humaines » sur les villes et les villages de France, et appeler de leurs vœux des mesures radicales de protection.

Le sujet est là : comment et pourquoi le corps des représentations que nous venons précisément de définir et que — sous ce *seul* inventaire — nous avons baptisé et nommerons dorénavant « immigrationnisme » ou « immigrationnistes », comment et pourquoi ce corps de représentations, qui s'est cristallisé autour de S.O.S. Racisme dans le cadre d'un antiracisme dominant et même hégémonique, a-t-il investi l'antiracisme au point d'établir l'équation « être raciste, c'est ne pas être immigrationniste », équation qui, comme l'a fort bien expliqué Claude Lévi-Strauss, ne permet plus de distinguer le racisme proprement dit de ce qui ne l'est pas, et, par conséquent, *stricto sensu*, « fabrique » du « racisme » et des « racistes » ? Comment et pourquoi ce phénomène est-il apparu, vers le milieu des années 1980, pour dessiner les figures d'une sorte de danse d'affolement et de vertige, aux yeux de Français déclarés par avance « racistes » s'ils n'acceptaient pas sans mot dire des représentations où ils ne pouvaient qu'entrevoir les prémices de leur propre mort (l'engloutissement de ce qu'ils pensaient être en propre) ? Par quel enchaînement de circonstances historiques et de motivations idéologiques l'antiracisme, annonçant cette mort comme un avenir en voie d'accomplissement et un devoir moral, en est-il arrivé à ne cesser d'alimenter des fantasmes d'extinction, à ne cesser d'amorcer et de réamorcer des angoisses de dilution, de



disparition ? Loin de calmer les craintes qui s'exprimaient déjà au début du premier septennat de François Mitterrand devant la dégradation des conditions de vie dans les zones de périphérie urbaine à forte densité de population étrangère, loin de jouer le rôle anxiolytique, réhabilitant et cicatrisateur que nous étions initialement en droit d'espérer de S.O.S. Racisme et de la popularisation d'une thématique prétendant combattre l'idéologie raciale, l'organisation antiraciste a en effet développé une fonction anxiogène dans le tissu social. Elle a ainsi contribué à la majoration et à l'actualisation d'un phénomène déjà rencontré en France dans les années 1930, et dans un contexte à deux paramètres identiques (présence immigrée au plus haut, record historique du chômage) : une xénophobie de défense.

Ce premier sujet en inclut et en transporte un autre, dont il est une composante partiellement explicative : comment l'antiracisme est-il devenu — à des degrés divers selon les tendances, les organisations, les groupes — le champ fertile d'épanouissement, le tremplin des identitarismes ? Ne l'aurait-il pas toujours été ? En quoi la situation est-elle aujourd'hui nouvelle ? Nous examinerons ces points, pour évaluer la signification que revêt l'antiracisme des années 1980 : il témoigne, en même temps qu'il en est acteur, d'évolutions profondes de la société française, certaines irréversibles. Il clôt probablement d'anciennes problématiques idéologiques, politiques et sociales pour en ouvrir d'autres. Il est un aspect du tournant du destin français. Le moment est venu de prendre date, seul moyen de pouvoir rétrospectivement vérifier dans l'avenir si l'on a fait erreur ou pas.

### Clarifications

« Xénophobie de défense » : l'expression est de Robert Paxton et elle est excellente<sup>1</sup>. Saisissons cette occasion pour bien souligner qu'avec l'« antiracisme », et donc avec le « racisme », nous entrons — pour ce qui concerne la période actuelle — dans un labyrinthe sémantique, où l'on s'affronte fréquemment à fronts renversés, en faisant appel à des réflexes pavloviens et à des signifiants gangrenés par la mémoire historique, diffractés sur les écueils du souvenir, incertains, *stonewashed*. Ainsi voit-on un antiracisme sacraliser l'ethnie d'origine et cautionner de véritables xénophobies groupales. Mais le plus frappant — et malheureusement le moins signalé —, c'est l'usage extraordinairement flottant du mot « xénophobie ». En effet, celui-ci embrasse — et mal étreint — des choses sans rapport : il qualifie aussi bien un comportement nazi d'extermination que... le texte de Claude Lévi-Strauss sur race et culture, dont il sera question plus loin (il contamine insidieusement par récurrence). Il qualifie aussi bien les pires atteintes à des groupements humains que le fait de vouloir apprendre aux enfants des écoles l'hymne national, ou le peu d'estime porté à une coutume, à un élément de culture étrangère, ou encore la volonté de strictement maîtriser les flux migratoires. La dérive est telle que ce que xénophobie voudrait désigner est toujours au-delà de son étymologie : celle-ci

1. « La défaite avive encore une xénophobie de défense qui n'avait fait que croître au long des années trente. Toute crise affaiblit le sens de l'hospitalité. Avant la dépression économique, la France, dont la main-d'œuvre était insuffisante, devait faire appel à de nouveaux étrangers [...]. En 1930, les travailleurs étrangers représentaient 7 % de la population totale [...]. Avec le chômage vinrent l'hostilité et les représailles [...]. Aux travailleurs vinrent s'ajouter les réfugiés, peu avant 1940 [essentiellement espagnols et israéliens] » (Robert O. Paxton, *La France de Vichy, 1940-1944*, Le Seuil, 1973, p. 167).



signifie « crainte ou répulsion angoissante de l'étranger ». Dans le langage courant, xénophobie signifie bien plutôt « haine de l'étranger » et « volonté d'éliminer l'étranger ».

Vouloir être simplement soi, manifester de l'estime pour soi, s'interroger sur les conditions minimales d'existence d'une collectivité deviennent — dans l'optique antiraciste pourchasseuse de « xénophobes » — les signes redoutables d'une maladie préluant aux pires des crimes, ou les justifiant à l'avance. La rhétorique antiraciste est assise sur cet effet de zoom brutal qui a pour conséquence de manichéiser et de vitrifier le débat en réduisant le spectre discursif à la grossièreté des slogans, pour mieux occulter raisons en jeu et motivations profondes. Lorsque l'on prétend faire œuvre sociologique et historique, c'est-à-dire tenter d'échapper au manège ambiant, la moindre des choses est de prendre des précautions dans le maniement de telles outres sémantiques, déformées par les vents souffrants de l'histoire et manipulées par les agitateurs du moment. D'autant que — nous a prévenus Lévi-Strauss, redisons-le une bonne fois — « rien ne compromet davantage, n'affaiblit de l'intérieur et n'affadit plus la lutte contre le racisme que cette façon de mettre le terme à toutes les sauces, en confondant une théorie fausse, mais explicite, avec des inclinations et des attitudes communes dont il serait illusoire d'imaginer que l'humanité puisse un jour s'affranchir<sup>1</sup> » d'autant que — en un mot — cet antiracisme endommage gravement la lutte contre le racisme.

En 1984-1985, les objectifs du nouvel antiracisme bientôt porté au firmament de la reconnaissance sociale étaient difficilement identifiables dans l'effusion générale. Parce que ce

1. In *Le Regard éloigné*, Claude Lévi-Strauss, Plon, 1983, Préface, pp. 15-16. *Le Regard éloigné* contient la fameuse conférence *Race et Culture*, prononcée en 1971 à l'Unesco. Dans la préface, Lévi-Strauss revient sur l'« assez joli scandale » alors provoqué, en cherche les raisons et explicite ses conceptions.

nouvel antiracisme s'agrégeait aux significations légitimes des luttes anciennes, parce que les campagnes alors menées contre les crimes ou attentats racistes commis en France — alors l'essentiel de l'action de mobilisation destinée à rameuter l'opinion autour de S.O.S. Racisme — permettaient d'entretenir les équivoques au prétexte de l'urgence. On peut dire de ce point de vue que la dénonciation des crimes racistes aura joué dans la popularisation du néo-antiracisme un rôle analogue à celle de la répression policière dans les entreprises de mobilisation à des fins de révolution sociale (songeons à mai 1968). Le mécanisme fonctionne en deux temps à peine décalés : dans un premier temps, hystérisation collective d'un sentiment (justement) réprobateur (c'est ainsi qu'en mai 1968 les C.R.S. sont devenus des S.S., quand bien même c'étaient des gardes mobiles qui étaient en cause, mais il fallait préserver la rime) ; puis inclusion de l'action et des acteurs ainsi soudés dans un système de représentation et d'objectifs que le niveau d'effusion atteint valide implicitement.

Du fait que la qualité de Français transcende les origines raciales, fallait-il pour autant retourner la proposition et considérer comme dérogeant à la philosophie constitutive du pays le moindre obstacle levé aux frontières, fallait-il accepter en tant que Français putatif tout individu qui s'y présenterait, et même, au-delà, comme un message obsédant n'allait pas tarder à le répandre, fallait-il considérer que l'universalité des droits de l'homme — « donnés par la France au monde », selon une expression oubliée de l'histoire — avait pour contrepartie naturelle et illustrative de considérer l'acquisition de la nationalité française comme un droit de l'homme ? Une telle sensibilité était certes diluée dans la logorrhée des bons sentiments et le langage à plusieurs niveaux de compréhension — qui sera détaillé — de S.O.S. Racisme. Tout le monde pouvait se tromper. Encore que Coluche — animé de sa passion transgres-



sive coutumière — avait franchement fait écho au soubassement du mouvement dès avant les premières apogées : « La France est au milieu du reste et tout le monde passe par là » — sous-entendu : tout le monde est passé, donc passera et doit avoir le droit de passer par là.

En 1991-1992, si les équivoques persistent, le doute n'est plus permis à quiconque fait effort d'objectivité : le néo-antiracisme, dans ses diverses manifestations, ne cesse en effet de se donner, en très clair, pour un immigrationnisme. Une illustration transparente en a été fournie par la manière dont ce que la presse appelle maintenant « les organisations antiracistes » — dont beaucoup sont purement et simplement des « associations de soutien aux immigrés » — se sont mobilisées contre ce qu'elles ont appelé « les mesures gouvernementales anti-immigrés ». La manifestation organisée par elles le 25 janvier 1992 visait en l'espèce à mettre en échec toute tentative de traduire concrètement ou juridiquement la volonté, affirmée prioritaire par le Premier ministre Édith Cresson, de « mener une politique stricte de maîtrise des flux migratoires, condition d'une politique d'intégration généreuse, conforme à notre tradition républicaine, pour permettre à chacun de trouver sa place dans une société dont il accepte les règles<sup>1</sup> ». Autrement dit, être « antiraciste », pour ceux qui en font bruyante profession publique et les organisations classées sous cette étiquette, ce n'est plus lutter pour la décolonisation, contre une pratique de ségrégation ou une théorie de domination raciale expansive, c'est tenter de faire échec à toute mesure visant à prévenir l'arrivée massive et incontrôlée d'étrangers en France, militer en faveur du développement de laxités dans le tissu frontalier et institutionnel de contrôles, et, à l'inverse, définir

1. Édith Cresson, « L'ennemi de la démocratie — le Premier ministre appelle à lutter contre l'extrême droite », *Le Monde*, 13 décembre 1991.

le racisme au critère de la volonté affirmée d'une maîtrise des flux migratoires. C'est là un antiracisme de nouvelle génération, comme on parle d'une nouvelle génération de produits industriels ou d'usines électronucléaires.

### *La suggestion de l'idée de mort*

Notre propos sera de caractère pluridisciplinaire et mobilisera sociologie, histoire, démographie et psychologie collective. Mais, dans ses dimensions les plus fondamentales, il croisera l'ethnologie, qu'il nous faudra toujours avoir à l'esprit. Non pour faire semblant de nous éloigner artificiellement d'un sujet brûlant, mais parce qu'un regard comparatiste fait rapidement apparaître une parenté des questions les plus essentielles mises en jeu par l'antiracisme actuel avec celles qui sont au cœur du fonctionnement de toute société, de tout groupement humain organisé et qui sont l'objet de la discipline ethnologique. J'en citerai trois : l'installation de nouvelles sacralités et l'édification d'interdits autour de la race (*via* la notion aujourd'hui légale d'« appartenance ethnique », ou au travers de slogans célébrant « nos cultures, nos couleurs », slogans qui veulent établir la pleine légitimité d'identités ethniques partiellement autonomes au sein de l'ensemble France); les conditions de transformation conservatrice d'un ensemble humain confronté à la « recombinaison culturelle » — problématique de Claude Lévi-Strauss dans ces deux textes complémentaires que sont *Race et Histoire* et *Race et Culture*<sup>1</sup>; enfin, les effets chez les individus ou les groupes d'individus de l'idée de mort suggérée

1. Claude Lévi-Strauss, *Race et Histoire*, Gonthier, 1961, 1968 (essai publié une première fois par l'Unesco en 1952). Pour *Race et Culture*, voir *supra*. Dans *Race et Culture*, Lévi-Strauss aborde également la grande question de la « recombinaison génétique ».



par la collectivité — suggestion observée dans certaines sociétés primitives, abordée en 1926 par Marcel Mauss dans un article intitulé « Effet physique chez l'individu de l'idée de mort suggérée par la collectivité, Australie, Nouvelle-Zélande<sup>1</sup> », et dont je me propose de faire un usage central dans l'analyse de l'antiracisme contemporain, au-delà dans la mise à jour des obsessions de nos contemporains. Marcel Mauss rapporte notamment l'existence « de véritables maux de conscience qui entraînent [des] états de dépression fatale et qui sont eux-mêmes causés par [une] *magie de péché* qui fait que *l'individu sent être dans son tort, être mis dans son tort*<sup>2</sup> ».

Pour le redire d'une autre manière, cet antiracisme, libéré de ses deux adversaires européens du demi-siècle que furent l'impérialisme raciste du nazisme et les empires coloniaux, a pour socle référentiel l'immigration (et pour caution latérale et adjacente, jusqu'à un passé récent, destinée à établir de fausses équivalences de situations, le lointain apartheid en Afrique du Sud). Il est relié aux phénomènes de suggestion de l'idée de mort de deux manières. Une première fois parce qu'il remonte la chaîne des culpabilités rétrospectives en nazifiant la tradition française par glissement et association d'événements : si quelques individus de nationalité française ont provoqué la mort au cours de crimes racistes récents, il faut entendre que ce serait dans la droite ligne d'une histoire marquée par « les crimes de la colonisation » et « la participation française à la solution finale », pour reprendre des expressions aujourd'hui aussi banalisées qu'elles étaient jugées scandaleuses il y a quarante-cinq ans. Décidément, ce pays ne pourrait jamais que donner la mort. Ainsi, se sentant « être dans son tort », ou « être mis dans son tort », selon la définition de la magie de péché donnée

1. Reproduit in Marcel Mauss, *Sociologie et Anthropologie*, P.U.F., 1966.

2. C'est nous qui soulignons, *op. cit.*, p. 325.

par Marcel Mauss, le Français « antiraciste » se trouve en situation psychologique de vouloir précipiter passivement ou activement la disparition de cet ensemble France traditionnellement si meurtrier, de se prémunir à tout le moins contre le regain d'une aussi douteuse identité, pour « régénérer » l'une et l'autre « par le sang neuf » de l'immigration, comme on le lit si souvent. C'est pourquoi, aux Français qui s'inquiètent de l'avenir d'une identité (et une identité est tout autant une réalité subjective qu'objective, donc avant tout une *représentation de l'identité*), aux Français qui se demandent : « Serons-nous encore français dans trente ans<sup>1</sup> ? », l'antiracisme répond : « Non, et d'ailleurs c'est mérité, cela vaut mieux comme cela. » Un concept résume cette attitude : le sociocentrisme négatif, défini par Pierre-André Taguieff comme « haine de soi, idéalisation du non-identique, de l'étranger, de l'Autre<sup>2</sup> ».

Sachant ce que nous savons déjà, il saute aux yeux que la résistance à S.O.S. Racisme et à l'idéologie antiraciste actuelle est une résistance à cette magie de péché. Cette résistance a eu des effets politiques visibles : montée du Front national, bien sûr, non par la conversion soudaine d'une importante partie de l'électorat à une conception antidémocratique ou néofasciste de la société, mais parce que l'attitude de la droite comme de la gauche a trop longtemps laissé s'installer l'impression que ce parti était le seul à oser afficher sans réticences le drapeau symbolisant l'unité des groupes, à pouvoir organiser une résistance à la magie de péché (donc : effet politique d'une

1. Titre à la Une du *Figaro Magazine* du 26 octobre 1985. Voir aussi Alfred Sauvy, *L'Europe submergée, Sud → Nord dans trente ans*, Dunod, 1987. Je reviens sur le contenu de ce livre au chapitre VI.

2. Pierre-André Taguieff, « Réflexions sur la question antiraciste », dans la revue *Lignes*, n° 12, décembre 1990, pp. 15-52, ici p. 34.



résistance à l'idée de mort suggérée par l'idéologie dominante dans une collectivité).

Mais la relation de l'antiracisme à la suggestion de l'idée de mort ne se limite pas à cette magie de péché fondée sur des mécanismes de rétroaction historique menant au dégoût de soi et aux moyens d'y mettre fin. Il y a aussi une suggestion de l'idée de mort destinée aux antiracistes, à usage interne, destinée à majorer la racistophobie au travers de signaux laissant entendre l'imminence d'un *envahissement* de la société, non par les immigrés cette fois, mais par les Français racistes. À S.O.S. Racisme, il est même suggéré beaucoup plus aux militants, comme l'inévitabilité de la défaite devant l'intarissable fécondité de la « bête immonde » qui monte, ou va monter (l'une des propriétés du racisme vu par les antiracistes est en effet qu'« il monte »). Le slogan affiché par voie de presse dans l'Île-de-France pour annoncer le concert annuel de S.O.S. Racisme en 1991 était : « La fête, vite ! » C'est la réponse que l'organisation a trouvée au fameux « Le Pen, vite ! » vu partout dans l'Hexagone durant une décennie. À ce slogan d'attente des premiers jours qui suivraient la défaite du vieux monde de l'établissement républicain, selon les partisans du Front national, S.O.S. Racisme a répondu par un slogan d'attente des derniers jours. L'espérantisme lepéniste n'est détourné par un thème crépusculaire que pour y renvoyer, non pour le démentir : la dernière fête, peut-être, avant que le ciel ne nous tombe sur la tête.

Observons bien d'ailleurs le sigle du mouvement : comme pour toutes les organisations de type S.O.S. (S.O.S. Plomberie ou autres), il s'applique à des équipes spécialisées dans l'intervention d'urgence — elles n'ont pour vocation ni le travail de fond ni la prévention — une fois que l'événement a eu lieu. Le sigle a pour fonction, chaque fois qu'il est prononcé, de poser l'évidence du fait raciste, que les Français racistes

frappent et frapperont encore. Subtilement, Léon Boutbien, membre de la commission de la Nationalité, a fait remarquer, lors de l'audition des leaders du mouvement, que ce combat antiraciste était mené « sous le signe d'une incantation presbytérienne, car en fait S.O.S., c'est « Sauvez notre âme », c'était l'incantation presbytérienne des marins quand ils allaient mourir<sup>1</sup> ». « Sauvez nos âmes, le racisme est là comme la fatalité d'une mer déchaînée qui nous entraîne inexorablement vers l'abîme » : c'est l'incantation — implicite mais très envahissante — des antiracistes qui voudraient croire qu'eux-mêmes et faire croire que les Français vont en mourir.

### *Antiracisme idéal et antiracisme réel*

Comme l'a noté Claude Lévi-Strauss dans *Le Regard éloigné*, la question du racisme et de l'antiracisme est par excellence sujette à « complaisance », « catéchisme », « abus de langage », « enflure verbale », et quiconque tente d'y échapper s'expose à des manœuvres d'intimidation et de disqualification par déclassement symbolique, dont l'auteur de *Tristes Tropiques* et de *l'Anthropologie structurale* a pu faire l'expérience et l'inventaire dans les années qui ont suivi la publication de *Race et Culture*<sup>2</sup>. D'où la tentation, pour le sociologue, l'anthropolo-

1. *Être français aujourd'hui et demain*, rapport de la commission de la Nationalité présenté par M. Marceau Long au Premier ministre, U.G.E., 10/18, t. 1, les auditions publiques, pp. 559-560. Les auditions publiques, dont celle de S.O.S. Racisme au cours de laquelle a eu lieu l'échange entre Harlem Désir et Léon Boutbien, ont été diffusées en direct sur la troisième chaîne de télévision.

2. Ce texte ayant été tout spécialement attaqué au nom de l'« antiracisme », on notera avec d'autant plus d'intérêt le commentaire de Jean Daniel dans *Le Nouvel Observateur* : « [...] on ne peut pas taxer de racisme n'importe qui. J'adopte sur ce plan une partie essentielle de la position de Lévi-Strauss. Il faut distinguer le racisme de supériorité, de domination, de conquête, d'extermination, d'une part, et la xénophobie d'autodéfense, de rejet, de protection, d'autre part » (*Le Nouvel Observateur*, 2 août 1985).



gue ou le philosophe, dès l'abord du thème, de camper dans une position d'« antiraciste critique », qui permettrait de critiquer l'antiracisme sans encourir le reproche de donner des arguments aux racistes. Ce type de positionnement a beaucoup servi à l'époque de l'hégémonie marxiste dans les sciences humaines, les « marxistes critiques » argumentant alors contre le communisme soviétique ou chinois au nom de Marx et de Lénine. Le chercheur antiraciste déclare alors parler au nom du véritable antiracisme, un antiracisme idéal dont l'antiracisme effectif ne serait qu'une caricature, voire une trahison. Telle est la démarche constante de Pierre-André Taguieff, l'auteur du seul ouvrage véritablement passionnant sur la question, *La Force du préjugé*<sup>1</sup>. Ayant construit un idéal-type de l'antiracisme — qui semble correspondre à l'idéal de l'auteur et, dans une certaine mesure, au mien, ce qui le rend deux fois d'autant plus scientifiquement suspect —, Taguieff en identifie les corruptions. L'antiracisme effectif lui apparaît alors volontiers comme un « phénomène collectif de régression mentale aisément manipulable<sup>2</sup> », la « vulgate antiraciste dominante [...] traversée par une contradiction insurmontable entre une axiologie de la différence et une axiologie du mélange égalisateur<sup>3</sup> » — d'où « son inefficacité radicale<sup>4</sup> » —, « la rhétorique antiraciste [semblant] fonctionner à vide ». La tâche du savant antiraciste serait donc de libérer le discours antiraciste de la démonologie, de « son système d'illusion et de son dispositif de propagande<sup>5</sup> », de dissoudre les antinomies qui le paralyseraient, de « donner un coup de fouet à l'antiracisme

1. Pierre-André Taguieff, *La Force du préjugé, essai sur le racisme et ses doubles*, Gallimard, 1987, 1990. Voir aussi l'important article de *Lignes* déjà cité.

2. In *La Force...*, op. cit., p. 179.

3. *Id.*, p. 385.

4. *Id.*, p. 363.

5. *Id.*, p. 178.

commémoratif », de « réveiller les militants antiracistes de leur sommeil dogmatique » en critiquant « la routinisation de l'antiracisme, liée à son institutionnalisation<sup>1</sup> ». L'objectif, note avec raison Taguieff, « peut passer pour immodeste<sup>2</sup> », mais c'est là son moindre défaut.

Son principal défaut est qu'il situe le chercheur dans une position de combat critique qui le conduit à déprécier les manifestations de l'antiracisme contemporain, atteignant par là même son aptitude à en rendre compte et à le réintégrer dans une histoire — de l'antiracisme et de la société — où elles se déploient dans une certaine logique. Les jugements de l'antiracisme effectif au nom de l'antiracisme idéal me rappellent d'une certaine manière ceux que portaient les amoureux de la musique pop sur la musique punk, elle aussi qualifiée de régression mentale alors qu'on pouvait y voir, en s'approchant au plus près, un moment syncrétique de l'histoire du rock. Je remarque d'ailleurs que la péjoration de S.O.S. Racisme est associée à la juvénilité du mouvement et à son caractère de masse, deux aspects toujours repoussoirs pour les intellectuels. À la position de supériorité savante et militante qui conduit à déprécier, j'oppose une humilité non militante : l'antiracisme n'est pas tel que le sociologue pourrait vouloir qu'il soit, il est celui que produit et célèbre la société. Loin d'enterrer l'antiracisme dans une routine, S.O.S. Racisme apparaît comme un mouvement qui fait entrer l'antiracisme dans une nouvelle période de son histoire, que celle-ci plaise ou non. C'est un mouvement complexe, extraordinairement riche de significations, qui se situe à la confluence d'évolutions idéologiques, générationnelles, politiques. Sa créativité propre renvoie par conséquent à une grande dépendance vis-à-vis de différents

1. In l'article de *Lignes*, p. 15.

2. *Id.*, p. 15.



niveaux de la pratique sociale, dont il agrège d'un coup des évolutions séparées. Son autonomie propre consiste à fédérer des phases éparses : évolution de la génération de mai 1968, évolution du socialisme français, évolution des pratiques de l'exécutif de la V<sup>e</sup> République, évolution de la situation des religions, juvénisation de l'autorité morale, évolution du sentiment de la patrie et déclin de la représentation de son homogénéité. De là un précipité ouvrant une dynamique explosive, au moins entre 1985 et 1988. S.O.S. Racisme est sans doute la *clef* des années Mitterrand. Un mouvement parfaitement cohérent dans le contexte français des années 1980, qui se laisse déplier comme un mille-feuille, et que seule une méthode carencée par quelques *a priori* peut conduire à réduire à la condition d'expression absurde ou infantile.

### *Pentes de l'anti*

Il n'aura échappé à personne que, à la différence des grandes idéologies propositionnelles (libéralisme, communisme, fascisme, etc.), l'antiracisme prétend génériquement ne se définir que par ce à quoi il s'oppose, et s'insère donc naturellement dans la longue nomenclature des « anti-quelque chose », d'où des difficultés spécifiques d'identification. En juillet 1945, Raymond Aron invitait ainsi à s'interroger sur « la pente de l'anticommunisme » où l'« on en arrive vite à l'autorité d'un chef absolu », et au risque, en France, « d'une réaction autoritaire apparentée à celle du fascisme espagnol<sup>1</sup> ». Raymond Aron avait quelques raisons d'être échaudé, puisque l'on

1. Introduction à *L'Âge des empires et l'Avenir de la France*, publié en 1945, repris dans *Chroniques de guerre, la France libre, 1940-1945*, Raymond Aron, Gallimard, 1990, p. 724.

mesurait à peine l'angle abrupt de quelques pentes « antinazies » menant directement à l'établissement d'un autre totalitarisme. Tous les « anti » présentent ainsi des pentes dont il est impératif de scruter le développement — il y a une ou des pentes de l'antiracisme comme il y a une ou des pentes de l'anti-antiracisme —, remarque de caractère général qui justifie l'inscription de la présente démarche au compte d'une sociologie des pentes de l'anti.

S'interroger sur les pentes de l'antiracisme, c'est s'introduire au cœur du réacteur.

Le fond du paysage — la première et la plus forte protection, ce qui confère à l'antiracisme une légitimité d'acier — est occupé par le double souvenir du nazisme et de la décolonisation. Deux victoires qui ont entièrement détruit des systèmes politico-économiques d'origine européenne, racistes à divers titres, c'est-à-dire exploitant, déplaçant ou exterminant des populations discriminées en raison de leur origine raciale ou ethnique. La victoire remportée par l'antiracisme contre le nazisme est toutefois rêvée dans une large mesure, car anachroniquement reconstituée. Dans la défaite du nazisme, en effet, l'antiracisme joue un rôle complètement mineur (c'est l'agressivité patriotique et antiallemande qui arme les volontés, l'attachement à un mode de vie entre soi sur un territoire déterminé) : c'est la révélation, après guerre, de l'ampleur du génocide juif, principalement, qui associe, postérieurement à l'événement, l'antiracisme à l'argumentaire des leviers de la volonté guerrière d'en finir avec l'occupant allemand, jusqu'à substituer anachroniquement cet antiracisme au patriotisme dans le faux souvenir des générations qui n'ont pas connu la guerre (nous reviendrons ultérieurement sur cet aspect capital). Avec la fin du nazisme, puis de la décolonisation, l'antiracisme est installé comme contexte basique consensuel. La pente de l'antiracisme, c'est le mouvement qui va présider à l'utilisation



de cette idée dominante par la société française, son mode de transformation en idéologie particulière, expresse ou rampante, servant d'autres fins. Comme l'indique le mot « pente », il n'y a pas solution de continuité entre les formes nouvelles prises par l'antiracisme et le paysage originel, mais approfondissement d'inclinaisons déjà présentes, sélectionnées dans le contexte basique. Ces inclinaisons sont au nombre de deux et nous les avons déjà croisées. L'une est une inextinguible culpabilité, terreau de la magie de péché, où, à la colonisation et à l'antisémitisme du régime de Vichy, se sont ajoutées l'exploitation de la main-d'œuvre immigrée en France et, plus récemment, à l'initiative du secrétaire d'État à l'Intégration, M. Kofi Yamgnane, l'organisation de la traite des Noirs<sup>1</sup>. Cette inextinguible culpabilité met le Français de souche (brève ou longue) en situation de débiteur perpétuel à l'égard des populations tierces de l'immigration potentielle. L'autre inclination, c'est le travail des concepts de race et d'ethnie au sein de l'antiracisme.

Pour en juger, et mesurer par là l'ambivalence de la lutte contre le racisme — qui ne paraît pas encore avoir trouvé le clair moyen (mais le veut-elle ? là est toute la question) de s'opposer à la discrimination raciale sans faire le lit des concepts de race ou d'ethnie, et se retrouver porteuse des différents types de revendications identitaires établis sur cette base —, il suffit d'observer au plus près les formulations, qui semblent évidentes et sont pourtant très particulières, adoptées par les lois antiracistes françaises. La loi du 1<sup>er</sup> juillet 1972

1. Extrait du communiqué publié par M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'État à l'Intégration, en réponse à l'article où M. Giscard d'Estaing évoquait l'« immigration-invasion » : « Giscard d'Estaing a toujours le droit de préférer les Noirs qui distribuent des diamants et concèdent leurs chasses à ceux qui nettoient les trottoirs de Paris [...]. Ses ancêtres à particule ont arraché à l'Afrique et vendu cent cinquante millions d'hommes, ses esclaves, pour créer leur richesse et leur bien-être. Était-ce invasion ou immigration ? »

relative à la lutte contre le racisme met ainsi en balance l'« origine » d'« ethnie », de « nation », de « race », de « religion déterminée » et l'« appartenance » à celles-ci. La loi du 13 juillet 1990 tendant à « réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe » laisse encore une indécision et donc une marge entre l'origine et l'appartenance pour ce qui concerne son application aux publications de presse — objet du titre I de la loi de 1972 que nous avons évoquée. Elle la maintient dans des dispositions particulières, mais elle la supprime en son article premier, de portée générale, qui stipule purement et simplement : « Toute discrimination fondée sur l'appartenance ou la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion est interdite. »

Cette disparition de la mention des origines est évidemment tout un programme. Elle signifie que l'origine vaut appartenance (ou non-appartenance, ce qui est poser le fondement d'une reconnaissance implicite du droit des groupes à collectivement s'imperméabiliser), mode relatif de clôture dont il serait vain de tenter de sortir, marque indélébile faisant obstacle à la libération du groupe d'origine. Disparition pour le moins suspecte, donc, mais dans le droit fil de la première grande loi antiraciste française, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, le décret-loi Marchandeu du 21 avril 1939, qui, lui — sans évoquer l'ethnie, concept ersatz de race non encore installé —, réprimait sans barguigner la diffamation envers des particuliers ou des groupes de personnes « qui appartiennent, par leur origine, à une race [...] déterminée<sup>1</sup> ». On appartient par son origine à une race, donc, ou à une ethnie, ou à une communauté, pour rafraîchir l'ancienne formule en l'adaptant

1. Ce décret a été promulgué au *Journal officiel* du 25 avril 1939. Paul Marchandeu était le garde des Sceaux, ministre de la Justice d'un Conseil des ministres présidé par Paul Daladier, également ministre de la Défense nationale et de la Guerre.



aux vocables et aux réalités du moment : la communauté n'est pas une race, ni une ethnie, c'est une fraction de race, une part d'ethnie, et persistant, croyant persister, souhaitant persister dans son être générique (souvent aussi : contrainte à persister ou à s'imaginer persister dans cet « être »); la notion de communauté, ethnique ou religieuse, suppose toujours une dispersion sur fond de parenté fantasmatiquement maintenue. Le paradoxe est donc qu'en luttant contre le regard « raciste » qui maintenait l'autre dans son origine et faisait obstacle à son admission dans la société des égaux, c'est-à-dire des semblables humains, l'« antiracisme » a acclimaté la notion de race, et par là une vision panraciale, ou panethnique, ou pancommunautaire de la société, notion et vision naturalisées par les grands appareils de l'État. Les petits enfants français des années 1950 et 1960 étaient élevés à l'école publique dans une conception empruntant à l'idéologie de l'Unesco digérée par les sucres de l'individualisme républicain. Ils pensaient naïvement que les Français étaient tous égaux, quelle que soit leur origine, c'est-à-dire malgré leur race. Être blanc, noir ou jaune était un détail sans importance, pas même relevé à l'heure où il fallait dépasser différences et oppositions et apporter la démonstration que celles-ci « faisaient d'excellents Français », comme l'avait chanté au front, avant mai 1940, Maurice Chevalier, dans une chanson qui est un véritable joyau sociologique; le chanteur dresse un tableau des diversités composant la République et censées se fondre dans un harmonieux patriotisme de défense (pour « qu'on nous foute une bonne fois la paix »). Celles-ci sont politiques, idéologiques, religieuses et sociales : membres de l'Action française, catholiques et anticléricaux, riches et pauvres, instituteurs, paysans ou épiciers font d'« excellents Français » : très significativement, la différence

raciale ou ethnique n'est pas évoquée<sup>1</sup>. Mais c'est là un discours à l'usage des dominants, qui croient toujours à la puissance assimilatrice du modèle de civilisation dont ils détiennent les clefs. Porte-parole des dominés, l'antiracisme subordonne la pleine considération des personnes à la pleine considération des groupes dont elles sont issues. L'égalité des individus est déduite de l'égalité déclarée des cultures ethniques dont ceux-ci témoignent. On ne reconnaît plus la qualité d'égal à un individu pour autant qu'on a réussi à l'extraire de son groupe d'origine, mais pour autant qu'il en est membre. C'est là le chemin historiquement dominant emprunté par l'antiracisme de fait, l'antiracisme anticolonial ou antiesclavagiste par exemple. Il habilite la notion de race, ou encore celle, évoluée, d'ethnie, dans le dessein d'obtenir non plus une addition d'élévations individuelles au prix d'un délaissement sensible de la culture d'origine, mais une réhabilitation globale des groupes considérés, pour que soit abandonnée, par conséquent, dans un premier temps, la représentation de valeur d'échelle (infériorité/supériorité) qui conduisait à légitimer par la nature des choses des comportements d'exploitation, de domination ou d'asservissement.

Nous nommons raciste ce type de processus, qui — loin de nier l'ethnie ou la communauté — réévalue *en tant que tels* des groupes considérés *en tant que tels* comme inférieurs (ou dangereux) pour affirmer leur égalité. Deux remarques immédiates, pour dire en premier lieu que le fameux slogan « L'égalité dans la différence » décrit très exactement l'économie du processus et les buts apparents que paraît libérer cette phase de l'antiracisme, et qu'il est une image cohérente, par conséquent, de la vertébration du phénomène antiraciste tel

<sup>1</sup> *Cu fut d'excellents Français* (G. Van Parys, J. Boyer), enregistré par Maurice Chevalier en 1939.



qu'il se présente historiquement : les problèmes viennent du fait qu'il devrait ou doit s'appliquer sans limite prévisible à l'intérieur d'une entité géopolitique donnée, dont il néglige de considérer l'optimum de diversification acceptable. Une seconde remarque pour dire qu'il est au fond naturel que la revendication identitaire s'épanouisse aujourd'hui dans l'anti-racisme, que ce n'est nullement une aberration résultant d'un contresens ou d'un opportunisme historique dû au hasard.

Philippe Dewitte, à propos des « mouvements nègres » en France dans l'entre-deux-guerres, montre bien pourquoi ce choix du racialisme, pour faire pièce au racisme, n'est pas libre, mais dicté par le regard et les décisions de l'Autre, « puissance coloniale ou indigène de France » : « Les Antillais, tout au plus quinze mille personnes en France au tournant des années trente, se découvrent progressivement une communauté d'intérêt et de destin avec ces Africains, qu'ils considéraient naguère comme des "sauvages". Car les Antillais ne deviennent et ne se sentent nègres qu'une fois arrivés en métropole. C'est dans le regard de l'Autre, de l'indigène de France, que naît la "prise de conscience raciale". Cette révélation identitaire va favoriser l'éclosion de mouvements et de journaux nègres, regroupant les Antillais, les Réunionnais, les Malgaches, les Guyannais et les Africains dans un même combat pour la dignité, la reconnaissance de la culture noire, de la civilisation africaine<sup>1</sup>. »

En conséquence, l'organe du Comité de défense de la race nègre, fondé en 1926 par Lamine Senghor, définissait ainsi son but : « Nous voulons imposer le respect dû à notre race, ainsi que son égalité avec toutes les autres races du monde, ce qui est

1. Philippe Dewitte, « Le Rouge et le Nègre », in catalogue de l'exposition *France des étrangers, France des libertés — Presse et mémoire*, coédition Mémoire-Général Éditions/Éditions ouvrières, 1991. Pour plus de précision, se reporter au remarquable livre de Philippe Dewitte, *Les Mouvements nègres en France, 1919-1939*, L'Harmattan, 1985.

son droit et notre devoir, et nous nous appelons Nègres. » En 1927, Lamine Senghor crée le journal *La Race nègre*, publication qui finira par dénoncer « un métissage général et fade ». En 1931, *La Revue du monde noir* partait en quête de l'« âme nègre » et, pour réhabiliter la civilisation noire, entendait mettre au jour et célébrer les « valeurs de la race ». Louis Achille découvre ainsi que « le Noir a l'art dans le sang », et qu'« un instinct artistique exigeant [...] pénétrant profondément l'organisme, jusque dans les filets nerveux les plus ténus et les plus éloignés des centres vitaux que sont le cœur et le cerveau, le secoue et lui impose de véritables besoins physiques<sup>1</sup> ».

Ce n'est pas faire injure aux mouvements politiques et sociaux de toute sorte qui provoquèrent la décolonisation, ni vouloir insinuer des réserves *a posteriori* sur la légitimité du processus, que d'identifier les formes compréhensiblement limitées prises par lui. Dans l'ensemble, et bien qu'agencé au messianisme socialiste qui lui servait de paravent universaliste, il n'a pas fondamentalement dépassé les termes dans lesquels l'Autre colonial avait posé la question de la domination politico-économique : ce sont des nationalismes ethniques ou raciaux qui ont fondé la révolte contre l'ordre discriminatoire. Ce n'est pas vouloir rétrospectivement justifier celui-ci, par exemple en Algérie, que de relever — pour le considérer comme inscrit d'emblée dans le principe sévèrement holistique de la révolte, quoiqu'en étant une conséquence extrême — cette présentation par les éditions nationales du pays, trente ans après l'indépendance, du « renégat » Alain Mimoun dans le premier *Almanach du sport algérien* : « Le successeur d'El-Quafi fut Ali Okacha Mimoun, vainqueur du marathon des Jeux Olympiques de Melbourne en 1956. Originaire de Telagh,

1. Cité par Philippe Dewitte in « Le Rouge et le Nègre »,



dans l'Oranie, Ali Mimoun reniera ses origines pour s'appeler Alain Mimoun. Doit-on alors le mettre dans l'histoire des champions algériens ? À la réflexion, non. Car si c'est son sang et les qualités de sa race qui l'ont fait champion, on ne peut occulter le fait qu'il s'est proclamé français alors que ses frères de sang se battaient contre ces mêmes Français<sup>1</sup>. » Tout y est : le sang, la race, la trahison des origines qui scelleraient l'appartenance — à quoi Alain Mimoun a très républicainement répondu en indiquant que la seule race qu'il connaissait, c'était « la race des vrais cons ». Surprenant, pour ceux qu'abusait l'urgence des tâches premières et qu'aveuglait la certitude d'être responsables — en tant que Français — de quelque chose comme le Code de l'indigénat, mais non pour qui voulait bien considérer le cadre ethnociste de la construction révolutionnaire nationaliste<sup>2</sup>. En utilisant le ferment bio-ethno-religieux pour galvaniser l'énergie du groupe, les indépendantistes se retrouvaient — au nom de la lutte contre le racisme colonial — sur un terrain déjà parcouru avant lui — l'affirmation nationaliste ethnique ou raciale —, pour des objectifs tout différents, certes, l'indépendance et non la domination, mais qui ouvrait la porte à des énoncés prônant la séparation raciale, qui ouvrait à tout le moins la porte à la très libre expression d'une virulence nationaliste-ethnique, qui — contrairement à ce que l'on pouvait imaginer — s'est prolongée depuis la guerre.

S'il en fallait encore, on trouve des raisons supplémentaires de faire une pause, le temps de faire le point, dans la compétition aux bons sentiments.

1. Hamid Grine, *Almanach du sport algérien*, A.N.E.P. C'est *L'Équipe Magazine* du 12 janvier 1991, n° 479, qui a révélé l'affaire.

2. Le Code de l'indigénat (1881) exprimait la politique d'assujettissement menée à l'égard des musulmans, privés dans leur immense majorité du droit de vote et de l'éligibilité.

Sur la pente de l'antiracisme holistique, on atteint en théorie un point de neutralité proclamé entre tous les groupes, chacun étant réputé valoir chacun, après la remise des compteurs à zéro ou leur fixation synchrone à la même valeur, par compensation intellectuelle et juridique des faux handicaps initiaux. Or ce point, qui est *grosso modo* celui où nous sommes, est absolument stratégique, car c'est un lieu de bifurcation où tout se décide pour demain, le bonheur mais aussi peut-être le malheur. Il peut être en effet celui où les antagonismes, sinon se résolvent brusquement, du moins se dissolvent peu à peu, comme celui où de futurs affrontements prennent racine. La voie demeure encore ouverte, mais les situations sont déjà complexes et enchevêtrées. Entre rendre la fierté et cultiver la fierté, entre reconnaître sa culpabilité et en faire un principe de vie, il y a une marge que l'antiracisme raciste, celui des ex-dominés et celui qui est véhiculé dans le camp des anciens maîtres, a maintes fois franchie. Nous devons observer attentivement, pour prendre un exemple, la puissante offensive, aux États-Unis, d'un « afrocentrisme » qui tente de replacer l'Afrique noire au centre de l'histoire de l'humanité — l'Afrique étant à l'origine de tout ce qui est bon et l'Europe de tout ce qui est mal. Que des universitaires américains veuillent expliquer à toute force que les dieux grecs, les Dix Commandements et la civilisation olmèque dérivent de la culture noire, que Bouddha et Jésus étaient noirs et que ces omissions sont le résultat d'une conspiration raciste contre les Afroaméricains, ne peut que modérément prêter à sourire. Jésus noir, Jésus arabe ? La racisation *pro domo* de Jésus est un signe. Dans *La Genèse du XIX<sup>e</sup> siècle*, « bible raciste de haut vol » — selon l'expression de Léon Poliakov — élevée à la gloire et en vue de la perpétuation du sang germanique, Houston Stewart Chamberlain, le gendre posthume de Wagner, consacre une



centaine de pages à la démonstration de l'aryanité de Jésus<sup>1</sup>.

En transfigurant l'ordre des représentations religieuses et historiques et en les rapportant au critère racial, en péjorant systématiquement la culture blanche, l'afrocentrisme catalyse des espoirs de future prospérité pour le peuple noir, renversement du monde d'autant plus crédible que cette magnificence rejoindrait un état perdu et une histoire volée.

Pour écrire, non pas équitable car je n'entretiens l'ambition ni de moraliser le monde, ni de le changer, ni de faire diplomatique, mais juste, c'est-à-dire objectif, de façon donc à me situer dans la position explicative et de façon à la fortifier, il ne faut pas oublier de préciser que ce lieu stratégique, où l'on a remis les pendules à l'heure, accordé les mêmes droits à tous les individus quelle que soit leur origine, cette croisée des chemins n'est pas un point abstrait. Il porte en lui les caractéristiques, nous les avons vues, prises par le combat antiraciste dans le processus de réhabilitation groupale; il s'inscrit chaque fois dans une société différente (récemment encore esclavagiste et encline au communautarisme, comme aux États-Unis, ou redoutant la formation de noyaux allogènes, comme en France); au-delà, il est d'autre part contextué par le type de relations subsistant entre les anciens dominateurs et les anciens dominés. Si celles-ci demeurent par trop marquées par l'ancien système, si perdurent des préventions racistes, des processus d'exclusion sociale, des injustices manifestement liées à l'« appartenance » ou à la « non-appartenance », si l'entremêlement n'agit pas suffisamment vite, alors l'ancienne race dominée en tant que race est encouragée à persister dans l'économie raciale des choses qui lui avait si bien réussi dans

1. Houston Stewart Chamberlain a publié *La Genèse du XIX<sup>e</sup> siècle* en 1899, livre traduit en français en 1913, Chamberlain est mort en 1927. Hitler tint à assister en personne à ses obsèques.

une première étape. Et c'est ainsi qu'aux États-Unis la persistance du racisme blanc incite à une variante inversée de contre-racisme noir, où l'on rencontre — pour en rester aux positions théoriques — une gamme d'attitudes allant du différentialisme simple au séparatisme le plus classiquement raciste et agressif qui soit. Dans la généralité des cas, le basculement qui réintroduit — à côté d'une culture de la différence séparée, d'un essentialisme racial ou ethnique — l'ancienne échelle de valeur combattue (infériorité/supériorité), mais cette fois retournée, ce basculement n'est jamais spontané, d'origine — tout simplement car la situation de dominé asservit psychosocialement à cet état et que cette imprégnation perdure; il résulte donc d'une lente maturation historique.

Cela dit, le contexte, qui décrit des enchaînements de comportements se répondant les uns les autres, qui décrit des logiques d'affrontement ou d'entente en quelque sorte extérieures, ne doit surtout pas faire oublier la logique intérieure de l'antiracisme — ni lui servir d'excuse absolutoire —, *une logique au terme de laquelle l'antiracisme tel qu'on l'a pratiqué a imparablement installé ce qu'il croyait au départ combattre, la notion de race*. De toutes parts, ne l'oublions pas, des agents sociaux qu'aucune situation particulière n'obligeait à le faire ont adhéré à cette logique, qui a finalement balisé un terrain raciste, nid d'atterrissage fécond et naturel des néo-identitarismes. N'oublions pas que les législations inspirées par l'antiracisme organisent aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, une protection des stratégies de fermeture groupale. Et qu'à l'ombre de l'antiracisme s'avance un communautarisme racialisant dont l'une des caractéristiques est qu'il place l'intérêt holistique des religions et des cultures bien avant, notamment, le souci de libérer la femme de l'emprise de l'homme. On relèvera à cet égard les campagnes menées en France contre les mariages



mixtes dans certaines communautés, dont ethnologues et sociologues connaissent le grave enjeu — puisque la maîtrise des échanges matrimoniaux constitue l'arme sociale absolue de la constitution communautariste. Pour les raisons que l'on a maintenant mises au jour, on n'attendra pas que les organisations antiracistes défilent contre ceux qui propagent une telle idée, pourtant contraire à l'article 16.1 de la Déclaration des droits de l'homme de l'O.N.U., dont elles disent se réclamer (cet article stipule : « À partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution <sup>1</sup> »). On n'attendra pas beaucoup plus que des actions soient engagées contre les diffuseurs de petites annonces matrimoniales excluant des races ou réservées à certaines (en revanche, des poursuites sont engagées si ces discriminations concernent l'offre d'emploi). On ne s'étonnera pas plus qu'une association regroupant des étrangers, ayant pignon sur rue et bénéficiant de financements publics, l'Association des Tunisiens en France, puisse tranquillement distribuer auprès des ressortissants de la « communauté » une brochure où il est malicieusement rappelé que si « la Tunisie a ratifié la Convention de New York du 10 décembre 1962 sur la liberté du mariage, la Tunisienne musulmane ne peut se marier avec un non-musulman, qu'il soit étranger ou tunisien <sup>2</sup> »...

1. Déclaration universelle des droits de l'homme, O.N.U., 1948.

2. In *Femme immigrée tunisienne, Mariage mixte et la Loi tunisienne*, supplément à *La Lettre de l'A.T.F.*, Association des Tunisiens en France, 1991.

Noter également que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, mise au point par l'O.N.U., stipule, en son article 16, que « les États parties assurent, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, le même droit de choisir librement son conjoint et de ne contracter mariage que de son libre et plein consentement ». La France a signé cette Convention (voir *Journal officiel* du 20 mars 1984).

Au fond, ce qui légitime l'ensemble de cette logique et justifie ses conséquences, c'est l'idée — que l'antiracisme a presque universellement fait admettre — selon laquelle « les grands groupes ethniques qui composent l'humanité ont apporté, *en tant que tels*, des contributions spécifiques au patrimoine commun », d'où le fameux impératif de l'« enrichissement par la diversité des cultures » auquel les Français ont été priés de se soumettre. Pour Claude Lévi-Strauss, qui introduisait ainsi *Race et Histoire* — aussi célèbre que son caractère explosif est alors passé inaperçu —, c'est « seulement » là « restituer subrepticement sa consistance à la notion de race » : « Rien n'est plus éloigné de notre dessein qu'une telle entreprise, poursuivait-il, qui aboutirait seulement à formuler la doctrine raciste à l'envers <sup>1</sup>. » L'antiracisme dominant est quelque part par là, estimant que cet envers est un endroit.

1. « Parler de contribution des races humaines à la civilisation mondiale pourrait avoir de quoi surprendre, dans une collection de brochures destinées à lutter contre le préjugé raciste. Il serait vain d'avoir consacré tant de talent et tant d'efforts à montrer que rien, dans l'état actuel de la science, ne permet d'affirmer la supériorité ou l'infériorité intellectuelle d'une race par rapport à une autre, si c'était seulement pour restituer subrepticement sa consistance à la notion de race, en paraissant démontrer que les grands groupes ethniques qui composent l'humanité ont apporté, *en tant que tels*, des contributions spécifiques au patrimoine commun. Mais rien n'est plus éloigné de notre dessein qu'une telle entreprise qui aboutirait seulement à formuler la doctrine raciste à l'envers » (Claude Lévi-Strauss, *Race et Histoire*, op. cit., p. 9).



## Modes de fixation politique et religieuse d'une idéologie dominante

Jusqu'alors, comme on dit en termes rugbystiques, nous avons progressé dans l'axe profond (de l'antiracisme). Une fois que l'on a procédé à ce genre de pénétration, il est de bonne méthode de laisser des regroupements s'opérer afin de consolider l'édifice en vue d'une progression ultérieure. Flanquons donc cet axe de deux arceaux de soutènement en analysant la façon dont le politique et le religieux sont venus se fixer à l'antiracisme, comment ils ont rejoint la stase profonde — qui joue avec le <sup>xx</sup>e siècle —, comment socialisme et catholicisme sont entrés *en phase* avec l'antiracisme.

*La prescription différentialiste :  
la France, société multinationale ?*

Pour ce qui concerne l'exercice du pouvoir par les socialistes depuis 1981, il faut multiplier les observations précises et

datées afin d'échapper aux ornières à courte utilité des raisonnements politiques. Pour la droite, en effet, la cause est entendue. Les socialistes, en difficulté en 1985, se sont ralliés, pour en profiter machiavéliquement, au mouvement antiraciste. Or c'est tout simplement là un contresens historique oublieux : l'antiracisme est idéologie d'État plus d'un an avant la naissance de S.O.S. Racisme (octobre-novembre 1984). S.O.S. Racisme descend de l'idéologie d'État antiraciste développée par le socialisme au pouvoir, avant d'y remonter.

À l'automne de 1983 s'est déroulée la Marche des jeunes pour l'égalité et contre le racisme, autour d'un noyau de jeunes Maghrébins (dits « beurs ») en « difficulté d'insertion » originaires des Minguettes, un quartier à problèmes de Lyon. La marche est publiquement encouragée et applaudie par de nombreux ministres (Jack Lang, ministre de la Culture, Raymond Courrière, secrétaire d'État aux Rapatriés, Pierre Bérégovoy, ministre des Affaires sociales et de la Solidarité, Georgina Dufoix, secrétaire d'État chargé de la Femme, de la Population et des Travailleurs immigrés). La chose n'est pas neuve, mais un homme de confiance membre du cabinet de Georgina Dufoix aide efficacement les marcheurs à organiser leur progression et à faire face à leurs difficultés financières, matérielles et de sécurité. Le Parti socialiste, le Parti communiste, le Mouvement des radicaux de gauche et le Parti socialiste unifié ont appelé conjointement à rejoindre la marche pour son arrivée à Paris, le 3 décembre 1983. Une banderole unique surplombe celle-ci : « Vivre ensemble avec nos différences. » Dans la foulée de ce qui reste un succès, le M.R.A.P. (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) lance une campagne sur le même thème en vue d'actions qui se tiennent les 17 et 18 mars 1984 à Paris. Elles sont financées pour moitié par le gouvernement (à hauteur de 800 000 francs) et se déroulent au siège de l'Unesco, où



Georgina Dufoix déclare : « Nous devons vivre ensemble avec nos différences. » Cette prescription différentialiste signifie bien évidemment que les Français sont et vont être confrontés à plus de différents et plus de différences qu'auparavant. S.O.S. Racisme n'a donc en aucune manière inventé un discours antiraciste différentialiste. Celui-ci le précède. Il s'y est lové à ses débuts.

Deux exemples de cette préexistence très agressive du discours différentialiste dans la gauche d'alors. Au centre Georges-Pompidou, éducateur des nouveaux conformismes et qui bénéficie pour la circonstance de concours financiers et de services, tous en relation avec le pouvoir politique et l'appareil d'État, se tient, du 18 janvier au 23 avril 1984, une exposition sur « Les enfants de l'immigration ». On peut lire dans le catalogue d'accompagnement un texte du sociologue Sylvain Lazarus sur « Immigration et société multinationale » : ce texte illustre la philosophie générale qui sous-tend l'exposition, et le point de vue qui y est développé a fait l'objet d'un montage vidéo, présenté dans le cadre de la manifestation sous le thème « Qui est le peuple ? ». Après avoir évoqué les « propositions de société interculturelle, pluriethnique, multiraciale », et « l'hypothèse que la société française est en train de se constituer en société *multinationale* », Sylvain Lazarus conclut : « Faire pièce au racisme, à la xénophobie ne peut se faire que dans la conviction qu'une nouvelle société est en train de se constituer, qu'elle est *multinationale* et qu'elle doit forger ses propres valeurs, largement nouvelles. Là est la modernité de la France actuelle <sup>1</sup>. » À la même époque, un économiste marxiste

1. In *Les Enfants de l'immigration*, Centre de création industrielle du centre Georges-Pompidou, Paris, janvier 1984, p. 45 du catalogue, souligné par nous. L'exposition a bénéficié de nombreux financements publics, dont ceux de deux ministères et du F.A.S. (Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles).

d'origine portugaise, Alberto Cordeiro, qui sera ultérieurement entendu par la commission de la Nationalité, conclut ainsi un ouvrage sur l'immigration : « D'importantes communautés [...] installées sur le territoire national [...] fonctionnent en partie désormais comme des micro-sociétés autonomes avec leur vie culturelle propre, leurs rites de vie, leurs propres "marchés matrimoniaux". Elles sont devenues de vraies et propres *minorités nationales en formation* [...]. Ceux qui *se sentent appartenir* à ces communautés doivent, par conséquent, jouir du droit d'être "français" sans avoir à se franciser. Ils doivent avoir des droits culturels, d'expression et d'organisation non liés en aucune manière à une perspective de "retour" (ré-émigration). Ils sont obligés de lutter pour les acquérir [...] vu la tradition féroce du modèle culturel "unique" français <sup>1</sup>. »

Le livre de Cordeiro, il faut le savoir, est alors considéré comme un argumentaire de base de l'antiracisme, et sa lecture en est recommandée dans différentes organisations antiracistes pour que les militants puissent répondre aux arguments « racistes ». Il est à noter, de façon générale, que la crainte de l'« invasion » qui se formule dans l'anti-antiracisme à partir du même moment ne fait rien d'autre que prendre au pied de la lettre les objectifs de transformation du tissu identitaire français en société à multinationalités d'origine étrangère, avancés de manière transparente par un antiracisme bénéficiant de cautions d'État.

Deux remarques. 1983 est l'année des premiers frémissements éruptifs du Front national présidé par Jean-Marie Le Pen. Leur contexte est une ambiance d'agressivité différentia-

1. Alberto Cordeiro, *L'Immigration*, La Découverte/Maspero, 1983, pp. 116-117, souligné par l'auteur.



liste encouragée par le pouvoir. D'autre part, c'est l'année de la décrédibilisation des projets de réformes économiques et sociales d'inspiration socialiste qui auraient dû changer la vie. La fin de l'utopie marxiste laisse le champ libre à l'utopie immigrationniste et à l'idéologie antiraciste. « Communautés » et « minorités nationales » vont devenir le support exclusif d'un nouveau messianisme régénérateur de l'ancienne structure et supposé porteur de la modernité nouvelle, via le relais des jeunes — avant-garde chargée d'annoncer la bonne nouvelle à la société française.

S.O.S. Racisme descend du ciel : il y remonte, en réussissant à se faire accepter par deux appareils clefs, puis à les occuper, l'appareil médiatique et l'appareil scolaire. Un mot sur les médias : télévisions, presse écrite, radios vont longtemps répercuter de façon suiviste et acritique slogans et affirmations de l'organisation. Les concerts gratuits seront successivement financés (pour partie) et retransmis par TF 1, Antenne 2 et la cinquième chaîne, avec le concours de stations musicales destinées aux adolescents, telle N.R.J. S.O.S. Racisme fera la Une militante de nombreux organes de presse. Michel Polac, animateur de la fameuse émission de T.F.1 *Droit de réponse*, laissera Harlem Désir et ses amis noyauter le plateau et contraindre les invités de façon typiquement cégéto-trotskiste, comme l'explique sans fard Désir dans *Touche pas à mon pote*<sup>1</sup>. Yves Mourousi, présentateur vedette du journal télévisé de la

1. Voir les pages 41 à 43 de Harlem Désir, *Touche pas à mon pote*, Grasset, 1985 : « Avant l'émission, nous avons soigneusement préparé un petit plan de bataille. D'abord, nous nous étions renseignés sur les participants vedettes de ce soir-là. Et nous les avons contactés tout de suite. Quelques-uns, pour leur demander de faire partie du comité de parrainage de S.O.S. Ensuite, nous avons débarqué à trois sur le plateau, une bonne demi-heure avant l'heure de convocation. Et tous les gens qui arrivaient, on leur collait d'autorité le badge au revers. J'ai essayé de parler le plus souvent possible, d'interrompre, de sortir les petits topos qu'on avait préparés. »

Une, arborera la petite main jaune de « Touche pas à mon pote » avant de devoir la retirer sous la pression d'appels téléphoniques : le geste initial signifiait que, pour lui, une telle affirmation d'allégeance était neutre, car relevant du non discutable (en effet, si « le racisme n'est pas une opinion », il s'ensuit que « l'antiracisme n'est pas une opinion » non plus, donc que porter la petite main de S.O.S. n'était pas à proprement parler faire acte d'opinion).

Mais aussi, et cela compte tout autant même si la chose est moins spectaculaire, S.O.S. Racisme est rapidement reconnu par l'Éducation nationale qui lui ouvre volontiers les portes de ses établissements pour que l'organisation y enseigne ce qu'est le racisme. La première fois, en 1985, c'est dans l'improvisation, le rapport de forces et par l'utilisation de l'émotion consécutive au meurtre d'Aziz Madak, nous l'avons vu, que S.O.S. et ses parrains entrent dans les lycées. Mais, après l'intermède du gouvernement de Jacques Chirac entre 1986 et 1988, c'est officiellement, par la grande porte, que les délégués de S.O.S. interviennent dans l'appareil éducatif. Ces interventions font même l'objet d'une publication au *Bulletin officiel de l'Éducation nationale*. Voici, par exemple, celle qui annonce la campagne de S.O.S. Racisme dans les écoles en 1990 : « L'association S.O.S. Racisme, 64, rue de la Folie-Méricourt, Paris XI<sup>e</sup>, organise, entre le 26 et le 31 mars 1990, une semaine internationale d'éducation contre le racisme. Afin d'associer les élèves des écoles, des collèges et des lycées aux manifestations organisées à cette occasion, je vous demande de bien vouloir informer les directeurs d'écoles et les chefs d'établissements de l'existence de cette campagne et des projets qui, dans ce cadre, pourront vous être proposés par S.O.S. Racisme. Il vous appartiendra de définir les modalités appropriées permettant aux élèves qui le souhaitent de participer, en dehors des heures



de cours, à la réflexion qui sera conduite durant cette période<sup>1</sup>. »

Il y a vingt ans, des délégués de l'Alliance nationale contre la dépopulation venaient tenter de convaincre les lycéens de la nécessité d'avoir une descendance suffisante pour ne pas trop faire déséquilibre avec les démographies galopantes du tiers et du demi-monde (curieusement, le Mexique était souvent cité, mais parce qu'il était présenté comme une menace démographique pour les États-Unis). Aujourd'hui, autre temps, autre éducation, les délégués de S.O.S. veulent convaincre les lycéens du caractère inévitable, juste et bienfaisant de l'arrivée des populations en surnombre, et les persuader que, selon l'expression des leaders de S.O.S., qui n'ont cessé de le répéter : « L'immigration n'est pas un problème, c'est le racisme qui en est un. » L'Éducation nationale a donc favorisé la diffusion d'une idéologie qui — de façon lourde — lie l'extinction d'un certain fait français à la diversification ethnique/raciale et au multiculturalisme. Nous entrevoyons ici les arguments d'opposition qui structurent logiquement l'affrontement : les antiracistes sont antinatalistes, toujours prêts à dénoncer la « famille prolifique » — entendons les risques qui seraient intrinsèquement attachés à une prolifération française retrouvée après deux siècles de vaches maigres —, les anti-immigrationnistes sont natalistes.

### *Communautés dans l'Hexagone*

Françoise Gaspard, ex-député-maire socialiste de Dreux, a fait remarquer l'utilisation de plus en plus fréquente, à partir des années 1980, du mot « communauté » dans le langage

1. Instruction aux recteurs, publiée au *Bulletin officiel de l'Éducation nationale*, n° 11, du 15 mars 1990.

institutionnel, dans le langage des hommes politiques, dans les textes émanant de l'État. Attardons-nous à présent sur cet aspect des choses. Pour dire tout d'abord que ce vocabulaire est absolument banal et caractéristique du néo-antiracisme à tendance immigrationniste qui occupe le paysage de la lutte contre le racisme au cours de la décennie en question, et au-delà. Pour prendre un exemple représentatif, le prêtre Christian Delorme, l'un des organisateurs de la marche des beurs des Minguettes de 1983, responsable de la Cimade à Lyon, utilise massivement le langage de la communauté pour parler des Maghrébins dont il s'occupe. Ainsi, en mai 1985, alors qu'il passe encore aux yeux de *Libération* pour « un baromètre fiable de l'antiracisme » face à S.O.S. Racisme, Christian Delorme déclare : « Si, jusqu'à présent, S.O.S. a eu des effets très largement positifs sur la société française, elle a désormais des effets très négatifs sur la communauté maghrébine<sup>1</sup>. »

Ce langage a en effet envahi le discours des responsables politiques. Voici quelques morceaux choisis. À l'issue de la guerre du Golfe, François Mitterrand a déclaré : « Je remercie les communautés musulmanes et juives de France qui ont donné l'exemple de la sagesse et du sang-froid, et je vous remercie, vous qui m'écoutez et qui, dans votre immense majorité, avez compris et soutenu notre action » (allocution télévisée du 3 mars 1991). Quelques jours plus tard, Michel Rocard, alors Premier ministre, assure au *Monde* : « Les relations entre habitants des diverses communautés de l'Hexagone ont été l'objet d'une attention soutenue de la part de tous les responsables jusqu'au plus haut niveau. Nous avons multiplié les contacts et entretenu le dialogue<sup>2</sup>. » La France était en effet devenue un espace habité par des communautés

1. *Libération*, 10 mai 1985, article d'Éric Favereau.

2. *Le Monde*, 7 mars 1991.



dont il faut s'assurer de la bonne conduite réciproque en temps de guerre, et que l'on félicite de s'en être tenues à une indifférence pacifique l'une vis-à-vis de l'autre. On remarque à nouveau combien un tel langage distancie les groupes, comme s'il les abandonnait à une sorte d'autonomie de zone franche à l'intérieur de l'Hexagone. Autre exemple : en réaction à une homélie du pape Jean-Paul II prononcée à Radom, le 4 juin 1991, en Pologne, à propos des atteintes au commandement du Décalogue : « Tu ne tueras point » — le pape distinguait plusieurs « cimetières de victimes de la cruauté humaine », ceux des juifs et des tsiganes exterminés, le « nouveau cimetière », également, constitué des enfants non nés victimes de l'avortement —, le secrétaire d'État aux Droits de la femme, Véronique Neiertz, a affirmé : « Le pape insulte les femmes et la communauté juive [...] la communauté juive est insultée par une papauté qui [...] »<sup>1</sup>.

Revenons d'abord pour un premier commentaire sur le propos de Michel Rocard. Lorsqu'un Premier ministre en exercice évoque l'application qu'il a mise à traiter les rapports intercommunautaires dans l'Hexagone, il mobilise forcément des fantasmes à résonance anxiogène, puisqu'il évoque un présent — implicitement annonciateur d'un avenir non repoussable — fait d'occupation du territoire métropolitain par des concrétions humaines organisées, vivant une vie propre (vrai ou faux, peu importe ici). Du « territoire métropolitain », je veux dire de l'espace défini depuis peu par ce qui s'appelle l'« Hexagone » et qui est ce qui reste de la France, de l'ancien Empire français, de l'ancienne puissance française : l'Hexagone, c'est le « cher et vieux pays » de De Gaulle, le réduit

1. Les propos du pape ont suscité une vive polémique. Pour la défense du pape et de la papauté, voir l'éditorial de Louis Pauwels (« Le pape a-t-il encore le droit d'être pape ? »), dans *Le Figaro Magazine* du 15 juin 1991, et le courrier des lecteurs du *Figaro Magazine* du 5 juillet 1991.

français, qui deviendrait lui-même une peau de chagrin face à l'irruption (voire à l'assaut) des « communautés ». Au terme d'une recherche historique conclue par un instructif article, Eugen Weber a pu établir que la notion d'Hexagone, si familière aujourd'hui, n'existait pas à l'époque de Jules Ferry, dans un pays où la culture cartographique fut longtemps inexistante ou d'un usage réservé et marginal (la grande *Encyclopédie* de 1751 ne comporte pas une seule carte), et que l'utilisation de cette notion connotait toujours l'image d'une « France diminuée » : « Ce triomphe tardif est clairement lié à la ruine de l'Empire », qui laisse une France, selon la notation de Jacques Madaule, « depuis 1962 réduite à l'Hexagone »<sup>1</sup>. Mais l'amputation de l'Empire ne constitue qu'une explication partielle : « De manière tout à fait suggestive, poursuit Eugen Weber, la première apparition du mot "Hexagone" dans un titre remonte à un article de 1956, écrit pour montrer le caractère relatif des limites du pays » dans le cadre de la nouvelle Communauté européenne en gestation. L'Hexagone, c'est ce qui reste lorsque l'Empire s'écroule et que « l'idéologie de l'État-nation est en train d'être dépassée par la réalité d'un tout plus vaste à l'intérieur duquel les échanges entre voisins deviennent plus importants que les lignes de partage ». En tant que tel, conclut Weber, l'Hexagone « suggère davantage un vestige qu'une destinée ». Et c'est un troisième usage à connotation vestigielle qu'ouvre la déclaration — limpide à cet égard — de Michel Rocard sur les rapports intercommunautaires dans l'« Hexagone ».

Second commentaire : si l'on suit les langages d'encouragement implicite mais non moins obsessionnel aux stratégies

1. Voir Eugen Weber, « L'Hexagone », pp. 97-116, in *Les Lieux de mémoire*, sous la direction de Pierre Nora, t. II : *La Nation*, coll. Gallimard, « Bibliothèque illustrée des histoires », 1986.



d'imperméabilisation relative de certains acteurs dans les groupes visés par les déclarations relevées, cet encouragement au mouvement tendant à ériger ou à rétablir les membranes fibreuses de la séparation, à consolider les murets des petits ghettos intérieurs, il n'y aurait donc — en l'espèce, mais la liste n'est pas limitative — de juifs, de musulmans et/ou de Maghrébins qu'en « communauté ». Et pour faire obstacle aux signes d'affirmation de ce que le ministre de l'Éducation nationale appelle l'« appartenance ethnique » ou religieuse à l'intérieur de l'école, pour protéger donc la laïcité — « principe constitutionnel de la République et fondement de l'école publique » —, Lionel Jospin n'a trouvé, face aux menées communautaristes, rien d'autre qu'une autre communauté, la « communauté éducative », invitée, par voie de circulaire publiée au *Journal officiel*, à faire bloc autour de ce *modus vivendi* de la laïcité après les controverses provoquées par le port d'un foulard islamique par quelques jeunes filles du lycée de Creil, à l'automne de 1989<sup>1</sup>. Il est bien mort et enterré, le langage de la lutte des classes, des rapports de forces entre dominants et dominés à l'intérieur d'appareils exprimant un mode de production capitaliste : aujourd'hui, lorsque l'écopier franchit la grille de l'établissement scolaire, digérant son chocolat chaud, auparavant rassuré par le double baiser de ses parents, il est réputé passer d'un type de communauté à un autre — alors qu'il passe d'une organisation à une autre. Autour de la dominance socialiste, la société a évolué vers une représentation d'elle-même en termes *polycommunautaires* (c'est cela, aussi, « vivre ensemble avec nos différences »), vraisemblablement irriguée souterrainement par le courant jamais tout

1. Voir la circulaire du 12 décembre 1989 du ministre d'État, ministre de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, publiée au *Journal officiel* du 15 décembre 1989. On notera une nouvelle fois l'utilisation de l'expression « appartenance ethnique » en lieu et place de l'« origine ethnique ».

à fait perdu des utopies prémarxistes de réorganisation sociale devant conduire à l'harmonie.

À regarder sous toutes les coutures cette histoire récente, on peut estimer qu'une telle vision idéale de la société — ou encore, un tropisme de l'harmonie polycommunautaire — traverse le règne mitterrandien comme un point de fuite, non comme un projet de société construit, qu'elle explique la spontanéité de l'irruption de l'antiracisme à tendance communautariste dans l'idéologie socialiste du gouvernement, et aussi la tentative d'ethnisation du « peuple corse » — qui, si elle avait réussi, aurait pu prélude à la reconnaissance d'autres « peuples régionaux ». Cette volonté de transformer — à l'occasion de deux réformes du statut de l'île, en 1982 et 1991 — les Corses en « peuple corse composante du peuple français » était en effet, si elle avait été acceptée par le Conseil constitutionnel, un précédent et le module d'une transformation radicale de la France en nation de nations, nations « régionales » compliquées — dans la foulée — de nations horizontales (nations réparties sur tout le territoire, discriminées selon les critères ethno-religieux et entretenant au surplus des relations d'alliance transnationales). Les socialistes — et les plus éminents d'entre eux (François Mitterrand, Gaston Defferre) — ont mis beaucoup d'obstination à vouloir faire triompher ce « peuple corse composante du peuple français », formule à laquelle ils avaient rallié des représentants de l'opposition. Mais l'on n'a pas remarqué que l'article premier du projet adopté par le Parlement, puis annulé, en mai 1991, par le Conseil constitutionnel, subordonnait la reconnaissance du « peuple corse » à l'existence d'une « communauté historique et culturelle », et en tirait les conséquences quant au « droit à la préservation de son identité culturelle et à la défense de ses



intérêts économiques et sociaux spécifiques »<sup>1</sup>. C'est là, mot pour mot, un exposé des motifs différentialiste, tel qu'on l'observe à l'œuvre dans l'antiracisme de 1983.

Reste une question. Si l'antiracisme que nous décrivons est idéologie d'État et ambiance officielle avant que n'existe S.O.S. Racisme, est-ce une conversion subite que rien ne laissait prévoir, est-ce la tentation de remplir hâtivement le vide idéologique et programmatique laissé par la destruction des espoirs de changements radicaux morts d'un affrontement au mur de la réalité économique ? Pour en juger, relisons le texte-matrice du socialisme mitterrandien, à savoir le manifeste adopté au congrès extraordinaire du Parti socialiste, réuni à Créteil, le 24 janvier 1981, « pour désigner le candidat des socialistes à la présidence de la République » — cet « appel aux Français » servait de texte introductif aux fameuses « 110 propositions » du candidat Mitterrand.

Tout en prenant bien soin de critiquer la « société communiste », qui « étouffe l'homme » (mais seulement cela), tandis que « la société capitaliste l'asservit », ce texte comporte encore une série d'appréciations d'origine marxiste, sur « la société dite, sans rire, "libérale avancée", qui n'est que le relais du capitalisme multinational », ou sur « l'État, instrument de la classe dominante ». Mais, d'une part, dès le premier paragraphe, à la dixième ligne exactement, apparaît le thème du racisme, appelé au développement que l'on sait (« l'État laisse se rallumer le racisme, la violence et la haine ») et, d'autre part, le manifeste se livre à une sévère critique de la « tradition

1. L'article premier du projet de loi adopté par le Parlement, puis annulé par une décision du Conseil constitutionnel rendue publique le 9 mai 1991, était ainsi rédigé : « La République française garantit à la communauté historique et culturelle que constitue le peuple corse, composante du peuple français, les droits à la préservation de son identité culturelle et à la défense de ses intérêts économiques et sociaux spécifiques. »

centralisatrice », dont l'origine est rapportée à la monarchie pour légitimer une très vive attaque des « structures étatiques » (il faut « s'attaquer aux structures étatiques ») : « Les Français n'ont plus à craindre de voir la nation éclater sous la pression des forces centrifuges. Ils ont, au contraire, à se défendre contre un État omnipotent, uniforme et tracassier. La décentralisation, c'est le *droit à la différence*. En application de ce principe et conformément à la proposition de loi déposée par le groupe parlementaire socialiste, la Corse, spécifique par sa situation géographique, économique, sociale et sa forte identité culturelle, bénéficiera d'un statut particulier. Les langues et cultures minoritaires seront respectées et enseignées<sup>1</sup>. »

On comprend le pourquoi de cette obstination sur la Corse, qui n'est nullement un accident de caractère imputable à l'entêtement de quelques barons du socialisme, mais qui aurait dû être un cas exemplaire d'application du principe général du « droit à la différence ». Les structures mentales sont en place pour que ce thème du droit à la différence devienne un commun dénominateur de toutes les entreprises de desserrement de l'étau franco-centré, ici pour condamner l'assimilation au nom de l'antiracisme et de la tolérance et célébrer la régénération de la France, « collectivité rabougrie » (l'expression est de Max Gallo<sup>2</sup>), par l'immigration, là pour reconnaître des minorités nationales à raison d'une affirmation de « forte identité culturelle ». Le ver identitariste, qui est le pont commun de tant de politiques menées à partir de 1981, avait à cette date déjà creusé ses galeries dans la fourme socialiste.

Tous les thèmes de mobilisation que nous venons d'évoquer

1. C'est nous qui soulignons.

2. Max Gallo, « Une cause nationale », éditorial du *Matin de Paris* du 14 novembre 1985. Il s'agit d'un commentaire dithyrambique de l'appel « contre le racisme et pour le pluralisme de la société » lancé par Églises, obédiences, associations et organisations antiracistes (cf. *infra*).



sont en filiation directe avec la thématique développée à partir du mouvement de mai 1968, où ils sont longtemps restés théoriquement et rhétoriquement reliés à une croyance « marxienne critique » par l'entremise du concept d'« autogestion » (le mot figure encore dans le manifeste du Parti socialiste). On peut parler de l'affleurement d'une pré-perception de l'écroulement du cadre marxien.

### *Signification de l'ethnicisme intérieur*

Dans un livre ayant le triple avantage d'être bref, clair et lucide — paru en 1933, écrit peu avant l'arrivée des nazis au pouvoir —, Édouard Herriot constatait qu'un *modus vivendi* avec l'Allemagne du maréchal Hindenburg était « rendu plus difficile par l'activité et la violence de la propagande germanique ». Et de sélectionner un exemple particulièrement offusquant : « On a vu cette propagande s'exercer lorsqu'elle a pu croire, de façon à la fois cynique et active, qu'il y avait en France un séparatisme breton. À cette occasion, certains journaux représentèrent la Bretagne comme formant chez nous une *minorité nationale*<sup>1</sup>. » Toute la politique de l'entre-deux-guerres entre grandes puissances européennes consiste à déceler des problèmes ethniques chez le voisin tout en les niant chez lui. Le droit des peuples/ethnies ou des peuples/races à disposer d'eux-mêmes, au nom duquel Hitler déclare vouloir rassembler les Allemands d'Europe, laisse ses interlocuteurs le plus souvent désarmés tant paraît au fond justifiée la revendica-

1. Édouard Herriot, *La France dans le monde*, Hachette, 1933, p. 40, souligné dans le texte. Renversé en décembre 1932 sur la question du règlement de la dette contractée envers les États-Unis d'Amérique, Édouard Herriot a présidé, en tant que président du Conseil, en août de la même année, la célébration du quatrième centenaire de l'union de l'ancien duché de Bretagne à la France.

tion raciale, c'est-à-dire le droit des peuples à se regrouper pour former une entité autonome sur un territoire déterminé, celui de leurs ancêtres. Ainsi aboutira-t-on, via l'annexion des Sudètes au Reich au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, au dépeçage ethnique de la Tchécoslovaquie peu avant la Seconde Guerre mondiale.

La manipulation de l'agitation des nationalités reste encore le plus sûr moyen de disloquer un grand pays. Au-delà des aspects de pur secours humanitaire — que les effets d'encouragement aux irrédentismes finissent par rendre inévitable —, le *droit d'ingérence*, dans sa composante politique, déclare explicitement vouloir libérer des minorités nationales éventuellement réparties dans plusieurs États. Comme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est une très vieille antienne de la politique internationale. En France, une propagande tenace, relayée par Bernard Kouchner, alors secrétaire d'État, et, plus modérément, par le ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, mais aussi par une grande partie de l'opposition, a œuvré à la suite de la guerre du Golfe en vue de populariser l'idée d'une séparation des Kurdes de l'Irak, de la Turquie et de l'Iran, afin qu'ils puissent se réunir dans un Kurdistan autonome. Le motif en est leur *homogénéité ethnique et culturelle*. Le nouveau est que ces motifs sont aujourd'hui censés s'appliquer en France, selon des modalités propres et moins radicales. L'ethnicisme d'application extérieure (politique étrangère) tend à devenir un ethnicisme d'application intérieure (politique régionale et politique d'immigration) : une attention toute nouvelle, justifiée par le droit à la différence — c'est-à-dire à une différence dure —, est portée — à l'intérieur de l'Hexagone — à des groupes d'implantation très ancienne ou beaucoup plus récente, au motif qu'ils présentent (ou présentent) une *homogénéité ethnique et culturelle* particulièrement forte. Il faut comprendre que, au travers de l'antiracisme



postcolonial, l'argument racialisiste est retourné contre l'Hexagone, à la fois pour en décrire l'hétérogénéité, puis la souhaiter, voire l'organiser. L'antiracisme est le haut-parleur du déclin de la représentation d'une cohésion forte, vécue quelque part comme inébranlable, de la France. Il a pour effet d'ouvrir et d'approfondir un doute sur sa constitution, sur ses origines. Qu'un philosophe comme André Comte-Sponville écrive, voulant parler de la situation française, qu'un « peuple » (ou une nation) « n'est pas une race »<sup>1</sup> ou que l'un des leaders politiques de la droite libérale, François Léotard, affirme qu'il n'y a jamais eu de « race française » (« les Français : un grand peuple qui ne fut jamais une race »<sup>2</sup>) et que ces formules soient aujourd'hui évidentes, reçues comme indiscutables en dit très long sur ce qui ne sera plus, la représentation d'une profonde homogénéité française : c'est en effet une évidence inverse, au début de ce siècle depuis les ultra-républicains jusqu'aux royalistes, que les Français forment une « race », non une race à l'allemande, moins constituée par le sang reçu que par le sang versé, une « race » scellée par la fusion née d'une histoire commune, aux qualités exprimées par Verdun — ainsi que l'a analysé Marc Ferro<sup>3</sup> —, génératrice de civilisation, vivant dans cette patrie dont Lavis et Pfister disent qu'elle se définit par les « souvenirs communs ». L'antiracisme exprime cette atteinte à la croyance d'un socle de civilisation nationale française en continuum, qui absorbait les apports au cours de son développement après les avoir fondus en vue de la poursuite de son édification : l'antiracisme se propose d'amputer plus encore cette croyance en insistant sur la nécessité d'un

1. André Comte-Sponville, « Pas d'intégration sans culture intégratrice », *L'Événement du jeudi*, 5 août 1991.

2. François Léotard, « Lâchetés », *Le Monde*, 24 septembre 1991. Il s'agit d'un article contre les déclarations de Giscard déjà citées.

3. Marc Ferro, *Pétain*, Fayard, 1987, pp. 663-675.

retournement du processus de sédimentation unificateur des principales différences.

Mais réfléchissons bien — d'autant que nous explorons peut-être là la voie qu'emprunteront de futurs malheurs — à ce que transporte la modification des systèmes d'évidence édifiés autour de la race. Qu'est-ce qui fonde l'interdit porté sur l'usage de l'ancienne expression de « race française », telle qu'elle est utilisée pour désigner le substrat de populations diverses fondues dans la construction d'une civilisation particulière ? Eh bien, tout simplement, l'argument selon lequel ce ne serait pas une vraie race (mais une mosaïque de races) : que la « race française » ne manifesterait pas les caractéristiques d'homogénéité ethnique. En d'autres termes, c'est une argumentation de type racialisiste — et l'argument historique de base des théories raciales — qui est ici mobilisée. L'antiracisme ne dévalue la « race française » qu'autant qu'elle dépouillerait les ethnies authentiques et légitimes au bénéfice d'une ethnie qui n'existerait pas, ou d'une race fausse...

Synthétisons, approfondissons, comparons.

L'antiracisme s'inscrit dans un cadre mental qui s'est peu à peu construit et où il est intervenu pour prononcer des interdictions et exercer des monopolisations d'usages. Ainsi l'antiracisme a-t-il accaparé le vieux thème de la valorisation de la différence, autrefois apanage des théories raciales. Ainsi s'est-il adjoint deux mots, et leurs dérivés, race et ethnie, également originaires de l'autre camp — en serrant au plus près, d'ailleurs, ses taxinomies —, pour en piloter des usages légitimes (cf. les législations antiracistes, la mise en avant du multiracial, etc.), tout en interdisant d'utiliser l'un et l'autre en équivalence au concept de nation ou de civilisation française, au prétexte d'une inauthenticité raciale du Français en tant que tel, au prétexte second de la violence raciste meurtrière que ce prononcé d'équivalence inclurait par nature. Il n'y a pas à



s'étonner que le cadre mental d'une époque soit organisé en un système à la fois logique, nécessaire et arbitraire : de l'acceptation ou non de ce système dépend le degré d'intelligibilité avec elle-même dont une société est capable à un instant donné. En revanche, ce système peut, et c'est ici le cas, rendre inintelligible l'époque précédente, le cadre mental antécédent. L'exigence de dépression de l'idée de nation occulte que, en recouvrant, il y a peu encore, le concept de nation ou de civilisation française le mot « race », appliqué à l'ensemble humain qu'ils recouvriraient et qui les avait générés, était loin de devoir toujours déboucher, en son usage alors courant, sur une pratique ou une pensée racistes. J'illustrerai volontiers cet aspect suranné et presque exotique des choses — pourtant à peine vieilles de cinquante ans pour les plus récentes — en confrontant deux textes d'Antoine de Saint-Exupéry, *Pilote de guerre* et *Lettre à un otage*, publiés coup sur coup en 1942 et 1943.

Initialement sorti en 1942 à New York sous le titre *Flight to Arras*, *Pilote de guerre* est le récit d'une mission de reconnaissance aérienne au-dessus d'Arras, durant la bataille de France, en 1940. Lecture indispensable pour qui veut comprendre de l'intérieur le drame collectif de la défaite, ce texte reste certainement l'un des plus fins et des plus justes témoignages sur la période.

De la mission suicide au-dessus d'Arras, en 1940, au surplus inutile, puisque les renseignements militaires éventuellement rapportés ne pouvaient être transmis faute de liaisons établies, Saint-Exupéry nous dit, dans *Pilote de guerre*, qu'elle lui a appris à « distinguer » en lui « l'individu qu'[il] combat de l'homme qui grandit ». Il se sent profondément lié à cette foule humiliée et errante de l'exode : « Je n'existe qu'autant que m'abreuvent les fontaines de mes racines. Je suis de cette foule.

Cette foule est de moi<sup>1</sup>. » Exprimant l'état d'esprit général, il est meurtri par le rôle que la géopolitique a fait jouer à la France et voit dans la défaite une injustice du destin : « La France a joué son rôle. Il consistait pour elle à se proposer à l'écrasement, puisque le monde arbitrait sans collaborer ni combattre, et à se voir ensevelir pour un temps dans le silence [...]. Ce rôle est celui qui a prévalu, puisque nous avons accepté, sans illusion, d'opposer un soldat à trois soldats et nos agriculteurs à des ouvriers ! Je refuse d'être jugé sur les laideurs de la débâcle<sup>2</sup> ! » Et Saint-Exupéry d'introduire une double exigence, de conformité à l'héritage spirituel, au « génie » français pour « sauver la race », sauver l'âme pour sauver son substrat, et « sauver la race » pour garantir la perpétuation et le renouvellement du « génie » français une fois la patrie sortie de la nuit de la défaite ; ce que nous appellerions à présent l'identité française est constitué de l'union de cette âme et de ce corps : « Nous entrerons demain dans la nuit. Que mon pays soit encore quand reviendra le jour ! Que faut-il faire pour le sauver ? Comment énoncer une solution simple ? Les nécessités sont contradictoires. Il importe de sauver l'héritage spirituel, sans quoi la race sera privée de son génie. Il importe de sauver la race, sans quoi l'héritage sera perdu. Les logiciens, faute d'un langage qui concilierait les deux sauvetages, seront tentés de sacrifier l'âme ou le corps. Mais je me moque bien des logiciens. Je veux que mon pays soit — dans son esprit et dans sa chair — quand reviendra le jour<sup>3</sup>. » Or Saint-Exupéry n'est pas seulement touché par l'invasion en tant qu'elle est allemande, mais aussi parce que ces Allemands représentent une société et une idéologie nazies. Saint-Exupéry est un antinazi

1. Antoine de Saint-Exupéry, *Pilote de guerre*, in *Œuvres*, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 1959, p. 358.

2. Antoine de Saint-Exupéry, *Pilote de guerre*, op. cit., p. 332.

3. Antoine de Saint-Exupéry, *Pilote de guerre*, op. cit., p. 366.



lucide puisqu'il voit dans le nazisme un totalitarisme raciste fondé sur l'irrespect de la personne — le célèbre credo des dernières pages de *Pilote de guerre* étant élaboré autour du thème du « respect de la personne ». Contiguïté, donc, de la célébration de la race française, du génie national, d'une conception de l'identité française liant indissolublement l'âme de la civilisation à sa constitution charnelle — conception substantialiste de la nation — et de la dénonciation du racisme et des atteintes aux droits de l'homme, thèmes aujourd'hui réputés inconciliables, et l'ayant toujours été.

Quelques mois plus tard, Saint-Exupéry publie *Lettre à un otage*, où il réitère une conception substantialiste et charnelle de la nation. Or, loin de conduire à des raisonnements d'exclusion intérieure, cette conception — chez Saint-Exupéry — sert de fondement à leur rejet. Il faut rappeler que cette *Lettre à un otage* est tout entière dédiée à « celui qui, cette nuit-ci, hante ma mémoire ». Il « est âgé de cinquante ans », « il est malade », « et il est juif » : « Si je combats encore, je combattrai un peu pour toi. J'ai besoin de toi pour mieux croire en l'avènement de ce sourire. J'ai besoin de t'aider à vivre. Je te vois si faible, si menacé, traînant tes cinquante ans, des heures durant, pour subsister un jour de plus, sur le trottoir de quelque épicerie pauvre, grelottant à l'abri précaire d'un manteau râpé. Toi si français, je te sens deux fois en péril de mort, parce que français, et parce que juif. Je sens tout le prix d'une communauté qui n'autorise plus les litiges. Nous sommes tous de France comme d'un arbre, et je servirai ta vérité comme tu eusses servi la mienne<sup>1</sup>. » Contiguïté, à nouveau, de thèmes que notre cadre mental antiraciste a manichéisés en les classant dans l'absolument irréconciliable :

1. Antoine de Saint-Exupéry, *Lettre à un otage*, in *Œuvres*, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 1959, pp. 396 et 405.

la nation substantielle et de longue souche, rameaux, tronc et racines où « nous sommes tous de France comme d'un arbre », cet attachement à une identité française forte associée comme l'une de ses conséquences au refus des mécanismes d'exclusion antisémite.

### *La rupture catholique*

Après avoir décortiqué la manière dont, sur une pente latérale, le politique rejoint l'axe profond de l'antiracisme pour traduire le déclin du sentiment de la cohésion nationale, observons un autre rapprochement latéral, une autre fusion, entre le religieux et l'antiracisme. Il nous faut faire face ici à un nouveau devoir de précision historique.

Peu avant la mi-novembre 1985, le Conseil permanent de l'épiscopat, le Conseil de la fédération protestante, le Comité interépiscopal orthodoxe, le Conseil supérieur rabbinique et la Grande Mosquée de Paris se sont associés à une « déclaration commune contre le racisme et pour le pluralisme de la société » due à l'initiative des associations antiracistes — S.O.S. excepté — et des différentes obédiences maçonniques. En voici l'essentiel : « La société française est confrontée à un problème d'accueil de populations étrangères et de communautés culturelles et religieuses. Des mœurs, des cultures, des croyances de diverses origines souhaitent s'affirmer et coexister dans le concert national, sans perdre de leur spécificité. Une partie du corps social national réagit par des réflexes de peur et d'intolérance se traduisant soit par un rejet, soit par une exigence d'assimilation totale. Ces attitudes sont génératrices d'incompréhension, de haine et trop souvent de violence meurtrière. L'effacement du souvenir des catastrophes suscitées par le nazisme et les difficultés sociales et économiques



traversées par notre société ont libéré un discours qui a amplifié et banalisé le racisme [...]. Il est urgent de : — Affirmer le respect de l'autre. — Se solidariser avec les personnes et les minorités victimes de discrimination, leur reconnaître les mêmes droits à la justice, à la liberté et à l'égalité. — Vivre ensemble dans la tolérance des différences et l'enrichissement mutuel pour une société meilleure de laquelle les immigrés ne sauraient être exclus. »

Notons que ce texte a été précédé d'un premier appel, exclusivement multiconfessionnel cette fois, le 16 mars 1984. Il s'agit également d'une déclaration sur « le racisme et le pluralisme dans la société ». S'y expriment un différentialisme et la séduction du modèle de l'harmonie polycommunautaire de façon comparable aux manifestations enregistrées du côté politique : « En France, la société change de visage. Des populations d'origines diverses et jusque-là étrangères les unes aux autres se trouvent désormais liées dans un destin commun. Des cultures, des appartenances religieuses et des manières de vivre différentes marquent le champ culturel français [...]. Nous appelons les membres de nos communautés à : [...]

3) Chercher ensemble des solutions permettant de garantir une coexistence heureuse des différents groupes humains et de faire respecter les droits et la dignité de chacun [...]. Représentants des grandes confessions religieuses en France, nous pensons que l'affirmation de nos différences ne doit pas nous diviser. Bien au contraire, le respect que nous nous portons les uns aux autres et le partage de nos préoccupations de croyants peuvent contribuer au dynamisme d'une société en recherche de voies nouvelles. »

Le rappel de cette continuité, à un an et demi d'intervalle, est important. On aurait pu croire en effet, faute de cette précision, que le texte de novembre 1985, élaboré après le concert de la Concorde organisé par S.O.S. Racisme, en était une conséquence, ces organisations traditionnelles ayant été en

quelque sorte subitement éveillées à leur devoir. Il n'en est rien. La déclaration multiconfessionnelle rendue publique le 16 mars 1984, la première en France sur ce thème, a d'ailleurs été précédée de la visite de Mgr Lustiger, archevêque de Paris, aux beurs marcheurs des Minguettes arrivant aux portes de Paris. Le lendemain, « des représentants des communautés chrétiennes, musulmanes et juives » avaient lancé un appel commun, estimant « le moment venu de s'engager, plus avant, dans des voies constructives d'une société pluraliste », voies « ouvrant la marche vers la fraternité universelle »<sup>1</sup>. C'est dire que, de ce côté-là non plus, ce n'est pas un « effet S.O.S. » qui provoque le ralliement religieux à l'idéologie dominante : il le précède nettement. S.O.S. Racisme surgit comme un poisson dans l'eau au sommet d'une immense vague pour la prolonger par un type unifiant de visibilité sociale.

Or le texte de novembre 1985 — qui représente une rupture avec le consensus républicain, comme l'ont impeccablement analysé Emmanuel Le Roy Ladurie et Alain Besançon dans *L'Express* à l'époque<sup>2</sup> — présente deux caractéristiques : il dit, non pas que la France accueille et intègre des familles, ou des travailleurs immigrés, mais « des communautés culturelles et religieuses », et que celles-ci ont un droit à persévérer dans l'être tel qu'il remet en cause le fondement de la francisation républicaine, qui est l'assimilation individuelle. Il faut citer suffisamment longuement Le Roy Ladurie et Besançon, car la déclaration qu'ils analysent est absolument typique du discours antiraciste : « Le texte de ces "Quatorze" qu'appuient avec vigueur les prélats, incarnés par Mgr Jean Vilnet, mérite d'être lu avec attention. Il ne blâme pas seulement de façon équitable

1. *Le Monde*, 3 décembre 1983.

2. Emmanuel Le Roy Ladurie et Alain Besançon, « À propos de "L'Appel commun à la fraternité" », *L'Express*, 29 novembre 1985.



et justifiée le "rejet" à l'égard des émigrés. Il condamne aussi, de manière expresse, la vieille tradition (ferryste, en fait) d'assimilation. Elle est baptisée "exigence d'assimilation totale"; elle est mise un peu vite au seul compte des "réflexes d'intolérance et de peur". L'appel accuse cette exigence, en somme, d'ôter leur "spécificité" aux étrangers qui vivent en France. On peut, bien sûr, avec des arguments valables, récuser la position assimilatrice, même si, répétons-le (car les évêques et leurs amis semblent l'oublier), elle tire ses lettres de noblesse des pratiques démocratiques de la III<sup>e</sup> République. Mais là où les cosignataires, profanes et sacrés, vont trop loin, c'est quand ils mentionnent, parmi les conséquences de ce vouloir d'intégration (issu en fait d'une très ancienne politique, menée honnêtement par la gauche pédagogique de toujours), l'engendrement "de la haine et la violence meurtrière", dont se rendrait coupable *a priori* l'assimilationnisme ainsi mis en cause. Autre objection, plus essentielle encore, et qui vise un amalgame stylistique : les quatorze signataires — diocésains compris — brandissent, aussitôt après l'allusion aux "violences meurtrières", le spectre certainement odieux, redoutable et rétrospectif du "nazisme", nommément juxtaposé par leurs bons offices, et par une association d'idées entièrement claire, à l'exigence, qui fut pourtant républicaine et nullement fasciste, d' "assimilation totale". Voilà donc Jules Ferry, Paul Bert et tant d'autres anonymement adossés au mur de la honte, avec effet rétroactif. Les voici englobés, par suite d'un rapprochement discutable, dans l'aura diffuse d'un ci-devant totalitarisme, invoqué *in situ* : il salit par définition tout ce qu'il touche; il va donc jusqu'à déteindre sur la praxis, pourtant établie de longue date, des apôtres de l'instruction publique. Car Ferry, Bert et leurs émules, nul n'en disconvient, "assimilaient" bel et bien, totalement, volontairement, dans l'école publique d'autrefois (dénoncée à l'époque par le clergé

de 1880), ils assimilaient les petits Bretons, les petits Corses et bientôt les enfants des émigrés italiens, espagnols, polonais, eux aussi porteurs de "mœurs et cultures de diverses origines", lesquelles auraient "souhaité pourtant s'affirmer et coexister dans le concert national" (nous citons une fois de plus le texte de l'appel). Pour le coup, nous dérivons, par l'opération des Quatorze, dans une fiction quelque peu fabuleuse. La convergence implicite entre "exigence d'assimilation totale" et "catastrophe nazie" n'est pas seulement choquante sur le plan d'un savoir authentique; elle est peu digne des représentants qualifiés de l'Église de France; elle est historiquement inexacte; elle est dépréciatrice de l'effort consenti par des générations d'enseignants qui assimilèrent et assimilent de leur mieux un jeune auditoire. L'appel, enfin, se garde bien d'aborder, ne serait-ce que brièvement, la question des divers types d'immigration (européenne, islamique, asiatique...).

Remarquons que les quatorze organisations signataires ont une cible idéologique — l'assimilation —, discriminée au nom du droit à la différence, commune avec S.O.S. Racisme, dont le leader — malgré quelques retraits tactiques à partir de 1987 vers le « droit à la ressemblance » — n'a cessé de tenir un langage anti-assimilationniste : « Nous respectons les différences, bien sûr, nous ne sommes pas des tenants de l'assimilation », répétait-il par exemple encore en 1989<sup>1</sup>. Quelques jours plus tard, Éric Ghebali, secrétaire général de S.O.S. Racisme, et Guy Konopnicki, compagnon de route actif, reprochaient à la gauche de « prêcher une assimilation masquée sous le terme d'intégration » : « Cette gauche-là, écrivaient-ils, n'a jamais fini de coloniser son Algérie intérieure<sup>2</sup>. »

1. Harlem Désir, interviewé par *Le Nouvel Observateur*, 14 décembre 1989.

2. *Le Monde*, 19 décembre 1989 (« La gauche sur le seuil »). Les interventions de Désir, Ghebali et Konopnicki font suite à l'affaire du foulard islamique. Le voile levé depuis 1987 sur les intentions de S.O.S. s'est vite déchiré.



L'événement politique, lui, de cette déclaration se situe du côté de l'Église catholique, qui accepte la compagnie égalitaire des représentants de religions encore très minoritaires en France, d'organisations franc-maçonniques et des groupuscules antiracistes — dont l'un, le M.R.A.P., est contrôlé de longue date par le Parti communiste français. L'événement est que cette Église abandonne tout emblème qui pourrait évoquer une liaison de structure entre l'identité française et la foi catholique dans ce pays, qu'elle semble abandonner tout esprit de propagation de la foi catholique tendant à maintenir cette identité, et qu'elle se rallie à la représentation d'un tissu social français conjuguant une tendance à la viduité et à l'anomie du grand ensemble, avec une forte présence et une normativité élective des petits groupes ou des groupes secondaires (les fameuses « communautés culturelles et religieuses »). Remarque : le culturalisme holistique dont fait dorénavant preuve l'Église catholique au nom du respect des différences communautaires à l'intérieur du pays conduit à une attitude globalement non interventionniste vis-à-vis des cultes d'origine — le droit à la différence est une théorie qui porte à très grande conséquence dans la mesure où elle interdit de mener des entreprises systématiques d'évangélisation, principalement des musulmans, pour ne pas rompre l'unité bio-ethno-religieuse des groupes ou exposer des individus nouvellement convertis à une crise de désocialisation à l'égard de leur milieu d'origine. C'est cette théorie qui explique les réticences à encourager, parfois même à accepter les conversions de musulmans au catholicisme.

Que s'est-il passé pour que de tels événements se produisent ? Il s'est passé le concile Vatican II, qui, pour aller vite, a admis la « liberté religieuse » — une première — et lavé la liturgie de son antijudaïsme traditionnel. Mais il s'est surtout

passé deux séismes sociologiques : d'une part, en vingt-cinq ans, la pratique de la foi catholique s'est spectaculairement effondrée ; d'autre part, et corrélativement, tant les mœurs que la loi ont cessé d'être inspirées ou définies par la doctrine de l'Église, qui, sur des sujets tels que le divorce, l'avortement, la contraception, les procréations médicalement assistées, les relations sexuelles, se situe à un point d'écartement maximal par rapport aux pratiques hexagonales — celles des catholiques pratiquants compris. L'Église catholique a intériorisé cette défaite, et c'est pourquoi elle accepte finalement de ne plus être considérée, en France, que comme une communauté religieuse parmi d'autres, non plus comme celle qui vertébrait le corps français. Tel est le sens du ralliement de l'épiscopat au néo-antiracisme, ralliement qui manifeste donc lui aussi une crise majeure de la cohésion de l'ensemble France.

C'est là un deuxième axe profond que nous mettons au jour. L'Église catholique était la colonne vertébrale de la société française, jusque dans l'anticléricalisme qu'elle avait déclenché, qui avait pris les contours d'une contre-foi et unifié le débat autour d'idéaux binaires à l'échelle du pays. Il y avait cette familiarité, même dans les oppositions les plus vives, et qu'avaient fini par reconnaître les communistes en tendant la main aux catholiques. Le communisme s'étant effondré en même temps que l'univers de la catholicité française se décomposait, cette familiarité est en train de fuir.



## S.O.S. Racisme : un langage

### *Cinq conditions d'interprétation*

Son analyse une fois terminée, S.O.S. Racisme se révélera — je l'espère — transparent. Dissiper son opacité, celle de ses origines, de ses buts, de sa signification historique n'est pourtant pas une mince affaire. Devant tel ou tel propos d'Harlem Désir, ne nous est-il jamais arrivé de nous demander : « Comment peut-on ne pas être désiriste ? » Pour ne pas être dupe, il faut en permanence recourir à une interprétation souvent complexe, ne jamais oublier cadres et référents, parfois lointains, d'un langage toujours codé qui présente, derrière la simplicité des slogans et le caractère répétitif des affirmations, l'épaisseur d'une vraie et forte idéologie constituée — c'est-à-dire un corps d'idées cohérent au service d'un projet de société. Cinq éléments sont à prendre en considération, préalablement à toute interprétation.

Premièrement, dans la période ascendante (1984-1987), S.O.S. Racisme popularise ses thèmes profonds de manière

beaucoup plus franche et directe que dans la période de régression — au cours de laquelle l'organisation retraite, se laisse aller à des va-et-vient de langage en relation avec la conjoncture, colmate les brèches sur le mode de la négation (« nous n'avons jamais dit que... »), mais préserve l'essentiel, en se repliant sur le thème d'une « intégration anti-assimilationniste », en continuant à faire obstacle, dans la mesure du possible, à toute mesure visant à contrôler les flux migratoires, en continuant à assumer l'argumentaire immigrationniste.

Toutefois — secondement —, même durant cette première période où S.O.S. Racisme lâche, sans qu'on le lui demande, qu'il est un « lobby<sup>1</sup> », qu'il vise à la formation d'« un front intercommunautaire » en France<sup>2</sup> et à la transformation du pays en « société panraciale<sup>3</sup> », S.O.S. Racisme ne formule ni ses ultimes motifs ni ses ultimes rêves — ceux qu'expose ingénument la base lorsqu'elle s'exprime dans un langage non policé, base médiatique (cf. Coluche) ou base tout court. S.O.S. Racisme ne formule pas, mais il indique, il suggère, il multiplie les signaux indirects, qui finissent par faire masse et sens. Le sociologue doit donc déchiffrer ce que montre le doigt, plutôt que de s'arrêter au doigt.

Troisièmement, du fait d'un mode d'action délibérément

1. « Nous sommes peut-être en train de voir la constitution d'un grand lobby de l'antiracisme (oui, nous disons bien lobby) » (Harlem Désir, *Libération*, 15 mars 1985). Dix jours plus tard, à la question : « Comment comptez-vous faire pour gérer cette politique de "lobby" antiraciste que vous construisez ? », Harlem Désir répond, toujours dans *Libération* : « Je n'aime pas trop ce mot de lobby. C'est vrai que nous l'avons employé et revendiqué, mais je n'aime pas trop. Un lobby est un groupe de pression, un peu souterrain. Nous, nous sommes surtout un groupe d'interpellation, un mouvement d'opinion » (propos recueillis par Éric Favoreau et Michel Chemin, *Libération*, 25 mars 1985).

2. Par exemple : « Il n'y a pas de contradiction entre le front intercommunautaire qu'est S.O.S. Racisme et l'expression d'une communauté particulière » (*Le Monde*, 8 novembre 1985). Voir aussi *Touche pas à mon pote*, op. cit., p. 33.

3. Cf. *infra*, chap. IV.



ultra-médiatisé, S.O.S. Racisme est soumis à des contraintes d'expression en direction du grand public, qui l'obligent à euphémiser et à élaborer des phases tactiques, la plus remarquable ayant été celle qui a été conçue pour le passage d'Harlem Désir à l'émission télévisée *L'Heure de vérité*, en 1987. Exemple typique d'une euphémisation : dans la relation de la légende de Diégo, mythe virginal des débuts de S.O.S. Racisme qui sera plus avant analysé, telle qu'elle figure dans le livre *Touche pas à mon pote*, le jeune Noir sénégalais héros de l'anecdote est décrit, par Désir, dans un wagon de métro, comme « agacé devant ces faces blanches luisantes de certitude<sup>1</sup> ». Inutile de préciser que, devant les faces blanches des journalistes de radio, de presse ou de télévision, le récit d'Harlem prit un côté pile, le côté gentil qui en désarmera plus d'un. Le côté face est destiné à la couronne des convaincus ou des préconvaincus — il fait écho à la vraie nature de leur (res)sentiment —, le côté pile, édulcoré, à un public massif et divers, où il s'agit de développer une large zone de sympathie (c'est cette zone qui s'effrite lentement mais sûrement à partir de 1988).

Quatrièmement, l'aménagement de l'expression est grandement facilité par la préméditation des propos travaillés au cours de nombreux brainstormings autour du « penseur officiel » Julien Dray (l'expression, entre guillemets, est d'Harlem Désir) — comme tous les acteurs le savent, c'est le travail préalable qui permet de donner une si grande impression d'improvisation et de spontanéité ; l'aménagement de l'expression est d'autre part facilité par la non-dispersion de la parole publique, monopolisée par le président Harlem Désir. Cette confiscation évite l'irruption du langage de base non euphémisé, non retravaillé pour être présentable, lui donne une

1. *Touche pas à mon pote*, op. cit., p. 23.

allure lisse et de grande cohérence. À S.O.S., la parole livrée au public est de fait monolithique et très sévèrement contrôlée. D'où une difficulté supplémentaire et spécifique à percer la croûte, mais une difficulté somme toute ordinaire dans les organisations au fonctionnement non démocratique (les fondateurs ont prévu par statut qu'ils seraient membres de droit...).

Cinquièmement, le néo-antiracisme est, comme on l'a vu, une idéologie dominante avant l'émergence de S.O.S., une idéologie d'État, de parti, d'Église. Mais c'est aussi une idéologie dominante dans les médias. En un mot, la plupart des journalistes ne demandent qu'à croire en S.O.S. Racisme. Ils croiront à son indépendance politique, à la fable de la virginité des origines, au prétendu revirement de 1987, ils croiront longtemps, et ceux qui tenteront de faire trop tôt la lumière, tel Éric Favereau à *Libération*, seront déplacés de rubrique, si l'on en croit les témoignages complémentaires d'Harlem Désir et de Serge Malik<sup>1</sup>. Bref, en choisissant le créneau des médias, S.O.S. avait fait le bon choix sociologique : il rentrait dans du beurre.

### *Aux travaux pratiques*

Ces conditions d'interprétation étant posées, passons aux travaux pratiques. Cinq fragments d'écrits et de déclarations des leaders de S.O.S. Racisme, méticuleusement maniés, suffiront à nous projeter en plein fonctionnement de l'organisation phare de l'antiracisme et de son idéologie.

Premier cas : langage oublieux et suggestion d'impuissance.

1. Voir Harlem Désir, *Touche pas à mon pote*, op. cit., et Serge Malik, *Histoire secrète de S.O.S. Racisme*, Albin Michel, 1990, pp. 90-91. Serge Malik a été l'un des animateurs de S.O.S. dans sa première phase, ascendante.



Le lundi 8 juillet 1991, le Premier ministre Édith Cresson accentue les premières prises de distance enregistrées durant l'hiver 1989-1990 dans l'exécutif socialiste avec l'argumentaire immigrationniste, et rompt même, dans l'expression crue à connotation « rabelaisienne » qu'affectionne tant Jack Lang, avec toute ambiance de connivence. Sur TF 1, en tenue de week-end, avec petits-enfants en arrière-plan, dans sa maison de campagne, elle déclare : « J'ai demandé au ministre de l'Intérieur que des dispositions soient prises. Lorsqu'on décide qu'un certain nombre d'étrangers en situation irrégulière doivent être reconduits dans leur pays, il faut que ce soit de façon totale. Soyez tranquilles avec moi [...] ce sont les actions qui m'intéressent. Lorsqu'il y en a dix qui doivent être reconduits, ce n'est plus 3,5 % mais dix qui seront reconduits. » Son interlocuteur lui demande alors si, comme l'avaient fait en 1986 Charles Pasqua et Robert Pandraud en renvoyant cent un Maliens, elle aurait recours au charter. Édith Cresson répond qu'il ne faut « pas prendre des lignes régulières », mais « un autre système » : « Vous appelez cela des charters, mais ce ne sont pas des charters. Parce que des charters, c'est des gens qui partent en voyage, en vacances, avec des prix inférieurs. Là, ce sera totalement gratuit et ce ne sera pas pour des vacances, mais pour reconduire ces gens dans leur pays lorsque la justice française aura établi qu'ils n'ont pas le droit d'être chez nous. »

Au milieu du flot des réactions « antiracistes » jugeant globalement ces propos « insupportables » — propos qui préludaient au dépôt d'un projet de loi destiné à réprimer le travail clandestin —, on remarque la réaction de Julien Dray. Le père spirituel de S.O.S. Racisme, devenu député du Parti socialiste en 1988 pour services rendus en vue de la réélection de François Mitterrand à la présidence de la République, mais toujours tête pensante du mouvement (en atteste la conformité

de ses positions avec celles d'Harlem Désir, notamment dans leur opposition résolue à l'engagement de la France dans la guerre du Golfe), Julien Dray — donc — déclare de sa voix blanche et sèche : « Ce n'est ni perspicace ni utile. Je ne pense pas qu'on puisse passer aux actes, parce que cette notion de charter est impraticable. [Je suis choqué] par la tonalité *médiatique, volontariste* [de la déclaration du Premier ministre] <sup>1</sup>. »

Or, s'il est une organisation qui a choisi l'ultramédiatisation comme voie d'expansion de son mouvement, c'est S.O.S. Racisme — c'est même d'ailleurs par ce mode d'action qu'elle a ringardisé toutes les autres associations disant militer pour le même objet —, s'il est un leader qui a compris que l'antiracisme de prétoire ou de congrès confinait l'idéologie à un public sévèrement sélectionné et la privait d'une diffusion dans la jeunesse, si un leader a compris les possibilités nouvelles offertes par la médiatisation de la vie sociale et des représentations de la vie collective, c'est Julien Dray <sup>2</sup>. D'autre part, là où se rencontrent méthodes d'agit-prop, auxquelles les ex-gauchistes fondateurs de l'organisation sont rompus, et tentations adolescentes, S.O.S. Racisme appuiera dès le départ sa dynamique expansive sur un discours d'urgence légitimant la réduction de la pensée à quelques slogans-chocs chargés de mobiliser dans le plus pur — mais aussi le plus vieux — style volontariste. « “ Parler vrai ”, pourquoi pas ? lit-on dans *Touche pas à mon pote*, encore faut-il “ agir vrai ” également. Avoir des idées, certes. Les mettre en pratique, c'est encore

1. Plusieurs journaux ont reproduit cette déclaration le 10 juillet 1991. C'est nous qui soulignons.

2. « S.O.S. a utilisé les médias parce que les jeunes vivent dans une société médiatisée. S.O.S. n'a rien à voir avec une organisation traditionnelle, ayant pignon poussiéreux sur rue tranquille, et défilant paresseusement le 1<sup>er</sup> mai avec tout le monde » (Harlem Désir exprimant la philosophie médiatiste inspirée par Julien Dray, in *Touche pas à mon pote*, op. cit., p. 145).



mieux<sup>1</sup>. » Le livre d'Harlem Désir témoigne de ce recours obsessionnel à l'agir — remède à la dépression adolescente — mis en œuvre par les initiateurs du mouvement. Écrit dans un style bédéiste primaire, il montre un président Désir haletant, prenant quasiment les avions en marche, essoufflé de devoir courir aux quatre coins du pays pour colmater les brèches qui s'ouvrent et empêcher la bête immonde de s'infiltrer. Face à l'inondation qui monte, puisque la « cote d'alerte » est un peu partout « atteinte », le combattant suprême propose de « submerger le racisme » à son exemple, légèrement activiste.

Médiatique et volontariste, S.O.S. Racisme l'a donc éminemment été, avec en vue des buts inverses à ceux annoncés par Édith Cresson. Mais la condamnation du volontarisme par Julien Dray revêt une signification qui ramène au cœur du néo-antiracisme : il veut dire qu'il ne sert à rien de déclarer sa volonté de maîtriser l'immigration irrégulière, car on ne pourra y parvenir — preuve en ayant été administrée par le fait que, pourtant sous un gouvernement de droite, 80 % des Maliens « charterisés » sont revenus en France. Il souhaite que l'État reconnaisse son impuissance et, faute de la regarder, comme lui, amusé, à tout le moins s'y résigne.

#### *Deuxième cas : « jusqu'au bout »*

En janvier 1990, S.O.S. Racisme — alors que le sujet paraissait sans rapport direct avec sa raison sociale — s'est violemment opposé à ce que la France appuie les États-Unis dans la guerre du Golfe. On a même vu Harlem Désir vociférer des « Non à la guerre ! » devant l'ambassade des États-Unis à Paris, dans le plus pur style des anciens « comités Vietnam ».

1. *Touche pas à mon pote*, p. 146.

Petit problème : de son côté, Bernard-Henri Lévy, principal parrain intellectuel de l'organisation, et ce, dès les premiers mois de son existence, voulait « humilier Saddam Hussein » une bonne fois pour toutes. L'affaire a déclenché la démission de la plupart des juifs du mouvement mettant au premier plan de leurs préoccupations la sécurité d'Israël, le départ de l'Union des étudiants juifs de France — l'un de ses responsables, Éric Ghebali, restant à S.O.S. mais faisant retraite dans la « liberté de militance » —, de Pierre Bergé — l'un des bailleurs de fonds —, de l'équipe du mensuel *Globe* (Georges-Marc Benamou, Guy Konopnicki, etc.), de l'écrivain Marek Halter, départs auxquels on ajoutera celui du chanteur et comédien Patrick Bruel. Par son attitude, S.O.S. s'est retrouvé dans le camp très fermé des opposants à la guerre, classés soit dans la droite radicale, soit dans la gauche radicale. Dans leur opposition commune, droite radicale et gauche radicale — s'il y a lieu de les dénommer en l'espèce ainsi — ont toutefois tenu à se différencier : « Non à la guerre pour les émirs du pétrole », affichaient les premiers ; « Non à la guerre pour les rois du pétrole », scandaient les seconds. Le premier énoncé spécifie la qualité étrangère des souverains et leur situation politique, mais il risque de renvoyer à la situation française en s'appuyant sur un rejet de l'immigration arabe, c'est un slogan « raciste » ; le second ne fait fond que sur l'antiroyalisme franco-français, il justifie le refus en le connotant entièrement à notre histoire, dont il serait en quelque sorte la continuation, c'est un slogan « antiraciste », car il ne s'attaque qu'à des composants conflictuels de l'histoire de France. Les démissions enregistrées n'excluent pas d'éventuels rabibochages pour la bonne cause, mais l'attitude de S.O.S. a eu le mérite de poser en pleine lumière deux questions : celle de sa situation dans l'espace géopolitique français et celle de la nature de sa détermination. Deux questions que le commentaire de Pierre Bergé, jugeant



tout à coup le combattant suprême d' « un infantilisme » désarmant, ne peut qu'éluder<sup>1</sup>. Autrement formulé : S.O.S. Racisme est-il une organisation modérée ?

Il me semble que réponse a été donnée dans *Touche pas à mon pote*, dès 1985. Aux pages 142-145, Harlem Désir s'en prend tout d'abord à Louis Pauwels, coupable d'un éditorial du *Figaro Magazine* — au lendemain du concert de la Concorde — intitulé : « Ce qu'ils nomment le racisme<sup>2</sup> ». Pour mieux déconsidérer l'adversaire, il le compare à Édouard Drumont — dont il rappelle en note l'antisémitisme et l'antidreyfusisme : c'est la technique de l'antisémitisation hyperbolique ou artificieuse de l'adversaire idéologique, aujourd'hui élevée à hauteur de réflexe conditionné ; ainsi, à propos du charter des cent un Maliens, Jean-Pierre Chevènement avait-il parlé de « rafle » (par analogie avec la rafle du Vél' d'hiv' en 1942) et Pierre Mauroy avait-il estimé que ce mode d'expulsion évoquait un temps où l'on « [faisait] circuler des trains à travers l'Europe » (par analogie, encore, avec les convois de déportation « nuit et brouillard »)<sup>3</sup>. Puis le leader de S.O.S. cite des bribes de

1. « Harlem Désir était un des rares hommes pour lesquels j'éprouvais véritablement du respect. Malheureusement, il a commis une très grande erreur. Ce faisant, il montre une espèce d'infantilisme, je dirais d'adolescentisme un peu navrant. Je pensais qu'un président d'association aussi charismatique que lui devait être un peu plus responsable. Si quelqu'un devait s'adresser à la communauté arabe pour lui expliquer les enjeux de cette guerre, c'est bien Harlem Désir » (Pierre Bergé, *Le Figaro*, 18-19 janvier 1991).

2. Louis Pauwels, « Ce qu'ils nomment le racisme », *Le Figaro Magazine* du 22 juin 1985, au lendemain du concert de la Concorde (15-16 juin).

3. Le 18 octobre 1986, cent un Maliens étaient embarqués à l'aéroport d'Orly, à destination de Bamako. Le ministre délégué à la Sécurité, Robert Pandraud, faisait savoir que les personnes expulsées séjournaient en France en situation irrégulière. Jean-Pierre Chevènement parle de « rafle » le 22 octobre à l'Assemblée nationale et Pierre Mauroy évoque les trains de déportation nazis. Les Maliens expulsés ont voyagé, certes contraints, mais dans le confort d'un avion prévu à cet effet, 80 % ont été dits de retour en France au bout de quelques mois, les autres continuant de vivre normalement en Afrique.

l'édito de Pauwels, afin d'éviter que le lecteur puisse le lire dans la continuité. Il se moque en particulier de ce « bon monsieur » qui a écrit : « Si je suis patriote, je suis raciste. Si je tiens à une identité nationale, je suis raciste. Si je crois que le ciment de la France, bientôt millénaire, fut le christianisme, mon christianisme est raciste. » En réponse à l'étonnement de Pauwels que « des étrangers qui étaient hier une main-d'œuvre soient aujourd'hui une population », Désir se lance alors dans un paragraphe d'où il ressort que, dans leur lutte pour obtenir des droits égaux à ceux des Français (dont les droits civiques), « les étrangers iront jusqu'au bout, nous l'affirmons ». Cette détermination est immédiatement éclairée et justifiée par deux raisons : l'une est le fait déjà accompli, et en voie d'approfondissement, que « la France multiculturelle, multiconfessionnelle, multicolore n'est pas un but, c'est une réalité que rien ne sert de nier » ; la seconde est le constat d'une France « malade de vieillesse et de peur », condamnée à la « mort lente », « société moribonde » si elle ne s'ouvre pas à la « société panraciale » qui aurait pour fonction — par conséquent — de la régénérer.

La démonstration de Désir, quoique déjà éclaircie par une présentation structurée et commentée, reste doublement codée. En effet, ce qui reste de l'éditorial de Pauwels, ce sont les valeurs qui lui paraissent attaquées en première ligne (patriotisme, identité nationale, ciment chrétien de la France). Or c'est son attachement personnel à ces valeurs qui nourrit sa perspicacité précoce à décrire l'idée de mort que suggère la thématique de l'antiracisme. Et pour cause, Pauwels fait partie du camp de ceux qui, les premiers, devraient ou vont mourir, à en croire cette thématique. La description introspective de la suggestion de l'idée de mort constitue précisément l'essentiel de l'éditorial de Pauwels — un essentiel à la fois occulté et confirmé par Désir. Dans cet échange biaisé, Harlem Désir



désigne lui-même le caractère historique du texte auquel il s'attaque : « Ces gens, dont les mobiles me sont maintenant clairs, écrivait Louis Pauwels, désignent à l'opprobre notre inquiétude d'être dépossédés de nous-mêmes et le désir, pour notre peuple, de perdurer dans son être, son histoire, ses mœurs, sa langue, sa culture. On nomme maintenant racisme le désarroi d'une nation en proie à une invasion progressive. Ce désarroi est réputé crime. On est antiraciste nouvelle manière quand on consent à n'être plus soi [...]. Ce n'est pas une société multiraciale qui inquiète. C'est une société où les cultures, les langues, les religions, les mœurs cohabiteraient dans la cacophonie. Le nouvel antiracisme entend culpabiliser les Français d'éprouver un malaise à cette perspective. Le nouvel antiracisme proclame que les Français ne sont désormais pas plus chez eux que n'importe qui, et que leur pays sera d'autant plus gentil qu'il ne sera plus qu'une zone de campement pour caravansérail<sup>1</sup>. »

Deuxièmement, en bonne rhétorique politique, Désir prête à une catégorie sociale — ici, les étrangers, là, ce serait les « classes laborieuses » ou les « Français » — les intentions qu'il souhaite lui faire partager ou lui inculquer. « Jusqu'où iront-ils ? Jusqu'au bout, nous l'affirmons » doit se lire : « Jusqu'où irons-nous ? Nous irons jusqu'au bout, nous l'affirmons » — ou encore « Comptez sur nous pour que les étrangers aillent jusqu'au bout », etc.

Par la voix autorisée de Désir, S.O.S. Racisme ne dément nullement les craintes de Pauwels, il dit que ses valeurs sont bien une cible et qu'il entend au moins les réduire (en toubib affranchi, Désir ne cache pas la vérité aux présumés mourants), que, pour ce faire, il ira jusqu'au bout. Simplement, là où l'un devine une « décivilisation », l'autre annonce une régénération.

1. Voir note 10.

Il est impossible de ne pas voir la mise en place — paradoxale mais historiquement non exceptionnelle — d'une idéologie dominante de changement social visant à subvertir, ici dans la direction d'un panethnisme, l'équilibre et l'économie générale des relations interindividuelles et intergroupales définissant une société, en l'espèce l'ensemble France, où cette économie de relations est aujourd'hui en crise. Ce néo-prophétisme réparateur occupe le terrain des espérances défuntes, des certitudes effritées, des nouvelles frontières encore informulées. Le néo-antiracisme est une idéologie dominante de subversion douce mais jusqu'au-boutiste, occupant le terrain miné du doute et de l'inconnu.

### *Troisième cas : contournement dialectique et progression à reculons*

Lorsqu'il se trouve confronté dans les médias à la question de l'« immigration clandestine », le porte-parole de S.O.S. Racisme sait avoir affaire à un sujet devenu *a priori* défavorable, il sait évoluer en milieu hostile — je veux dire que le questionnement public le contraint à assimiler un handicap initial. Le propos destiné aux partisans n'est plus possible face au grand nombre composite. Les réponses à apporter ont été soigneusement travaillées. Le résultat en est une tactique de contournement insinuant de l'obstacle construit selon la figure classique : un pas en arrière, un pas de côté, deux pas en avant. Analysons un fragment de l'interview d'Harlem Désir dans la revue *Le Débat*, véritable monument de langage retourné, c'est-à-dire visant à développer un point de vue au bout du compte contraire à celui déclaré au départ admis : « Je ne suis pas hostile à l'idée qu'un État doive maîtriser et contrôler [les] flux migratoires. Mais il faut exercer ce contrôle en tenant



compte d'une réalité qui est que la France, comme tous les pays industrialisés, va rester un pays d'immigration. Notre droit doit correspondre à cette réalité. Comment faire en sorte que ces gens que nous allons de toute façon accueillir, qui vont en tout état de cause s'installer, soient le mieux et le plus vite possible intégrés afin de devenir des citoyens français ? Je suis en faveur de l'État de droit. Je ne suis pas partisan du développement de la clandestinité. J'admets la nécessité des contrôles et d'éventuels refoulements. Mais que cela ne se passe pas dans l'hypocrisie. On sait que des chantiers de travaux publics et des ateliers de textile fonctionnent avec de la main-d'œuvre clandestine. Il est parfaitement hypocrite de ne sanctionner que les travailleurs immigrés en question [...]. Une réponse de fond doit par ailleurs être apportée aux flux migratoires incontrôlés. Elle n'est pas d'ordre policier. Elle passe par l'aide au développement. Les pays industrialisés, leurs opinions publiques, leurs hommes politiques doivent s'arrêter d'imaginer ou d'entretenir la fiction que nous pouvons laisser des millions de gens sombrer dans la misère et la surpopulation dans le Sud sans qu'ils viennent nous déranger. Le problème est de donner aux gens du Sud les moyens de vivre chez eux. Nous sommes donc contraints de repenser les termes de notre coopération et des échanges Nord-Sud. Nous n'avons pas le choix. Il faudra annuler la dette. Cesser de soutenir des régimes dont la corruption n'est plus simplement un problème moral, mais un obstacle économique au développement [...]. Tout discours sur les flux posé uniquement en termes de contrôle aux frontières est, soit démagogique et velléitaire, soit vise à l'instauration d'un nouveau Rideau de fer<sup>1</sup>. »

1. « Défense et illustration de l'antiracisme », interview d'Harlem Désir, *Le Débat*, n° 61, septembre-octobre 1990, pp. 42-58.

Le pas en arrière consiste à déclarer admettre — car on en est là — « l'idée qu'un État doit maîtriser et contrôler les flux migratoires », mais c'est pour ensuite progresser à reculons vers l'argumentaire stéréotypé de l'immigrationnisme.

Ainsi, si l'on assure qu'à S.O.S. Racisme l'on n'est pas « partisan du développement de la clandestinité », c'est pour juger « hypocrite » cette catégorie juridique et demander une adaptation du droit pour « ces gens que nous allons de toute façon accueillir, qui vont en tout état de cause s'installer ». Supprimer les clandestins, c'est supprimer la catégorie juridique de la clandestinité — c'est-à-dire effacer la frontière du permis et de l'interdit, suggérer son caractère inopérant face à une inéluctabilité de l'installation étrangère en France —, c'est suggérer l'impuissance de la souveraineté nationale à s'exercer face à la toute-puissance d'une collusion objective entre des besoins patronaux, des volontés idéologiques intérieures, des besoins socio-économiques et des volontés extérieures à l'Hexagone.

Immédiatement après, Harlem Désir ajoute qu'il « admet la nécessité d'éventuels refoulements », cas d'école de la rhétorique autophage, puisque la proposition digère, au fur et à mesure qu'elle avance, la propre idée qu'elle prétend approuver : admettre la nécessité d'« éventuels » refoulements d'irréguliers, alors que, pour le présent, ceux-ci — faux demandeurs d'asile politique compris — s'estiment au bas mot par dizaines de milliers, signifie condamner, pour maintenant et pour plus tard, toute tentative de décourager l'immigration clandestine (S.O.S. prétend d'ailleurs interdire d'apporter une réponse d'« ordre policier » au contrôle des flux migratoires).

Dans un troisième temps, le discours s'efforce d'exonérer les irréguliers de toute responsabilité pour reporter celle-ci sur « la France », « le Nord », « les pays industrialisés », accusés d'être les fauteurs de la misère et de la surpopulation, au surplus de



faire montre d'un coupable égoïsme face à une situation dont les peuples de ces États seraient collectivement responsables. Ainsi sommes-nous implicitement sommés d'accueillir tous les clandestins qui se présenteront aux frontières tant que nous n'aurons pas trouvé les moyens permettant aux gens du Sud « de vivre chez eux ». C'est là le point d'arrivée du contournement rhétorique de l'obstacle « immigration clandestine » : l'interlocuteur antiraciste la légitimise en introduisant et acclimatant l'idée — mais non l'expression encore trop provocante — de « droit d'asile économique ». Cette idée a fait son chemin dans l'antiracisme et l'humanitarisme tiers-mondiste (l'abbé Pierre en est un partisan déclaré), mais aussi dans le personnel politique. Jean-Louis Bianco, alors ministre des Affaires sociales et de l'Intégration du gouvernement d'Édith Cresson, a publiquement regretté que la société française ne soit pas prête à l'accepter. Notons que, dans les organisations humanitaires, un nouveau droit d'asile est actuellement en cours de formulation, le « droit d'asile écologique ». Il consisterait à faire admettre par la législation française le droit d'une population victime d'une catastrophe naturelle ou provoquée par l'homme à bénéficier d'un asile régulier et automatique dans l'Hexagone (cet asile conduirait à échéance, en vertu d'autres mécanismes d'automatisme, à l'octroi de la nationalité française).

### *L'utopie panethnique*

Quatrième exercice : que peut bien signifier la déclaration suivante, faite par Harlem Désir devant Jean-Louis Bianco, au cours de l'université d'été de S.O.S. Racisme, à Châtenay-Malabry, le 19 juillet 1991 : « Nous ne voulons pas que la France devienne un pays de minorités ethniques » ? Le propos surprend, il intrigue. S.O.S. se serait-il converti à l'assimilationnisme franco-centré tellement décrié ? Absolument pas.

L'assertion est encore doublement codée, de façon lourde. Quoique formulée sur le mode négatif, elle vaut en creux deux affirmations idéologiques de fond.

Tout d'abord, le propos est contextué. Quelques jours auparavant, le concert annuel des potes s'est achevé par de graves incidents entre « bandes ethniques », soigneusement occultés par la plupart des médias. D'autre part, le refus d'une communautarisation de l'espace français s'est, pour la première fois, clairement et agressivement formulé, à gauche comme à droite, à l'occasion de l'affaire du foulard islamique. Il a été amplifié par toutes sortes d'émeutes ou d'incidents (dans les banlieues, en marge de manifestations lycéennes, dans les écoles) impliquant plus particulièrement de jeunes Arabes ou les Noirs africains des « bandes de zoulous » — l'été 1990 a été déclaré l'« été zoulou » à la Une du journal *Le Monde*<sup>1</sup>. Le modèle américain du prétendu melting-pot, hier encore objet de tant de louanges et d'espérances, jugé comme un exemple possible à suivre, est devenu dans la foulée un véritable repoussoir : des hebdomadaires de droite et de gauche ont titré à cette occasion sur l'« échec du melting-pot américain ». La perte de crédit de S.O.S. Racisme à la fin des années 1980 et au début des années 1990 s'inscrit incontestablement dans cette dépression du philo-américanisme : la société américaine multiraciale et multiethnique est aujourd'hui vue comme une société naturellement multiraciste. Non sans raison. Peu de temps après la phrase de Désir contre les « minorités ethniques », des émeutes raciales entre Noirs et juifs hassidim du quartier de Brooklyn, à New York, ont fait en trois jours des morts et des dizaines de blessés<sup>2</sup>. Donc Désir réaffirme qu'il ne

1. Philippe Broussard, « L'été zoulou », sous-titré « Les bandes de jeunes Noirs sont de plus en plus nombreuses en région parisienne », *Le Monde*, 11 août 1990.

2. Les émeutes ont commencé le lundi soir 19 août 1991, après qu'un jeune Noir ait été tué et sa cousine blessée par une voiture conduite par un juif orthodoxe.



veut pas de cela, que la société multiracialisée de « nos couleurs et nos cultures » sera pacifique, les ethnies réciproquement amoureuses et respectueuses les unes des autres, qu'elles cohabiteront sans problème, y compris lorsque arriveront les échéances de partage du pouvoir politique. Il ne faut jamais oublier qu'il y a au fond de l'espérantisme de S.O.S. une utopie panethnique, cette société des United Colors of Benetton où il ferait bon vivre — elle se substitue à l'utopie communiste —, le rêve d'une Cythère des races déconflictualisée. C'est à restaurer la séduction de cette utopie panethnique que travaille le refus exprimé d'« un pays de minorités ethniques ».

Mais il signifie aussi, et par là sonne comme un reproche au pouvoir socialiste, que l'on s'est arrêté en chemin sur la voie de l'ethnisation de la France. D'une certaine manière, en effet, il n'y a problème que parce que des minorités ethniques sont demeurées confinées à l'écart du grand corps d'une France non ethnique, non communautarisée. L'utopie panethnique n'est pas envisageable tant que le pays n'aura pas accepté de devenir « un pays de majorités ethniques », tel est, si l'on peut dire, le message impossible à clarifier expressément que libère le propos énigmatique de Désir.

### *L'affabulation*

Le mardi 19 février 1985, S.O.S. Racisme tient sa première grande conférence de presse dans les salons feutrés de l'hôtel

L'organisation des secours et la non-arrestation du chauffard ont été la raison alléguée. Quelques heures plus tard, un étudiant juif était poignardé à mort.

Pour mémoire, les émeutes sanglantes de Los Angeles en avril-mai 1992, qui ont été des émeutes multiraciales (les Noirs des quasi-ghettos se sont, par exemple, massivement attaqués aux commerçants d'origine asiatique).

Lutetia, à Paris. La salle est bondée. L'événement couronne une série d'événements médiatiques particulièrement réussis : le passage à l'émission *Droit de réponse*, de Michel Polac, le 5 janvier sur TF 1 ; puis le parrainage par Simone Signoret, au début de février, lors de l'émission d'Anne Sinclair, *7 sur 7* (TF 1) ; enfin, la Une du *Nouvel Observateur* du 15 février reproduit la main jaune et le slogan « Touche pas à mon pote », tandis qu'un dossier intérieur approbateur est consacré à S.O.S. Au cours de cette conférence de presse, Harlem Désir déclare : « Après les deux meurtres de Châteaubriant, nous avons pris la décision, à une quinzaine de copains, de créer une nouvelle association<sup>1</sup>. » C'est une version des origines concurrente de la légende de Diégo, exceptionnellement invoquée au détriment de cette dernière, mais généralement avancée lorsqu'il s'agit de présenter plus sérieux qu'une anecdote de métro sans conséquence. Dans *Touche pas à mon pote*, Harlem Désir confirme toutefois une chronologie identique, tout en l'insérant dans la légende de Diégo : « Nous nous sentons cernés. Insidieusement, les affaires racistes se sont multipliées [...]. Deux Turcs assassinés pour rien à Châteaubriant par un jeune chômeur français. Trop, c'est trop. Le temps du mépris, c'est fini. Il faut réagir. Diégo ne doit pas repartir vaincu, humilié<sup>2</sup>. » D'où la création de S.O.S.

Or, ayant eu l'idée d'aller rechercher l'insertion de la déclaration de l'association S.O.S. Racisme au *Journal officiel* — cette insertion au *J.O.* permet au groupement de devenir une personne morale —, puis de rapprocher ces documents de la date du double meurtre de Châteaubriant, j'ai découvert une tout autre chronologie que celle, avantageuse, que présente

1. *Libération*, 20 février 1985. La déclaration est reprise dans différents journaux.

2. *Touche pas à mon pote*, op. cit., p. 25.



Harlem Désir : S.O.S. Racisme a été déclaré à la préfecture de police de Paris le 15 octobre 1984, déclaration insérée au *J.O.* du 1<sup>er</sup> novembre 1984 (je signale que toute déclaration doit être accompagnée de deux exemplaires des statuts signés par au moins deux des fondateurs); le double meurtre de Châteaubriant a été commis le dimanche 12 novembre 1984. La décision de créer S.O.S. Racisme précède donc ces crimes largement de plus d'un mois (il a fallu élaborer les statuts, etc.), elle n'en est nullement une conséquence.

La vérification à laquelle je me suis livré est non seulement à la portée de n'importe quel journaliste, mais de n'importe quel citoyen. On cherchera vainement la trace de cette investigation minimale dans les grands médias de l'époque. Théophraste Renaudot estimait que, si l'histoire est tenue de dire la vérité, la gazette fait assez si elle empêche de mentir. Encore un effort, les gazettes !

Ce mensonge n'est que l'un des nombreux aménagements de la réalité, l'une des transactions avec la vérité dont S.O.S. a été coutumier. La complicité passive ou active des médias a manifestement encouragé la récidive. Le vertuisme antiraciste dont s'est dotée la génération morale (les treize-vingt-deux ans de ces années-là) n'a pu par elle être accepté — on y revient ci-après — que sur la base d'un autre pieux mensonge, la virginité idéologique et politique des fondateurs. L'aménagement chronologique du double meurtre de Châteaubriant permet de l'intégrer à la fable de l'insurrection spontanée des origines et de la renforcer. Elle illustre sans doute de façon prémonitoire la propension de S.O.S. à convoquer hâtivement des dépouilles à des fins publicitaires. Mais il y aurait quelque trivialité à ce que le sociologue s'indigne et, s'en tenant à un réflexe de citoyen, se contente d'exprimer son haut-le-cœur. Il retomberait dans le piège de l'immédiateté vertuiste, sans voir non seulement que tout cela s'explique, mais que tout cela est inévitable, vieux

comme le monde et vieux comme l'idéologie, sans voir que nous sommes face à l'imaginaire social dans ses modes d'élaboration. Nous avons précisément la chance de pouvoir saisir un mythe d'origine dans ses transactions initiales avec la réalité. La morale interdit de mentir, mais l'efficacité sociale commande d'élaborer des mythes mobilisateurs qui ont leurs exigences intérieures : les transactions avec la vérité, si elles se révèlent nécessaires, s'opèrent naturellement, et, comme dans les rêves adolescents, on finit par croire à la version du désir, l'affabulation devient finalement la seule réalité retenue. L'incapacité du mouvement beur issu de la marche des Minguettes à enchaîner sur la réussite apparente du mouvement de 1983 tient pour grande partie à cette sécheresse narrative, à une trop grande emprise du réel déprimant les facultés séductrices. Tandis que S.O.S. mobilise autour d'un *roman des origines* qui — en quelques mots — alimente richement et de façon précise une attente sociale.

### *Le roman des origines*

Durant de nombreux mois, mais plus particulièrement entre janvier 1985 et janvier 1986, Harlem Désir répète à l'obsession l'histoire des débuts de S.O.S. Racisme. À la radio, à la télé, dans la presse écrite, la légende de Diégo est devenue incontournable. À la question : « Comment tout cela a-t-il commencé ? », Harlem Désir répond : « Par un ensemble d'événements, mais celui qui provoqua le déclic dans notre groupe de copains, ce fut l'affaire Diégo. Le choc d'un de nos copains étudiant sénégalais, qui, un jour dans le métro, alors qu'une femme s'écriait qu'on lui avait volé son porte-billets, avait vu spontanément tous les regards se tourner vers lui. Ce fut pour Diégo un ras-le-bol subit et il nous annonça qu'il



décidait de rentrer au Sénégal. Ça a été la secousse initiale, déclenchante<sup>1</sup>, »

Cela constitue la version soft du roman des origines, seule connue du grand public. La version hard, que nous avons déjà évoquée, figure dans *Touche pas à mon pote*. Elle vaut la peine d'être citée plus longuement : « “ Qu'est-ce qu'il fout, Diégo ? Toujours en retard, celui-là... ” Dans la pizzeria où tous les copains de Villetaneuse avaient rendez-vous ce soir pluvieux d'octobre 1984, le seul qui manquait à l'appel était notre pote sénégalais, Diégo. On commençait à râler ferme lorsqu'il est arrivé. Mais nos lazzis se sont arrêtés net en voyant la tête qu'il faisait. “ Qu'est-ce qui se passe, Diégo, t'as un problème ou quoi ? ” Alors il nous a raconté. Il avait pris le métro pour nous rejoindre, comme d'habitude. Mais ce soir-là, dans son wagon, une bonne femme avait tout d'un coup crié qu'on venait de lui voler son portefeuille. Diégo était le seul Noir dans la voiture. Une à une, toutes les têtes se sont tournées vers lui. Accusatrices. D'abord amusé, puis agacé devant ces faces blanches luisantes de certitude, Diégo avait brusquement paniqué. “ Ces cons, ils vont me casser la gueule, et les flics après eux. ” Dans sa tête défilaient toutes ces histoires qui n'arrivent qu'aux autres. Un Noir enchaîné vingt-quatre heures à un radiateur par des policiers qui l'obligent à boire dans l'écuelle d'un chien... Les insultes racistes, les coups, les traditionnels “ Rentre chez toi, bougnoule ”. Étudiant en fin d'études à l'I.U.T. de Villetaneuse, Diégo ne vaut pas mieux que le balayeur municipal. Il est noir avant tout. Très noir. Diégo va crier. Mais c'est la pseudo-volée qui soudain s'écrit : “ Mon portefeuille, je l'ai retrouvé... ” Les visages accusateurs se détournent. Indifférents. Même pas gênés. Diégo descend. Il

1. *L'Unité*, hebdomadaire du Parti socialiste, 3 janvier 1986, entretien avec Jean Liberman.

tremble. Il tente de calmer sa rage impuissante avant de nous rejoindre. Sa décision est prise. Il va partir, rentrer chez lui, au Sénégal. Il sait qu'il ne peut plus supporter davantage ce racisme ordinaire que, jusqu'ici, il s'efforçait de ne pas remarquer. Nous nous regardons. Atterrés. Mais pas étonnés. Ce racisme-là, nous le côtoyons chaque jour<sup>1</sup>. »

Dans le journal *Libération* du 10 mai 1985, Éric Favereau, dans un long article, parle d'un « petit groupe » qui, en octobre 1984, « fait le tour des journaux, raconte une histoire “ spontanée ” en forme de conte de fées ». C'est bien le seul. « L'anecdote est vraie », assurent alors à des degrés divers la plupart des journalistes concernés, validant sans doute, sur la bonne mine de Désir, une histoire par nature invérifiable, remarquable par son immatérialité, son absence de traces, dont on peut au mieux dire qu'elle est plausible. Voici ce que Serge Malik, ancien haut responsable de S.O.S. Racisme, écrit de l'anecdote, travaillée en réunion de façon à caler le roman des origines de l'association sur un récit d'insurrection immédiate susceptible d'entraîner auprès des jeunes des réflexes d'identification : « Slogans, historique de l'assoce et autres petites phrases sont travaillés en bureau national. Le but est d'alimenter notre discours en le rapprochant le plus possible des préoccupations quotidiennes des immigrés, au risque de plonger dans la démagogie. L'histoire que nous répétons tous, d'interview en déclaration, après avoir été sérieusement “ briefés ”, va devenir la légende de la création de S.O.S. Elle met en scène un des Blacks de l'assoce, Diégo. Il est dans une rame de métro et une dame, près de lui, cherche son porte-monnaie. Elle fouille dans un grand sac et jette des regards lourds de soupçons sur Diégo. Elle marmonne que son porte-monnaie ne peut avoir disparu. À moins... Les autres voyageurs fixent

1. *Touche pas à mon pote*, op. cit., pp. 23-24.



Diégo. Des relents de lynchage planent. Heureusement, une station plus loin, l'étourdie retrouve le fameux porte-monnaie : dans sa poche. Diégo en reste traumatisé. Lorsqu'il retrouve ses copains, Juju et Rocky, il leur annonce son intention de rentrer chez lui, au Sénégal. Les potes ne veulent pas le perdre pour une histoire aussi bête. C'est ainsi qu'ils auraient décidé la création d'une association antiraciste qui s'appellerait " Touche pas à mon pote Diégo ! ". L'histoire, pourtant pas très futée, est sur les lèvres de tous nos militants<sup>1</sup>. »

Je veux répéter que la question de la véracité de l'anecdote est ici secondaire. Ce qui compte, c'est sa plausibilité et les significations qu'elle contient à partir du moment où elle prétend décrire une histoire originelle. Le récit fondateur de S.O.S. Racisme est en effet un mythe : il raconte un événement qui a pour lieu le récit — un concret de pensée et non un concret de concret pour utiliser des catégories marxistes opérantes. Ce récit a une fonction mobilisatrice. Ce sont les mécanismes d'identification à l'œuvre dans cette narration des origines qu'il s'agit de mettre au jour, non le fait de savoir si Diégo l'a échappé belle ou si son sentiment d'insécurité dans cette situation ne résulte pas en tout ou partie de la projection d'un imaginaire obsessionnel. Diégo est d'ailleurs bizarrement décrit comme un hurleur dans *Touche pas à mon pote* : « Il est comme ça, Diégo. Il ne parle pas, il gueule. Faut s'y faire<sup>2</sup>. »

Nous articulons notre analyse, dans sa première partie, sur trois différences constatées entre les versions soft et hard. Dans cette dernière, tout d'abord, la plausibilité immatérielle de l'anecdote est gonflée par un réel d'actualité — le Noir enchaîné vingt-quatre heures à un radiateur par des policiers — censé annoncer le destin de Diégo si l'affaire tourne mal. Le

1. *Histoire secrète de S.O.S. Racisme*, op. cit., pp. 42-43.

2. *Touche pas à mon pote*, op. cit., p. 115.

rappel de ce réel motive une fuite supplémentaire du narrateur dans la paramnésie. En d'autres termes, moins il se passe quelque chose dans le wagon du métro, et plus il s'en passe dans la tête — donc, dans le récit. Deuxièmement, c'est au cours de cette opération de dopage de l'anecdote qu'apparaît le qualificatif « bougnoule », alors qu'aucune référence à l'immigration maghrébine n'est présente dans la version grand public. Cette occultation est bien évidemment fondamentale. Pour que l'identification soude un ensemble maximal, y compris dans des zones d'âge et de sensibilité très éloignées du premier cercle générationnel, il faut que l'anecdote ne ravive pas des craintes immédiates, un réel trop réel. Il faut donc que la narration se prémunisse contre une remontée fantasmatique d'images associées à toute évocation d'une présence maghrébine en France, présumée pas si pacifique que cela : voitures brûlées des Minguettes, délinquance des banlieues, intégrisme musulman militant... Le héros ne doit donc pas être un Arabe. Mieux même, le prénom Diégo évoque une indétermination exotique de salsa porto-sud-américaine qui dissout l'effet « Noir de l'Afrique de l'Ouest ». Je dirai donc, curieux paradoxe, que l'ampleur de l'identification est à la mesure d'une anecdote, devenue la légende de Diégo, subtilement antimaghrébine et intégrant inconsciemment des paramètres de prévention ethnique.

Troisièmement, pour dénoncer un comportement raciste, S.O.S. (Diégo, Désir et les autres) utilise pour le retourner, mais le valide en l'espèce pour son propre compte, le langage typique de l'agressivité raciale (exercice pratique : remplacez « blanches » par « noires » ou « arabes », dans « ces faces blanches luisantes [...] ces cons, ils vont me casser la gueule »). Or l'utilisation de ce langage n'est qu'une conséquence de l'économie intérieure de la narration, qui repose sur l'opposition d'un individu isolé, le Noir, et d'un groupe de Blancs



présentés comme faisant naturellement bloc du fait de leur origine raciale. Dans la version dure, cela donne : « Diégo était le seul Noir dans la voiture. Une à une, toutes les têtes se sont tournées vers lui. Accusatrices. Etc. » Mais, dans la version douce, si la présentation est moins vive, l'économie de l'incident est strictement identique : Diégo « voit *spontanément tous les regards se tourner vers lui* ». La généralisation du comportement des non-Noirs, présente dans les deux narrations, permet de légitimer un contre-langage globalisateur dans la version hard, toutefois non exprimé dans le roman des origines destiné au grand public. Si le concave de l'anecdote ne peut ici que demeurer à l'état de non-dit, il n'en reste pas moins que ce grand public accepte une *représentation globalement repoussante* de lui-même.

Nous n'avons toutefois exploré que des mécanismes périphériques ou seconds de l'identification. Les deux valeurs décisives et centrales de la légende de Diégo sont les caractères jeune et apolitique.

En effet, l'incident du métro n'oppose pas simplement un Noir à des Blancs, un Sénégalais à des Français, mais un jeune — représentant la jeunesse du monde — à un bloc déjà âgé, puisque l'interlocutrice à laquelle se rallie le wagon est une femme (non une jeune fille), affublée d'un porte-billets (non d'un porte-monnaie) enfoui dans un sac, addition rapide de notations sociales qualifiant la petite-bourgeoise déjà d'un certain âge typiquement annonciatrice de « cette société française malade de vieillesse et de peur ». En face, Diégo est disposé comme jeune à l'image des jeunes composant sa bande de copains. La narration appelle donc à une identification d'attitude générationnelle réutilisant les clichés idéologiques de régénération du Vieux Monde par la jeunesse. À une différence près, toutefois : le discrédit où sont tombées les idéologies politiques et la politique tout court, qui, pour les jeunes, sont

synonymes de monde adulte, du monde des vieux — des plus de trente-cinq ans —, interdit de faire référence à une quelconque phraséologie témoignant d'une éducation politique ou idéologique préalable. La spontanéité virginale de la réaction ayant présidé à la création de S.O.S. Racisme doit préfigurer le mouvement même de la génération « jeune » tout entière, laquelle doit entraîner le reste de la société dans un raz de marée submersif. Certes, les habitués reconnaissent immédiatement dans le portrait de cette bonne femme au porte-billets prête au lynchage un déplacement des narrations d'extrême gauche accompagnant l'histoire de la fin de la Commune de Paris — les bourgeoises venues crever avec la pointe de leurs ombrelles les yeux des communards morts. Mais l'image de la spontanéité virginale, consciemment décidée par les créateurs de S.O.S. Racisme aux fins d'identification générationnelle, est crue. Elle l'est avec d'autant plus de facilité — autrement dit : le mécanisme identificatoire en est rendu d'autant plus efficace — que cette image entre en correspondance homologique avec les fantasmes de toute-puissance et d'auto-engendrement à l'œuvre dans l'âge adolescent. Une insurrection spontanée, sans passé, sans auteurs corrompus par la vie du monde politique, idéologique ou institutionnel, née de rien sinon d'une pureté morale intérieure. *Born to be antiracist* : c'est comme l'histoire des débuts du rock, l'immaculée conception une nouvelle fois qui se joue dans cet adolescentisme apolitique. Tandis que les initiateurs de S.O.S. aménagent une histoire des origines autrement gratifiante que celle des vraies, qui pourrait décevoir l'attente générationnelle, les adolescents s'engouffrent tout naturellement dans cette occurrence grandiose, pure « expression d'un sentiment collectif », qui, au dire d'Harlem Désir, n'aurait « pas plus de



mission que de statut », « pas plus de leader que d'appareil »<sup>1</sup>.

Or, loin d'être des agneaux venant de naître, les créateurs de S.O.S. Racisme sont profondément politisés. Ce sont même des vétérans. Pour s'en tenir à eux, Julien Dray, présenté par Harlem Désir comme « le penseur », son « alter ego », la « conscience aiguë et vigilante » de S.O.S., est un militant trotskiste vaguement repent, rompu à l'entrisme et aux luttes intestines du syndicalisme étudiant, qui détient sa carte du Parti socialiste depuis 1981. Il deviendra d'ailleurs, comme on l'a déjà signalé, député du P.S. lors des élections législatives de 1988. Il anime et organise l'aile gauche du P.S., continuant une tradition illustrée notamment avant guerre par les ultras gauche de la S.F.I.O. (Marceau-Pivert, par exemple). Quant à Harlem Désir, après avoir longtemps nié tout passé politique, acculé, il finira par avouer sa légèreté, après son *Heure de vérité* télévisée en 1987 : « Sur ce point, j'ai été sommaire. J'ai été effectivement, pendant quelque temps, animateur de la Jeunesse socialiste à l'université de Créteil<sup>2</sup>. » Avant la création de S.O.S. Racisme. En fait, l'essentiel est moins dans les appartenances ou les non-appartenances institutionnelles que dans la mouvance de ces politisés de longue date : trotskiste (Rocky, le troisième terme du triumvirat initial, est un ancien de la Ligue communiste révolutionnaire), marxiste, anticapitaliste, tiers-mondiste. À cet égard, Harlem Désir en avait dit beaucoup plus dès 1985, dans *Touche pas à mon pote* : « La politique, ce n'était pas notre préoccupation principale. Mais ce n'était pas non plus le désintérêt total. En fait, c'est en terminale qu'on a commencé à en parler, à organiser des débats. À propos de l'extradition de l'avocat allemand Klaus Croissant, par exemple, soupçonné d'aider la Bande à Baa-

1. *Touche pas à mon pote*, op. cit., p. 146.

2. *L'Express*, 2-8 octobre 1987.

der<sup>1</sup>. » Harlem Désir n'entre pas en politique ni en idéologie par n'importe quelle porte, mais par la séduction qu'opère sur lui une agitation menée par ce qui reste d'un mouvement pourtant sur le déclin. Désir entre en idéologie et en politique séduit par une opposition globale de type gauchiste — non pour célébrer des noces avec la société et le pays où il vit. On peut y discerner les leviers d'attitudes qui, mûries et fécondées, se retrouveront dans la thématique de S.O.S. Racisme.

Pour terminer sur cet aspect, je noterai que S.O.S. Racisme a été déclaré à la préfecture de police comme une association humanitaire (dont l'objet était de « faire, entreprendre, faire entreprendre toute action humanitaire susceptible de résoudre les problèmes nés du racisme »). On ne pourra reprocher à S.O.S. de s'être trompé d'époque pour n'avoir pas vu clignoter les signaux indiquant les mutations des années 1970-1980. Le déclassement apparent d'un projet à la fois profondément idéologique et politique dans une forme organisationnelle humanitaire permettait de satisfaire une option générationnelle délivrée des adhérences soixante-huitardes en la présentant sur le registre non partisan. En outre, enregistrant le déclin des corps intermédiaires — notamment des syndicats —, où l'État trouvait à la fois du personnel politique, des sources d'information et de réflexion et un enracinement légitime dans la société, S.O.S. mettait en place un nouveau réservoir politico-social sous la forme « organisation à but humanitaire représentant la génération » : Julien Dray devenait député et membre influent

1. *Touche pas à mon pote*, op. cit., p. 19. Klaus Croissant sera finalement extradé en Allemagne à l'automne 1977, pour être condamné à deux ans et demi de prison (motif : assistance à une association criminelle). La chute du mur de Berlin et l'une de ses conséquences, l'ouverture des dossiers de la Stasi (services secrets de l'ancienne Sécurité d'État est-allemande), outre qu'elles permettront d'établir la nature des liens existant avec la Fraction Armée Rouge (R.A.F.), ont conduit à l'inculpation et à l'emprisonnement de K. Croissant, le 15 septembre 1992. Celui-ci est accusé d'avoir été un agent de la Stasi entre 1981 et 1989.



du P.S., ministrable, mais Harlem Désir était nommé au Conseil économique et social, la troisième Chambre parlementaire de la République, et Isabelle Thomas, elle aussi membre de S.O.S., conseiller technique à l'Élysée. Les animateurs de S.O.S. n'étaient pas les premiers à imaginer une reformulation des capacités d'initiative politique de la société civile au travers de ce type d'organisation. Ils rejoignaient ainsi une tendance illustrée par les organisations d'aide médicale internationale, dont deux représentants allaient devenir secrétaire d'État ou ministre, Claude Malhuret, en 1986, dans le gouvernement Chirac, puis Bernard Kouchner, dans les gouvernements Rocard, Cresson et Bérégovoy.

#### IV

### Le pôle « potes » : une utopie de substitution

Exposons le matériau, dont une partie nous est maintenant familière. Tout d'abord, la revendication de la multiracialité, d'une France multiculturelle et multicolore. La fête de la Concorde, en 1985, est dite « fête multiraciale et multiculturelle ». Dès la conférence de presse au Lutetia, quelques mois auparavant, c'est le thème de la multiracialité qui organise le discours. S.O.S. ne veut pas se contenter d'un discours « négatif et de dénonciation », mais « démontrer que la société multiraciale existe » et que « ça marche » : « La multiracialité est parfois vécue positivement. C'est bien de vivre avec des étrangers, ça fait voyager sur place et c'est une richesse sociale<sup>1</sup>. » Des slogans et des déclarations ponctuent l'histoire de S.O.S. : « black-blanc-beur » ou « beur-blanc-black ». Après un attentat, le 29 mai 1985, contre un cinéma où l'on

1. *Libération*, 20 février 1985.



projette un film dans le cadre du IV<sup>e</sup> Festival international du Film juif, lui-même succédant à l'assassinat d'Aziz Madak à Menton, fleurit la banderole : « Arabes à Menton, juifs à Paris, c'est toujours nos potes qu'on assassine ». L'objectif de créer un « front intercommunautaire » a été maintes fois affirmé : « Il n'y a pas de contradiction entre le front intercommunautaire qu'est S.O.S. Racisme et l'expression d'une communauté particulière<sup>1</sup>. » Dans *Touche pas à mon pote*, il est affirmé que S.O.S. veut « créer une solidarité intercommunautaire<sup>2</sup> », ce qu'un journaliste traduira par « la belle idée d'un front uni judéo-arabe contre le racisme » français<sup>3</sup>. Deux dernières sélections : le bien connu — et commun à la mouvance — « nous sommes tous des immigrés » ; et « notre réponse à nous, face au projet du gouvernement [réformer le Code de la nationalité], c'est vous avec vos couleurs et vos cultures<sup>4</sup> ».

### *De la classe à la race : le retour*

Très tôt, au début du mois d'avril 1985, alors que — à l'instar de tant d'autres — je me fourvoyais en croyant voir dans S.O.S. Racisme un instrument de lutte contre l'idéologie raciale, l'historienne et sociologue Annie Kriegel, notamment connue pour de nombreux ouvrages sur le communisme et l'histoire du mouvement ouvrier, publiait dans *Le Figaro* une analyse à contre-courant — d'une rare lucidité — de la campagne « Touche pas à mon pote », estimant qu'elle contribuait « fébrilement à propager une vision panraciale des

1. *Le Monde*, 8 novembre 1985.

2. *Op. cit.*, p. 33.

3. Philippe Bernard, in *Le Monde*, 1<sup>er</sup> novembre 1985.

4. In *Libération* du 22 juin 1987, prononcé, lors de sa harangue, par Harlem Désir au concert de S.O.S. Racisme, à Vincennes, le 20 juin 1987.

rapports sociaux » : « Tout se passe en vérité comme si le déclin et la défaite du marxisme, qui avait eu, lui, la prétention d'imposer la classe, l'appartenance de classe, la lutte des classes, la mission émancipatrice de la classe ouvrière comme mode unique de la structuration et de la stratification sociale, comme « moteur de l'histoire », n'avaient donné sa chance, à gauche, qu'à un autre manichéisme élisant l'ethnie — expression pudique, équivalent respectable du concept de race — comme principe organisateur de la société en général et de la société de l'avenir en particulier. Encore la classe jouit-elle d'attributs qui sont ceux d'une société relativement moderne. Tandis que la race, hors des sociétés les plus archaïques, n'est plus qu'un concept tout à la fois scientifiquement récusé et socialement redoutable.

» Tout se passe encore comme si les racistes avaient réussi à attirer les antiracistes sur leur inacceptable terrain : racistes et antiracistes, également obsédés, ont ceci de commun et d'insupportable que, tout en se combattant féroce et en s'excommuniant réciproquement, ils cultivent ensemble une idée de la France rigoureusement opposée à l'idée que les Français se sont faite d'elle au fil du temps : s'il existe une culture politique nationale, un consensus qui s'impose aux esprits comme aux institutions de ce pays, c'est bien que la société et l'État y ont pour principe de base l'élimination radicale, à l'échelle des individus, de la différence par l'origine ethnique. Va-t-on en venir à accorder une satisfaction posthume à l'hitlérisme et le tenir pour innovateur autant qu'anticipateur dans ce recours monopolistique au thème de la race<sup>1</sup> ? »

S.O.S. ne démentait d'ailleurs pas. Deux mois et demi plus tard, on l'a vu, l'organisation faisait la fête « multiraciale et multiculturelle », et, dans *Touche pas à mon pote*, Harlem Désir

1. Annie Kriegel, « Une vision panraciale », *Le Figaro*, 2 avril 1985.



confirmait : « La différence est l'univers des jeunes. Ils n'ont pas peur de cette société "panraciale" dénoncée par *Le Figaro*, parce qu'ils y vivent déjà<sup>1</sup>. »

À vrai dire, quelqu'un avait prévu qu'à la représentation du principe organisateur de la classe sociale succéderait celui de la race, quelqu'un avait prévu qu'à l'idéologie marxiste et au communisme pratique succéderait, dans les sociétés plus généralement encore qu'à gauche, la référence ethnique, tribale ou communautaire, c'est Raymond Aron — Raymond Aron qui, devinant l'effondrement des systèmes et des idéologies marxistes, à entrevoir le redéploiement substitutif du critère de l'appartenance ethnique dans un champ social et idéologique libéré des structures d'opposition classistes, n'annonçait pas pour autant le retour d'Éden. En 1955, dans *L'Opium des intellectuels*, il écrit cette phrase prémonitoire : « Les haines de race survivront aux distinctions de classes<sup>2</sup>. »

Tentons de prendre la mesure de l'événement, pour — derrière l'observation de ce qu'il transporte de nouveauté — dissiper les illusions de la mémoire. Nous gardons en effet le souvenir que, dans la première partie du xx<sup>e</sup> siècle, la race s'oppose à la classe comme la droite s'oppose à la gauche, et, à leurs extrêmes, le fascisme au communisme. À considérer trop tardivement les textes, on a l'impression que les références à la race naissent par simple décalque des slogans, des mythes voire de la théorie générale de l'histoire marxistes. Ainsi l'histoire des sociétés depuis le début de l'aventure humaine ne se réduit-elle plus à l'histoire de la lutte des classes, mais à l'histoire de la lutte des races ; et ainsi Hitler, le 31 mai 1920, lance-t-il un appel raciste imité du cri de ralliement classiste des commu-

1. *Op. cit.*, p. 145.

2. Raymond Aron, *L'Opium des intellectuels*, Calmann-Lévy, 1955, rééd. 1986, p. 173.

nistes : « Antisémites de tous les pays, unissez-vous ! » Cette présentation permet certes de saisir ce qui s'introduit de neuf dans la pratique idéologique et politique, au cours des années 1980, en France : comme le remarque Annie Kriegel, c'est à l'intérieur même de la gauche — et nous avons vu à quel point la problématique ethnique travaillait déjà le Parti socialiste en 1981 —, sur le terrain d'élection du classicisme, qu'a lieu la substitution — en vue d'élaborer non un projet raciste fondé sur des critères d'exclusion mais une théorie racialiste des rapports sociaux, une théorie du meilleur des mondes : le monde multiracial.

Cependant, cette chronologie, dont on voit ce qu'elle doit au stéréotype de l'inintelligence de la droite (capable de convoitise analogique, de copier, mais non de création théorique profonde), masque la nature involutive du mouvement qui s'opère. De la classe à la race : le retour, une longue parenthèse qui se refermerait... En tout cas, l'ordre d'apparition initial n'est pas contestable. Dès le début du xix<sup>e</sup> siècle, en France, les historiens libéraux, et parmi eux Augustin Thierry, pensent l'histoire en termes d'antagonismes sociaux eux-mêmes enracinés dans les oppositions ethniques. Avant que d'être accaparée par des idéologies impérialistes au service de peuples en mal d'affirmation et d'intégration nationales, « la lutte des races » fournit le fil qui permet de dévider l'histoire des pays, des peuples et des nations — en France, « la fortune du thème de "l'antagonisme social des Francs et des Gaulois" est à son zénith » à cette époque, dans les années 1820<sup>1</sup>. Marx, on le sait, changera le moteur de l'histoire, et substituera la « lutte des classes » à la « lutte des races », ou à la « lutte des deux races »,

1. Marcel Gauchet, « Les "Lettres sur l'histoire de France" d'Augustin Thierry », in *Les Lieux de mémoire. La Nation*, vol. I, Gallimard, 1986, p. 273. Je reprends dans ce développement l'analyse historiographique offerte par Marcel Gauchet.



non sans avoir qualifié Augustin Thierry de « père de la lutte des classes dans l'historiographie française »... Thierry confère en effet un rôle axial à l'élévation continue du tiers-état dans l'établissement de l'ordre social moderne, mais « le thème séminal de son œuvre » (Gauchet) n'en demeure pas moins la conquête, l'invasion, et l'histoire d'Angleterre le terrain d'« élection pour illustrer sa grande idée de la lutte des races » : « ... c'est là l'idée, écrit Marcel Gauchet, qui lui fournit son instrument critique contre les admirateurs du système d'équilibre de la constitution anglaise. Il n'est pas le fruit d'un savant calcul politique. Il est la résultante des longues luttes consécutives à un fait primitif : la prise de possession de la terre et des hommes au XI<sup>e</sup> siècle par les Normands »<sup>1</sup>.

Trois notations nous ramèneront à l'actualité du mouvement de substitution, et à ses résonances.

Tout d'abord, comme y insiste M. Gauchet, Michelet critique dès cette époque le « fatalisme de race », principe explicatif favori de Thierry, au nom du développement de toute société, et plus particulièrement au nom du développement national français. D'une part, en effet, « ce que méconnaît Thierry, en postulant la fixité d'une différence naturelle à travers le temps, c'est "le travail que fait sur soi toute société", à la faveur duquel "l'élément de race est de plus en plus secondaire, de plus en plus subordonné" »<sup>2</sup>. D'autre part, Michelet voit dans la France un cas de « mélange parfait » qui la distingue de ses voisins européens : « la fusion intime des races, affirme-t-il, constitue l'identité de notre nation, sa personnalité »<sup>3</sup>.

En second lieu, l'évocation des historiens libéraux du début

1. « Les "Lettres sur l'histoire de France" d'Augustin Thierry », art. cité, p. 268. D'où la célèbre *Histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands*.

2. Marcel Gauchet, commentant et citant Michelet, art. cité.

3. Cité par Marcel Gauchet, in « Les "Lettres..." ».

du XIX<sup>e</sup> siècle, le rappel du thème séminal de l'œuvre de Thierry — la conquête, la prise de possession de la terre et des hommes —, le rappel de l'importance accordée par ces historiens aux relations que nous dirions aujourd'hui inter-ethniques, éclairent dans le lointain la persistance d'une préoccupation identique chez des hommes politiques libéraux, lorsque — à l'image de Giscard d'Estaing — ils craignent que l'immigration ne tourne à l'invasion. Ils perpétuent une sensibilité et un mode d'examen de la réalité sociale à l'arrière-fond du courant libéral. Mais c'est dire aussi que lorsque la gauche socialiste largue la problématisation de classe pour glisser à celle des races en se rangeant spectaculairement aux côtés des propagandistes d'une vision panraciale des rapports sociaux, elle saisit la droite sur un terrain de connaissance, autrefois largement exploré.

Troisièmement, enfin, en retrouvant la race, en élisant l'ethnie « comme principe organisateur de la société en général et de la société de l'avenir en particulier » — pour reprendre la phrase d'A. Kriegel —, en changeant le moteur de l'histoire, le néo-antiracisme révisé le terme édénique que la doctrine marxiste assignait, elle, aux classes : le bonheur de l'individu devait, dans le communisme final, survenir de la dissolution des classes, tandis que, pour l'antiracisme, il résultera d'une polyphonie ethnique, d'un principe non seulement maintenu, mais accepté et développé ; le bonheur de l'humanité n'est pas suspendu à la dissolution du principe racial mais au contraire à la pacification des rapports entre groupes de différents. Dans le premier cas, c'est la lutte des classes qui autorise à entrevoir le terme ; dans le second, c'est au contraire l'extinction d'une éventuelle lutte des races entre elles, ou des luttes « interethniques », qui permet d'atteindre le but, où tout n'est qu'ordre et volupté. Pourtant, le néo-antiracisme est deux fois en lutte : une première fois car le droit à la différence a voulu et veut



défaire la « fusion intime » que célébrait Michelet, il entraîne l'involution du processus par lequel s'est unifiée la nation française ; une seconde fois car il véhicule tout à la fois du « sociocentrisme négatif » (dépréciation de l'image de soi, idéalisation de l'Autre) et l'idée de service des pauvres contre les riches. Par là, d'ailleurs, le vieil antagonisme des classes, trivialisé et déplacé, se réinjecte — pour lui donner une énergie morale — à la lutte menée au nom du principe racial contre l'idéal républicain.

On comprend que dans cette phase racaliste, contrairement à la phase de la lutte anticoloniale en métropole, l'antiracisme n'a plus besoin que des scientifiques (nous parlons bien évidemment des sciences dures) viennent doctement enseigner aux ignorants « racistes » que les races n'existent pas. Ce n'est pas eux que sollicitent les démarcheurs de « S.O.S. » pour parrainer publiquement l'association et la doter de cautions susceptibles d'en accroître la popularité. Ce n'est nullement un hasard si « S.O.S. Racisme » a incarné la fin de la légitimation scientifique de l'antiracisme en remplaçant les savants par les hommes du spectacle médiatique — qu'ils soient écrivains, chanteurs, comédiens, etc. (Simone Signoret, Bernard-Henri Lévy, Coluche, Marek Halter, Patrick Bruel, etc.). Le 24 novembre 1985, l'inévitable généticien Albert Jacquard participe à un colloque organisé par S.O.S. Racisme au théâtre de l'Athénée, à Paris. Il est en sérieux porte à faux, le scientifique de service. Comme il en a l'habitude, il peut expliquer que plus on croit tenir le concept de race, et plus il fuit — c'est l'une des analogies existant entre le concept de race et le concept de classe (on préférera le concept méthodologiquement intégrateur de *milieu*). Il pourrait expliquer, comme dans *L'Éloge de la différence*, que 10 % seulement des « Noirs américains » n'ont, pour la couleur de la peau, que les gènes fournis par les fondateurs africains du groupe, et que, pour ce

qui concerne l'hétérogénéité génétique globale, il estime « à environ 25 % l'apport des gènes " blancs " dans le groupe des *American negroes*<sup>1</sup> ». Mais les besoins de l'antiracisme ont changé. L'heure est à l'affirmation des *roots* défoncées. Le négationnisme racial ne sert plus à rien s'il faut promouvoir la société multiraciale. Il risque d'en disqualifier le projet, de décourager les viriles reconstitutions de romans ethniques et communautaires et de porter atteinte à des fantasmes de pureté, cette fois-ci véhiculés dans le camp même de l'antiracisme.

### *Gauche caviar contre droite boudin*

Pour bien comprendre dans quel ordre de mutation fondamentale s'inscrit le passage dont il est question — de la classe à la race —, avant de revenir rapidement sur ses conséquences et ses manifestations publiques, il est nécessaire de prendre du recul historique.

La période de la Révolution française voit l'« esprit de province » se heurter à la puissante émergence d'une conscience nationale unificatrice<sup>2</sup>, qui prend notamment corps et figure au travers d'une volonté politique collective d'étendre l'emploi de la langue française à tout le pays. « Il n'y a qu'environ quinze départements de l'intérieur où la langue française soit exclusivement parlée — écrit le fameux abbé Grégoire dans son non moins fameux *Rapport sur la nécessité et*

1. Albert Jacquard, *Éloge de la différence. La génétique et les hommes*, Le Seuil, 1978, pp. 94-95.

2. « L'idée moderne de patrie apparaît à peine au XVI<sup>e</sup> siècle ; la nation a connu sa première forme explosive avec la Révolution ; le mot *nationalisme* apparaît plus tard sous la plume de Balzac » (Fernand Braudel, *L'Identité de la France, Espace et Histoire*, Flammarion, 1986, rééd. 1990, p. 12, souligné par l'auteur).



les moyens d'anéantir les patois et d'universaliser l'usage de la langue française à la Convention —, nous n'avons plus de provinces, et nous avons encore environ trente patois qui en rappellent les noms [...]. Pour fondre tous les citoyens dans la masse nationale [...], il faut identité de langage », poursuit-il<sup>1</sup>. Un fait illustre cette ardente volonté unificatrice autour de la Nation : le chant de guerre de l'armée du Rhin, autrement dit *La Marseillaise*, a été composé directement en français dans une région, l'Alsace, où l'on ne le parlait pas, avant d'être repris par des volontaires issus d'une autre région, située à l'opposé dans l'Hexagone, où l'on ne le parlait pas beaucoup plus.

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle émerge un nouvel esprit, l'esprit de la lutte des classes — qui tantôt se heurte violemment avec les consciences nationales, tantôt essaie de les absorber (Jaurès, puis cas du Parti communiste français à partir de 1936). Cet esprit a un hymne : *L'Internationale*. Il a un agent historique : non plus le peuple/nation, mais le prolétariat. La « conscience de classe » s'étirole en France dans les années 1970 pour s'évider au seuil des années 1980, période où la race/ethnie succède à la classe, et la conscience de communauté à la conscience de classe. Cette dernière était validée par la théorie et l'espérantisme communiste : c'est dans l'antiracisme que la conscience de communauté trouve à légitimer son projet et à développer ses arguments. Une utopie se reconstruit avec pour nouveau héros social un immigré sacralisé qui a chassé l'ouvrier dans l'imaginaire prophétique. L'immigrationnisme antiraciste déclare inévitable et bienfaisante la submersion lente du vieux pays, établissant ainsi — à l'instar du communisme — un lien entre l'avenir et une catégorie sociale. L'immigré se retrouve,

1. Le rapport Grégoire est intégralement reproduit en annexe de Michel de Certeau, Dominique Julia, Jacques Revel, *Une politique de la langue. La Révolution française et les patois*, Gallimard, 1975, rééd. 1986.

après l'ouvrier, investi d'une mission, agent d'une inéluctabilité historique. Les antiracistes de papier, qui ont lu, ne résistent pas à l'ultime frisson et disent la substitution qui s'opère dans la structure du prophétisme social : avec les immigrés, affirment-ils, voici les nouvelles « classes dangereuses », expression par laquelle on désignait au XIX<sup>e</sup> siècle certains milieux prolétaires urbains. Et puis, une fois détecté ce nouvel agent historique collectif, débute une lutte au leadership : Église et partis s'étaient disputé le leadership du monde ouvrier (via notamment le syndicalisme) ; en 1984-1985, la concurrence oppose l'Église, une Église désormais œcuménique, à S.O.S. Racisme, qui représente l'option générationnelle — les jeunes —, et au-delà, la chose s'éclaircira ensuite, le camp socialiste. C'est là tout le sens de l'opposition du père Christian Delorme à Harlem Désir, au milieu des années 1980. Ce dernier le supplante rapidement. Mais la supplantation était en quelque sorte inscrite dans la nouvelle manière que l'Église catholique a de se situer par rapport à l'agent historique immigré : le syndicalisme chrétien avait pour mission de maintenir et de développer la religiosité catholique dans la classe ouvrière ; à présent, le non-interventionnisme déduit du droit à la différence des communautés immigrées interdit de viser à leur évangélisation. D'où une faiblesse constitutionnelle de la position de service adoptée.

En d'autres termes, l'abandon de la classe comme facteur organisateur de la structure sociale éclairant le continuum historique et la légitimation de la conscience de communauté dans l'antiracisme ont pour corollaire une déconsidération prodigieuse des références à la classe ouvrière. Élément clef des années 1980. C'est parce que ces références tombent en désuétude, bien plus qu'en raison des échecs des régimes communistes institués, que le Parti communiste français s'écroule (argument chronologique irréfutable : il s'écroule



avant la perestroïka, avant que l'ampleur du désastre soit connue). À l'inverse, si la presse communautariste est tellement anticomuniste, c'est parce que, dans le communisme, elle attaque un principe de digestion de la différence ethno-communautaire dans l'émancipation de toutes les différences groupales qu'incarnerait l'internationalisme prolétarien s'il conduisait au communisme, et se réalisait.

Le néo-antiracisme immigrationniste est né de la décomposition de l'espérantisme ouvrier, qui — nous y reviendrons longuement plus loin — prend forme avec l'échec révolutionnaire de mai 1968. Rien ne permet mieux de mesurer cette dépréhension d'un prophétisme que le personnage alors imaginé par le dessinateur Cabu : le « beauf », inspiré au départ par un « patron de bistrot » populaire — non par le gérant du Fouquet's —, s'oppose au Grand Duduche, autoportrait de Cabu incarnant les valeurs des nouvelles générations. Mon beauf, hier à *Charlie Hebdo*, aujourd'hui dans *Le Canard enchaîné*, parfaitement typifié par le dessinateur, se reconnaît au faciès : il est gros, blanc, rond, porte une moustache ringarde, avec l'air veule. Il représente les couches populaires restées en rade de l'évolution des mentalités, les laissés-pour-compte de la modernité. Ce gros Blanc amateur de petits blancs en est lui-même un, de « petit Blanc ». Ce primitif, véritable *retardé global* sur l'échelle de classification, est appelé à s'éliminer de sa propre vulgarité, de sa propre infériorité, de son propre archaïsme, de sa propre laideur, de sa propre lâcheté, il est voué à la disparition de sa propre inadaptation aux nouvelles normes définies. Plus généralement, il est tout à fait frappant que, lorsque l'antiracisme médiatique expose des spécimens de « petits Blancs », à la télévision ou au cinéma par exemple, il présente le visage très évidemment recomposé du *mépris de classe*. Quant au beauf, stigmatisé « popu » jusque dans ses caractères physiques, synthèse de traits caricaturaux

évoquant des types sociaux de « différents » insupportables aux tenants du « vivre ensemble avec nos différences », il incarne la France en tant qu'elle serait « peuple ». Voici par exemple le texte des bulles des quatre vignettes reproduites dans *Le Canard enchaîné* du 9 octobre 1991. Mon beauf se confesse : « Mon père, je m'accuse d'être une ordure qui hurle avec les loups. J'ai toujours besoin d'un bouc émissaire et de m'attaquer aux plus faibles. Je suis pour la veuve et contre l'orphelin, et je suis prêt à voter pour un nazi si jamais on me pique mon autoradio. » Mais Valéry Giscard d'Estaing est là, qui a tout entendu et souffle : « Merci, cher monsieur mon beauf, pour tout ce que vous m'avez appris, vous m'avez donné plein d'idées pour me rapprocher davantage encore du peuple de France<sup>1</sup>. »

Autour des figures emblématiques livrées par l'héroïsation ouvrière — selon le mythe, les ouvriers étaient à la fois créateurs économiques et historiques — s'agrégeait une plèbe, couches inférieures laborieuses et foule de petites gens partageant des valeurs approchantes, le tout constituant un essentiel du peuple. Le populisme en France a longtemps eu plus que bonne presse, et notamment à gauche. Il y eut même un « prix populiste », d'excellente réputation, destiné à récompenser des œuvres célébrant les valeurs et la vie des humbles, dont le premier lauréat, en 1930, fut Eugène Dabit pour *L'Hôtel du Nord* — dont Marcel Carné, associé à Henri Jeanson, tira un film céléberrime. Le populisme a d'ailleurs profondément imprégné le cinéma réaliste de l'avant et de l'après-guerre (Renoir, Duvivier, Carné, Grémillon, etc.), autant dire l'âge d'or du cinéma national. Or voilà que dans la foulée de l'antiracisme il se met à faire une quasi-unanimité contre lui.

1. Cabu, sous le titre « Mon beauf : mieux que le divan de Lacan », *Le Canard enchaîné*, 9 octobre 1991.



Être accusé de « populisme » signifie recourir à des « instincts » « virtuellement assassins<sup>1</sup> » et devient synonyme d'extrême droite, voire de nazisme. La littérature établissant la péjoration absolue du « populisme » est particulièrement abondante. Contentons-nous de quelques réactions aux propos d'Édith Cresson, alors Premier ministre, lorsqu'elle proposait d'expulser « gratuitement », et par les moyens les plus efficaces, les étrangers résidant irrégulièrement sur le territoire français. Alain Minc parle de « capitulation morale » jouant sur « les instincts des citoyens » : « Cela a un nom : le populisme<sup>2</sup> ». Max Gallo estime que le Premier ministre, dont les propos lui paraissent « indignes et scandaleux », a « utilisé toutes les ressources du populisme le plus débridé »<sup>3</sup>. Et le quotidien *Libération* mesure « la lente mais inexorable dérive des discours sur l'immigration » à ce « populisme version socialiste »<sup>4</sup>. Par parenthèse, *Libération* constitue un parfait baromètre de cette mutation idéologique : qui aurait pu deviner que les maoïstes à l'origine de la refondation de l'ancien titre de d'Astier de la Vigerie — ils prétendaient alors défendre et incarner « la cause du peuple » — allaient se muer en antipopulistes (de « la cause du peuple » à la crainte du peuple) ?

Le déclassement du matériau référentiel prolétaro-plébéien, dont l'approbation qu'il a longtemps rencontrée est tout à coup rendue responsable de tous les maux d'archaïsme de l'ensemble français, se repère aux effets de langage qu'il produit. Si, à

1. Bernard-Henri Lévy, *Le Figaro*, 10 juillet 1991.

2. *Le Figaro*, 10 juillet 1990. Les propos d'Édith Cresson ont été évoqués au chapitre III.

3. *Ibid.*

4. In *Libération* du 9 juillet 1991, un article de Fabien Roland-Lévy intitulé « Le populisme version socialiste », un éditorial de Dominique Pouchin, etc. On lit par exemple à la Une : « Le ton et les propos du chef du gouvernement s'apparentent au populisme. »

gauche, la positivité du « progressisme » disparaît au bénéfice d'un éloge de la modernité, voire de la postmodernité, la péjoration de l'ancien populo s'approfondit avec l'apparition et l'usage de plus en plus fréquent de l'expression « petits Blancs » pour le qualifier. Dans *La Grande Manip*, François de Closets a par exemple tout un chapitre sur « la révolte des petits Blancs<sup>1</sup> ». Dans *L'Idiot international*, Alain Sanders défend Jean-Marie Le Pen contre Jacques Chirac pour estimer, à propos des déclarations de ce dernier sur l'« overdose » d'étrangers et « les odeurs » qu'exhalerait la promiscuité, que Le Pen, lui, « n'a jamais eu de réflexion "petit Blanc" à l'égard des immigrés<sup>2</sup> ». Ainsi racisés par une expression qui les transporte *ipso facto* et analogiquement dans un monde déchiré par la rupture raciale — le sud des États-Unis —, les petits Blancs sont par là même invités au spectacle de leur propre réduction dans le décor : cette expression suggère l'envahissement, une fois de plus.

1. Le Seuil, 1990.

2. Alain Sanders, « Droits d'odeur : voilà pourquoi Le Pen ne saurait réclamer des droits d'odeur à Chirac », *L'Idiot international*, n° 62, 28 juin 1991.

À Orléans, le 19 juin 1991, devant 1500 militants, Jacques Chirac avait notamment déclaré : « Le travailleur français qui habite à la Goutte d'or, où je me promenais avec Alain Juppé la semaine dernière, dont la femme travaille, et qui, ensemble, gagnent aux environs de 15 000 francs, qui voit sur le palier d'à côté, dans son H.L.M., entassés, une famille avec un père, trois ou quatre épouses, une vingtaine de gosses, et qui touche cinquante mille francs de prestations sociales, sans travailler naturellement, si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, eh bien, le travailleur français sur le palier, il devient fou. C'est comme ça, et il faut le comprendre. » Jean-Louis Bianco, ministre des Affaires sociales et de l'Intégration, avait qualifié ces propos d'« appel à la haine » (in *Libération* du 21 juin). La veille, Édith Cresson les avait trouvés « choquants » et « à connotation raciste ». Jack Lang avait déclaré : « Chirac se shoote à la drogue dure du racisme. » M. Mitterrand, le 21 juin, à Issoudun, avait condamné « les raisonnements à connotation raciste ».

Moins d'un mois plus tard, c'étaient les fameuses déclarations du Premier ministre Édith Cresson, à deux reprises ici déjà évoquées ; trois mois plus tard, l'article de Giscard d'Estaing sur l'immigration.



Les conséquences politiques sont grandes. En effet, en tant qu'il est porteur d'une validation de la conscience de communauté, l'antiracisme « anti-ouvrier » et antipopulaire met le Parti socialiste — qui non seulement s'en réclame, mais l'a en quelque sorte extrait de lui-même — dans l'incapacité de demeurer le parti plébéen qu'il a traditionnellement été dans la société française, et plus encore dans l'incapacité de récupérer les ouvriers du Parti communiste, ou ceux qui, en d'autres temps, le seraient devenus<sup>1</sup>. Point sociopolitique capital, et sur lequel on ne saurait trop insister. Écoutons les discours triomphateurs de Jack Lang célébrant l'octroi de dizaines de fréquences émettrices radiophoniques privées à des « communautés » depuis 1981 : en se faisant le héraut des communautés au nom et en conséquence d'un néo-antiracisme assis sur le rejet dégoûté et la hantise malade des types sociaux populistes-ouvriers français, en construisant et en acceptant une représentation disqualificatrice de leur image, le socialisme hexagonal a brisé sa nature traditionnelle de parti plébéen national. Si, dans un premier temps, le P.S. a profité de l'effondrement du P.C.F., il lui sera plus difficile d'en profiter à terme — tant il faudra d'efforts et de sacrifices pour que la gauche réapprenne à aimer le boudin et l'accordéon. S'il en profitait tout en persévérant dans l'être du néo-antiracisme, ce serait peut-être — émettons cette hypothèse d'école à titre

1. Les élections régionales du 22 mars 1992 ont montré que « c'est désormais parmi les ouvriers que le Front national réalise son meilleur score » (Éric Dupin dans *Libération* du 25 mars 1992, commentaire d'un sondage de sortie d'urnes). 19 % des ouvriers ont voté F.N., 19 % pour la droite modérée réunie, 19 % pour le Parti socialiste. En Île-de-France, dans les ex-bastions rouges de la banlieue ouvrière, le F.N. est devenu le deuxième parti, avec 16,2 % des suffrages, reléguant le P.S. à la troisième place (14,6 % des suffrages).

Voir aussi Emmanuel Todd, « Malaise français, malaise ouvrier ? », *Le Débat*, n° 70, mai-août 1992, et le texte décisif de Marcel Gauchet, « Les mauvaises surprises d'une oubliée : la lutte des classes », *Le Débat*, n° 60, mai-août 1990.

d'exercice prospectif — que la gestion électorale de clientèles ethniques toujours plus nombreuses l'aurait emporté, avec des répartitions préférentielles à l'américaine (les « petits Blancs » plutôt à droite, un « vote africain » et un « vote juif » plutôt à gauche), que se seraient formés de véritables noyaux allogènes à forte soudure religieuse, que la séculaire phobie républicaine d'une représentation politique fondée sur l'appartenance à une origine « nationale » aurait été vaincue (ou réalisée aux yeux de ceux qui redoutent cette perspective), que l'antiracisme aurait imposé une vision panraciale ou panethnique de la société.

### *Du séparatisme*

De la classe à la race, des ouvriers aux immigrés, de la conscience de classe via le module intergénérationnel du parti à la conscience ethnique via le module générationnel de l'association humanitaire, de l'utopie communiste à l'utopie communautaire : la substitution s'opère terme à terme. Un autre aspect du glissement concerne le passage du séparatisme ouvrier au séparatisme ethnique. Le séparatisme ouvrier, qui est un fait majeur de l'histoire des cent quarante dernières années, a été analysé par plusieurs auteurs, mais avant tout théorisé et mis en pratique par le syndicalisme révolutionnaire français : « La distinction entre producteurs et non-producteurs, écrit Annie Kriegel dans *Le Pain et les Roses*, est d'une nature telle qu'elle fournit le critère pratique d'une possible scission sociale », scission dont, nous dit l'historienne et sociologue du syndicalisme révolutionnaire, Proudhon « ouvre carrément la perspective lorsqu'il écrit », dans *De la capacité politique des classes ouvrières* : « La division de la société moderne en deux classes, l'une de travailleurs salariés, l'autre



de propriétaires-capitalistes-entrepreneurs étant flagrante, une conséquence devrait s'ensuivre : la pratique de la *séparation*<sup>1</sup>. »

Et Annie Kriegel de poursuivre : « Si le syndicalisme révolutionnaire français est un moment particulièrement significatif, riche et émouvant de la geste ouvrière européenne, c'est qu'il a constitué dans les années d'avant la Première Guerre mondiale l'entreprise globale la plus concertée, la plus concrète, la plus chaleureuse visant à dresser, sans intermédiaire, sans médiateur d'aucune sorte, face à la culture bourgeoise une culture ouvrière, face à la civilisation bourgeoise une civilisation ouvrière. »

Au séparatisme ouvrier sans intermédiaire a succédé un séparatisme avec intermédiaires (syndicats marxistes et partis de la classe ouvrière). Ce séparatisme s'est finalement liquéfié de l'intérieur à partir des années 1950, quand il s'est révélé que le prolétariat était moins porté par une onde centrifuge à élaborer une civilisation en voie de détachement social qu'à participer aux normes ambiantes de confort et de consommation.

Actuellement, pour paraphraser Annie Kriegel, le critère pratique d'une possible scission sociale est formé par la distinction entre membres de communauté et non-membres de communauté (ce que j'appellerai les Français nus de communauté). Et c'est bien face à la culture nationale assimilationniste voulant, par exemple, exiger des gages de francisation avant d'accorder la nationalité française que S.O.S. Racisme a retrouvé des accents frontistes pour tenter de dresser une union des cultures communautaires. C'est là un premier sens à donner aux slogans et discours que nous avons déjà cités et qui tendent à constituer un front des communautés présumées

1. Annie Kriegel, *Le Pain et les Roses*, l'étude sur le syndicalisme révolutionnaire et Proudhon, P.U.F., 1968, pp. 37-38.

chacune organisée autour d'une vertébration culturelle ayant creusé et développant une autonomie de vie propre. Prenons là quelques précautions : nous évoluons dans le relatif, le contingent, autrement dit l'indécidable, mais soyons fermes. Les liaisons avec les unités centrales de la société peuvent demeurer suffisamment sincères, fortes et crédibles pour que soient supportées des autonomies de caractère secondaire. On peut encore imaginer une société très communautarisée, à l'américaine. Mais n'oublions pas qu'en France le séparatisme culturel, religieux ou ethnique a fréquemment engendré des conflits civils. De ce point de vue, opposer le « front intercommunautaire » aux « Français racistes », c'est-à-dire en défense contre les Français nus de communauté, a été une redoutable proposition.

*Ordre et désordre de la filiation : valorisation  
de la conscience de communauté, dépréciation et déconsidération  
de la conscience de nation*

Dans la personne du beauf n'est pas seulement stigmatisé un représentant du peuple identifié grâce à sa grossièreté de « petit », de dominé vaguement corrompu par l'accès aux marges d'un confort qui l'embourgeoise sans l'extraire de sa nature ; est aussi reconnu un spécimen de Français, du « Français de toujours », du « franchouillard », celui que l'on rencontre aussi bien au stand Ricard de la fête de *L'Humanité* que sur les routes de France, l'été, ou au concours de boules du camping-plage. C'est dire qu'en s'attaquant au populisme on s'attaque à deux types de peuples qui n'en font qu'un ici : le peuple/classe et le peuple/nation. Et qu'un peuple légitime sort de cette opération de décrassage purificateur : le peuple gratifié et gratifiant, le peuple à nobles racines, c'est le



peuple/ethnie, le peuple/communauté, le peuple/race, ce fameux « peuple ayant droit à disposer de lui-même », ayant droit seul à se doter d'un État-nation, ou, en attendant ou à défaut, de réclamer son autonomie relative avant de l'organiser et, concurremment ou à défaut encore, le droit — que dis-je, le devoir — de célébrer les caractères exprimant la personnalité collective et son homogénéité. Dans l'antiracisme, la conscience de communauté se légitime et se fortifie non seulement sur les ruines de la conscience de classe, mais aux dépens de la conscience de nation. Voyons comment.

L'argumentaire immigrationniste présente la forme d'une pince. D'un côté, depuis le début des années 1980, il est religieusement répété qu'« il n'y a pas plus d'immigrés en France aujourd'hui que dans les années 1930<sup>1</sup> ». L'assertion est historiquement et démographiquement contestable : en 1931, les étrangers représentaient 6,6 % de la population totale, un peu moins qu'en 1982. D'autre part, 90 % étaient d'origine européenne contre 47 % en 1982 (nous n'évoquons pas les irréguliers, nous nous en tenons aux chiffres officiels de l'I.N.S.E.E., nous laissons également de côté la question du dénombrement des nationaux français d'origine étrangère, en principe indispensable à une appréhension correcte de l'immigration). Or la France était à l'époque *le premier pays d'immigration du monde*, avant les États-Unis en termes de valeur des flux du moment (l'expression est de G. Mauco). Dans le contexte d'une crise économique avec chômage massif, il s'avéra que les capacités psycho-socio-économiques d'accueil étaient dépassées, et des dizaines de milliers de travailleurs étrangers furent renvoyés de fait dans leur pays<sup>2</sup> (licenciements massifs,

1. Harlem Désir, *Le Nouvel Observateur*, 14 décembre 1989.

2. Par le triple effet du retour forcé, de la dissuasion et de la naturalisation, la présence étrangère en France passe de 2 890 423 en 1931 à 2 453 507 en 1936.

pressions diverses, également expulsions). Néanmoins, l'afflux d'étrangers en France dans les années 1920, quelle qu'en fût l'utilité sociale, afflux qui avait été l'un des thèmes majeurs des journaux et des faits divers d'avant-guerre, avait contribué à développer et à installer un sentiment de « xénophobie de défense » assez général, pour reprendre une expression déjà utilisée.

D'un autre côté, et dans le même temps démonstratif, l'antiracisme insiste sur la quantité ou la proportion exceptionnelle de Français d'origine étrangère (un tiers dit l'un, 19 millions dit l'autre, etc.), pour décréter finalement — c'était le titre de la fameuse émission de télévision de Michel Polac qui avait servi de planche d'appel à S.O.S. Racisme — que « nous sommes tous des immigrés ». Pressé de dénombrer objectivement les Français d'origine étrangère, l'I.N.E.D./I.N.S.E.E. a tranché : « Les immigrés d'origine étrangère résidant en France au 1<sup>er</sup> janvier 1986 sont un peu moins de 4 millions et près de 30 % d'entre eux ont la nationalité française. Leurs enfants sont 5 millions, dont environ 800 000 sont encore étrangers. Leurs petits-enfants sont entre 4,4 et 5,3 millions et sont tous français. Au total, 14 millions de personnes sont soit immigrées, soit enfants ou petits-enfants d'immigrés et parmi elles plus de 10 millions sont d'ores et déjà françaises [...]. Entre 9,4 et 10,3 millions d'individus nés en France et présents au 1<sup>er</sup> janvier 1986 seraient d'au moins un parent ou un grand-parent immigré, soit entre 19 et 21 % de l'ensemble des personnes nées en France<sup>1</sup>. »

À entendre les prophètes, ces chiffres qui, déjà impressionnants, suffiraient à justifier qu'on s'interrogeât calmement sur l'avenir du pays, ne sont que le début du commencement de

1. Michèle Tribalat, « Combien sont les Français d'origine étrangère ? », *Économie et Statistique*, I.N.S.E.E. n° 242, avril 1991. L'immigré est une personne qui vit en France sans y être née.



l'inéluctable. Plus subtilement, comme l'a justement vu P.-A. Taguieff, ce genre de connaissance statistique — vraie ou fausse, de valeur approchée ou exacte, peu importe —, lorsqu'elle est appropriée par le discours antiraciste, et elle l'est d'autant plus facilement que c'est la dominance antiraciste qui génère la production de ce genre de chiffres tellement attendus, ces statistiques sont dans le temps même où elles apparaissent soumises à des glissements d'usage. Glissements de l'objectif au normatif, du constatif au prescriptif, de l'être au devoir être : il y a des immigrés, donc il doit y en avoir ; nous avons eu besoin et nous avons besoin des immigrés, donc nous en aurons besoin ; nous avons intégré, donc nous devons et devons intégrer ; nous avons beaucoup mélangé, donc nous devons et devons beaucoup mélanger ; il y a des Blacks et des beurs : c'est qu'il faut qu'il y en ait, et il devra y en avoir...

Le plus important se joue ailleurs. Dans la manière d'affirmer successivement : 1) il n'y a pas beaucoup d'immigrés ; 2) et d'ailleurs, nous le sommes tous (ce qui rappelle un argument comique : « Non ! Tu ne m'as pas prêté le chaudron... Je te l'ai rendu. D'ailleurs, il était percé »). En effet, les groupes humains se soudent en élaborant des mythes d'immortalité d'un collectif virtuellement unifié depuis longtemps, en se racontant une histoire qui célèbre leur histoire, les sociétés historiques ont besoin d'avoir un passé pour vivre au présent, pour croire à leur possible perpétuation elles ont besoin de croire à quelque chose qui ressemble — sans le dire toujours — à un fantasme d'immortalité groupale, elles ont besoin d'une filiation à longues racines (n'est-ce pas, du temps de la Gaule, déjà...). Or l'affirmation « nous sommes tous des immigrés » introduit un désordre souverain dans la représentation de la filiation nationale, puisqu'en instaurant et en restaurant une conscience d'immigré chez tous les Français, elle situe la

France entièrement hors d'elle-même, incitant à un repli sur des attaches pourtant pour l'essentiel perdues, à les retrouver, à fortifier celles qui se sont maintenues, à maintenir celles des nouveaux Français d'origine immigrée récente. Se vivre comme ancien et toujours étranger pour accueillir sans aucune réserve ni limite tous les étrangers d'aujourd'hui qui se présenteront aux frontières : cette ambition d'altruisme intégral — l'envers du nationalisme intégral à la Barrès ou à la Maurras — est gagée sur ce qu'elle doit détruire pour pouvoir le permettre, et que nous appelons — par analogie vraie avec la notion de conscience de classe — la conscience de nation, la conscience que les Français avaient ou ont de constituer une population spécifique d'origine diverse mais tendue vers l'unification (langue, mœurs), vivant sur un territoire déterminé aux frontières à peu près naturelles, dépositaire d'une histoire commune dont le sens s'exprime précisément à mesure que se dévoile une identité nationale propre. La formule « Nous sommes tous des immigrés » — si tous les Français sont des immigrés, tous les immigrés du monde sont aussi des Français (putatifs) ; n'oublions pas cette signification à l'heure du bilan des suggestions d'affolement et de l'entretien des angoisses de dilution du collectif —, la formule est privative du roman national identitaire, pour mieux assurer les intérêts et la promotion des romans ethniques ou communautaires, qui, de leur côté, et chacun pour ce qui le concerne, renouent dans l'assentiment général avec des liens de filiation mystique célébrant l'immortalité groupale (d'où, d'ailleurs, un resserrement de l'imaginaire de ces groupes autour de leur spécificité, voire de leur pureté génétique). La privation est à plusieurs sens : en effet, les déjà-Français de brève souche ont encore les moyens de troquer le roman national contre un roman ethnique, alors que ceux de très long enracinement ou de totale assimilation sont renvoyés à l'inconnu où rien ne subsiste d'un



passé dépassé et digéré, et n'ont plus que leurs yeux pour détester l'oubli. Mais cette obligation récurrente de ne plus apercevoir d'authenticité que dans la racine étrangère rend également problématique l'adhésion des immigrés à une conscience, à un roman national.

Au fond de l'utopie immigrationniste, et tout spécialement à S.O.S. Racisme, il y a le projet informulé directement, mais complètement présent, de vouloir abolir la nationalité — entendons la nationalité non ethnique. À S.O.S. Racisme d'ailleurs, on ne fait pas de différence entre patriotisme et nationalisme, ou entre les multiples formes présentées par ce dernier. S.O.S. Racisme a toujours directement affaire à des « nationalistes » : un nationaliste, c'est quelqu'un qui n'éprouve pas une irrépressible répulsion à l'écoute de *La Marseillaise*. Ce symbole de la conscience nationale, symbole international de la révolution populaire et socialiste (Russie, Amérique du Sud, etc.), n'est accepté que chanté dans des configurations de significations restreintes, mais qui parlent mieux qu'un long discours de ce qu'elles excluent. Transparence à cet égard de la présence de la cantatrice Jessie Norman, qui interprétait *La Marseillaise* lors du défilé du 14 juillet 1989 pour célébrer le bicentenaire de la Révolution française : Noire américaine, étrangère témoignant du destin transformé des anciens esclaves des Blancs. *A contrario*, l'antiracisme a qualifié de dérapage xénophobe la volonté de Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de l'Éducation nationale, de faire réapprendre *La Marseillaise* dans les écoles. C'est, par exemple, le cas de deux universitaires, Marianne Amar et Pierre Milza, qui, dans un ouvrage sur l'immigration en France au <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, jugent comme un dérapage des socialistes « la réhabilitation avec éclat » d'une « histoire en trico-

lore, sur fond de *Marseillaise* », par le ministre en question<sup>1</sup>.

Le Parti communiste français avait, en son temps, trouvé les ressources pour réunir le rouge et le tricolore, agréer *La Marseillaise* tout en continuant à entonner *L'Internationale*. Par cette réflexion, nous sommes renvoyés aux origines trotskogauchistes de S.O.S. Racisme. Les trotskistes, en effet, pour aller à l'essentiel de leur situation idéologico-politique, sont des marxistes anticommunistes. Voyant dans l'univers soviétique un « État ouvrier dégénéré », mais récupérable sur ses bases bolcheviques, jugées correctes, ils n'ont cependant pas la finesse dialectique qui faisait dire au communiste français Jacques Duclos — reprenant Bebel et d'autres — qu'« un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup en rapproche ». André Breton, qui, tant lui-même que le surréalisme, fut un persistant compagnon de route du trotskisme actif, écrivait : « Nous, surréalistes, nous n'aimons pas notre patrie. » Une phrase que les membres par ailleurs désunis des différentes chapelles d'obédience trotskiste pourraient reprendre à leur compte, tant elle exprime leur sensibilité, commune sur ce point. En cela, ils représentent bien le gauchisme français, pour qui la question de la nationalité est théoriquement et pratiquement subalterne, et ils ne trahissent aucunement l'esprit marxiste. Marx considère la nation comme un moment passager de l'histoire imputable à la division du travail et aux rapports de forces entre les classes. Il envisage son extinction dans la phase communiste et charge la classe ouvrière de cette tâche herculéenne : « Les prolétaires seuls peuvent abolir la nationalité. » On ne peut saisir la nature de S.O.S. Racisme — qui est un recyclage non gauchiste du gauchisme —, ni les ressorts qui tendent la mobilisation

1. Marianne Amar et Pierre Milza, *L'Immigration en France au <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle*, Armand Colin, 1990, p. 287.



antiraciste que l'organisation provoque, ni les mots d'ordre, ni les slogans de ralliement, ni les propositions faites, si l'on ne les éclaire pas de cette pulsion terriblement ancrée, cette sainte horreur de la nation — source du sociocentrisme négatif —, qui, de marxisme en antiracisme, transmuée, change d'incarnat destructif et se laisse comprendre ainsi : « Les immigrés seuls peuvent abolir la nationalité. »

### *Raciser les Blancs, extranéiser les juifs*

À l'indivisibilité nationale symbolisée par le bleu-blanc-rouge, S.O.S. oppose avec constance — mais aussi terme à terme — le fameux « black-blanc-beur », représentation avant-coureuse de la société panethnique, parfois inversée (« beur-blanc-black »). Mi-lapsus (donc involontaire), mi-tactique spontanée d'agitation subliminale, ce slogan ne justifierait qu'un court commentaire s'il ne s'intégrait dans une structure — surdéterminée par l'utopie de régénération de la société par l'immigration et une vision panracialiste des rapports sociaux —, un système de pensée — cultivant la phobie d'une conscience de nation fortement assimilatrice — et une sensibilité recourant concurremment à la magie de péché et à l'altruisme intégral. C'est en effet l'intégration du slogan dans cet ensemble qui construit sa fonction psychosociale objective, qui — parfaitement comprise par les acteurs en présence — est de potentialiser l'angoisse de ceux qui craignent une décomposition de l'identité française — c'est-à-dire de ce qu'ils croient être l'expression historique et la condition d'une perpétuation du groupe France — à mesure d'un déploiement dans l'Hexagone d'ethnies d'origine étrangère. En un mot, ce slogan leur présente un avenir où ils seront réduits à l'état de « petits Blancs » titulaires non plus de l'incarnat national, mais d'une

mémoire archaïque et en voie de folklorisation de groupe particulier, mise en concurrence de légitimité avec celle d'autres groupes particuliers. On remarque que le blanc du slogan antiraciste occupe la place du blanc royaliste dans le drapeau : coincé par le black et le beur comme l'autre le fut par le bleu et le rouge du peuple de Paris, telle est la lecture ordalique qui s'impose, la signification soigneusement distillée. L'une des constantes du néo-antiracisme, et tout spécialement de S.O.S. Racisme, est en effet de tenter de communautariser une « ethnie blanche ». Dans ce sens, Harlem Désir écrit par exemple très clairement : « Juifs, beurs, Blancs et Noirs [...] La solidarité entre communautés, qui est un des piliers de l'association<sup>1</sup>. » Propos absurdes — il n'y a pas de communauté beur en France, il n'y a pas de communauté blanche en France, du moins *pas encore*, et Juifs, Arabes, Berbères ou Kabyles sont eux aussi de type blanc (puisque le slogan recourt de façon discriminante aux critères taxinomiques de l'anthropologie physique raciale) —, mais propos qui révèlent une fois de plus les objectifs et la vision racialistes du mouvement. Retenons que ces objectifs, et tant la valorisation des caractères ethniques que la péjoration de la conscience de nation non ethnique, ont un premier corollaire : la tentative de *raciser* les Français « blancs ». Mais aussi un second corollaire, délivré par un développement souvent rencontré dans les écrits ou les discours portant estampille S.O.S. ou « antiracisme », du slogan initial à trois termes : celui-ci devient « Blacks, Blancs, beurs, Auvergnats, Bretons, etc. » — et il est apparemment tout aussi absurde que le premier (les Auvergnats ou les Bretons sont des Blancs...). Il vise à *ethniser* les entités provinciales de l'ancienne diversité française pour justifier

1. *Touche pas...*, op. cit., p. 134.



analogiquement la différenciation communautaire des immigrés dernièrement arrivés ou à venir.

Valorisation des immigrés dans l'imaginaire prophétique et dépréciation des valeurs nationales non ethniques ont un troisième corollaire : l'extranéisation de plus en plus fréquente des juifs dans le discours antiraciste. En d'autres termes, les juifs sont de plus en plus présentés comme séparés des Français, naturellement et pour toujours à part, assimilés à des étrangers. Autrement dit, l'antiracisme réalise en douceur le programme préalable de mise à l'écart du racisme antisémite — mais pour ce qui serait cette fois « la bonne cause ». Deux exemples de ces procédures de déracinement des juifs de l'intérieur. Dès le départ, tout d'abord, S.O.S. Racisme conçoit le projet, comme l'ont avoué ultérieurement quelques responsables, d'abriter ses activités derrière la « caution morale » que représente la « communauté juive » du fait du martyrologe de la Seconde Guerre mondiale. L'assassinat d'un Marocain à Menton et l'attentat contre un cinéma juif à Paris fournissent l'occasion de donner visibilité publique à la passerelle intercommunautaire entre « les potes qu'on assassine », « Arabes à Menton, juifs à Paris ». Le slogan était de construction d'autant plus arbitraire que les auteurs de l'attentat, inconnus, pouvaient être des propalestiniens, et que, dans les deux grands attentats antisémites précédents, contre la synagogue de la rue Copernic en 1980 et contre le quartier juif du Marais en 1982, c'était des Arabes qui étaient impliqués, « des potes qui s'assassinaient » donc, dirions-nous dans l'idiolecte pour bien marquer l'ampleur de la manipulation, comme dans la vague d'attentats antisémites perpétrés en Europe et qui laissait une trace de sang entre Istanbul et la Belgique. Mais on voit bien l'extranéisation en douceur amenée par la passerelle intercommunautaire, invitation à représenter les Français juifs

et à ce que les Français juifs se représentent dans une situation analogue à celle d'un Arabe marocain résidant en France.

Ma seconde illustration se situe dans le cadre du développement de l'antiracisme d'État. Il s'agit d'un commentaire du rapport sur ce sujet émanant de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, remis en mars 1991 à Michel Rocard, alors Premier ministre. J'ai choisi l'éditorial d'un grand quotidien régional de centre gauche, *La Nouvelle République*, mais, vérification faite, les commentaires induits par ledit rapport se ressemblent sur le point qui nous intéresse. On dira cet exemple représentatif, et le lecteur voudra bien se souvenir qu'il a déjà lu cent fois ce qui suit sans y prêter attention, *tellement la figure de la xéno-réduction du juif est a priori acceptée si elle bénéficie de la caution antiraciste* : « Le racisme existe dans notre pays, écrit Jean-Claude Arbonna dans cet éditorial intitulé "La haine ordinaire", il est chiffrable. L'an dernier, 52 actions violentes ont été perpétrées contre des étrangers, dont 37 contre des Maghrébins [...]. L'antisémitisme a donné lieu à 20 actions violentes et 372 menaces et manifestations injurieuses, dont toute une série de profanations de tombes et cimetières. On se souvient de Carpentras. Sans doute, parmi ces affaires, certaines peuvent-elles relever d'un simple vandalisme, voire de règlements de comptes "classiques", sans véritable rapport avec l'origine de la personne. Il n'empêche [...]. Cette évolution est révélatrice d'une montée de la "violence symbolique" contre l'étranger<sup>1</sup>. »

Comme dans l'illustration précédente, c'est l'amalgame fait avec le Maghrébin qui aboutit à faire du juif un étranger en France.

Raciser les Français « blancs » et extranéiser les Français

1. Jean-Claude Arbonna, « La haine ordinaire », *La Nouvelle République*, 21 mars 1991. C'est nous qui soulignons.



« juifs », voilà deux modes dévastateurs, mais nullement accidentels, complémentaires et au contraire absolument typiques du fonctionnement de l'antiracisme racaliste.

*Nation-chêne, nation-chaîne contre nation-abîme*

En règle générale, le recours aux notions d'identité et de nation française mobilise des imaginaires historiques insistant sur la permanence d'une entité certes peu à peu constituée, mais aux longues racines enfouies loin « au fond des âges », une entité quelque part toujours déjà là : c'est la nation-chêne et la nation-chaîne qui nous parlent de « quarante siècles d'identité française<sup>1</sup> ». C'est cette inscription d'une personnalité nationale dans la terre, l'espace et le sang que souligne Fernand Braudel pour justifier précisément sa dernière œuvre : *L'Identité française*. À ceux qui douteraient de cette incontournable filiation, et des contraintes de conscience qui en découlent, à ceux qui définiraient la France par une adhésion simple à des valeurs d'acception putativement universelles (les droits de l'homme), Braudel répond : « L'épaisseur entière du passé de la France [...] est à mettre solidairement en cause, dès avant la conquête romaine de la Gaule et jusqu'à aujourd'hui<sup>2</sup>. » À ceux qui pensent que « la Gaule est presque sans rapport avec notre pays qui n'est pas venu du fond des âges », à ceux qui pensent la France contemporaine comme une sorte de créature aérostatique, Braudel répond, plus explicitement encore : « Comme si l'histoire n'allait pas jusqu'au fond des âges, comme si préhistoire et histoire ne constituaient pas un seul processus,

1. « Quarante siècles d'identité française » était le thème du premier numéro de la revue *Enquête sur l'histoire*, hiver 1991-1992 (tendance idéologique : droite nationaliste).

2. Fernand Braudel, *L'Identité française*, op. cit., pp. 14-15.

comme si nos villages ne s'enracinaient pas dans notre sol dès le III<sup>e</sup> millénaire avant le Christ, comme si la Gaule n'esquissait pas à l'avance l'espace où la France allait grandir [...] comme si, dans notre sang, dans notre vie, l'hématologie rétrospective ne décelait pas la trace même des lointaines « invasions barbares », comme si croyances autant que langues ne venaient pas vers nous des siècles obscurs du plus lointain passé<sup>1</sup>. »

Quant à de Gaulle, il débute son ultime ouvrage, aussi, les *Mémoires d'espoir*, par cette définition typique de la France vue à la fois comme nation-chêne et nation-chaîne : « La France vient du fond des âges. Elle vit. Les siècles l'appellent. Mais elle demeure elle-même au long du temps. Ses limites peuvent se modifier sans que changent le relief, le climat, les fleuves, les mers, qui la marquent indéfiniment. Y habitent des peuples qu'étreignent, au cours de l'histoire, les épreuves les plus diverses, mais que la nature des choses, utilisée par la politique, pétrit sans cesse en une seule nation. Celle-ci a embrassé de nombreuses générations. Elle en comprend actuellement plusieurs. Elle en enfantera beaucoup d'autres. Mais, de par la géographie du pays qui est le sien, de par le génie des races qui la composent, de par les voisinages qui l'entourent, elle revêt un caractère constant qui fait dépendre de leurs pères les Français de chaque époque et les engage pour leurs descendants. À moins de se rompre, cet ensemble humain, sur ce territoire, au sein de cet univers, comporte donc un passé, un présent, un avenir, indissolubles<sup>2</sup>. »

Si je me suis permis de paraître revenir en arrière dans le train de la démonstration, en sollicitant Braudel et de Gaulle, c'est afin d'approfondir les termes de l'opposition, d'appréhender

1. *Id.*, *ibid.*

2. Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*. Le Renouveau, 1958-1962, Plon, 1970, p. 7.



der le gouffre qui sépare les énoncés les plus classiques de l'identité nationale française des énoncés de l'antiracisme à tendance communautaire et immigrationniste : non que les uns seraient vrais, scientifiques ou légitimes quand les autres seraient faux, sans validité cognitive et illégitimes, la question n'est pas là. Elle est de tenter d'apprécier une logique de rupture et de recomposition, à partir de ce que nous avons aperçu au fond du volcan : une rupture avec une certaine idée de la cohésion et de l'indivisibilité de la nation française, l'utopie d'abolir la nationalité — pulsation irrigante —, une méfiance profonde à l'égard des symboles de forte soudure hexagonale. Que l'antiracisme de « nous sommes tous des immigrés » vise à porter directement atteinte à la crédibilité d'un roman national ne signifie pas pour autant pure perte de la conscience identitaire, abandon de la quête des racines auxquelles se raccrocher, volonté sado-masochiste de faire table rase de tout passé. La délégitimation du roman national est compensée par la perspective de fortifier une myriade de romans ethniques. Chênes et chaînes de la nation française font place — non toute la place — à d'autres fils du temps. L'antiracisme n'introduit un désordre dans la filiation que pour tenter d'y substituer un ordre de la filiation d'un autre type. Mais on n'aurait pas atteint le noyau de la sensibilité antiraciste si l'on ne soulignait pas la francophobie associée au processus : l'identité française est regardée comme un monstre castrateur des histoires ethniques, la pierre à poncer la spécificité des consciences étrangères, un moloch, sorte de dieu Baal réclamant périodiquement sa ration d'immigrés pour en faire, à l'issue de l'épreuve d'un feu assimilateur, des immigrés en cendres, c'est-à-dire de bons Français, en d'autres termes des « beaufs engauloisés ». La France assimilatrice est vue comme une nation abîmée, là où se perdent pour toujours « nos couleurs, nos cultures ». Phobique, cet antiracisme entretient

le spectre d'une détérioration irrémédiable des identités d'origine une fois celles-ci passées par le moule français. Celui-ci devient l'intrus, l'autre mortifère, le xéno dont vient et qui figure la grande menace *hétéronomique*.

Seule la considération préalable de ce cadre d'attitudes vis-à-vis de la nation permet de comprendre la signification des positions adoptées par S.O.S. Racisme sur le Code de la nationalité, mais aussi pourquoi la discussion sur ces sujets avec ses leaders — constamment biaisée par l'impossibilité de recourir aux motivations fondamentales compensée par des arguments appelant à « la traditionnelle générosité du droit français » — n'est jamais de grande utilité. En deux mots, S.O.S. Racisme paraît poursuivre un but : affaiblir ou contenir tout ce qui pourrait favoriser la (ré)surrection, ou la fortification de la nationalité, et avec elle l'entité chêne développant sa volonté hétéronomique sur les nouveaux arrivants au prétexte d'un ordre de la filiation renouant toujours les fils au fond des âges de la patrie. Dévaluer la nationalité en la vidant d'une partie essentielle de son contenu, telle serait bien la conséquence d'une réforme accordant le droit de vote et l'éligibilité à tous les étrangers, réforme souhaitée par S.O.S. Racisme et d'abord confinée, pour des raisons tactiques, à des élections subalternes. En effet, sans entrer dans le détail — « dans la Constitution de 1791, l'étranger accédait à la citoyenneté par la nationalité, tandis que, dans la Constitution de 1793, c'est la citoyenneté qui lui permettait d'acquérir la nationalité<sup>1</sup> » —, l'accès à la citoyenneté et l'accès à la nationalité sont séculairement liés. Avec d'autres, S.O.S. propose donc là une désimplification de la citoyenneté et de la nationalité. Cette récusation du lien entre citoyenneté et nationalité présenté comme un

1. P.-A. Taguieff et Patrick Weil, « Quelle politique pour l'immigration ? », *Esprit*, mai 1990.



obstacle à l'évolution de la démocratie a un sens, décrit par P.-A. Taguieff et Patrick Weil : « C'est ainsi que, sur la base du critère de résidence, va se développer la revendication d'une citoyenneté "pure", dénationalisée, faite pour les citoyens du monde; on exigera corrélativement que l'identité nationale s'adapte, en l'exprimant, à l'existence plurielle de "groupes constitués sur une base culturelle ou régionale". Citoyenneté de l'homme quelconque, identifié par son seul "être-là". Un slogan résume l'esprit de ce maximalisme résidentieliste : "J'y suis, j'y vote"<sup>1</sup>. »

Désimpliquer son contenu ne suffit pas à renverser la barrière de la nationalité : en accentuer la porosité ne nuirait pas à l'objectif. En proposant que la nationalité puisse s'acquérir par un simple « droit du sol », S.O.S. Racisme veut augmenter encore la facilité d'accès à la nationalité française, déjà remarquablement grande : « C'est pourquoi nous proposons d'introduire, a déclaré Harlem Désir lors des auditions devant la commission de la nationalité, [...] le principe simple et clair d'un *jus soli* absolu : est français tout individu né sur le sol de ce pays. Vous savez qu'il en est ainsi aux États-Unis et qu'il ne s'agit donc pas d'une proposition totalement utopiste<sup>2</sup>. »

Auditionné quelques instants après la délégation de S.O.S. Racisme par la Commission de la nationalité, Alain Finkielkraut jugeait que cette proposition risquait de ramener la nationalité à un « rapport utilitaire avec ce qui n'est plus une nation, mais une possibilité de travail ». « Est-ce que la nation doit être dégradée à ce point, et surtout est-ce que des gens qui réfléchissent au Code de la nationalité doivent participer à cette

1. *Id.*, *ibid.*

2. *Être français aujourd'hui et demain*, rapport de la commission de la nationalité, *op. cit.*, p. 550.

dégradation, même si on la juge inéluctable ? » se demandait-il ? Entre autres objections au *jus soli* intégral, Alain Finkielkraut rappelait qu'en Amérique celui-ci « est tempéré par le fait que les gens, quand ils choisissent la nationalité américaine, doivent le faire à l'exclusion de toute autre nationalité ». Surtout, il estimait — fort justement — qu'« une mesure de ce type serait une formidable incitation à l'immigration » : « Dès lors, pour corriger cet effet pervers, il faudrait renforcer les contrôles aux frontières. Et donc cette mesure, libérale dans l'esprit, aurait des conséquences policières dans les faits<sup>1</sup>. » Or, comme on sait, ces conséquences policières, S.O.S. les refuse en bloc. C.Q.F.D.

### *Les potes ne sont pas des copains*

Jusqu'à présent, lorsque nous avons soutenu des comparaisons, celles-ci nous ont conduit à observer une translation de contenu sous le déplacement d'une grille à l'identique. Deux transformations, liées, accompagnent toutefois ce transfert, l'une concerne le chemin à parcourir pour avoir en vue l'ultime lieu de délices, l'autre concerne l'organisation même de ce lieu, inversée dans son principe : l'utopie communiste devait en effet être acquise à l'issue d'une exacerbation de la lutte des classes dissolvant *in fine* ces classes, tandis que l'utopie antiraciste se conçoit comme le point d'aboutissement d'une extinction de la lutte des races qui conduit à leur épanouissement réciproque (mais ce sont tout à la fois l'abolition de la nationalité non ethnique et l'exigence d'extinction de l'« idéologie identitaire française » — on reviendra sur cet aspect — qui satisfont le besoin révocatoire de faire « table rase » d'un

1. *Être français...*, *op. cit.*, pp. 598-601.



« passé » toujours résonnant à éliminer, dans la structure du mythe antiraciste),

Maintenant, ce sont les différences qui s'imposent. S.O.S. Racisme n'est ni une nouvelle section française de l'Internationale communiste (S.F.I.C.), ni un nouveau P.C.F., ni une nouvelle S.F.I.O. S.O.S. est un groupuscule, composé d'un noyau de fidèles réunissant des foules de militants de loisirs à l'occasion de grands concerts gratuits. À la différence d'une adhésion au Parti communiste français, le soutien à S.O.S. n'implique aucun degré de réforme personnelle, aucune contrainte de vie et — sauf exception rarissime du fait de son statut d'idéologie d'État — aucun risque. S.O.S. n'a pas de presse, pas de lecteurs de ses thèses diffusées principalement par voie médiatique lors des apparitions de son président, et, exception faite de cas marginaux, il n'a pas plus d'électeurs. Rien d'étonnant à cela : S.O.S. Racisme, à la différence du P.C.F. ou de la grande social-démocratie allemande, ne se pose pas en challenger de la société officielle. Son discours tient en quelques dizaines de mots, toujours les mêmes. L'organisation ne propose pas en tant que tel un projet de contre-société dont il offrirait l'image en voie de développement. S.O.S. ne préfigure en aucune manière l'organisation du monde à venir. C'est le sens du « front intercommunautaire » : S.O.S. n'exprime aucune intériorité communautaire particulière, bien plutôt leur volonté collective de différenciation réciproque. L'association est leur avocat avancé, le garde-fou. Elle présente le visage amène qui doit séduire les récalcitrants et tenter d'obtenir de la société globale une relative autonomie communautaire. Elle estime ne pas avoir à se préoccuper du reste, du ressort des cultures propres et de leurs responsables. S.O.S. n'est pas un parti-société, bien plutôt une espèce d'anti-parti, dont le slogan le plus populaire — « Touche pas à mon pote » — utilise le langage de l'absence de parti : les pote que l'on

prétend souder en les défendant ne sont pas des camarades et ne sont pas appelés à le devenir. Le « pote qu'on assassine », celui qu'on ne verra jamais (puisqu'il est malheureusement mort), on ne l'aurait pas plus rencontré vivant. Les pote ne sont pas des copains. « Pote », dans le langage de S.O.S., c'est le lieu vide appelé à être occupé par un individu qui sera tout d'abord identifié par un stigmat, une différence de caractère ethnique. Si proche soit-il, si proche se veut-il, le pote reste marqué par une altérité, et celle-ci, tel un fatum, le rattrapera toujours. Le pote, à sa manière, dit que l'on ne s'appartient pas puisque l'on appartiendrait toujours, par ses origines, aux yeux de ses congénères ou aux yeux de l'Autre, à une ethnie, à une « race », à un groupe. Usage finalement classique du mot. Même ami, le pote demeure lointain, perdu dans une individualité propre inaccessible en ce qu'elle le rattache à l'histoire d'un groupe et de pratiques minoritaires. C'est ainsi que, dans les années 1950, Yves Montand et Francis Lemarque chantent *Mon pote le gitan*, « un ami » qui « ne m'a pourtant jamais rien dit ». On trouve toujours de la distance dans le pote, jusques et y compris dans ses usages récréatifs évolués. Ainsi le mot suggère-t-il de plus en plus fréquemment une fusion circonstancielle de caractère exceptionnel qui met *a contrario* en relief la nature distante des relations normales.

*Un nouveau conglomerat vertical : appareil d'État, association antiraciste, médias, génération*

S.O.S. Racisme est un paravent du différentialisme, un peu à la manière dont certaines campagnes pacifistes — pas toutes, évidemment — ont servi de couverture à des menées bellicistes ou favorisé des entreprises expansionnistes (les exemples ne manquent pas au xx<sup>e</sup> siècle, songeons au pacifisme munichois,



aux multiples campagnes destinées à favoriser les entreprises communistes en Europe et en Asie, au pacifisme pro-irakien durant la guerre du Golfe). La négation compulsive d'une tentation différentialiste à l'intérieur de S.O.S., toujours immédiatement suivie, dans les discours des leaders, par une attaque au mortier différentialiste contre l'ogre assimilationniste français considéré comme l'un des beaux-arts du colonialisme, cette compulsion aurait fourni un matériau de choix à Sigmund Freud à l'époque où celui-ci écrivait son célèbre texte sur la négation. Mais, pour important que soit cet aspect, là n'est pas le plus original. Le plus original est que S.O.S., à la différence d'un parti politique institué en strates (responsables, militants, adhérents, lecteurs, électeurs) décrivant l'extension de ses zones d'influence dans la société, à la différence d'un parti politique structuré pour la permanence en vue d'objectifs de pouvoir institutionnel, n'apparaît que par bouffées brusques, à l'occasion d'événements toujours médiatisés, à la manière d'un champignon dont le mycélium est réveillé par les conditions climatiques. Structure minimale, fortement bouclée sur elle-même sur le plan directionnel, S.O.S. Racisme peut être regardé comme un micro-organisme de micorhization de la vie sociale — puisque nous filons la métaphore cryptogamique —, c'est-à-dire vivant en symbiose et chargé d'assurer une circulation, ici politique et idéologique, entre trois niveaux de la structure sociale : l'appareil d'État, les médias, la génération<sup>1</sup>. Là où les partis politiques jouaient vis-à-vis des classes sociales, soit directement, soit indirectement (syndicats, presse), un rôle de recrutement, d'éducation mais aussi de relais remontant vers les cercles dirigeants de l'exécutif ou du

1. Le micorhizisme est une association de type symbiotique entre un ou plusieurs champignons et les racines d'un végétal (arbres, arbustes, plantes). Les organismes concernés en retirent dans le meilleur cas un avantage mutuel (par exemple, bolets utilisés pour accélérer la croissance de pins, de mélèzes, etc.).

législatif, S.O.S. Racisme apparaît comme la clef qui permet la formation d'un nouveau conglomerat vertical, parallèle aux anciens conglomerats verticaux en perte de légitimité et d'influence (appareil d'État, partis, syndicats, classes sociales).

Précisons la forme et la nature de cette circulation politique — à l'intérieur et entre les composants du conglomerat vertical —, en revenant tour à tour sur chacun des trois termes de l'organisation (appareil d'État, médias, génération), en revenant par conséquent sur les relations établies entre S.O.S. Racisme et chacun des éléments de la chaîne. Leur analyse livre des informations essentielles sur les évolutions de la société française.

La première concerne un aspect déjà abordé — le prurit apolitique de la mobilisation générationnelle antiraciste. Il nous faut donc renouer avec l'un des fils de l'écheveau que nous dévidons. Il a été insisté sur une première condition de la mobilisation générationnelle des adolescents, la virginité politique au moins apparente des leaders appelant au mouvement — condition en amont, si l'on peut dire. Une seconde condition, en aval, était nécessaire : que le mouvement ne soit entaché d'aucune relation d'intérêt, d'idéologie ou d'argent avec la politique, qu'il ne soit souillé par aucune compromission avec le monde des adultes au pouvoir (ou dans l'opposition d'alors), que la virginité initiale du mouvement n'ait pas été prostituée, offerte et aliénée au service d'intérêts personnels et politiques extérieurs à la cause — alors dégradée par la réduction du mouvement à l'état de courroie de transmission. Le secret de cette aliénation originelle de S.O.S. Racisme a été longtemps maintenu — « aliénation », puisque c'est ainsi que la relation ouverte avec la sphère politique aurait, puis a été jugée —, et il est non seulement instructif mais hautement comique de noter la chronologie de cette levée du secret.



Le 6 mai 1985, l'hebdomadaire *Témoignage chrétien* publie une grande interview d'Harlem Désir sous le titre : « Touche pas à mon indépendance ! » En réponse à une apostrophe de l'interviewer — « les tentatives de récupération ne doivent pourtant pas manquer » —, le président de S.O.S. Racisme réplique gaillardement : « Oui, et c'est quelque chose qui commence à nous chauffer les oreilles ! Ces gens, ces partis qui voudraient tirer la couverture à eux, mettre la main sur le mouvement vont finir par dresser les jeunes contre eux. C'est d'autant plus aberrant que, *a priori*, nous ne rejetons personne — mais à condition qu'on ne nous cherche pas [...]. À ces partis nous répondons : touche pas à mon indépendance ! » Près de deux ans plus tard, dans *L'Express* du 23 janvier 1987, Sophie Grassin écrit : « Harlem Désir, l'apôtre de l'apolitisme, a choisi son camp : à gauche, ici et maintenant. Un retournement dû à la nouvelle donne politique. S.O.S. Racisme, jusqu'au 16 mars 1986 [élections législatives ayant porté au gouvernement la droite], était discrètement encouragé par le gouvernement de François Mitterrand. » Le jour même du passage d'Harlem Désir à *L'Heure de vérité*, quelques mois plus tard, l'éditorialiste de *Libération*, Jean-Michel Helvig, décèle « un léger brouillard sur l'autonomie réelle de l'organisation et de ses dirigeants qu'il reviendra à Harlem Désir de lever [...] préalable indispensable<sup>1</sup> ». Dans *L'Express* du 14 août précédent, Jack Lang a assuré : « Leur action est entièrement indépendante. »

Nouveau bond chronologique, et, deux ans et demi plus tard, dans *Le Monde*, Bertrand Le Gendre écrit : « Derrière Jean-Louis Bianco, qui s'est intéressé très tôt à S.O.S. Racisme, avant même sa création officielle, s'est rapidement profilée l'ombre du président, lequel chouchoute, depuis,

1. *Libération*, 19 août 1987.

Harlem Désir et ses "potes". Inclination réciproque<sup>1</sup>. » Encore un an, et, dans le même quotidien, Olivier Biffaud écrit : « S.O.S. Racisme a toujours eu des relations difficiles avec le Parti socialiste, bien que l'Élysée ait participé activement à sa création<sup>2</sup>. » Pour *Libération*, le brouillard s'est dissipé : « Jean-Louis Bianco se prête au jeu des questions avec les militants de S.O.S. Racisme, une association qu'il connaît bien pour en être l'un des membres fondateurs<sup>3</sup>. » Entre-temps, dans *La Grande Manip*, François de Closets a raconté l'histoire suivante, sans avoir été démenti : « Dès le mois de novembre 1984, alors que toute la bande patauge encore dans ses projets, Julien Dray va voir le premier secrétaire du Parti socialiste, Lionel Jospin, et lui propose de créer une organisation de jeunesse consacrée à la lutte contre le racisme. Celle-ci devrait naviguer de conserve avec le parti sans toutefois être placée sous sa dépendance directe. L'opération permettrait de ramener dans l'orbite socialiste un électorat qui s'en détache de plus en plus. Mais le courant ne passe pas entre les deux hommes et l'entretien tourne court. Jospin [...] est prévenu contre Dray ; il redoute, dans cette phase de recentrage politique, les mouvements de jeunes travaillés par des gauchistes plus ou moins repentis. En un mot, l'offre est refusée ; le mouvement devra naître en dehors du Parti socialiste.

» Mais Julien ne se tient pas pour battu et va trouver à l'Élysée les oreilles attentives qu'il a vainement sollicitées rue de Solferino. La première à se tendre est celle de Jean-Louis Bianco, le secrétaire général de la présidence, sensible à l'aspect associatif du projet bien plus qu'à ses prolongements politiques. L'idée

1. Bertrand Le Gendre, « À quoi sert S.O.S. Racisme ? Portrait d'une génération qui rêvait de "ringardiser Le Pen" », *Le Monde*, 9 janvier 1990. Très bon article.

2. *Le Monde*, 20-21 janvier 1991.

3. Article de Marie-Laure Colson, *Libération*, du 22 juillet 1991.



d'un vaste mouvement de jeunes antiracistes le séduit, il sera désormais le discret et puissant mentor de S.O.S. Racisme.

» Ainsi, l'organisation naissante dispose très vite d'un atout bien supérieur à l'appui d'un parti : la bienveillance du pouvoir, du pouvoir socialiste, s'entend. Celle-ci ne fera jamais défaut. Qu'il s'agisse d'autorisations, de parrainage ou de subventions, la bande à Harlem pourra chaque fois obtenir ce dont elle a besoin pour mener ses actions. Elle bénéficiera toujours des plus hauts patronages et, jusqu'en mars 1986, rien ne sera refusé aux "chouchous du président"<sup>1</sup>. »

Pour une génération qui se croyait indemne de tractations avec le pouvoir, voilà une épopée aux dessous guère affriolants. Pour une génération qu'on baptisa « morale » et la reprise d'une grande idée humaniste, une occultation manipulatrice bien peu morale. Sauf, évidemment, à en tirer une morale, mais là n'est pas, on le sait, notre sujet.

Dans *Jeux, Modes et Masses*, j'avais estimé que « les débats autour de l'éventuelle infiltration de S.O.S. Racisme par des éléments partisans » étaient « venus rappeler que l'adhésion au mouvement s'originait dans la certitude d'une action issue de l'extérieur du champ politique et continuant de le narguer au cours de son affirmation<sup>2</sup> ». Or il y a bien une remarquable concomitance entre la baisse d'influence de l'organisation S.O.S. Racisme — mesurable par la baisse de fréquentation des concerts gratuits, des occurrences médiatiques, cette baisse a eu lieu par bonds, non de façon continue — et l'affaiblissement de « la certitude d'une action issue de l'extérieur du champ politique », puis la levée du secret des origines. Comme si l'instrumentation des adolescents — leur soudure générationnelle — dans le conglomerat vertical ne pouvait effectivement

1. *Op. cit.*, p. 273.

2. Gallimard, 1985, p. 375.

fonctionner qu'à la condition que ceux-ci se voilent leurs propres accointances, et donc les propres finalités politiques de leur action. Nous l'avons dit et nous le répétons, l'histoire de S.O.S. Racisme fournit un modèle parfait de l'éruption politique d'une génération adolescente : pour prendre vraiment corps, la mobilisation ne peut avoir lieu qu'à la condition de paraître spontanée et autonome, vierge et pure, née de rien et ne devant rien, en un mot respecter pour l'investir le mythe d'auto-engendrement et les fantasmes de toute-puissance associés du monde adolescent.

Dans la mesure où la société tend, relativement, à se « générationnaliser », c'est-à-dire à augmenter la dépendance horizontale des individus (constitution d'une histoire globale de génération fortement intégratrice), dans la mesure où les fantasmes de comportement du monde adolescent sont socialement reformulés pour être présentés comme un modèle d'adaptabilité au monde moderne — l'individu idéalement performant serait celui qui conserverait, devenu adulte, la faculté de croire à son auto-engendrement permanent, par exemple vérifiée dans la formation continue —, un tel modèle de mobilisation paraît ne pas devoir être réservé aux seuls adolescents. La recherche ou l'attente d'adolescentisme de l'action collective débouche directement sur une crise de la légitimité du champ politique, dont il est l'une des raisons majeures, jamais citée.

Cette nouveauté se développe sur un fond de classicisme. Il est en effet habituel que l'État français cherche un pôle régulateur autonome dans la société civile. L'État, comme l'explique Pierre Rosanvallon dans *L'État en France de 1789 à nos jours*<sup>1</sup>, ressent le besoin de trouver une relation avec la société qui ne peut être seulement assurée par les mécanismes

1. Pierre Rosanvallon, Le Seuil, 1991.



politiques institutionnels. Il cherche à articuler son gouvernement sur les mouvements de cette société, à entrer en relation avec une volonté générale. Nous observons un cas particulier de la règle : après 1981, il trouve cette volonté générale dans l'antiracisme générationnel au moyen de sa tête chercheuse, S.O.S. Racisme. En ce sens, S.O.S. a puissamment aidé à la structuration idéologique de la nouvelle classe dirigeante socialiste et à son organisation (on pourrait ici analyser le réseau des influences et des financements de toutes sortes pour constater que l'antiracisme est le liant de ces hommes de la nouvelle élite, leur passe-partout).

Significatif de la période, S.O.S. Racisme a échoué dans sa tentative initiale pour établir une relation avec la périphérie de la puissance — en d'autres termes, les cabinets ministériels. Cet échec renvoie au premier échec des beurs, administrativement comparable : la prise de langue avec certains membres influents des cabinets s'est révélée insuffisante. S.O.S. Racisme, pour réussir, puis maintenir une incrustation forte dans le dispositif, a dû établir une relation directe avec le centre de la puissance, c'est-à-dire l'Élysée, l'entourage immédiat du président de la République et François Mitterrand lui-même. Héliophilie à juste titre cultivée, puisque les bonnes dispositions élyséennes ont ensuite irradié les cabinets d'ondes bénéfiques aux entreprises de S.O.S. La nécessité d'avoir recours à ce type d'ancrage témoigne des évolutions intervenues dans la pratique institutionnelle de la V<sup>e</sup> République. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les cabinets n'existaient pratiquement pas. Les ministres traitaient directement avec les directeurs de l'administration (un chef de cabinet et un ou deux secrétaires particuliers constituaient le seul entourage du ministre). Une première croissance des cabinets, datant de l'introduction de la république parlementaire en 1878, a correspondu à la volonté des ministres de mieux contrôler des directeurs ayant appar-

tenu à l'administration impériale. Une seconde croissance du volume des cabinets, après 1945 et surtout après 1958, a accompagné le déclin du contrôle parlementaire sur l'administration et l'exécutif. Sous Giscard d'Estaing, puis sous Mitterrand, où le phénomène de présidentialisation s'est accentué, le cabinet de l'Élysée a régenté de plus en plus près les différentes activités gouvernementales, réduisant l'autonomie des ministres et de leurs cabinets. L'histoire de S.O.S. Racisme illustre le déclin de cette autonomie gouvernementale et l'empire croissant de l'Élysée sur les activités ministérielles.

Il n'est pas nécessaire de rappeler pourquoi S.O.S. Racisme peut être défini — pour reprendre l'expression du sociologue américain David Riesman — comme un « groupe de veto » (empêchant toute réforme du Code de la nationalité, voire de l'Université, dénonçant toute proposition politique tendant à réduire l'incertitude — une fonction cardinale de l'État — quant à l'immigration, etc.). Il existe bien d'autres groupes de veto en France, et qui ne se privent pas de s'exprimer ni de manifester. Mais il s'agit là d'un groupe de veto lié au centre d'une puissance récemment renforcée et qui, loin de réguler l'action gouvernementale, tend périodiquement à la déstabiliser, à contrarier les velléités anxiolytiques de l'exécutif. Lors de la cohabitation armée entre la gauche et la droite entre 1986 et 1988, mais pas seulement, S.O.S. a pu ainsi, avec la bénédiction de la tête de l'État, contribuer à annihiler les volontés réformatrices (bonnes ou mauvaises, peu importe) des centres périphériques immédiats de l'appareil gouvernemental (son rôle lors du mouvement étudiant-lycéen de novembre-décembre 1986, et lors de la discussion d'une réforme du Code de la nationalité).

Avec S.O.S. Racisme, l'exécutif français, en l'espèce socialiste, a forgé un outil d'incapacitation de l'État — et donc, aussi, son propre outil d'incapacitation. Mais il n'a pu lui



donner cette force qu'en raison d'un saut dans la concentration des pouvoirs à la tête du dispositif institutionnel.

La mise en rapport du centre de la puissance avec la « génération » s'opère grâce au rouage lubrifiant des médias et des agents qui s'y activent, nœud d'échange et de jonction de l'ensemble. Il est également intéressant d'observer le type de relation que « S.O.S. Racisme » choisit très tôt, et délibérément, d'entretenir avec cet élément articulant de la structure.

Dans *L'Élite du pouvoir*, Wright Mills a dressé ce portrait de l'« intrus politique », qui paraît avoir été confectionné sur mesure pour l'industriel et chef d'entreprise devenu député de la majorité présidentielle, puis ministre de la Ville du gouvernement Bérégovoy — avant d'en devoir démissionner —, Bernard Tapie : « L'intrus politique est un homme qui a passé la majeure partie de sa vie active en dehors des organisations strictement politiques et qui, selon le cas, s'y trouve introduit, y entre de force ou fait des allées et venues entre la politique et son autre activité. Sa formation professionnelle lui vient d'une expérience non politique<sup>1</sup>. » De ce point de vue, les fondateurs et principaux animateurs de S.O.S. Racisme ne sont pas des intrus politiques : ils n'ont même connu que la politique, et, après 1988, certains connaîtront une promotion et un saut qualificatif de carrière. Dans le langage de Wright Mills, on y verra la preuve que le noyau dur de S.O.S. constituait dès le départ une « haute sphère » potentielle détenant des candidats à l'élite, potentialité qui s'est accomplie du fait des circonstances. Mais un très petit nombre d'individus pouvaient deviner qu'à S.O.S. Racisme certains continuaient une carrière politique par d'autres moyens. La croyance générale en une intrusion apolitique a longtemps abusé jusqu'aux hommes politiques de la droite et elle a permis aux animateurs de S.O.S.

1. Maspero, 1956, rééd. 1969, p. 232.

d'établir un relais, une accroche particulièrement efficace avec d'autres « intrus apolitiques », qui constituent ce que j'appellerai une élite médiatique.

L'élite médiatique est concurrente et complémentaire de trois autres types d'élite, l'élite politique, l'élite de l'entreprise et l'élite militaire. Elle est depuis longtemps hyperactive dans la société américaine, où elle a acquis une place quasi institutionnelle dans le fonctionnement du système démocratique. En France, elle est apparue au tournant des années 1980 et a vraiment pris toute sa place au milieu de ces années — précisément avec l'organisation du parrainage, par des membres de cette élite, de S.O.S. Racisme, et avec le phénomène humanitaire (la création des Restos du cœur à l'initiative de Coluche). Sa prise de pouvoir est symptomatique du déclin des intellectuels dans la direction de conscience au bénéfice des nouveaux héros de la faveur populaire dans les sociétés de mass media (chanteurs, sportifs, acteurs, journalistes, présentateurs de télévision, agitateurs humanitaires, etc.). S.O.S. Racisme fait donc irruption dans le paysage français au moment où se soude l'élite médiatique tout en contribuant à l'installer, mouvement qui témoigne d'une américanisation de la société française.

Pour faire partie de l'élite médiatique — concluons donc ce point en évoquant rapidement la procédure d'élection —, peu importe la nature du talent de la vedette. On la célèbre du moment qu'elle a gagné dans une compétition quelconque. Souvent, cette compétition première consiste justement à avoir remporté un succès médiatique. Cela explique l'hétérogénéité à la fois totale et sans importance de l'élite médiatique, et qu'on y retrouve, aux côtés d'animateurs d'émissions de variétés, de journalistes et de personnalités du show-business, des économistes, des scientifiques, des avocats ou des écrivains (à titre d'exemple : Alain Minc, Bernard-Henri Lévy, Marek Halter,



Jacques Vergès, le commandant Cousteau, Haroun Tazieff). Ces derniers sont moins célébrés pour le contenu ou la véracité supposée de leurs prestations propres que parce qu'ils sont des vedettes, des stars, c'est-à-dire des champions de la faveur populaire. C'est cette première victoire, obtenue dans leur catégorie mais face à un public universel, donc non spécialisé, avant tout sensible à l'habileté, à la force séductrice, à l'aura, qui les autorise à se transformer en censeurs de la moralité publique, en techniciens de la sensibilité de masse, à jouer un rôle actif dans le drame social.

### « L'Heure de vérité »

Le passage à l'émission d'Henri-François de Virieu, diffusée à 20 h 30 sur Antenne 2, le 19 août 1987, émission ordinairement réservée aux politiciens, marque « l'apogée de la gloire médiatique d'Harlem Désir<sup>1</sup> ». En fin d'émission, Harlem Désir bat le record de popularité de toutes les personnes invitées. À droite comme à gauche, les louanges pleuvent. Conséquence : à ce « meilleur prêcheur de l'église cathodique<sup>2</sup> », Jean-Pierre Elkabbach propose une émission dominicale sur Europe 1 (qu'il faudra interrompre après quelques mois tellement elle est mauvaise). Harlem Désir n'a plus besoin des parrains du début. Vainqueur d'une compétition de popularité audimétrique majeure, il est confirmé leur égal, membre à part entière de l'élite médiatique. Bruno Frappat, résumant l'avis général dans *Le Monde*, a été sensible à « la leçon de communication, de clarté, de simplicité et de conviction » donnée par Harlem : « S'il a donné le sentiment de

parler juste, c'est peut-être tout simplement qu'il pense juste. Et qu'il n'a pas — contrairement à tant de retors — à jouer un personnage, à affecter des opinions à géométrie variable, à tenir compte d'un électorat<sup>1</sup>. »

« Leçon » est en effet le terme qui convient pour une opération tactique réussie au-delà de toute espérance, montée, répétée, conseillée, fruit d'un long travail préparatoire devant la caméra, une opération tactique mise au point avec le professionnalisme de vieux briscards de l'agit-prop. Débit ultrarapide, simplicité du langage, un indice de richesse de vocabulaire (rapport entre le nombre total des mots utilisés et le nombre de mots différents) situant Harlem Désir en queue des invités de l'émission — loin derrière Barre, Mitterrand, Fabius et Chirac, qui présentent les meilleurs indices : l'institut Infométrie, qui a passé au crible de l'ordinateur le vocabulaire utilisé par le président de S.O.S. Racisme, note : « Aucun homme politique n'est à ce point répétitif<sup>2</sup>. » Il importait d'autant de noyer les trois journalistes qui l'interrogeaient sous un flot itératif que Désir inaugurait un tournant apparent sur le fond. Ses interlocuteurs l'attendaient sur le terrain de l'exaltation des cultures plurielles, du droit à la différence, voire sur la « belle idée d'un front uni judéo-arabe contre le racisme » français ; en résumé, ils voulaient évoquer les problèmes de la diversification intérieure, liée, d'une part, à l'affirmation nouvelle d'identités communautaires et, d'autre part, aux perspectives migratoires : c'est un Harlem rassurant, prônant au contraire un droit à la ressemblance de facture quasi jacobine, qui se présenta. Surprise d'autant plus grande — efficacité assurée d'autant — que S.O.S. Racisme restait sur une campagne contre la réforme du Code de la nationalité

1. Serge Malik, *Histoire secrète...*, op. cit., p. 142.

2. Louis Pauwels, *Le Figaro Magazine*, 5 septembre 1987.

1. Bruno Frappat, « La leçon de Désir », *Le Monde*, 21 août 1987.

2. *L'Express*, 2 octobre 1987.



menée, agressivement, sous la thématique habituelle, et que Désir avait pour sa part, quelques semaines plus tôt, harangué les troupes de concert en incitant à la levée de « nos couleurs, nos cultures » contre le projet, autrement dit en faisant fond sur le différentialisme du « multiracial et multiculturel »<sup>1</sup>.

L'effet de surprise, sciemment préparé, eut la conséquence désarmante attendue : ne pas pouvoir évoquer ce pourquoi S.O.S. Racisme avait dit se battre depuis trois ans. Illusion rendue possible par l'usage d'un mot ambigu s'il n'est pas défini précisément, celui d'intégration, illusion presque parfaite. Chacun pouvait écrire, à l'instar de Louis Pauwels : « Harlem Désir m'a paru ce soir-là favorable à l'assimilation<sup>2</sup>. » Et chacun aurait pu commenter, un mois plus tard, comme Louis Pauwels — toujours —, après réflexion : « Simplement, je ne comprends pas comment on passe sans transition de la revendication d'une France multiculturelle au principe de l'assimilation<sup>3</sup>. »

Rien n'authentifie, ni de la part de S.O.S. Racisme ni de la part de Désir, un abandon du différentialisme autrement que de façade. L'assimilation demeure la cible des propos ultérieurs de Désir, nous l'avons noté et, en 1989, deux porte-parole de l'organisation, Éric Ghebali, secrétaire général de S.O.S. Racisme, et Guy Konopnicki, taxent la politique socialiste de « molletiste » et de colonialiste : « Les impromptus maurrassiens joués par certains partisans de Jean-Pierre Chevènement sont des plus dissonants. Toute immigration devrait donc se fondre, de gré ou de force, dans une France immuable que n'affecteraient ni l'histoire ni les brassages de population ? Cette gauche-là n'a jamais fini de coloniser son Algérie

1. Se reporter en tête de ce chapitre pour les références.

2. *Le Figaro Magazine*, 5 septembre 1987.

3. *L'Express*, 2 octobre 1987.

intérieure. Hantée par le fantôme de Guy Mollet, elle prêche une assimilation, masquée sous le terme d'intégration. Il y a là un non-dit. Ou bien l'on veut intégrer les immigrés en leur donnant des possibilités d'expression civique et en facilitant l'accès à la nationalité française, ou bien on laisse entendre qu'il faut civiliser une horde de barbares peu respectueux des règles de la vie commune et des lois de la République<sup>1</sup>. »

Or le concept d'intégration nouvellement avancé par les socialistes, et qui sera en quelque sorte théorisé par les neuf sages du Haut Conseil à l'intégration installé par Michel Rocard en mars 1990, est déjà bien éloigné de la thèse strictement assimilationniste. Le grand tort des responsables est d'avoir affirmé que la France, tout en respectant leurs différences d'origine et de culture à condition qu'elles soient compatibles avec le droit français, continuait toutefois à n'intégrer que des individus, non qu'elle intégrait des individus en tant qu'ils appartiendraient par leur origine à des communautés.

Dans *S.O.S. Désirs*, le livre qui suit immédiatement la prestation de Désir à *L'Heure de vérité*, l'organisation antiraciste se livre à un panégyrique d'une expérience d'intégration selon ses vœux menée par la municipalité socialiste de Mons-en-Barœul, dans le Nord, expérience considérée comme un modèle d'intégration des immigrés à la vie de la cité. Il s'agit d'associer au conseil municipal des conseillers représentant les étrangers. Or ceux-ci sont purement et simplement discriminés en collèges ethniques : il y aura un conseiller « au titre de la communauté algérienne, ou au titre de la communauté marocaine, et un autre au titre des autres communautés, trop peu

1. *Le Monde*, 19 décembre 1989.



nombreuses<sup>1</sup> ». Le mot « communauté » est utilisé sept fois en deux pages : il n'y a point d'étrangers, ces personnes dont S.O.S. Racisme souhaite qu'elles deviennent toutes françaises et dont cette expérience civique prélude à ce qui serait une bonne intégration, en dehors de la communauté, stase de base de ce qui serait une forme de démocratie ethnique. Lors de l'affaire du foulard islamique, rappelons que c'est la position différentialiste qui est spontanément choisie. Et lors de la guerre du Golfe, à une journaliste demandant : « Pouvez-vous vous passer des jeunes juifs et courir le risque que S.O.S. Racisme devienne le simple mouvement de défense d'un groupe ethnique ? », Harlem Désir répond : « Pour l'Union des étudiants juifs de France, je n'ai pas compris leur déclaration intempestive [...]. Je crains qu'il n'y ait eu un malentendu. En tout cas, on aurait tort de penser que c'est la fin de S.O.S. Racisme. *Il y a des gens de la communauté juive qui restent avec nous : Julien Dray n'en est-il pas un des meilleurs exemples*<sup>2</sup> ? »

Désir veut croire, contre toute apparence, à la persistance du « front intercommunautaire » et crédite Julien Dray, s'exprimant pourtant alors comme député, donc élu par une assiette d'électeurs ethniquement indifférenciés par les conditions juridiques d'organisation de l'expression du suffrage universel, d'une représentativité communautaire. On ne se refait pas : la boucle est bouclée sur ce lapsus.

Au reste, S.O.S. Désirs s'efforce de lutter contre la « hantise de l'islam », « fondée sur l'ignorance », en traçant de la tradition sunnite du Maghreb un portrait tolérant et pacifique : « religion fort civile, policée et assouplie ». De plus, ajoutent

1. Harlem Désir et S.O.S. Racisme, *S.O.S. Désirs*, Calmann-Lévy, 1987, pp. 122-126.

2. *Politis*, 24 janvier 1991. Souligné par nous.

les auteurs, les partis révolutionnaires au pouvoir ont, comme en Algérie, dès l'indépendance, « interdit la polygamie, le voile et les pratiques musulmanes trop contraires à leur idée de la modernité<sup>1</sup> ». Prendre ses désirs pour de la réalité : on ne lutte pas contre le préjugé raciste par de la désinformation. Le F.L.N. algérien a instauré l'islam religion d'État à l'indépendance, et l'avenir d'une église catholique est d'être désaffectée ou transformée, par exemple, en bibliothèque municipale, telle l'ancienne cathédrale d'Oran, donnée par l'évêché à la mairie. Mais surtout, en 1984, trois ans donc avant le plaidoyer de S.O.S. Désirs, l'Assemblée nationale algérienne — émanation alors du F.L.N. — avait voté un fameux Code de la famille alignant des points essentiels sur la charia, autorisant une polygamie qui n'avait pas été interdite (article 8), soumettant « la conclusion du mariage pour la femme à son tuteur matrimonial, soit son père, soit son proche parent » (article 11), interdisant à une musulmane d'épouser un non-musulman (article 31), décrétant que « l'épouse est tenue d'obéir à son mari » (article 39). Le Code de la famille avait été longuement et pour une fois démocratiquement discuté, grâce au recours à la presse algérienne notamment, et à tous les échelons du F.L.N. Il est représentatif de la société algérienne, marque la pénétration de l'islamisme et en annonce la poussée. Soit le vrai est su de S.O.S. Racisme et volontairement tu, soit il ne l'est pas, soit — plus vraisemblablement — une demi-ignorance est spontanément mise au service du désir de croire à une société française panethnique bienheureuse, délivrée de conflits, qui est la représentation idyllique une fois de plus à l'origine de cet incroyable couplet de propagande fausse.

« Heure de vérité » par antithèse, dispositif rhétorique destiné à désarçonner l'adversaire — ou, plus prosaïquement,

1. S.O.S. Désirs, *op. cit.*, pp. 32-34.



le sceptique —, certes, mais pour autant n'y a-t-il là que recherche tactique, propos mensonger sur soi-même et sans lendemain? Rien n'authentifie un changement de cap, une modification fondamentale de l'argumentaire immigrationniste, un affaïssement des motivations finales, mais pour autant ne se passe-t-il rien?

Tout d'abord, il est possible d'authentifier le maintien du cap, non seulement par des preuves externes et ultérieures en les rapportant au soubassement et à l'histoire antérieure du mouvement, mais aussi, de surcroît, par des preuves en quelque sorte internes au discours tenu. Cassons en effet la coque de noix du « droit à la ressemblance » tel que défini par S.O.S., et nous découvrons le « rien » qui se passe au cours de ce déplacement apparemment complet de slogan, à savoir une reformulation de l'un des thèmes sous-jacents favoris de l'organisation — abolir la nationalité, « les immigrés seuls peuvent abolir la nationalité ». Démontrons cette affirmation en nous reportant à S.O.S. *Désirs* pour décrypter le code idéologique. Contrairement — donc — aux affirmations encore récemment réitérées des leaders, et aux réaffirmations et prises de position ultérieures, S.O.S. Racisme avoue une « rupture avec l'ambiguïté du droit à la différence », pour prôner le « droit à la ressemblance ». En effet, « le droit à la différence ne peut couvrir les coutumes ou les pratiques qui contredisent la culture des droits de l'homme<sup>1</sup> ». Il faut comprendre la portée de cette limitation : au-delà de ce qui n'est pas contradictoire avec « la culture des droits de l'homme » (polygamie, excision, patriarcat), il n'y a pas de droit à la différence répréhensible. Or l'adhésion à la culture des droits de l'homme suffit pour S.O.S. Racisme à définir (et devrait définir) la nationalité française, dont la double vocation est par

1. S.O.S. *Désirs*, op. cit., p. 36.

voie de conséquence de s'ouvrir et de s'étendre à l'universel : « En 1793, la Convention décrétait que pourrait être français, quelle que soit sa nationalité d'origine, " celui qui aura protégé la veuve et l'orphelin, montré son attachement à la République et défendu la patrie ". Voilà le véritable esprit de la nationalité française, au-delà d'une formulation au style dicté par les circonstances. *Est français celui qui accepte la culture des droits de l'homme* : c'est le point décisif, qui met hors jeu toutes les conceptions raciales et culturalistes, qui fait passer la liberté et ses principes avant l'atavisme du sol et des ancêtres<sup>1</sup>. »

Le passage mérite d'être souligné, car il est typique d'un antiracisme parlant de *tout autre chose* que de la discrimination raciale ou ethnique, et d'être attentivement observé pour ce qu'il transporte de conséquences non dites. Il donne une définition politico-idéologique vague mais suffisamment précise de la nationalité française qui met tout individu de par le monde adhérant à la culture des droits de l'homme, c'est-à-dire à « la liberté et ses principes », en position non seulement de réclamer et d'obtenir de droit la nationalité française — bien une manière de reformuler l'obsession d'abolir la nationalité en la dissolvant dans le monde —, mais de contester des nationalités françaises acquises par la filiation, même ancestrales, si leurs titulaires ne se font pas la même idée des droits de l'homme et de « la liberté et ses principes » que les nouveaux venus, ou les « antiracistes », ou n'importe quel groupe au pouvoir. La mise « hors jeu des conceptions raciales et culturalistes » et la disqualification « du sol et des ancêtres » sont bien le « point décisif » où gît le désir informulable qui se camoufle derrière l'étendard du « *jus soli* intégral » : contester la validité de l'établissement de la nationalité française par le *jus sanguinis*, c'est-à-dire par la filiation, puisque cet établissement est dit

1. *Id.*, pp. 20-21.



dépendre de l'adhésion à un corps de principes. « Le droit à la ressemblance », comme l'explique crûment S.O.S., ce n'est pas ressembler à une culture, à des Français déjà là ou déjà morts, à une configuration identitaire, intégrer une conscience et une sociabilité collective, une mémoire profonde, un imaginaire historique, c'est ressembler aux droits de l'homme.

Le code idéologique étant vu dans son surplace de fond, décryptons à présent le code politique, qui, lui, est effectivement indicatif de changement : la reformulation anoblissante du thème de l'abolition de la nationalité que S.O.S. essaie de couler dans le républicanisme pur et dur, sous couvert d'une référence appuyée à la Révolution française, moins d'un an et demi avant l'année du bicentenaire, fait insensiblement glisser les barreaux du bateau antiraciste à bâbord (en d'autres termes, à gauche). Tel est le code politique du « tournant » de 1987, le début d'une inflexion gauchisante de l'organisation — dont la couronne des adeptes de loisirs a déjà considérablement fondu, ainsi que l'attestent les dénombrements en diminution autour des grands concerts gratuits : ce sont les prémices d'une évolution qui mènera S.O.S. Racisme à s'unir aux campagnes pacifistes en 1990-1991, à l'occasion de la guerre du Golfe, et à l'implosion.

## V

# Une mentalité collective de crise identitaire : organisation et symptômes

## *Domination de la matrice identitaire*

Le chirurgien a ouvert : sous le tissu des bons sentiments palpite une singulière entreprise « antiraciste ». On a bien compris qu'une organisation et un mouvement de pensée qui racisaient les « Blancs », extranéisaient les juifs, militaient pour la société multiraciale au nom d'un front intercommunautaire, légitimaient le droit d'asile économique pour tous les peuples de la terre, annonçaient une régénération de la citoyenneté et du pays par l'immigration, et sapaient les fondements du roman national par des énoncés privatifs de la conscience de nation, que cette organisation et ce mouvement œuvraient à l'exacerbation des sentiments collectifs de crise identitaire plutôt qu'à leur atténuation et avaient à peu près autant de chance de réussir à raisonner les imaginaires et les comportements xénophobes — buts avancés — que les marxistes au pouvoir avaient de chance d'installer une société conforme à l'idéal communiste. Les antiracistes paraissent ainsi travailler



contre leurs buts affirmés, selon une observation commune qui fait le triste bilan de l'action de ceux qui rêvaient de « ringardiser » Jean-Marie Le Pen et le Front national en 1984, et l'ont vu croître et embellir, ne réussissant tout au plus qu'à rendre inopérante une grande idée de confraternité humaine. En fait, ces acteurs ne travaillent pas dans un dessein directement contraire à leurs intentions proclamées, mais dans un dessein décalé qui ne se laisse pas appréhender par le couple racisme/antiracisme (tel du moins qu'on peut le comprendre au premier degré en référence au passé simple de l'antagonisme : nazisme, apartheid, discrimination raciale) : un objectif racaliste (ou ethnociste) et immigrationniste, pour une approche non francitaire de la citoyenneté et une déplétion de la nationalité française. Le nouveau « racisme français » que ce néo-antiracisme identifie est constitué par le front le plus résolu de ceux qui s'opposent à ces buts.

Ce néo-antiracisme est donc une fausse conscience, dans l'un des sens où l'on utilise ce concept en sociologie des idéologies. Il parle bien de quelque chose, mais d'autre chose que ce qu'on croit qu'il annonce — analogiquement. Pour ce faire, il utilise une médiation très particulière qu'il partage avec ses supposés adversaires, la médiation identitaire. Restons sur ce point qui est l'un des nœuds de toute l'affaire.

En effet, l'utopie transformatrice et réorganisatrice du tissu social ne se donne pas comme innovante, révolutionnaire : elle se prétend actualisation d'une tendance multiséculaire, approfondissement des mouvements de population du passé, conforme à « la vieille tradition française d'accueil et d'intégration », respectueuse des déclarations des droits légués par les ancêtres. L'idéologie qui voit se profiler les *Einsatzgruppen* chaque fois qu'est prononcée l'expression « identité française » prétend agir au nom de cette identité, l'idéologie qui veut saper la légitimité de la conscience nationale prétend en être un

développement, des partisans révoltés par *La Marseillaise* déclarent agir au nom des républicains de 1793. Quant à leurs adversaires, ils sont présentés comme des individus portant atteinte à l'identité de la France, et voulant rompre avec le plus significatif de ses traditions. En deux mots, l'utopie antiraciste entend incarner une certaine essence de la France, non celle des terroirs, mais une essence républicaine fondée sur des principes et des pratiques, et justifie ainsi son projet dans un langage qui présente deux caractéristiques cardinales : il se love dans la problématique la plus banale de la crise identitaire — l'antiracisme répond à la question « Être français, qu'est-ce que ça veut dire ? » en développant une argumentation de conformité à la tradition —, et c'est un langage de conservation. Voilà qui permet d'affiner le portrait de S.O.S. Racisme et la silhouette de la « génération morale » des années 1983-1987 : s'il y a en sous-basement une finalité de subversion mais justement douce — comme nous l'avons identifiée — de l'organisation des rapports sociaux, c'est que ce projet entend s'inscrire dans un continuum, non vouloir se résoudre à une solution de continuité avec toute essence de la France — il prétend au contraire en reprendre la meilleure part.

Identité contre identité, tradition contre tradition, S.O.S. Racisme avait peu de chance de calmer le feu identitaire, toute chance au contraire de l'attiser en intégrant la matrice argumentaire de ceux que le néo-antiracisme avait au départ désignés comme ses adversaires.

Quant à la « génération morale », celle de S.O.S. Racisme, du mouvement étudiant-lycéen de novembre-décembre 1986 et des Restos du cœur, près de vingt ans après la mouvance de 1966-1968, la fascination pour la révolution, la rupture, la route (la pratique de l'auto-stop a disparu chez les jeunes), les luttes armées du tiers-monde, Hô Chi Minh, Che Guevara et Mao, elle est bien la génération post-soixante-huitarde. En



panne de revendications majeures dans les domaines de la liberté et de la morale individuelle — précisément là où les soixante-huitards ont tout fait basculer —, capable de soudure autour de thèmes fonctionnels (antiracisme, loi Devaquet, vie dans les lycées et les universités) qui permettent l'autonomie d'expressions où se cristallisent pour toujours les marques d'appartenance à une collectivité d'âges approchants ayant signalé son existence sociale en témoignant d'une sensibilité identique, elle adhère à l'antiracisme sous quelques conditions, et non des moindres : qu'il soit dépolitisé et démarxisé, et qu'il soit explicitement délié de l'idée révolutionnaire. La « génération morale » est une génération conservatrice. Là réside la spécificité novatrice de son intervention sociale.

#### *Pour tradition conforme ?*

L'antiracisme fait un usage compulsif du recours conservateur au maintien d'une tradition française. Nous le détaillerons en observant son application aux débats sur les quotas d'immigrés, le Code de la nationalité et la permanence historique ou non d'une immigration massive. Il est en effet remarquable, et tout de même ahurissant, que le piétisme traditionaliste serve dans ces trois cas de verrou discursif aux positions antiracistes, qu'il en soit l'assise, le levier et se veuille argument définitif vis-à-vis des contradicteurs.

La « tradition française », c'est ce qu'invoque le porte-parole du Parti socialiste, Jean-Jacques Queyranne, en 1991, pour s'opposer à une proposition de Charles Pasqua, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement de Jacques Chirac, partisan d'instaurer des quotas d'immigration — Charles Pasqua reprend là une idée remise au goût du jour par le démographe Jean-Claude Chesnais. Tout en estimant qu'en France « le vrai

quota aujourd'hui, c'est le quota zéro, la politique française est celle de l'arrêt de l'immigration », J.-J. Queyranne affirme : « Instituer des quotas n'est pas dans la tradition française, ni la méthode à employer pour aborder les vrais problèmes de l'immigration<sup>1</sup>. »

Mémoire courte, car tenter d'instituer des quotas, recourir à cette méthode « pour aborder les vrais problèmes de l'immigration » a été directement envisagé par les gouvernements français à deux reprises, en 1938 et en 1945, gouvernements alors dominés, animés ou auxquels participaient activement les socialistes français. C'est tout d'abord sous des gouvernements issus de la victoire du Front populaire — Chautemps, puis second gouvernement Blum — qu'est créé un sous-sécrétariat d'État à l'immigration, attribué à Philippe Serre qui a, pour le conseiller dans son cabinet, le premier grand spécialiste de ces questions, Georges Mauco. Or leur souci est de privilégier une immigration « utile et assimilable », c'est-à-dire de répondre aux besoins de main-d'œuvre et de compensation démographique sans risquer d'entamer l'homogénéité ethnique de la nation. L'intégration assimilable, pour eux, écrit Patrick Weil, est « celle qui vient des pays ethniquement, religieusement, culturellement les plus proches de la France, donc européens, à l'inverse d'une immigration africaine ou asiatique<sup>2</sup> ». L'un des quatre projets de loi mis au point par le secrétariat d'État vise à la création d'un Office national d'immigration chargé de la sélection ethnique et professionnelle des nouveaux migrants<sup>3</sup>. En 1945, la logique du Haut Comité de la population, recréé, s'inspire directement de celle de 1938 : « Un projet d'instruc-

1. *Le Quotidien de Paris*, 9 juillet 1991 ; repris par de nombreux journaux.

2. Patrick Weil, « La politique française de l'immigration », *Pouvoirs*, n° 47, 1988.

3. « Faute surtout de temps, la réalisation de ces projets ne voit pas le jour » (Patrick Weil, *art. cit.*).



tion envoyé aux services se propose de recruter des étrangers sélectionnés selon des normes professionnelles, sanitaires, de localisation géographique et surtout selon un ordre de désirabilité ethnique. La nouvelle immigration devra comprendre 50 % de Nordiques, 30 % de Latins du Nord, 20 % de Slaves<sup>1</sup>. » Le projet, approuvé par de Gaulle, se heurte à la très vive opposition de deux résistants, le socialiste Texier et le gaulliste Parodi, qui refont le texte, d'où l'ordonnance du 2 novembre 1945, qui traite indistinctement les travailleurs immigrés selon l'origine. En l'absence de quotas décidés par la puissance publique, c'est une politique de quotas privés décidés par le patronat sur le seul critère de l'utilité capitaliste qui sera de fait instituée. Dans les années 1950 et 1960, l'industrie automobile — pour ne parler que d'elle — ira chercher au Maghreb une main-d'œuvre non qualifiée et mal payée : c'est l'utilité capitaliste qui décidera de la sélection ethnique.

L'invocation de la « tradition française », l'appel à son respect sont encore le leitmotiv de l'intervention d'Harlem Désir devant la commission de la Nationalité à propos du projet de réforme du Code : « En somme, c'est contre la tradition, dit-il, l'usage et le droit séculaire du pays, et sous la pression de courants rétrogrades et démagogues exploitant les difficultés nées de la crise, qu'a germé l'idée de cette réforme [...]. Si vous êtes fidèles à la tradition française, si vous êtes fidèles à ce principe qui est le seul à avoir été partagé à la fois par l'Ancien Régime, par la Révolution, par l'Empire et par la République [...], cette confiance qu'ont méritée ceux, venus d'ailleurs, qu'on appelait les ritals, les polaks, les ratons, et qui ont fait aussi la grandeur de ce pays. Telle nous semble être la tradition de la culture française<sup>2</sup>. »

1 *Id.*, *ibid.*

2. *Être français aujourd'hui...*, *op. cit.*, t. I, pp. 544, 549-550.

On note au passage que la fidélité à la tradition française sert à récuser « un serment de fidélité à la nation française » qui aurait pu être demandé aux nouveaux Français. Mais l'important est ailleurs. Il est que le discours antiraciste dominant, conforté dans ses stéréotypes par la quasi-totalité des hommes politiques glosant sur « la vieille tradition d'accueil des immigrants dans notre pays », voit dans les facilités de naturalisation des étrangers adoptées à partir de 1851 un effet de *la générosité française rendant justice au travail et aux efforts des étrangers fixés sur notre sol* — la loi du 7 février 1851 a introduit ce qu'on appelle communément le double *jus soli*, combinaison des critères du lieu de naissance et de la filiation. Or le double *jus soli* introduit en 1851 et développé par la loi du 26 juin 1889 répond très exactement à des préoccupations contraires. Ce ne sont pas des textes de générosité visant à accueillir dans la nationalité des groupes d'individus qui en auraient fait la demande, mais des textes d'intérêt national destinés à réprimer des conduites déviantes de soustraction au devoir de fils d'étrangers devenus français de fait, mais refusant de le reconnaître. La loi de 1851 veut soumettre aux obligations du service militaire les étrangers de la troisième génération, et le rapporteur de la loi devant l'Assemblée évoque « l'odieux privilège des fils d'étrangers nés en France, qui, pour se soustraire aux charges du recrutement militaire, s'abstiennent de faire la déclaration requise par le Code civil, alors que pourtant ils prennent leur part dans les affouages et les pâtis communaux<sup>1</sup>. » Quant à la loi du 26 juin 1889, contemporaine de la grande loi du 15 juillet 1889 sur le service militaire qui faisait rentrer dans les faits son caractère obligatoire pour tous les Français, elle a aussi une préoccupation de défense nationale. L'ombre du bureau de recrutement plane sur ce texte,

1 *Id.*, p. 22.



dont le rapporteur au Sénat, Delsol, n'hésite pas à dire qu'il est destiné à empêcher les petits-fils d'étrangers établis en France d'« échapper à la charge la plus lourde qui pèse sur nos nationaux, à l'impôt du sang ». S'il y a là marque d'une tradition française, c'est d'adapter le droit de la nationalité aux intérêts vitaux et contemporains du pays, un pays en déclin démographique rapide réclamant de la soldatesque. La vraie générosité aurait été de ne pas soumettre les descendants d'étrangers aux boucheries qui allaient suivre, de ne pas les forcer à la naturalisation française par le jeu du *jus soli*.

### *Immigration récente, immigration ancienne*

Examinons pour clore ce point les termes du débat entre scientifiques sur l'immigration, et nous verrons qu'il est lui aussi dépendant de la matrice argumentaire identitaire, fournissant directement des arguments frais moulus et dans le langage adéquat à ceux qui craignent — pour l'identité — et à ceux qui ne craignent pas.

L'illustre historien Braudel s'est révélé être, dans *L'Identité de la France*, ce que j'appellerai un non-immigrationniste, c'est-à-dire quelqu'un qui s'interroge sur « le rôle grandissant, et à plus d'un titre, angoissant de l'immigration étrangère, dans l'équilibre présent et plus encore à venir de la population française » ; quelqu'un qui juge que, « pour la première fois, sur un plan *national*, l'immigration pose à la France une sorte de problème "colonial", cette fois planté à l'intérieur d'elle-même » ; quelqu'un qui concède que, à considérer l'Hexagone depuis la Préhistoire, « on pourrait dire, en *s'amusant*, que tous les Français sont fils d'immigrés », mais qui se demande, sérieusement cette fois, si cette France, déjà « très diverse », « peut courir le risque de le devenir, biologiquement, davan-

tage encore » ; quelqu'un, pour autant, qu'exaspère « le ridicule des slogans » qui veulent « mettre les étrangers dehors ». Il est normalement interdit, car cela serait raciste, de poser la question du « devenir biologique » de l'entité française ou des groupes divers qui la constituent. Mais la préoccupation identitaire, dilatée par des perspectives de bouleversement, est telle que cette question — où se jouent les représentations vitales de la vie et de la mort des collectifs — finit par affleurer. Elle affleure dans tous les camps, quels que soient le rang ou la situation dans l'échelle de la reconnaissance sociale, soit pour craindre ou redouter la dilution, soit pour appeler au sursaut, parfois au rejet, ou à l'affirmation des ethnies et des communautés.

Un non-immigrationniste se distingue d'un anti-immigrationniste par le fait que sa méthode de réflexion, d'où découlent ses conclusions, ne sert de leurre à aucun autre projet caché de changement politique et social : sur cette pente de l'anti, il y a en effet des projets de société autoritaire, voire néo-fasciste. Or le non-immigrationnisme de Fernand Braudel se reconnaît, sur le plan de la présentation des données scientifiques, à un indice discriminant, sélectionnable entre tous et qu'il faut avoir en tête, car il fait inmanquablement tomber le locuteur ou l'auteur dans un camp ou dans l'autre. Le non-immigrationnisme de Fernand Braudel se reconnaît à ce que, dans un chapitre intitulé « L'immigration étrangère : un problème récent », il écrit : « Chez nous, l'immigration massive a été relativement tardive : en 1851, à la veille du second Empire, les étrangers ne représentaient pas 1 % de la population ; ils sont 2 % vers 1872, au début de notre III<sup>e</sup> République [...]. Vers 1914 leur proportion [demeure] inférieure à 3 % de l'ensemble<sup>1</sup>. »

<sup>1</sup> 1. Fernand Braudel, *L'Identité de la France*, op. cit., pp. 205-225.



Et à quoi reconnaît-on un point de vue de tendance immigrationniste ? À ce que, partant des mêmes chiffres, un auteur écrit : « L'immigration en France est un phénomène ancien puisque, dès 1851, 1 % de la population était d'origine étrangère<sup>1</sup> » ; ou encore, un autre : « La France est depuis longtemps un pays d'immigration. Plus d'un million d'étrangers étaient dénombrés en 1881<sup>2</sup>. » Chacun a déjà lu à plusieurs reprises ces phrases, qui, au mot près, sont des stéréotypes. Personne ne saurait dire qui en a été le premier auteur. « La France, vieux pays d'immigration » : elles sont ce qui reste quand on a tout oublié, ou qu'on n'a jamais rien su. Elles font partie de notre culture « anti-xénophobe » et antiraciste de base. En les recueillant, l'Institut national de la statistique et des études économiques les parraine dans l'ordre d'une science dure, celle du calcul statistique qui est bien, en l'occurrence — comme c'est son étymologie —, la science de l'État. Fort de cette récupération savante légitimée par la puissance publique, les croyants en l'indiscutable pourront clore le bec aux ignorants (« c'est l'I.N.S.E.E. qui le dit »).

Une double observation générale s'impose, qui atteste de l'impossibilité — pour la tendance immigrationniste comme pour la tendance inverse — d'aborder la question hors du prisme identitaire : la mentalité collective de crise identitaire façonne donc les termes du débat. Il est tout d'abord impossible à l'immigrationnisme de reconnaître le caractère « récent » et « tardif » du phénomène d'immigration massive, car celui-ci prendrait par là même, dans la logique d'angoisse identitaire, des allures d'extériorité aux racines de l'identité française : le dire « ancien » l'assoit dans la terre, lui donne bonne souche, le

fait devenir part entière de cette identité au-delà des fluctuations circonstanciées du phénomène migratoire ; c'est un argument en faveur de l'irréversibilité ; déclarer l'immigration « ancienne » la légitime pour le présent comme pour le futur (passage du constatif au normatif et au prescriptif). Se priver de l'immigration serait finalement se priver d'une part de l'identité française. L'immigrationnisme est dans l'incapacité sociale de se prononcer en faveur d'une immigration forte bénéficiant de frontières libéralement ouvertes, pour aujourd'hui et pour demain, sans la relier à une tradition.

Mais il est tout aussi difficile à un non-immigrationniste (ou à un anti-immigrationniste, pas de différence fondamentale entre eux sur ce point) de présenter ses thèses comme une rupture avec la tradition. Symétriquement, le débat interfère également avec la logique d'angoisse identitaire : il serait interdit de rompre avec un trait constitutif de l'identité française. L'immigration massive est donc nécessairement jugée « récente » et « tardive », elle n'apparaît plus que sous l'angle d'une pièce rapportée, donc supprimable. Du point de vue de la rhétorique identitaire, le plus récent rentre dans l'ordre du discutable et du réversible, s'expose aux soupçons de briser l'authenticité. Dans les deux cas, en résumé, la présentation des faits semble étroitement conditionnée par la mentalité dominante de crise dont nous avons parlé.

Il est bien évidemment compliqué de ne pas se laisser parasiter par l'ambiance. Même un excellent démographe comme Jean-Claude Chesnais, devant la commission de la Nationalité, ni militant immigrationniste ni militant non-immigrationniste, finit par tomber d'un certain côté en évoquant « la longue tradition migratoire » de la France pour qualifier une période à peine séculaire de notre histoire, c'est-à-dire misérablement lilliputienne, et en tirer au surplus argument implicite pour la poursuite d'une immigration soutenue

1. J.-C. Labat, « La présence étrangère en France », *Économie et Statistique*, n° 242, avril 1991, p. 10.

2. Olivier Marchand, « Autant d'actifs étrangers en 1990 qu'en 1980 », *Économie et Statistique*, n° 242, avril 1991, p. 35.



jugée démographiquement et économiquement inévitable. Une fois encore, c'est la conformité à une tradition longue qui valide la perspective<sup>1</sup>.

Pour combler des déficits démographiques rapidement critiques, la France, depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, importe des populations étrangères. Elle débute bien avant tous les autres pays européens, qui, à la même époque, continuent d'exporter de la population (par exemple, il y a une forte émigration d'Allemands et d'Italiens). Mais si la présence étrangère était restée en France ce qu'elle était en 1900, si le niveau des acquisitions de nationalité était ce qu'il était en 1900, si l'environnement géographique et géopolitique de la France était resté ce qu'il était alors, inutile de préciser que la plupart des questions aujourd'hui abordées n'auraient même pas été posées, ou, posées, n'auraient qu'une importance et ne revêteraient qu'un sens secondaire. La vérité froide oblige à dire que l'immigration massive est avant tout un phénomène du XX<sup>e</sup> siècle (et donc, évoluant dans le XX<sup>e</sup> siècle), un phénomène de notre temps.

### *Le droit à la différence du camembert Lepetit*

Cette compétition à la légitimation par le passé identitaire, ce recours conservateur à la sauvegarde des origines — je dirai même à la sauvegarde par les origines —, ces représentations croisées de l'immigration massive s'interpellant symétriquement en termes de bénéfice ou de possible maléfice au nom de la longue tradition illustrent la cristallisation d'une mentalité collective de crise identitaire dont l'expansion constitue le fait

1. Audition de J.-C. Chesnais par la commission de la Nationalité, *op. cit.*, p. 152.

majeur des années 1983-1991. Celle-ci occupe le paysage, organise l'intelligibilité de maints discours et controverses, se manifeste avec une très vive sensibilité dans des domaines où les décideurs politiques ne l'attendaient pas (la guerre de l'orthographe en 1991). Ce fonds de mentalité devient l'*unité de sensibilité* du pays. Juché sur notre scooter à phénomènes sociaux, équipé d'un scaphandre autonome muni de pincettes autorisant une exploration approfondie des échantillons de vie sociale prélevée, nous allons à présent voyager dans les grands fonds de la crise identitaire, de façon à en décrire reliefs et concrétions, de façon à continuer de dresser la carte de ses manifestations. Il n'y a pas en effet de justification et il y aurait perte de sens à vouloir isoler S.O.S. Racisme et l'antiracisme du champ de cette mentalité collective de crise : en co-relations d'affrontement avec la mouvance du Front national et de la droite radicale, ils en ont été les accoucheurs efficaces et sont restés des opérateurs majeurs.

Pour commencer ce voyage intérieur, revisitons le droit à la différence. S.O.S. Racisme est l'enfant du droit à la différence : il naît de ce bain du début des années 1980, comme le plongeur sort de l'eau, après que l'affirmation de ce droit fut venue combler les espaces vides d'espérances prosélytiques laissés par le double déclin du marxisme et du catholicisme. À en juger par ce florilège de slogans publicitaires, en 1991, le différentialisme se porte bien : « Face au sida, un regard *différent* peut changer une vie » (publicité de l'association Aides, décembre 1991); « C'est étonnant comme un mot nous engage à être *différent* — Crédit mutuel, la banque à qui parler » (Crédit mutuel, novembre 1991); « Locatel plus de *différences* — télévision plus magnétoscope » (Locatel, été 1991), etc. Dans tous les cas, la différence est argument destiné à faire preuve séductrice du mieux, du bon, du moral. Et subséquemment, son contraire, la ressemblance, est disquali-



fiée. Je n'ai trouvé qu'une seule publicité s'appuyant sur le droit à la non-différence et faisant l'apologie de la similitude... en faveur de produits destinés à lutter contre l'incontinence : « Incontinence, Mölulycke-Caducée vous offre le droit à la non-différence. »

Les énoncés médico-sanitaires sont d'ailleurs les seuls où l'élévation personnelle (voire groupale) soit encore parfois associée à l'élimination d'une différence. Mais, dans les slogans associatifs en faveur des personnes handicapées, c'est la certitude affirmée d'une élimination impossible de cette différence — et non pas l'affirmation d'une similitude humaine par-delà le handicap — dont s'autorise la revendication pour tenter de rallier le grand nombre. On lit par exemple dans un tract de l'Union nationale des amis et familles de malades mentaux (Unafam) : « L'Unafam agit sur les pouvoirs publics et sur l'opinion pour faire reconnaître le "droit à la différence". »

Il n'est de différence qu'élévatrice : creusons encore. J'ai devant moi une étiquette qui sent encore, celle de l'un des très bons camemberts industriels actuellement disponibles, le « grand cru de Normandie » de la marque Lepetit, « l'appellation qui fait la différence » : « *Fruit du terroir normand, le camembert Lepetit est un vrai camembert d'appellation d'origine contrôlée. Ce sigle, qui marque l'élite des camemberts, vous garantit un produit élaboré dans le plus strict respect des normes de l'appellation d'origine contrôlée définissant le lieu, la fabrication et l'affinage [...]. Un prestigieux camembert [...]. On ne déguste pas un Lepetit, camembert A.O.C., comme un autre fromage*<sup>1</sup>. » Ce texte, de caractère archétypique, transposé à d'autres secteurs de la production (le vinicole, notamment, bien sûr), et transposable, est une sorte de précipité des valeurs

1. Souligné par nous. Il s'agit d'une étiquette située à l'intérieur de la boîte, sur le camembert.

immédiatement associées à l'évocation de la différence : des valeurs de distinction agressive et d'affirmation de la supériorité, profondément inégalitaires dans leur manifestation, reconstituant même le schéma de la pureté par l'enracinement : le « cru » du « terroir » garantit l'« authenticité » qui assure l'appartenance à l'« élite », une séquence validée par un sévère et constant *contrôle des origines*.

Le mythe des origines contrôlées et l'expansion des labels A.O.C. témoignent tout autant de la progression de l'identitarisme que le recours polyphonique au mot « communauté » dans les textes administratifs, politiques et dans les déclarations courantes. Mais ici, nous pensons plus important encore de souligner ce qu'a de nouveau, ce qu'implique de glissements sémantiques et politiques le passage de ce qui aurait été vu il y a peu sous l'angle de la *diversité*, parfois même archaïque ou prémoderne, le terroir, à ce qui ressort aujourd'hui de la *différence*, une différence anoblissant les pratiques. La différence est élitiste, elle travaille pour elle-même, elle s'affirme contradictoirement ou à distance des autres dans un rapport à elle-même : elle travaille à sa propre élévation, à sa propre défense, tend à rejeter ce qui pourrait contraindre son autonomie de développement. La diversité est au contraire une différence intégrée, c'est-à-dire travaillant pour un bénéfice qui la dépasse, dans un cadre auquel elle est soumise, elle est d'une certaine manière domestiquée, dominée. *La diversité développe sans prétention des différences parfois grandes sur le mode mineur. La différence développe avec arrogance des spécificités parfois ténues sur le mode majeur*. Il me semble que Fernand Braudel a parfaitement senti — c'est tout de même la qualité première d'un historien ou d'un sociologue — que, en passant d'une identité de la France faite de diversités à une identité de la



France faite de différences, nous passions d'un régime politico-culturel à un autre.

### *Sacralité de la communauté*

Le fond identitariste des mentalités ne propose pas seulement aux anciennes diversités pacifiées de l'ensemble français le miroir élitiste et ségrégatif de la différence, il développe des effets d'omission et de sélection d'information conduisant à des diffractations interprétatives directement imputables au tabou de la communauté qui s'est instauré sous son empire. En un mot, lors d'un fait divers avec violence, l'origine ethnique de la victime est systématiquement rappelée tandis que celle de l'agresseur tend à être occultée ; ainsi l'« appartenance ethnique » se mue-t-elle en facteur explicatif *a priori*, tandis qu'elle est *a priori* dédouanée de toute responsabilité dans l'exercice de la violence. Le développement de ce genre d'information, dans les années 1980, renvoie à une grille de lecture implicite témoignant de la dominance antiraciste/communautariste : il y a un statut naturel de l'agressé défini par une attache communautaire présumée — identité positive —, et un statut naturel de l'agresseur traînant le handicap meurtrier d'une absence d'attaches communautaires, bref, de sa seule appartenance à la nation française — identité négative.

Il y a quelques années, j'ai expérimenté sur moi-même ce travail d'interprétation dissymétrique spontanée. Révélation *in vivo* assez éclairante des mécanismes d'identification automatique instaurés. Bref, révélation de ce que l'on peut appeler le préjugé antiraciste. Un dimanche soir, aux heures de grande écoute, à la télévision comme à la radio, les journalistes de service annoncent que, dans la région parisienne, un Maghrébin a été tué à la sortie d'un bar par un inspecteur de police

hors service, en état d'ébriété. Ce policier a tiré avec son arme de service. Le lendemain, j'apprenais incidemment que l'inspecteur était un Noir d'origine antillaise (et que le jeune homme assassiné tentait de séparer l'inspecteur d'un autre consommateur). Entre-temps, l'information initiale avait déclenché en moi une reconstitution imaginaire directement déterminée par mon savoir antiraciste : un Arabe avait été abattu par un flic beauf, moustachu et rougeoyant...

Profitons-en pour analyser l'organisation interne d'un aspect consubstantiel à la dominance antiraciste : la tendance à la racisation systématique des faits divers. Lorsqu'un retraité, pris au piège d'un quartier de la périphérie urbaine devenue surpeuplée par l'afflux de migrants et vivant dans un climat de « zone grise », finit par commettre l'irréparable en tirant sur une cible au hasard par une nuit pourtant comme les autres, il est supposé que sa motivation — partielle ou exclusive, mais déterminante — est la race de la victime, et qu'elle n'est au surplus que l'expression d'une pulsion raciste meurtrière propre à tout Français du peuple et préexistant à la dégradation des conditions de vie. Comme le racisme, l'antiracisme préside à la formation de préjugés. Ils sont la conséquence directe d'une vision panraciale de la société, qui tend à conférer au critère ethnique la capacité de rendre immédiatement intelligible le tissu social et les événements le déchirant. Vision panraciale intégrée à une idéalisation de l'Autre et à une dépréciation *a priori* de soi — autrement dit au sociocentrisme négatif —, qui conduit à raciser le fait divers dans un cas, à évacuer d'emblée cette dimension possible dans l'autre, à l'omettre ou à l'absoudre.

Regardons à présent plus en détail un cas complexe qui témoigne justement de cette grille de lecture amphibologique des faits divers et des manipulations d'image auxquelles



conduit le nouveau tabou des communautés. Dans la nuit de Noël 1990, à Beauvais, chef-lieu du département de l'Oise, cinq personnes tombent successivement — plus ou moins gravement blessées — sous les coups d'un commando de quatre individus se déplaçant en camionnette et qui utilisent une matraque et un pied-de-biche. Le seul critère d'administration de leur violence est la couleur de la peau de ceux qu'ils rencontrent. Au cours de cette « ratonnade », qui atteint Arabes et Noirs, ils hurlent, en frappant : « Vive la France, vive la Légion, vive Le Pen ! » Or, s'il est donné des informations sur l'origine ethnique des agressés — dans le cas présent, la seule cause du déchaînement de violence —, il n'en est donné aucune sur les agresseurs : l'imagination identificatrice est donc invitée à colmater les vides en faisant appel aux préjugés ambiants, association d'images d'autant plus facile à réaliser que les agresseurs ont paru s'identifier par leurs propres références politique et idéologique. Encore un coup de la vieille France peureuse et catholique des beaufs patriotards, à moins que ce ne soit leur projection générationnelle, en quelque sorte, mélange de jeunes nationalistes à particule jetant leur gourme dans la voie de fait et de skinheads.

Très incidemment, en page 11 du quotidien *Le Monde*, près de trois semaines plus tard, dans un article concernant le procès en correctionnelle des agresseurs, le correspondant local de ce journal révèle que trois des quatre activistes racistes « appartiennent à la communauté manouche de la région<sup>1</sup> ». Le sociologue est habitué à repérer le développement de cristallisations xénophobiques chez les membres de groupes périphériques, plus ou moins en marge, ou en lisière — membres qui perçoivent l'intégration de nouveaux étrangers comme une

1. Jean-Marie Derooy, « Le racisme à l'état brut — le procès de la "ratonnade" de Beauvais », *Le Monde*, 11 janvier 1991.

menace contre leur propre intégration en même temps que la déclaration de leur sentiment d'appartenir d'abord au grand ensemble non communautaire, cette autoconstitution volontaire en éclaireur gardien de la frontière les rassure sur leur inclusion définitive. Pour le sociologue, l'information tardivement fournie est évidemment capitale et ouvre la voie, non à l'excuse d'un comportement inexcusable et justement condamné, mais à une possible rationalisation.

Or, curieusement, cette information sur l'origine communautaire, aussitôt relevée par le journaliste du *Monde*, est noyée dans des considérations sur les carences scolaires des quatre agresseurs, jugées autrement explicatives. Trois d'entre eux ont le niveau de la classe de sixième et le quatrième est illettré. « Ni lire, ni écrire, ni compter », tel est l'intertitre sélectionné par la rédaction. N'en restons pas là. Cette sélection qui recourt implicitement à l'espérantisme scolaire comme voie d'amélioration de l'humanité veut mettre en valeur ce qui serait en l'espèce les critères d'exclusion sociale, et, par voie de conséquence, culturelle, des quatre protagonistes des violences. L'intelligence du récepteur de l'information est sollicitée, et, alerté par ces signaux, il s'attend enfin à pouvoir trouver une explication conjuratoire dans la situation économique des agresseurs. Ces illettrés doivent être chômeurs, sans doute alcooliques, peut-être sans domicile fixe. Or, « ce ne sont pas des alcooliques » et, comble d'horreur pour les théories étiologiques les plus admises de l'exclusion, malgré leur handicap scolaire, « ils ont chacun un métier : magasinier, peintre en bâtiment, ferrailleur, maçon ». Bref, ils sont plutôt bien intégrés et la tentative de démonstration par l'exclusion tourne court. Le facteur « communautaire » restera inexploré, et la conduite des agresseurs inexpliquée : un témoignage — selon la cour et *Le Monde* — du « racisme à l'état brut », en d'autres termes d'une espèce d'infra-comportement raciste



constitué antérieurement à toute mise en société — communauté comprise, s'entend.

*Affrontement d'images et d'objectifs autour des émeutes « ethniques » du 12 novembre 1990*

Les discours sont donc très systématiquement organisés. Pour résumer, la mentalité collective de crise identitaire dicte deux types de réponses antagonistes aux violences rapportées dans l'actualité médiatique : selon que l'émetteur est partisan de l'immigration ou lui est défavorable, selon que l'agressé est immigré — ou réputé « appartenir à une ethnie par son origine » — ou selon que l'agresseur est dans ce cas, la variable ethnique est avancée ou niée, jugée prépondérante et en elle-même explicative ou sans rapport avec les faits. Des faits parfois tellement têtus, vus de tous, revendiqués au surplus par leurs auteurs, que l'antiracisme de gouvernement doit appeler à la rescousse cette pauvre sociologie pour tenter de les redresser, d'en bouleverser l'image, de les réinterpréter en vue d'un usage conforme aux présupposés de l'idéologie dominante : qu'ils ne puissent venir troubler la croyance en une utopie panethnique à la française et en la mission régénératrice des nouveaux héros sociaux. Tel est le fond des représentations sociales qui — pour le redire — conduisent mécaniquement, du côté antiraciste, à l'élaboration d'un statut naturel de l'agressé et de l'agresseur — identité ethnique contre identité française —, cependant que les anti-antiracistes ont mis en place un discours des statuts naturels inversant les variables identifiant les types de l'agressé et de l'agresseur : cette fois, souche française en butte aux ethnies.

Illustration, pour un cas d'anthologie. Le lundi 12 novembre 1990 se produisent des scènes d'émeute dans le centre de Paris, en marge d'une manifestation lycéenne entrant dans le cadre

d'une mobilisation revendicative de plusieurs semaines. Mise à sac de magasins, destruction et pillage ont eu lieu et n'ont pu avoir lieu qu'en raison des ordres reçus par les forces de l'ordre de ne pas riposter immédiatement, consigne sue des candidats « casseurs ». Les forces de l'ordre se sont contentées d'empêcher l'accès aux Champs-Élysées en défendant le pont de l'Alma et, pour le reste, sont tardivement intervenues une fois les magasins pillés, interpellant des maladroits et des retardataires. La télévision a montré, parmi les « casseurs », une prépondérance de beurs et de Blacks, ce qui, de l'avis des journalistes témoins comme des participants, correspondait à la réalité. « Julien le Red Warrior », figure des redskins, a estimé que ces images reflétaient la réalité des émeutes, car « elles reflétaient tout simplement la banlieue, ses L.E.P. et ses cités<sup>1</sup> ». Dans *L'Express*, Guillaume Malaurie a décrit l'« indiscutable » de cette « nouveauté » : « Qu'il y ait eu des casseurs n'a rien non plus de très extraordinaire pour qui se souvient des manifs des autonomes dans les années 1970. En revanche, la nouveauté est indiscutable si l'on constate l'organisation « ethnique » des « bandes » de jeunes « dépouilleurs » : les Antillais évoluaient entre eux en passant les consignes en créole et les beurs menaient leurs opérations de leur côté. Ils ne proclamaient rien. Ils ne dialoguaient pas. Ils avaient « la haine ». Mais une haine sélective : ce sont les jeunes filles de province bien mises qui étaient asticotées, parfois durement, dès le début du cortège, le lundi 12 novembre. Tri spontané, également, à l'heure de la casse : dans une rue adjacente à l'avenue Bosquet, tous les magasins étaient mis à sac, sauf l'épicerie maghrébine<sup>2</sup>. »

1. « Julien le Red Warrior : une violence irréversible », interviewé par Renaud Leblond, dans *L'Express* du 22 novembre 1990.

2. Guillaume Malaurie, « Casseurs : la dérive des ghettos », *L'Express*, 22 novembre 1990. Au soir du 12 novembre, Gérard Carreyrou, sur la première



Aussitôt, l'extrême droite a fait de l'immigration le facteur explicatif des émeutes, extrapolant de la responsabilité de quelques-uns à une responsabilité globale et collective de l'« immigration ». « Immigrés : la haine », a titré l'hebdomadaire *Minute*<sup>1</sup> — titre à double entente qui signifiait : « Puisque les immigrés haïssent les Français, nous pouvons haïr l'immigration. » De son côté, l'antiracisme institutionnel se lançait avec promptitude dans une tentative d'évaporation du réel, par l'entremise d'un rapport du Conseil national des villes — à l'enseigne du Premier ministre —, daté du 19 novembre et aussitôt diffusé. Ce rapport, intitulé *Les casseurs du 12 novembre*, fondé sur les renseignements recueillis auprès des quarante-six personnes finalement interpellées, devait être repris par toute la presse, sans analyse critique (à l'exception, bien sûr, des confidentiels médias de la droite radicale), le plus souvent sous le chapeau suivant qui lui donnait son sens : « Deux casseurs sur trois étaient français<sup>2</sup> ». Toute relation avec l'immigration ou avec l'ethnisation des regroupements constatée était évacuée. La sociologie démentait ce mauvais rêve.

Une nouvelle fois, cependant, elle se trouvait confrontée à un douloureux constat : « Aucun des chefs de famille des interpellés n'est au chômage » et « la majorité des deux parents exercent une profession ». Impossible de recourir à une généalogie de l'exclusion sociale. Reste alors, comme dans

l'exemple beauvaisis, la ressource de l'explication par l'école qui permet de jouer d'une corde toujours sensible, l'espérantisme scolaire : « La variable unifiant cette population », est-il expliqué en termes fort vagues, « c'est sans doute celle de l'exclusion scolaire subie ou menaçante que vivent les interpellés ». Les interpellés ont subi, ils ont été menacés : en quelques mots, la position de ces derniers — telle qu'elle résultait des impressions laissées par les émeutes — a été retournée. D'auteurs de violences ils sont devenus victimes et sont ainsi déresponsabilisés, dépossédés de l'initiative de leur conduite. Faute et responsabilité premières sont reportées sur le système, ceux qui ont vu leurs magasins « ruinés », nous qui sommes coupables de n'avoir pas consenti assez d'efforts financiers par la voie de l'impôt pour leur scolarisation correcte, etc. Le message délivré est plus subtil qu'il n'y paraît : il dénie toute relation avec un problème ethnique ou d'immigration — puisque « deux casseurs sur trois étaient français » —, mais il joue sur le fait que l'origine ethnique de ces casseurs est sue et a été constatée par le public auquel il s'adresse par l'intermédiaire de la presse. En victimisant les casseurs, les auteurs du message savent victimiser origine ethnique et immigration, et, en imputant la faute au système scolaire français, ils savent reporter la culpabilité sur l'égoïsme de souche. Les statuts naturels de l'« agressé » et de l'« agresseur » dans le discours antiraciste ont ainsi été restaurés derrière la dénégaration d'une quelconque relation des événements du 12 novembre avec l'histoire récente de l'immigration.

Cette analyse n'épuise pas pour autant le commentaire. L'échantillon des quarante-six interpellés par les forces de l'ordre est en effet présumé représentatif de la population des auteurs de troubles. Présomption arbitraire. L'échantillon est trop faible pour que sa composition ait un quelconque sens mathématique : durant la casse du magasin C & A, il y a eu

chaîne de télévision, avait ainsi présenté les événements en train de se dérouler aux portes de T.F. 1 : « Il faut bien le dire, même si cela ne fait pas plaisir, il faut le reconnaître, hélas ! et c'est un drame terrible : les bandes de casseurs ont une forte connotation ethnique, ce sont en majorité des Maghrébins et des Africains. »

1. *Minute*, du 21 novembre 1990, n° 1493.

2. Conseil national des villes, *Les Casseurs du 12 novembre*, fait à Paris le 19 novembre 1990. Toutes les citations qui suivent sont extraites de ce document de 9 pages.



quatre interpellations dans le XIV<sup>e</sup> arrondissement entre 15 h 45 et 16 h 30... On frise le ridicule. Il est d'autre part supposé que les forces de l'ordre se sont comportées comme des enquêteurs — se livrant à un échantillonnage par randomisation. Or la représentativité obtenue par le jeu du hasard ne peut apparaître que dans des conditions théoriques tellement difficiles à réunir pratiquement pour limiter les marges d'erreur que les techniques de randomisation ont été abandonnées au bénéfice de reconstitutions par quotas qui se fondent sur des recensements de population. Si l'on veut être sérieux, en sociologie, on ne peut déclarer représentatif un échantillon que si l'on a préalablement connaissance du recensement de la population complète : dans le cas contraire, on ramollit une discipline déjà encline à quelques émoussantes laxités.

Ce point de méthode étant réglé, attachons néanmoins notre attention au commentaire de la composition de l'échantillon. Les auteurs de l'étude observent en effet que « la répartition par nationalités nous apprend que la majorité des interpellés sont français (31 Français sur 46 interpellations) », d'où ils concluent que « les " casseurs " ne se différencient pas des " lycéens manifestant " en terme de nationalité ». D'une part, en vue de dédouaner à la fois le facteur ethnique et la politique d'immigration, il est fait appel à un critère insuffisamment pertinent, source de confusion et d'erreur, reconnu comme tel par les spécialistes, le critère de la nationalité. Au 1<sup>er</sup> janvier 1986, en effet, les immigrés d'origine étrangère résidant en France étaient un peu moins de 4 millions, mais près de 30 % d'entre eux avaient la nationalité française. Leurs enfants étaient 5 millions, mais seuls 800 000 étaient encore étrangers, etc. Pour juger de l'impact de l'immigration, il faut dépasser le critère de la nationalité et s'intéresser aux premières et secondes générations d'enfants nés en France de parents immigrés (dans la seconde génération, les enfants sont tous

français de naissance)<sup>1</sup>. En outre, le critère de la nationalité interdit de prendre en compte les Français venant d'outre-mer, résidant en France métropolitaine (or on a signalé une importante présence antillaise parmi les émeutiers du 12 novembre 1990). En un mot, le choix du critère de la nationalité pour juger de la réalité sociologique des casseurs du 12 novembre est inapproprié. Mais le plus curieux est à venir : malgré les efforts de minoration couronnés de succès auquel conduit l'usage certainement réfléchi du critère de la nationalité, l'échantillon des interpellés présente une importante proportion d'immigrés, catégorie donc réduite arbitrairement aux seuls étrangers : environ un tiers, laquelle ne paraît guère émouvoir les auteurs de l'analyse, satisfaits de compter encore « une majorité de Français » parmi les interpellés comme parmi les « manifestants lycéens ». C'est dans ce genre d'aveu — qu'il faut traquer patiemment pour en crever l'opacité apparente et en saisir la signification enfouie — que l'antiracisme révèle sa vraie nature, dans cette distorsion entre l'anxiolytisme tactique — il n'y a pas plus d'immigrés étrangers aujourd'hui qu'en 1930, environ 6 à 7 % —, et la normalisation, au détour d'un rapport officiel, d'une proportion réelle de 33 % dans la région parisienne et dans la population de lycéens, complétée par la suggestion, en forme d'annonce préparatoire aux réalités de demain, qu'un niveau d'étrangers supérieur serait encore considéré comme normal (tant qu'il resterait « une majorité de Français »...). Compte tenu de la rapidité et du caractère massif des naturalisations en France, une telle perspective suppose alors une domination statistique de l'immigration dans l'Île-de-France, la région de référence. Le rapport du Conseil national des villes a donc prescrit en douceur un niveau d'accommodement.

1. Voir Michèle Tribalat, « Combien sont les Français d'origine étrangère ? », *Économie et Statistique*, n° 242, avril 1991.



« *L'orthographe, c'est notre patrie*<sup>1</sup> » : un cas de décompensation identitaire

Moins d'un mois après ces émeutes du 12 novembre 1990 en marge du mouvement lycéen — suivies d'autres le 16 —, le Conseil supérieur de la langue française dépendant directement du Premier ministre, Michel Rocard, faisait paraître un *Rapport sur les rectifications de l'orthographe* dans les documents administratifs du *Journal officiel*<sup>2</sup>. Cette publication déclenchait presque immédiatement une sorte de soulèvement contre ce que l'un des animateurs de la révolte, Philippe de Saint-Robert, qualifiait de « Saint-Barthélemy de la langue française<sup>3</sup> ». Un front du refus s'organisait bientôt, transcendant les clivages habituels, puisqu'on y trouvait aussi bien des écrivains de droite que de gauche, en particulier des anciens animateurs du défunt, libertaire et soixante-huitard *Charlie Hebdo* : Cavanna, Wolinski et Delfeil de Ton. Au début de janvier 1991, la résistance à la réforme était renforcée par l'engagement contre elle des cinq prix Nobel français vivants : Claude Simon (littérature), Maurice Allais (économie), Louis Neel (physique), François Jacob et André Lwoff (médecine). La quasi-totalité des écrivains et chercheurs de renom s'étaient déjà exprimés en ce sens. Le président de la République François Mitterrand prenait lui-même ses distances et laissait tomber dans un style « vache » assez caractéristique qu'il avait bien

1. « Camille Dutourd — femme de l'académicien Jean Dutourd — a également rendu hommage à Arlette, crémière de vingt ans officiant rue de Seine, qui l'a suppliée : " Que votre mari ne cède pas, l'orthographe, c'est notre patrie " » (article de Pierre Prier, *France-Soir*, 11 janvier 1991).

2. *Les Rectifications de l'orthographe*, Conseil supérieur de la langue française, *Journal officiel*, document administratif, n° 100, 6 décembre 1990.

3. Philippe de Saint-Robert, « Tartufferies », *Le Quotidien de Paris*, 8 janvier 1991.

« essayé de sauver quelques accents ». Les promoteurs des rectifications étaient complètement isolés. À la fin de janvier 1991, l'Académie française, qui avait une première fois donné son accord, en mai 1990, sur le principe d'une telle réforme, se déjugeait. Suspension des hostilités. La guerre du Golfe battait son plein.

« On dirait que la langue est le bien qui nous reste de tant de trésors évanouis et de traditions délaissées », a pu écrire Jean d'Ormesson, jugeant « réconfortant l'amour des Français pour le français et cet attachement à la langue, qui, tout au long de tant de siècles, a produit tant de chefs-d'œuvre et les a transmis jusqu'à nous<sup>1</sup> ». On ne saurait mieux suggérer que le soulèvement de l'hiver 1990-1991 contre la réforme de l'orthographe est de nature identitaire (et même identitariste), qu'il est entièrement porté par une angoisse de l'avenir de la conscience de nation. Le front du refus a d'ailleurs multiplié des énoncés — et ceux-ci ont rencontré un large assentiment à droite comme à gauche — de *désespérance identitaire* : la langue est ce qui reste et ce qui doit être défendu quand tout fout le camp ; les porte-parole de la révolte prédisent une réforme permanente après que ces premières rectifications auront brisé le tabou (Delfeil de Ton) ; ils annoncent « une déstabilisation totale des échanges sociaux » et qu'il s'agit là d'« un élément de destruction de la société française ». Ailleurs, il est question d'« intégrité de la langue », de « rapport vital », de « sentiment souffrant de la langue ». Phénomène nouveau, par rapport aux années qui précèdent, la gauche n'est pas en reste et compétitionne avec la droite dans l'expressionnisme identitariste : un comité Robespierre regroupant quelques excellents esprits, non dénués d'humour, réclame rien de moins que « la

1. Jean d'Ormesson, « Réforme : ne soyez pas indifférents », *Le Figaro Magazine*, 5 janvier 1991.



guillotine morale du mépris contre les technocrates sans âme et sans pensée qui ont osé profaner notre langue ».

Si la réaction de patriotisme orthographique revêt une telle force, si le mouvement fait tache d'huile au point de faire figure de point d'orgue des années 1980, c'est que cet accès de fièvre apparaît à l'intersection de tendances lourdes et d'événements immédiats, les unes couronnées et mises en situation par les autres au prix d'un déplacement qui les avive. Dans la diachronie, nous observons le travail de taupe du néo-antiracisme immigrationniste, qui, idéologiquement et institutionnellement dominant, exacerbe l'inquiétude identitaire tout en acclimatant dans la population française une grille de lecture précisément identitaire des phénomènes sociaux et, plus encore, du conflit social. Or cette évolution est parallèle à d'autres lignes de force : atteintes aux frontières nationales par l'entrée dans une Europe de plus en plus intégrée, entrée recelant plus d'inconnues que de certitudes ; représentation d'autres atteintes possibles du fait de la pression migratoire, d'ores et déjà difficilement contrôlée ; montée en puissance d'un islam intégriste, vindicatif et expansionniste, voulant dans un premier temps faire reconnaître sa civilisation, dans les pays chrétiens laïques, à égalité de validité avec celles des pays d'accueil ; régionalisation. Tous ces phénomènes, parfois plus de l'ordre de la représentation que de contenu certain — mais l'effet en est le même —, portent atteinte au Centre, on aurait dit il y a quelques années au Prince, à son aptitude réelle et représentée à assurer l'homéostasie du système français, à incarner la souveraineté nationale : une béance irréparable annonciatrice d'une déstabilisation générale des mécanismes qui profilaient les diversités françaises en un tout harmonieux et uni paraît s'être ouverte au cœur du système. C'est dans ce contexte que se produisent successivement, sur une période d'environ un an, l'affaire du foulard islamique dans les écoles

publiques, puis les émeutes de banlieue, enfin la « guerre de l'orthographe ». Cette guerre à blanc a lieu dans un contexte lourd : la guerre du Golfe est alors imminente, et un peu partout, aux portes de la France, d'impressionnantes foules islamistes défilent contre l'Occident comme elles avaient défilé en Algérie contre la laïcité française au moment de l'affaire du foulard. Le terrain de l'orthographe autorise un déchaînement que l'antiracisme dominant interdit ou contient sur les sujets qui concernent directement les hommes. Une espèce de rage patriotique et francitaire, non dénuée d'envie grand-guignolesque de rosser la gendarmerie des mots, s'autorise du caractère artificiel et apersonnel du matériau orthographique pour enfin traiter de l'identité du pays sans être aussitôt anéantie par le marqueur « raciste » : c'est pourquoi la gauche — notamment la jacobine —, qui a accumulé les frustrations, monte aussi vigoureusement au créneau. Les eaux abondent une fois sauté le bouchon. Frustrations accumulées par la pression de l'ambiance dominante, événements immédiats venant potentialiser des inquiétudes inscrites dans des tendances lourdes, déplacements légitimant tout à coup le discours de défense de l'identité nationale : telles sont les données explicatives de ce phénomène de psychologie collective où se manifeste une condensation après un déplacement favorisant une *décompensation* — phénomène répertorié tant dans l'analyse des mouvements de psychologie de masse que dans ceux de la psychologie individuelle.

Les partisans de la réforme avancent qu'ils représentent le « mouvement contre l'ordre », leurs adversaires, la liberté contre l'autoritarisme techno-bureaucratique. Mais au-delà, l'affrontement est structuré — comme les débats autour du Code de la nationalité et de l'immigration — par la problématique identitaire. La structure, nous l'avons démontré, s'est simplement déplacée, et, en quittant l'antiracisme pour l'orthographe, elle a trouvé un terrain de jeu naturellement plus



favorable à l'expression, sans arrière-pensée coupable, d'un attachement à une forte soudure française. Vérifions que cette structure est bien à l'œuvre en analysant d'autres aspects de la controverse dont ce projet de réforme a été l'occasion.

En premier lieu, comme pour tendre une passerelle symbolique entre l'antiracisme et l'orthographe, les partisans de la réforme tentent — en vain — d'antisémitiser leurs adversaires. Dans un livre radical qui a préludé à la procédure de rectification, *Que vive l'ortographe!*<sup>1</sup> — ce livre est postfacé par J.-C. Barbarant, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs, et cette postface marque l'engagement de l'organisation représentative de ces enseignants en faveur d'une grande réforme —, les volontés transformatrices du vocabulaire se cautionnent, tout en manœuvrant à l'avance pour disqualifier les conservateurs, en faisant l'analyse que les écrivains français opposés à la réforme de l'orthographe de 1893 étaient « les mêmes qui s'opposeront à la révision du procès Dreyfus ». Au plus fort de la querelle, le seul quotidien à ne pas être passé dans le camp des anti-rectificateurs, *Libération*, ressort l'argument<sup>2</sup>. S'il a pu revêtir un sens, l'amalgame est pour le moins périmé. Mais l'intérêt de l'argument, dans son anachronisme même, tient à ce qu'il sous-entend : qu'un entichement pour les concrétions françaises, où se révélerait sous une forme quasi sacrée l'essence de l'identité nationale, est putativement antisémite. Notons soigneusement le sous-entendu qui transparaît dans la technique polémique et réservons : nous partirons plus tard à la recherche de ses origines, pas très lointaines, car ces représentations apparaissent dans l'essayisme et la recherche historique post-soixante-huitarde. En attendant, et puisque j'évoque la présence, au sein même de la querelle de l'ortho-

1. Jacques Leconte et Philippe Cibois, *Que vive l'ortographe!*, Le Seuil, 1989.  
2. *Libération*, 8 janvier 1991.

graphe, d'un argument « antiraciste », j'en profite pour évoquer celle d'un autre argument, toujours en faveur de la réforme, l'argument « humanitaire ». Ainsi le couple du nouvel ordre moral des années 1980 — antiracisme et humanitarisme — est-il à l'œuvre dans un domaine apparemment éloigné de sa constitution. Il ne faut jamais oublier — proclament en effet les spécialistes partisans des rectifications — que la réforme est faite pour les enfants et les adultes en difficulté qui tentent d'écrire notre langue, pour les francophones étrangers, pour les nombreux Français d'origine étrangère qui peuplent les classes de métropole et à qui il faut faciliter l'apprentissage du français. Les difficultés de la langue française deviennent en quelque sorte une « insulte à l'égalité » — motif qui, je le rappelle au passage, avait *mutatis mutandis* justifié la mise à bas de la flèche de la cathédrale de Paris lors de la Révolution. Avec le thème de la mise à bas des « insultes à l'égalité » de tous devant l'orthographe pour en faciliter l'apprentissage par les enfants et les adultes étrangers ou d'origine étrangère réapparaît en filigrane l'immigration : c'est de cette dernière, affleurement discret, dont il est implicitement question tout au long du débat sur l'orthographe.

En second lieu, il faut noter que tenants et opposants s'affrontent une nouvelle fois, comme dans les controverses sur le Code de la nationalité et l'immigration, au nom de la *piété traditionaliste*, donc dans les termes de la problématique identitaire. Pour les partisans du principe et des modalités de la réforme de l'orthographe, la tradition française est interventionniste, et, pour bien marquer que cette tradition transcende les régimes, il est rappelé qu'elle remonte à l'édit de Villers-Cotterêts, soit aux lointaines fondations anté-républicaines de la France, quand balbutiait le projet national : « Toute l'histoire de la langue française, argumente François Reynaert dans *Libération*, de l'édit de Villers-Cotterêts à la création de



l'Académie française, du décret de Louis-Philippe, qui imposait, sous peine d'amende, que les inscriptions publiques fussent conformes au *Dictionnaire*, à la généralisation de l'instruction publique sous Ferry, est une histoire dirigiste, imposée d' "en haut" [...]. Rocard s'inscrit dans la tradition des réformes des XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> siècles, induites par le pouvoir central<sup>1</sup>. »

Pour les adversaires de la réforme, la tradition est de respecter les usages et l'évolution de ces usages, non de trancher contre eux ; aucune institution de l'État n'a légitimité à bousculer une identité lentement constituée, où les échecs de l'interventionnisme en matière de langue écrite l'ont largement emporté sur les succès. À quoi il est facilement répondu que l'usage, loin d'entretenir la tradition et de pouvoir opposer l'inertie de l'identité à un prétendu aventurisme des réformes d'autorité, déconstitue la tradition, et que l'interventionnisme garantit bien plus l'identité, puisque les règles qu'il édicte tendent précisément à prévenir la dérive des usages au fil du courant et de l'oubli : « On crie à l'attentat contre la tradition, s'insurge André Goosse — linguiste belge qui assure à présent la réédition du fameux Grévisse et l'un des promoteurs de la réforme —, "on ne pourra même plus lire Molière dans le texte", écrit un journaliste. Quelle ignorance ! Prenons dans l'édition du temps n'importe quelle pièce, *Le Misanthrope*, par exemple, qui était alors *Le Misanthrope* (sans h). Dans les vingt-deux premiers vers de la dernière scène, je compte quarante-cinq différences entre la graphie d'alors et celle qui nous a été enseignée, mais cette dernière demanderait une seule modification pour tenir compte des rectifications officialisées le 6 décembre<sup>2</sup>. »

1. *Libération*, 8 janvier 1991.

2. André Goosse, « Quelques fanfreluches », *Le Monde*, 10 janvier 1991.

A. Goosse est membre du Conseil supérieur de la langue française.

La controverse sur l'orthographe est décidément instructive. Elle est en effet, pour résumer, deux fois un reflet de l'époque : une fois en ce que s'y incarne la préoccupation identitaire des Français, une autre fois en ce que l'on y voit œuvrer le nouvel ordre moral — il s'agirait d'une réforme antiraciste et caritative en direction des populations défavorisées en grande partie issues de l'immigration. Mais la mobilisation de la grille identitaire, déplacée de l'antiracisme à l'orthographe, conduit à une inversion pure et simple dans chaque camp des moyens respectivement jugés à mettre en œuvre pour préserver l'identité nationale : les réformistes de l'orthographe veulent des règles strictes pour maîtriser les usages orthographiques, alors que les antiracistes — en vue de respecter la « tradition d'accueil » — n'ont de cesse de s'opposer aux moyens qui pourraient permettre de maîtriser les flux migratoires ; les antiréformistes s'opposent de leur côté à la maîtrise d'État des usages de l'orthographe, mais les anti-immigrationnistes récusent ce libéralisme s'il faut l'appliquer auxdits flux. Dans un cas, l'interventionnisme préserve la vieille France, dans un autre, il l'atteint et lui serait contraire. À partir d'une conscience de crise identitaire, les protagonistes jouent du couple libéralisme/interventionnisme à front renversé.

Enfin, la querelle de l'orthographe est un troisième reflet de l'époque : dans ce que l'obligation conservatrice agréée par les deux camps en leur commune sollicitation de la tradition révèle, ou plutôt confirme, de l'ingouvernabilité de la France de la fin des années 1980. Si les partisans du texte du 6 décembre expriment une conscience réformatrice (ainsi *Libération* parle-t-il des « croisés de la contre-réforme » pour désigner le camp adverse à ses yeux douteux), le Premier ministre Michel Rocard n'a d'autre choix pour espérer faire entériner les modifications qu'il a lui-même sollicitées que de les présenter sur un mode mineur, comme un exercice d'exécution subal-



terne, un changement qui ne change rien : « Ce rapport limpide, dit-il en introduction au texte officiel du 6 décembre 1990, correspond exactement à la demande que j'avais faite au Conseil [supérieur de la langue française]. Comme il était entendu, il exclut toute idée de réforme de notre orthographe, mais il présente des propositions de rectifications *précises, limitées, et respectueuses de l'histoire et de la nature de notre langue*, dans son passé comme dans son devenir<sup>1</sup>. »

La réforme de l'orthographe a plus d'un point de comparaison avec la fameuse loi Devaquet réformant l'Université (1987), ne serait-ce qu'en raison du champ de modifications que ces textes pouvaient ouvrir si ces premiers et timides attouchements aux ordres sacrés avaient été acceptés. L'un comme l'autre sont tombés sur des pulsions conservatrices et la peur panique de l'inconnu.

1. Michel Rocard, *Les Rectifications...*, op. cit., p. 7. Souligné dans le texte.

## VI

### Attentes de mort, angoisses de mort : de la lutte finale à la chute finale ?

Sans l'avoir absolument prémédité, l'auteur croit bâtir son ouvrage selon une forme qui a surgi peu à peu d'elle-même, une forme qui s'approche d'une structure de scénario dite « en amande ». Cette structure consiste, *grosso modo*, à réaborder en fin d'ouvrage pour les élucider au fur et à mesure des points laissés en suspension, ou à tout le moins laconiquement traités : les vides comblés, les chaînons manquants découverts et restitués dans la chronologie, les thèmes de la partition menés à leur développement, complétés, clarifiés, débarrassés d'une fausse complexité due à leur inachèvement mais rendus à leur vraie richesse d'implication, l'ouvrage se referme.

À plusieurs reprises, il a été démontré que, dans l'idéologie de S.O.S. Racisme, la visée d'une société panethnique était associée à des énoncés sapant les croyances collectives en une pérennité française transcendant les adjonctions de populations pour témoigner d'un être spécifique — ce qu'on appelle



« identité française » quand survient la peur ou bien le désir de la perdre, « identité » nationale dont on parlait infiniment moins lorsqu'elle s'épanouissait dans la sûreté du lendemain. L'antiracisme multiplie les suggestions de l'idée de mort au cours des années 1980 : à la fin de celles-ci et au début des années 1990, les énoncés trahissant ces attentes, peu ou prou considérées comme d'inéluctables menaces, ont investi la société française. À l'inverse de ce que souhaitait l'immigrationnisme antiraciste, elles ne sont plus majoritairement associées à la description d'une situation d'avenir enviable et désirée, elles manifestent au contraire une formidable angoisse de la perte de soi, vécue comme un cataclysme sans suite. La société française du tournant des années 1990 est investie par un imaginaire morbide, thanatique, qui constitue le soubassement de la mentalité collective et surdétermine des réactions parfois inattendues dans presque tous les domaines de la vie sociale. À tort ou à raison, la France se perçoit comme un grand corps gagné ou menacé par de multiples phénomènes invasifs d'origine étrangère et mettant en péril les différents composants de l'identité — quand ce n'est pas l'effrayante perspective d'une incontrôlable montée de la bête immonde tant de fois remise en scène par l'antiracisme. Un tableau des différentes « colonisations » qui menaceraient la France peut être dressé à partir des angoisses exprimées : ce tableau offre des surprises. La querelle de l'orthographe l'a mis en évidence, en effet ; le glissement d'un terrain à un autre donne l'occasion aux acteurs sociaux de changer de peau, de jouer un rôle auparavant interdit ou ailleurs défendu : ainsi des antiracistes deviennent-ils de fervents patriotes de l'orthographe et pétitionnent-ils aux côtés de la droite nationale ; ainsi ne trouvent-ils rien à redire au développement d'une xénophobie de première bouffe, la nippophobie.

« *Les Japs attaquent*<sup>1</sup> » : une xénophobie légitime, la nippophobie

La nippophobie s'est développée à partir d'éléments appartenant aux groupes dirigeants français — responsables institutionnels dans l'industrie, le commerce, la finance, la politique, les médias —, lorsque, les premières tentatives pour comprendre de l'intérieur les méthodes japonaises en vue de s'en inspirer ayant échoué, les détenteurs du pouvoir technologique, financier et politique ont cru apercevoir les termes d'une lutte inégale faisant le lit d'une invasion silencieuse. Les premières séductions ont alors cédé la place à l'attirail des représentations chauvines impulsant le rejet de civilisation. La nippophobie s'est trouvée naturellement légitimée du fait qu'elle émanait des plus hauts responsables : tout le monde a bien sûr en mémoire les déclarations du Premier ministre Édith Cresson utilisant le mot « fourmi » pour distinguer, à son sens positivement, le type de sociabilité laborieuse des Japs, cela en vue de corriger une allusion précédente aux « rats ». Mais la légitimation de la nippophobie avait aussi besoin de l'absolution tacite des organisations antiracistes, dont le retentissant silence ne surprendra que les naïfs, et de relais médiatiques difficilement contestables du fait de leur position centrale sur l'échiquier. Avant d'examiner l'un d'entre eux, une remarque. Rien d'étonnant à ce que la nippophobie émane d'une fraction des classes dirigeantes et que cette xénophobie soit, au sens marxiste de l'expression, une xénophobie de classe : les dirigeants ne peuvent avoir peur que par où ils craignent,

1. *Les Japs attaquent* : titre du premier album des *Aventures de Buck Danny*, paru à la fin des années 1940. Y sont évoquées l'attaque de Pearl Harbor et la bataille de la mer de Corail. Le scénariste Jean-Michel Charlier et le dessinateur Victor Hubinon ont produit ensemble quarante albums des *Aventures de Buck Danny*, actuellement tous disponibles et réédités chez Dupuis.



capital et pouvoir de décision. La base de la nippophobie est un ressentiment économique sur lequel se greffent d'anciennes représentations rejetantes ravivées. Que les organisations antiracistes ne montent pas au créneau en dit d'ailleurs assez long sur leurs relations avec les centres du pouvoir. De la même manière, rien d'étonnant à ce que les « petits Blancs » de banlieue développent des conduites xénophobes vis-à-vis des rassemblements immigrés : confrontés à l'insécurité matérielle et identitaire, ce nouveau tiers état est au contact, il a peur par où il se pense le plus directement menacé. Deux xénophobies de classe, redoutant, l'une, la colonisation de population, l'autre, la colonisation de capital : les « petits Blancs » de banlieue ne sont pas prêts d'être nippophobes.

Dans l'ambiance d'une montée en puissance institutionnelle de la nippophobie, l'hebdomadaire le plus lu, *L'Express*, a fait sa couverture du numéro du 20 juin 1991 sur le thème : « *Comment le Japon nous envahit* ». L'immense manchette, en blanc sur fond rouge, surplombe un dessin dû à Ted Benoît. Ce dessin représente un Japonais, vindicatif, volontaire, décidé, hargneux, crocs dehors, manifestement rompu, selon le stéréotype, à la dure discipline des sports de combat, qui affronte un pâle Européen, au regard de chien battu déjà défait. Le dossier intérieur est illustré par un autre dessin de Ted Benoît, d'identique facture : un guerrier japonais au visage déformé par un masque de haine tire un sabre qui ne paraît laisser de choix à des capitalistes blancs qu'entre le hara-kiri symbolique — une signature de contrat — et le hara-kiri réel, pour sauver l'honneur. Les deux capitalistes européens visés arborent une cravate, une veste, un pli de chemise, une coiffure et présentent un visage différent, bien qu'ils soient habillés aux mêmes couleurs : derrière le samouraï japonais se profilent des capitalistes japonais qui vont prendre le pouvoir. Ils sont absolument identiques les uns aux autres, comme les fantassins d'une

armée de robots, ce sont des répliquants, des clones, bref, quelques échantillons de la grande organisation des fourmis. L'article introductif, intitulé « Comment le Japon nous envahit », commence de la manière suivante : « Cela pourrait être une question du Trivial Pursuit. À qui attribuez-vous ces deux citations : " Il est clair que le Japon est un adversaire qui ne joue pas le jeu et qui a la volonté de conquérir le monde ", " Le Japon, ce pays raciste, non démocratique et sans morale, cherche à dominer économiquement le monde " ? Réponse : la première est d'Édith Cresson. La seconde est tirée d'un tout récent rapport qu'un groupe d'universitaires et d'experts américains vient de rédiger pour la C.I.A.<sup>1</sup>. » Les raisons d'avoir peur et d'entrer en résistance sont rapportées dans des articles plus spécifiques : « méthodes de razzias », « pratiques pas toujours honorables », force de frappe financière, techniques d'imperméabilisation du marché intérieur japonais et de conquête du marché extérieur sont détaillées. Bref, il faut « être lucide » sur les deux « objectifs des Japonais », comme le dit le responsable de Rhône-Poulenc Japon : « Vous cravater la technologie » et conquérir « le pouvoir de décision ».

Ironie de l'histoire, où beaucoup peuvent trouver confirmation de la justesse des angoisses de domination : la semaine où le numéro de *L'Express* est en vente, une voiture japonaise — de marque Mazda — remporte pour la première fois les mythiques 24 heures du Mans, devant trois Jaguar britanniques, une Mercedes et des Porsche allemandes, « qui rient jaune<sup>2</sup> ». Le 23 juin 1991, la vieille Europe est au tapis sur le circuit de la Sarthe. « La marque jaune », titre *L'Équipe* en référence au plus célèbre album de bandes dessinées du grand

1. *L'Express*, 20 juin 1991. *L'Express* n'a nullement le monopole de la nippophobie. Tous les médias, sans exception, ont utilisé l'expression « invasion japonaise », l'ont décrite, ont éditorialisé sur elle.

2. *L'Équipe*, 24 juin 1991.



Edgar P. Jacobs. « Voilà que l'hymne national japonais, le semillant *Kimigayo* (en français : "Votre temps", autant dire le leur), a retenti sur la belle plaine française<sup>1</sup> », ajoute Jérôme Bureau. Le leur, en effet : la première victoire japonaise au Mans intervient après une première victoire japonaise au rallye Monte-Carlo en janvier précédent — une Toyota —, et après la première victoire d'un moteur Honda, au début de mai, au Grand Prix de Monaco, le rendez-vous le plus prestigieux de la formule 1.

De très près, on peut à la rigueur apercevoir un brin d'humour dans tel ou tel détail isolé de la couverture-affiche de Ted Benoît. Vu à bonne distance, sur les panneaux publicitaires des kiosques à journaux ou des quais du métro, affiché sur les trottoirs, le dessin est dans sa destination première, son efficacité submergeante, son sens fort et sec, donné par la légende, redondante : « Le Japon nous envahit ». Que le représentant symbolique du Japon tout entier soit affublé d'un rictus renoue avec une tradition bédéiste très brillamment incarnée après-guerre dans *Les Aventures de Buck Danny*, de Jean-Michel Charlier et Victor Hubinon : les « faces de lune », « singes fanatiques », « faces de citron », « citrons nature », « damnés magots », « satanées faces jaunes » — bref, les agresseurs japonais, puis coréens, combattus par les aviateurs américains — ont déjà le visage déformé par la tension combattante où s'exprime leur vraie nature, dont témoigne un répertoire limité mais transparent d'insultes : « chien blanc », « chien d'Américain », « chien galeux »<sup>2</sup>.

1. *Ibid.*

2. Le magot est, au choix, un macaque sans queue, une petite figurine grotesque sculptée ou modelée, provenant de Chine ou du Japon, un petit homme laid. Toutes ces expressions insultantes sont tirées des deux premiers albums de Buck Danny, *Les Japs attaquent* et *Les Mystères de Midway*. L'ambiance de guerre mondiale exacerbe le manichéisme habituel.

La nippophobie, je suis d'avis de l'observer avec soin, d'autant plus qu'elle ne paraît pas gêner grand-monde. Comme le dossier de *L'Express* en fournit une éclatante illustration et nous invite par là à le relever, le nippophobe, dans une construction psychologique absolument classique, argumente en premier lieu du fait qu'il serait la proie d'un groupe soudé aux ambitions racistes. Le nippophobe se construit donc une position à ses yeux légitimante de xénophobie de défense. Selon un mécanisme lui aussi classique, la conscience et l'ambition de résistance à une menace étrangère s'assortissent d'un rejet global de civilisation, où la résistance croît se fortifier. L'envahisseur est rapporté à un type socio-racial général repoussant, au mieux dénué de séduction. Cette xénophobie de défense — nous l'avons dit — est légitime : il est institutionnellement admis qu'elle a un fondement réel qui la justifie et qu'elle a dès lors raison de s'exprimer en termes d'« invasion ». La chose est d'autant plus capitale à noter que la position de « xénophobie de défense » sera refusée à Valéry Giscard d'Estaing quelques mois plus tard, lorsqu'il évoquera une sorte de résistance juridique passant par une refonte du Code de la nationalité pour faire pièce à une menace d'« invasion » de populations immigrées. Les deux couvertures d'hebdomadaires en cause, celle de *L'Express* en juin 1991, d'une part, et celle du *Figaro Magazine* — représentant une Marianne voilée venant recouvrir la Marianne républicaine légendée, « Immigration ou invasion ? » — en septembre 1991, d'autre part, quoique développant une thématique identique, ont subi un traitement symétriquement inverse. L'antiracisme dominant s'est déchaîné contre l'une sans prêter attention à l'autre, tellement elle est entrée dans les mœurs. C'est la différence entre une « xénophobie de défense » légitime et une « xénophobie de défense » illégitime.

Enfin, la nippophobie est construite sur un ressentiment



économique, non sur la peur d'une colonisation de peuplement — qui anime spécifiquement la « xénophobie de défense » anti-immigrés. En cela, la nippophobie est différente du fameux « péril jaune », qui implique de prime abord la mobilisation fantasmatique du « milliard de Chinois ». On peut toutefois se demander si cette crainte a vraiment disparu. Il est plus vraisemblable qu'elle continue à jouer un rôle inconscient : le triomphe des Japonais préluderait virtuellement à un déferlement de population asiatique. La nippophobie ne s'inscrit pas sur l'élimination de la peur du « péril jaune », mais sur son enfouissement provisoire : elle occupe une place avant-coureuse dans la chronologie des angoisses à venir. Bref, pour en donner une définition, la nippophobie repose sur la peur d'une domination économique de la nation française — elle-même fragment stratégique d'une entreprise systématique de domination mondiale —, par une seule ethnie, un seul peuple ethniquement et donc culturellement homogène et profondément solidaire, celui-ci optimisant des ressources limitées en hommes, mais débordant de capitaux — d'ailleurs fréquemment bien mal acquis —, par une répartition judicieuse de la rareté humaine à des postes clefs. Ou encore : la nippophobie repose sur la hantise d'une invasion économique d'abord silencieuse par une ethnie au nombre limité mais compensant cette faiblesse numérique par une intégration élevée, ethnie ayant des desseins de conquête et de domination du groupe.

« Les juifs s'emparent, sur tous les points, de la banque, du crédit, de la commandite, règnent sur les manufactures et tiennent par l'hypothèque la propriété », fantasmat Pierre Proudhon à propos de la France du XIX<sup>e</sup> siècle. Et voici comment Léon Poliakov, dans son *Histoire de l'antisémitisme*, analyse les « sources mi-réelles, mi-imaginaires de l'antisémitisme économique » : « L'impression d'un envahissement ou d'une mainmise juifs [...] en Allemagne, écrit-il notamment,

reposait sur des bases moins fragiles que dans les autres pays occidentaux. Pour le début du XX<sup>e</sup> siècle, on dispose à ce propos de quelques données statistiques qui, reflétant la fin d'une évolution, permettent de fixer les données en ce qui concerne son début. Il ressort notamment de ces données [...] que les juifs, qui formaient près de 1 % de la population allemande, fournissaient vers 1900 25 % des membres des conseils d'administration et 14 % des titulaires des postes directoriaux dans les entreprises industrielles et financières. » Poliakov explique que cette concentration dans l'économie d'entreprise s'explique par l'impossibilité faite aux juifs d'assouvir leur ambition dans l'état-major, le corps diplomatique ou la haute administration. La spécialisation est le fruit d'une relégation raciale de lointaine origine historique. Dans un tout autre domaine et un autre pays, aux États-Unis, ce sont également des relégations raciales qui sont à l'origine du jazz et de son développement — les Noirs n'ont pas plus « la musique dans le sang » que les juifs auraient l'argent dans le leur<sup>1</sup>. Et Poliakov conclut : « Quant à l'ensemble des juifs, [...] ils étaient en moyenne six à sept fois plus riches que leurs compatriotes, autrement dit, ils détenaient entre leurs mains 6-7 % de la fortune nationale<sup>2</sup>. »

En un mot, les Japonais seraient les nouveaux « rois de l'époque », pour paraphraser le titre d'un célèbre livre antisémite paru en 1844 — *Les Juifs, rois de l'époque* —, dû à un disciple de Fourier, Toussenel, que Drumont, l'auteur plus tardif de *La France juive*, n'avait d'autre ambition que d'égaler. La nippophobie est construite sur le levier récurrent de l'antisémitisme et, à bien des égards, se présente comme une

1. On se reportera au chapitre sur le rock de *Jeux, Modes et Masses*, op. cit.

2. Léon Poliakov, *Histoire de l'antisémitisme*, t. II : *L'Âge de la science*, Calmann-Lévy/Le Seuil, coll. « Points histoire », 1981, rééd. 1991, p. 219.



translation de la structure du discours antisémite (crainte de la domination nationale et internationale d'une ethnie minoritaire par l'argent). Ici et là, le ressentiment économique s'associe spontanément à des disqualifications racisantes. Mais ce ne serait rien comprendre que de prédire pour autant aux Japonais un avenir aussi funeste que le fut le destin des juifs dans un passé récent ou plus lointain. En effet, cette structure xénophobe est une charpente : en voyageant, elle se dépouille, puis est refixée à un objet avec lequel elle reconstitue un corps tout différent. Ainsi, dans la nippophobie, il n'y a pas de ressentiment religieux, pas de relation établie avec un état diasporique préexistant de l'objet, il n'y a pas de ressourcement des images aux représentations issues de l'entremêlement d'une longue histoire d'inclusion et d'exclusion. C'est pourquoi la nippophobie se croit propre sur elle, pas douteuse, pure de fautes anciennes, donc insoupçonnable.

### *Envahissements culturels et « braderie du sol national »*

L'invasion japonaise, à la différence des colonisations de population ou par des produits culturels, est silencieuse. Rien ne signale *a priori* l'origine japonaise d'un appareil de haute-fidélité, d'une voiture ou d'un appareil électroménager ; ils ne contrastent avec leurs homologues européens ou américains que par le prix, le niveau de finition, l'environnement commercial. L'invasion japonaise est d'abord capitaliste, donc financière et invisible. Sauf par un aspect : le fameux dessin animé japonais, produit à la chaîne et qui inonde les télévisions du monde entier. Plébiscité par les enfants, ces dessins animés sont la cible des éducateurs et de la plupart des parents dotés d'un minimum de culture générale : ceux-ci croient ainsi défendre la perspective de conserver un univers minimal de

normes culturelles communes avec leurs enfants. Les dessins animés japonais sont violents, vulgaires et laids : en se convertissant aux méthodes de la production de masse — fondées sur les économies d'échelle, la rationalisation, l'amélioration de la productivité, l'organisation de gammes de produits adaptés à la segmentation des marchés —, les Japonais n'ont en quelque sorte réussi qu'à exposer en grand une espèce de laideur interne et à vendre à vil prix une représentation de leur propre caricature. Le dessin animé japonais témoigne des dégâts de la modernisation économique sur la culture, de la corruption inévitable du goût par l'adoption de méthodes de production destinées à satisfaire le plus grand nombre, de l'impossibilité de répondre à des impératifs de qualité en satisfaisant des exigences de quantité : le dessin animé japonais démontre qu'il y a conflit de nature entre l'économie et la culture. La hantise des dessins animés japonais exprime une peur des sociétés massifiées, inévitablement entraînées à standardiser des produits répondant aux instincts les plus bas. Dans son ensemble, il est tout à fait clair que la nippophobie s'alimente à une crainte de perte profonde, à la crainte de perdre une identité archaïque — partie constitutive de soi qui serait doublement menacée par le développement de la société de masse et la colonisation de la production en grand.

Si les dégâts du dessin animé japonais ne pourront vraiment être constatés que dans l'avenir, ceux qui sont imputables à la colonisation culturelle américaine ou anglo-saxonne sont mesurables. La crainte est présente depuis longtemps, mais tout spécialement depuis les années 1960, avec les premières dénonciations du « franglais » dans un contexte marqué par l'internationalisation et l'explosion des moyens de communication, l'hégémonie de la musique rock anglo-saxonne auprès des jeunes, l'hégémonie scientifique et technologique américaine, etc. On ne s'étonnera pas qu'elle demeure très vive à la fin des



années 1980 dans certains milieux, et qu'elle participe du climat des attentes de mort. Nous n'évoquerons qu'en passant la violente réaction des intellectuels lors de l'ouverture du parc de loisirs Eurodisneyland, le 12 avril 1992, car cet exemple déborde le cadre chronologique de nos observations, encore qu'il le prolonge de manière éloquente. Revenons à 1991, où l'on peut sélectionner le livre de Dominique Noguez, *La Colonisation douce*, qu'un quotidien présente de la manière suivante : « Dominique Noguez dresse un constat désolé : les Français se laissent délibérément envahir par la langue et la civilisation américaines. Journal d'un renoncement<sup>1</sup>. » Dans l'interview qui suit, l'auteur voit le cinéma et la télévision « renoncer officiellement à la culture française », les Européens « récuser leur richesse culturelle », il dénonce une « attitude d'auto-soumission », déplore l'absence d'« indice de résistance » de la part des pouvoirs publics, et « réclame que les gens prennent les choses en main pour éviter de se précipiter dans l'abîme ».

Colonisation capitaliste, colonisation culturelle — au sens de la culture de masse —, colonisation linguistique, colonisation de civilisation : un autre péril menace de défaire l'identité française, à la racine si je puis dire, le rachat de la terre de France par les étrangers. Encore qu'une nouvelle fois les Japonais croisent dans les parages — ils rachètent les plus illustres quartiers de Paris —, il s'agit essentiellement d'un « péril de voisinage » ardemment mis en lumière par Philippe Simonnot dans un livre intitulé *Ne m'appellez plus France*<sup>2</sup>, inspiré du refrain d'une célèbre chanson de protestation de Michel Sardou, *Le « France »*, contre le désarmement de ce paquebot

— déjà un peu de l'identité qui s'évaporait<sup>1</sup>. Parlons du contenu du livre au travers de deux recensions favorables, l'une parue dans *Le Monde*<sup>2</sup>, l'autre dans *Le Figaro* sous la plume de Michel Jobert, ancien ministre des Affaires étrangères de Georges Pompidou — cette dernière sous le titre « Pourquoi brader le sol national<sup>3</sup> ? » *Le Monde*, quoique ironique, crédite l'auteur de *Ne m'appellez plus « France »* de n'avoir pas « cédé à une xénophobie primaire » — il y en aurait une secondaire, et légitime. Philippe Simonnot a « accompli une minutieuse enquête qui l'a conduit de la Normandie à la Bretagne, où la « razzia » sur les résidences secondaires, notamment sur les rives de la Rance, l'écœure, en passant par le Périgord, où le journal *Sud-Ouest* publie chaque jour d'été une page en anglais », etc. Michel Jobert, de son côté, approuve cette description d'une France dépecée, assiégée de l'intérieur : « Voilà bien une dizaine d'années que la presse, les gouvernements et leurs fonctionnaires se réjouissent de la colonisation de l'Ardèche par les Hollandais, de la Picardie et de la Normandie, et du Périgord aussi par les Anglais, de la Bretagne par les Allemands. Quant aux Suisses, leurs tentations savoyardes ne sont pas un mystère, mais ils ont déjà franchi le Rhône. »

Simonnot cite en exemple les Suisses, qui ont adopté en 1983 une loi dont l'article premier stipule : « La présente loi limite l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger, dans le but de prévenir l'emprise étrangère sur le sol suisse » ; et de soutenir en substance : « Ils ne se sont pas mis pour autant au ban des nations civilisées [...] rien, moralement, ne m'oblige à

1. « Ne m'appellez plus jamais France/La France [...] ell' m'a laissé tomber/Ne m'appellez plus jamais France. C'est ma dernière volonté » (*Le « France »*, paroles de Michel Sardou et Pierre Delanoë, musique de Jacques Revaux).

2. Sous la signature de François Grosrichard.

3. *Le Figaro*, 12 juin 1991.

1. *Le Quotidien de Paris*, 19 juin 1991. Le livre de Dominique Noguez, *La Colonisation douce*, a été édité en 1991 aux éditions du Rocher.

2. Philippe Simonnot, *Ne m'appellez plus France*, Olivier Orban, 1991.



partager avec quiconque l'espace dont je jouis encore et sans lequel je suffoquerais. » Michel Jobert commente ainsi : « Il aura fallu trente ans pour que l'immigration à tout va, décidée dans les années soixante, produise les drames que l'on sait : la dépossession de l'espace sera-t-elle ressentie plus rapidement, avant d'autres drames ? » Et c'est en effet sur une relation entre immigration et braderie du sol national que s'achève le livre de Simonnot : « La vérité, la folle vérité de cette politique, c'est que l'on a renoncé, en fait, à préserver l'espace français et que l'on compte seulement contrer une immigration par une autre. Gribouille n'aurait pas fait mieux. » *Last but not least*, la colonisation de *peuplement* va achever la description du tableau des menaces. Mais avant même que d'alourdir un peu plus l'atmosphère, mesurons la profondeur du pessimisme qui taraude les esprits à ce que l'imaginaire de la désespérance identitaire peut déjà entrevoir une suffocation ou formuler un choix entre « la France aux Africains » et « la France aux Européens ».

#### *Face aux nouveaux Barbares : la mobilisation des stéréotypes*

La fin des années 1980 et le début des années 1990 sont marqués par la montée en puissance des inquiétudes liées à l'existence de flux migratoires — réels ou supposés, présents et à venir — en direction de l'Europe, inquiétudes potentialisées contre toute attente par l'implosion à l'Est du système communiste. Cette montée en puissance est particulièrement caractéristique, car on l'observe chez des responsables politiques insoupçonnables de « racisme ». Cette élite a été doublement informée : pour l'expression d'une inquiétude immédiate, par l'évolution du vote en faveur du Front national, précisément par l'élection du député Marie-France Stirbois à Dreux en

décembre 1989, et par l'évolution de l'opinion publique, en majorité non choquée par les expressions d'ailleurs non préméditées de Jacques Chirac sur l'« overdose » d'immigrés<sup>1</sup> ; pour l'expression d'une inquiétude prospective, par le discours savant de maints démographes.

L'événement, c'est en effet que des personnalités politiques réputées pour leur intransigeance antiraciste n'hésitent plus à relayer des représentations angoissantes de l'immigration. À tout seigneur, tout honneur, le 10 décembre 1989, réagissant à l'élection de Dreux, le président de la République déclare : « L'immigration clandestine ne doit pas être tolérée : les clandestins qui viennent en France doivent donc s'attendre à être rapatriés ou dirigés sur un pays de leur choix [...]. Les clandestins apparaissent comme se moquant de nos lois, se moquant de nos raisons de sécurité et créent un sentiment de trouble, d'incertitude et de manque de confiance dans les institutions publiques [...]. Le seuil de tolérance a été atteint dans les années 1970 où il y avait déjà 4,1 millions à 4,2 millions de cartes de séjour à partir de 1982 [...]. Autant que possible, il ne faut pas dépasser ce chiffre<sup>2</sup>. » Le 21 juin 1991, à Issoudun, un an et demi plus tard, François Mitterrand revient sur « ces grands flux migratoires qui se déroulent sur la surface de la planète en direction des pays considérés comme prospères » : ils « représentent une cause de déséquilibre grave à laquelle il faut veiller<sup>3</sup> », répète-t-il en généralisant son propos de 1989.

Simone Veil, l'ancienne présidente du Parlement européen, s'exprimant à la radio le 21 juin 1991, évoque aussi les risques de rupture de la société française liés à la pression migratoire,

1. Sondage B.V.A. pour T.F. 1, 21-22 juin 1991. 50 % des Français n'ont pas été choqués (« plutôt pas choqués » ou « pas du tout choqués »), 32 % ont été « plutôt choqués », 15 % « très choqués ».

2. *Le Monde*, 12 décembre 1989.

3. *Le Monde*, 23-24 juin 1991.



juge celle-ci difficilement contenable par des moyens policiers et subordonne leur maîtrise à une aide au développement, selon un raisonnement élevé à hauteur d'évidence conjuratoire : « On ne peut pas accepter tous les immigrés et il faut se pencher sur cette question d'urgence, car sinon il y aura une pression pour une immigration clandestine qui risque de devenir de plus en plus forte, et cela nous ne pouvons pas, pour des raisons à la fois économiques, politiques et d'équilibre sociologique [...]. Sauf à mettre des policiers tout le long de la frontière, il est difficile d'empêcher l'immigration [...]. Essayer d'aider les pays d'où viennent les clandestins, sur le plan politique et sur le plan économique, pour que ces gens puissent rester chez eux<sup>1</sup>. »

Le président socialiste de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale, et futur ministre de la Justice du gouvernement Bérégovoy, Michel Vauzelle, apôtre d'un rapprochement euro-maghrébin, justifie ses conceptions non seulement la géopolitique, mais aussi par l'inéluctabilité des flux démographiques : « L'évolution du Maghreb laisse prévoir une augmentation des flux migratoires, quelles que soient les politiques des pays européens pour les limiter<sup>2</sup>. »

Pour s'en tenir à l'élite politique socialiste, tout en évitant les personnages les plus médiatiques, voici deux expressions ô combien significatives de l'air du temps. L'une émane d'Alain Vivien, secrétaire d'État aux Affaires étrangères du gouvernement Cresson : « Le monde développé se trouve aujourd'hui dans la même situation que l'Empire romain au III<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ [...]. Les pays en voie de développement sont tentés d'occuper le "vide riche" que nous constituons à leur

yeux. Faut-il, comme l'Empire romain jadis, dresser un limes, une frontière fortifiée ? Faut-il envoyer des canonnières ? Nous armer de dispositifs juridiques pour contenir les mouvements de population ? Rien de tout cela ne suffira à endiguer les flux migratoires<sup>1</sup>. »

Mêmes images, même pronostic d'impuissance des décisions souveraines, et même espoir mis dans l'intensification de l'aide au développement chez Claude Allègre, membre influent du Parti socialiste et alors conseiller de Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale : « Que les princes qui gouvernent les royaumes de l'avoir, c'est-à-dire ceux du savoir, lisent la fin de l'Empire romain telle que la raconte l'historien américain Patrick Geary. Ils y verront comment l'immigration prétendument contrôlée (déjà les quotas) a fait exploser, brutalement, de l'intérieur un monde qui semblait indestructible [...]. Le problème ne pourra être traité que par le dialogue Nord-Sud [...]. Définir les moyens d'un développement économique, social et démocratique pour ces pays [d'émigration]. Définir un contrôle des flux migratoires. Le second objectif devenant la mesure du premier. Le succès d'une politique de développement en Afrique et ailleurs, animée par l'Europe, se mesurera par la diminution de la pression à l'immigration<sup>2</sup>. »

Arrêt sur image. Et quelle image ! Le stéréotype de la décadence, le prototype de l'engloutissement historique, la chute de l'Empire romain, analogiquement associée à la situation de la France comme de l'Europe, si elle ne pouvait endiguer la pression des flux migratoires. Et de quoi dépendrait le salut ? Non de décisions par nature inefficaces où aurait pu s'accomplir et se reconnaître une volonté souveraine à

1. Reproduit par *Le Figaro*, 22-23 juin 1991.

2. Entretien de Stéphane Rak avec Michel Vauzelle, « Renforcer la coopération euro-maghrébine pour contribuer à résoudre le problème de l'immigration », *Le Quotidien de Paris*, 13 juillet 1991.

1. Entretien de Jean-Pierre Langellier avec Alain Vivien, « Les frontières fortifiées et les dispositifs juridiques ne suffiront pas à endiguer les flux migratoires », *Le Monde*, 8 juillet 1991.

2. Claude Allègre, « À pied, à cheval, en voiture... », *Le Monde*, 19 juillet 1991.



l'intérieur, mais de la mise en œuvre d'une politique de développement extérieur aussi pieuse qu'indéfinie, dont les résultats ne se feraient pas sentir avant longtemps, en tout état de cause, s'ils se font sentir un jour — raisonnement qui, au surplus, dans sa présentation, renvoie la responsabilité morale de la pression des flux migratoires aux pays sur lesquels elle s'exerce. L'économiste et démographe Georges Tapinos, qui, lui, a étudié l'hypothèse d'un endiguement de l'immigration par la coopération, a conclu que « l'aide au développement ne suffira pas à ralentir le mouvement d'immigration vers l'Europe » : « L'hypothèse fondamentale de la coopération internationale comme alternative à l'émigration repose sur le présupposé selon lequel la vitesse de transformation du système économique et l'accroissement du revenu par tête qui résulteraient de la coopération modifieront de façon significative la valeur des paramètres. C'est peu probable. Dès lors, il est raisonnable de supposer qu'un certain nombre de jeunes actifs du tiers-monde préféreront, toutes choses égales par ailleurs, affronter le déchirement de l'émigration que de courir le risque du développement national. Mais, à partir du moment où le retournement démographique des pays avancés se traduira par une demande de travail excédentaire, la dissuasion à l'entrée ne pourra s'appuyer que sur le dispositif juridique du contrôle des flux, ce qui risque de se traduire par un accroissement des entrées clandestines [...]. Des politiques de coopération ont pendant la période de transition — de l'ordre de quelques décennies probablement — autant de chances de favoriser la mobilité internationale de la main-d'œuvre que de l'inhiber. Dans ces conditions, pour nécessaires et complémentaires qu'elles soient, les politiques restrictives de fermeture et les politiques de coopération ne suffiront pas à empêcher l'émigration des pays moins développés

vers les pays riches, et en particulier les pays européens<sup>1</sup>. »

Au demeurant, pour être mise en œuvre et porter des fruits, l'aide au développement suppose des conditions pour l'instant hors du moyen terme et problématiques à réunir : décisions internationales, investissements, contrôles de leur emploi, donc limitation de la souveraineté des pays d'émigration, stabilité politique néanmoins, élévation du niveau de formation, mise en place de sévères politiques de restriction de la natalité, etc. ; l'aide au développement sert à conjurer la menace (d'où il faudrait déduire les moyens de faire immédiatement face) contenue dans la référence boursouflée à la chute finale de l'Empire romain des fragments de discours socialistes.

Insistons sur ce qui se joue subrepticement derrière — et malgré — la réaffirmation obligée, dans le même temps, par les mêmes, des bienfaits de l'immigration en général. Antiracistes et anti-immigrationnistes, nous l'avons montré, partagent les mêmes représentations : celles de l'inéluctabilité d'une immigration de masse, les uns pour la saluer et en attendre une régénération du tissu français, les autres pour en redouter une destruction de l'identité française. En associant dorénavant, à la fin des années 1980, de plus en plus systématiquement cette représentation de l'inéluctable à des risques de « déséquilibre grave », en l'associant à l'imminence d'une chute prototypique de la civilisation face aux Barbares, l'élite du pouvoir antiraciste la décroche de ses référents bénéfiques pour la reclasser — tout en s'en défendant — dans l'ordre des suggestions négatives, voire cataclysmiques. Là encore, pour le socialisme de gouvernement, l'involution est rude : du sentiment d'être dans le sens antiraciste de l'histoire à celui de devoir faire face aux vents migratoires, de l'euphorie à une mentalité d'assiégés.

1. Georges Tapinos, « Les limites de la coopération », *Le Figaro*, 19 avril 1991.



### *Une mentalité d'assiégés soumis à des infiltrations ennemies*

Dans l'ensemble, les médias répercutent, approfondissent, alimentent cette mentalité d'assiégés. Là, un événement en informe un suivant, qui en informe un autre. Exemple : l'élection d'un député du Front national à Dreux provoque les déclarations présidentielles ci-dessus rapportées, elles-mêmes encadrées d'enquêtes, de propos, de considérations sur l'immigration clandestine. En un mois et demi, environ, une séquence en plusieurs plans s'est jouée, d'où l'opinion devant laquelle elle s'est déroulée et qui y a participé — soit comme électeur, soit comme sondé, soit comme lecteur de journal, auditeur ou téléspectateur — sort modifiée. Entre le début et la fin de la séquence, la perception de la menace que les flux migratoires font (ou feraient) peser sur la France est nettement majorée. Illustration : un reportage publié à la Une du quotidien *Le Parisien* du 9 janvier 1990 prolonge les motivations des électeurs de Dreux, les angoisses présidentielles — qui sont rappelées — et conforte les habitants de l'Île-de-France et d'ailleurs dans leur impression de côtoyer de plus en plus de populations étrangères (c'est-à-dire d'individus et de groupes visiblement très différents). « Comment les clandestins entrent en France », titre ce journal, qui poursuit : « L'an dernier, 200 000 immigrés ont franchi clandestinement les Alpes. 30 % ont été interpellés par la police de l'air et des frontières et reconduits en Italie. Mais, à peine relâchés, ils ont de nouveau tenté leur chance. »

Autre exemple, et récidive. L'accueil des Français ayant été plutôt favorable aux déclarations de Jacques Chirac, en juin 1991, sur l'« overdose » d'immigrés, enquêtes et commentaires prolongent celles-ci, en particulier dans les médias populaires. Pour s'en tenir à la presse écrite, *France-Soir* titre

ainsi : « Pourquoi ils préfèrent la France. Allocations diverses, assurance-maladie : voici ce que chacun touche chez nous, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Italie<sup>1</sup>. » Au détour, les clandestins sont estimés être compris dans une fourchette surréaliste : entre 300 000 et 3 millions. Et l'éditorialiste Jacques Malmassari enfonce le clou : « Le meilleur pays ne peut donner que ce qu'il a et la France, pour ce qui concerne l'accueil des étrangers, a tout donné [...]. Les clandestins ne peuvent être tolérés et il faut redoubler de vigilance aux frontières. Édith Cresson, qui a trouvé hier soir les mots justes pour parler de l'immigration, convient que le seuil de tolérance est atteint. Chaque immigré de plus, c'est un peu de confort, de travail, de possibilité de s'insérer retirés à ceux qui sont déjà installés. Chaque immigré de plus, c'est aussi un danger supplémentaire de grossir des quartiers défavorisés, d'aviver les réactions hostiles. L'emploi, la richesse, la protection sociale ne sont pas, hélas ! des biens extensibles<sup>2</sup>. »

La presse de gauche n'est pas en reste dans la description des infiltrations de clandestins. Dans ses moments les plus spectaculaires et les plus francs, elle ne se sépare de la presse de droite que par le sens à donner à ses descriptions. Ainsi *Le Canard enchaîné* du 8 mai 1991 consacre-t-il un long article aux entrées de clandestins. Thème : la perméabilité des frontières, les complicités institutionnelles, la difficulté de renvoyer les clandestins. Extrait : « Officiellement les Chinois sont 50 000 en France. Mais, d'après les estimations des services de police, ils seraient plus près de 200 000 [...]. Autre filière, la turque.

1. *France-Soir*, 21 juin 1991.

2. Jacques Malmassari, « Le seuil de tolérance », *France-Soir*, 21 juin 1991. Les « mots justes » d'Édith Cresson « pour parler de l'immigration » ne sont pas ceux qu'elle utilisera quelques semaines plus tard, au début de juillet, mais son commentaire des déclarations de Jacques Chirac, dont le quotidien a retenu : « Sa parole a dépassé sa pensée. »



Plus précisément, les Kurdes de Turquie. Ils sont environ 150 000 clandestins, de source officieusement officielle [...]. D'après les spécialistes des Renseignements généraux, les réseaux d'infiltration sont calqués sur les réseaux de drogue [...]. Les Kurdes arrivent aussi par le canal des organisations caritatives. Ce qui irrite les policiers [...]. Les autorités, qui jurent tout faire pour lutter contre l'immigration clandestine, ont parfois du mal à coordonner leur action [...]. On en perd beaucoup ainsi. Seulement 25 % des expulsés (sur décision administrative ou judiciaire) sont reconduits à la frontière. » Jusque-là, le papier peut avoir été rédigé par un journaliste de la droite radicale (source policière, point de vue politique sur l'immigration clandestine, voire acidité du style sur le sujet) : il contient implicitement les moyens d'améliorer l'imperméabilité des frontières. C'est au moment de conclure que le journaliste du *Canard enchaîné*, André Rougeot, tire la philosophie de cette description : « Reste qu'on n'empêchera jamais les pauvres de venir rêver dans les pays riches. Alors, il faudra bien s'habituer et ne pas répéter, comme l'ont fait bêtement ou hypocritement des gouvernements de gauche et de droite, que les frontières sont fermées. Car c'est impossible, à moins de remplacer les postes de douane par des miradors. » Pour que nul ne se méprenne, ce long article est d'ailleurs titré : « Aucune frontière n'arrêtera jamais un clandestin. »

*Le Canard* réintègre *in extremis* le bon camp, celui des pauvres (immigrés) contre les riches (autochtones), mais cette réintégration est justiciable de deux remarques. La première est que, quoi qu'il en soit du camp où finalement il se place, l'hebdomadaire conforte la vision, devenue consensuelle à la fin des années 1980, d'une perméabilité irréfragable des frontières. La seconde est que si la subordination implicite d'une réinstauration de l'imperméabilité des frontières au règlement de la pauvreté du tiers-monde classe ce média dans la mouvance

antiraciste, il s'agit de son degré zéro ; en effet, cet antiracisme, finalement purement moral/humanitaire, de devoir et non de désir, n'est plus assorti d'aucune espérance ; la pétition de principe d'une impuissance des pouvoirs publics suspendue à l'état de pauvreté des immigrants n'est gagée sur aucune contrepartie bénéfique. Le tableau dressé des clandestins n'est qu'un avant-goût du monde délabré par l'exploitation de ces primitifs, qui pourrait advenir. Nous sommes ici devant ce qu'il faut appeler un *post-antiracisme*, c'est-à-dire le stade où l'argument de l'inéluctabilité d'une immigration de masse est dételé de l'utopie régénératrice de la société et de ses productions. Il n'y a plus aucune séduction de l'Autre à l'œuvre. Celui-ci n'est plus porteur de mystères intimes témoignant de façon palpable d'autres mondes humains possibles. L'Autre est d'ailleurs défini par son statut de pauvre enviant de plus riches, autrement dit par un manque débouchant sur une faiblesse. Le post-antiracisme de gauche ne travaille pas sur la désespérance ni sur la révolte, mais sur la résignation. Il en a vu d'autres et il sait que les civilisations sont mortelles.

*La Faculté confirme : « L'Europe submergée »*

Attentes et angoisses de mort puisent dans un discours savant aujourd'hui à peu près incontesté, et d'autant moins contesté que celui-ci fait appel aux mathématiques — science exacte mais qui devient rapidement un art borgne lorsque les sciences humaines s'en emparent, ou lorsqu'elles s'emparent des sciences humaines. La quasi-totalité des démographes qui s'intéressent aux questions migratoires dressent un horoscope lourd de menaces cataclysmiques. Les déclarations de Jean-Claude Chesnais, spécialiste de ces problèmes, donnent le ton (il s'agit d'un commentaire de présentation de son livre sur *La*



*population du monde de l'Antiquité à 2050*, publié en 1991<sup>1</sup>). À la question : « À quelle pression migratoire l'Europe doit-elle s'attendre, à l'avenir, de la part des pays du Sud ? », il répond : « À une pression inouïe et sans équivalent dans l'histoire, tant le différentiel démographique entre les deux rives de la Méditerranée va, de plus en plus, en faire la mer de tous les contrastes. L'une de ces rives, côté espagnol et italien, accuse déjà le taux de fécondité devenu le plus bas de la planète, avec 1,3 enfant par femme, soit moins qu'en France et même qu'en Europe du Nord. L'autre rive enregistre à l'inverse une fécondité explosive, de l'ordre de quatre à six enfants par femme, surtout au sud du Sahara, mais aussi au Maghreb, où s'amorce à peine une lente "transition démographique" vers l'enfant rare. Un immense appel démographique d'une rive à l'autre me paraît donc inscrit dans les chiffres<sup>2</sup>. » Et Jean-Claude Chesnais poursuit : « Vaccinations et programmes de santé ont rendu injustifiée l'expression "Afrique, continent vide d'hommes". Avec le recul de la mortalité, l'Afrique se couvre d'habitants sans savoir les nourrir et, faute de croissance prévisible, elle n'existe déjà plus dans l'économie mondiale. Son augmentation de population, de 3 % par an, la mène droit à la catastrophe. Et l'Europe avec elle, en terme de pression migratoire, si nous ne comprenons pas qu'il y va de notre propre intérêt de l'aider. »

Quelque temps auparavant, l'expert démographe résumait ainsi, pour la *Revue des sciences morales et politiques*, sa vision des choses à l'échelle planétaire, pour insister sur la gravité de la « fracture méditerranéenne » : « À l'échelle planétaire, il existe trois grandes zones de déséquilibre : le déséquilibre

américain (de part et d'autre du rio Grande), le déséquilibre méditerranéen (entre le Nord européen et le Sud africain ou proche-oriental) ; le déséquilibre asiatique (entre le Japon et les géants pauvres). Le déséquilibre méditerranéen est, de loin, le plus profond. Les divergences démographiques et économiques, le fossé politique et culturel se combinent pour créer un potentiel migratoire sans précédent. Le peuplement de l'Europe est dès lors appelé à connaître une africanisation et une islamisation rapides, faisant naître des tensions politiques redoutables<sup>1</sup>. »

Au fond, il s'agit de la confirmation raisonnée — sinon raisonnable, mais c'est là une autre discussion, nous nous limitons ici à cerner l'effet de masse des énoncés anxiogènes et thanatiques au tournant des années 1990 —, de la confirmation raisonnée du fameux pronostic prêté au président algérien Boumediène, mais en tout cas devenu d'usage fréquent dans la bouche de responsables politiques africains : « Un jour, des millions d'hommes quitteront les parties méridionales pauvres du monde, pour faire irruption dans les espaces, relativement accessibles, de l'hémisphère nord, à la recherche de leur propre survie. » Cette citation figure bien évidemment en bonne place dans l'une des dernières productions d'Alfred Sauvy, au titre évocateur, *L'Europe submergée, Sud → Nord dans trente ans*<sup>2</sup>. Ce livre est important dans la mesure où on y trouve, sous la plume d'une autorité scientifique, une véritable théorie de la fin d'un monde, historiquement, démographiquement et socio-économiquement argumentée. La situation de l'Europe actuelle est là aussi rapportée à celle de la fin de l'Empire romain, mais en ce que sa chute s'expliquerait moins par un

1. Chez Bordas.

2. *La Croix-L'Événement*, 22-23 décembre 1991. Propos recueillis par Pierre-Yves Le Priol.

1. Jean-Claude Chesnais, « L'évolution démographique, facteur de déséquilibre international. La fracture méditerranéenne », *Revue des sciences morales et politiques*, n° 4, 1990.

2. Chez Dunod, 1987, avec le concours d'Anita Hirsch.



différentiel de densité démographique entre Romains et Barbares que par un différentiel de natalité : « Les Barbares étaient jeunes », face à des Romains vieillissants par une première grève des berceaux, dont témoigne la politique d'encouragement nataliste des lois Julia ou « lois d'Auguste ». L'Europe se trouverait dans un cas de figure analogue, comme l'explique également Jean-Claude Chesnais, face à une Afrique en proie à l'« exubérance démographique ».

Sauvy identifie un tournant dans les années 1950, parce que l'Enovid — ancêtre de la pilule contraceptive — est prêt dès 1957, et que, « conçu pour lutter contre l'exubérance des pauvres », il « aura pour résultat la stérilité des riches et leur danger de disparition », parce que — surtout — « à ce moment se produit le renversement du mouvement séculaire commencé après Christophe Colomb » : « Loin de partir, les Européens cherchent au-dehors des travailleurs »<sup>1</sup>.

Dérogeons un instant à la règle de neutralité descriptive que nous nous sommes fixée sur le sujet de la menace d'une déferlante immigrée, pour ménager des respirations critiques dans ces théories qui manquent singulièrement d'oxygène, et pour ne pas paraître avaliser de façon perverse ces prévisions de la chute, dont le principal défaut est de condenser le temps historique, un temps historique qui a changé de perception depuis quinze cents ans, et de présenter des mouvements multiséculaires sous la forme d'événements quasi physiques, individuellement observables ou appréhendables par les sens (la « chute », par exemple, ou l'« invasion »). Un mot, donc, sur ce prétendu renversement du mouvement séculaire qui conduirait les Européens, pour la première fois, dans les années 1950, à chercher des travailleurs au-dehors. C'est justement après Christophe Colomb qu'a commencé pour les Européens

1. Alfred Sauvy, *op. cit.*, p. 59.

(d'Europe et d'Amérique) la nécessité de chercher « au-dehors » une armée de travailleurs — d'où la gigantesque traite des Nègres et l'esclavage. Sur le plan imaginaire, la présentation éminemment contestable des choses par Alfred Sauvy a pour effet d'accréditer la représentation d'un homme blanc pour la première fois renvoyé à son réduit d'origine, et à présent assiégé. Que les théories de la fin d'un monde soient discutables ne suffit pourtant pas à les annihiler ni à les déclarer sans valeur (hors leur valeur fantasmagorique et science-fictionnelle incontestable). Elles rentrent dans la très large catégorie des idéologies scientifiques, c'est-à-dire entretenant un rapport largement suffisant avec le réel et la logique.

Donc, pour Alfred Sauvy, la promesse d'une submersion de l'Europe découle de l'« observation » d'un renversement de tendance séculaire récent, approfondi par la raréfaction des naissances et leur explosion dans le tiers-monde. Mais si cette situation est nouvelle pour la Grande-Bretagne ou l'Italie, pour la France, ce ne sera que la quatrième défaite démographique de son histoire, toutes finalement liées à une sorte de refus sourd, informulé mais profondément agissant, de demeurer l'une des grandes puissances, comme si le destin de la France était de se dissoudre après s'être rapetissée. Deux de ces défaites sont des refus — par la France — de la colonisation de peuplement : en Amérique, tout d'abord, où, tant au Canada qu'en « Louisiane » (le quart, environ, des États-Unis actuels), les Français habitant un pays aux campagnes alors surpeuplées ne débarquent qu'au compte-gouttes, quand les Anglais émigrent en masse (« C'est à cette époque que le sort culturel de la planète s'est décidé », écrit avec raison Alfred Sauvy) ; en Algérie ensuite, où l'opposition des pouvoirs publics à la colonisation de peuplement, ajoutée à la disparition de l'ancien surpeuplement métropolitain, a rendu à terme inévitable la prééminence arabo-musulmane. Troisième défaite, intercalée,



en effet : bien sûr, le grand mouvement de limitation des naissances qui commence avec un bon siècle d'avance sur les premiers pays européens à s'y engager, vers 1765.

Si les Français avaient émigré quand il le fallait, s'ils avaient continué à faire des enfants : sur ces bases, des *uchronies* à bouger la tête ! En attendant, ce sont les étapes d'une décadence rapide à l'échelle de l'histoire que parcourt Sauvy. Au soir de sa vie, il ne croit pas à une réforme des Français, ni des Européens, ou bien, si elle a lieu, elle sera trop tardive. Sa conclusion, entre le désespoir objectif et la mort optimiste, ramène le lecteur à l'inéluctable du contemporain : « L'Europe a fait son temps, écrit-il, ne disons pas tenu son rôle. Certes, il y aura toujours des hommes vivant dans ce petit cap de l'Asie, avec des usines, des champs et se rendant des services. Il reste à savoir dans quelles conditions. En certaines régions du monde, ces Européens, ces Blancs, tremblants de peur à l'idée de voir éclore les fleurs, c'est-à-dire la jeunesse, se trouvent devant les conséquences mêmes de leur stérilité. Un peuple peut-il mourir de vieillesse ? S'éteindre doucement dans la béatitude ? Y a-t-il eu dans l'histoire ou la préhistoire des morts douces ? Ce ne sera sûrement pas le cas. Les peuples qui ont gardé le sens de la vie, notamment les Africains du Nord, ont déjà pénétré dans les pays vieux, et sont appelés à déborder, plus encore, dans le Nord. Que signifie ici ce terme "appelés", si souvent évocateur d'une destinée irréversible ? Prenons-le au sens propre. Cet appel n'a pas pour origine le destin, mais il peut être le fait des Européens eux-mêmes, pris de peur et soucieux d'être servis. Peur aussi d'évoquer une question troublante. Viendront-ils, ces jeunes, pour fermer les yeux de ces hommes qui ont "fait leur temps", ou bien insuffleront-ils une nouvelle vie<sup>1</sup> ? »

1. Cette conclusion sert de base à la quatrième de couverture de *L'Europe submergée*. « Un peuple peut-il mourir de vieillesse — y est-il écrit —, s'éteindre

### *Vue d'ensemble : le néo-antiracisme est une eschatosophie*

Quiconque a voyagé dans l'histoire et la préhistoire des sociétés, a eu affaire à leurs productions collectives sait que nous avons exploré les divers composants d'une vaste construction mentale. Nous pouvons à présent proposer une vue d'ensemble réincluant le néo-antiracisme, qui n'est que l'un des rouages — certes une pièce essentielle, mais loin d'être la seule — d'un système de représentations collectives élaborées autour de l'identité et du devenir de l'identité de la société globale.

La propédeutique inscrite dans un slogan tel que « blacks-blancs-beurs » renvoie à des visions prospectives jugées inéluctables — qu'on souhaite ou qu'on craigne leur réalisation —, conduisant au mieux à la réduction de l'importance du « monde blanc », au pis — si l'on accorde quelque crédit à la version la plus extrême des choses, celle d'Alfred Sauvy — à la « mort », « douce » ou « violente », du « peuple blanc » au début du prochain millénaire. Aux ordales statistiques des Cassandra informatisées et aux épanchements de presse des amateurs de frissons historiques annonçant déséquilibre, fracture, troubles, quand ce n'est pas purement et simplement l'engloutissement et la chute, à cette eschatologie pessimiste l'antiracisme de nouvelle génération — qui justifie sa qualification de « néo » par le fait que sa fécondité idéologique et argumentaire repose sur le socle de l'immigration —, ce néo-antiracisme oppose une *eschatosophie*, discours optimiste tenu sur le *mythe d'accomplissement* fabriqué par les protagonistes,

doucement dans la béatitude ? Y a-t-il eu dans l'histoire ou la préhistoire des morts douces ? N'ayez pas peur de la bombe, le péril vient d'ailleurs. »



celui de *la fin de la prééminence ethnique des Blancs* — comme ils les appellent. D'où la mise au premier plan du thème de l'« enrichissement par la différence » ethnoculturelle, la croyance en une utopie panraciale alléguée par le fait — constaté par le néo-antiracisme — selon lequel « la société multiraciale, ça marche ». D'où des constructions thématiques et argumentaires apparemment contradictoires violant allégrement le savoir historique : le néo-antiracisme nie une rupture avec la tradition républicaine ou plus généralement française — la conformité à la tradition situe l'évolution sur une ligne d'expansion naturelle, ce qui doit rassurer et sécuriser l'imaginaire du devenir ; mais il est aussi violemment anti-assimilationniste, l'étau francitaire étant vécu comme un obstacle à l'établissement de la polyphonie raciale et communautaire.

L'acceptation du mythe d'accomplissement de la fin de la prééminence ethnique des Blancs par ceux-ci suppose — et c'est là le travail propre de l'eschatosophie sur la collectivité — une discipline altruiste, un effort du surmoi, une contrainte collective de représentations dominantes, une révision de la mémoire et de la perspective, au terme desquelles les Français actuels et leurs ancêtres peuvent ainsi redevenir « tous des immigrés ». Ce mythe provoque naturellement des frustrations et des comportements de résistance s'exprimant parfois directement (dans l'anti-immigrationnisme, par exemple), mais plus souvent encore de façon indirecte lorsqu'ils se déplacent sur des objets adjacents : l'ensemble, à bien considérer, finit par livrer des significations claires. La formation et l'acceptation du mythe d'accomplissement de la réduction du monde blanc, qui — à en croire ses auteurs et ses tenants — serait réalisé par l'Afrique, ont pour pendant des décompensations identitaires dans l'anticapitalisme nippophobe — le nationalisme des imbéciles —, la réaction orthographique, la peur de l'installation pourtant individuelle des Européens du Nord, sans parler

de l'américanophobie culturelle. Ce mythe est aussi un mythe d'accomplissement de la revanche des pauvres contre les riches, et c'est pourquoi les décompensations identitaires s'exercent contre des étrangers représentant la richesse et la puissance : Japonais, Européens du Nord et Américains. C'est la passerelle symbolique : la France terre d'accueil, mais déjà terre de pauvres travaillant dans une parenté de situation avec les populations qu'elle s'apprête à accueillir. Il est évident que ce mythe d'accomplissement a des relents de messianisme rédempteur. Les immigrés ne sont pas seulement les nouveaux héros sociaux du mouvement historique, ce sont les nouveaux pauvres. Le mythe renoue donc, sans le savoir et sans que cette filiation ignorée signifie pure et simple duplication, avec une certaine tradition du messianisme chrétien européen. Il n'y a rien d'anormal à ce que le néo-antiracisme se soit formé à l'intersection du politique et du religieux.



## Le ressac de mai 1968

Ce mythe d'accomplissement de la fin de la prééminence ethnique des Blancs — en France, en Europe, en Occident —, je le connais. Je veux dire que j'y ai adhéré, même si un mélange d'anarchisme fondamental, d'instinct de conservation et de défiance vis-à-vis de la contrainte collective m'a évité le basculement militant, quelque chose comme la digestion par l'être de l'Autre. Il a été à l'intérieur de moi et je le reconnais d'autant mieux qu'il est maintenant là, posé devant moi. Réflexion de méthode : le sociologue ne peut peut-être vraiment décrire que ce qu'il connaît de l'intérieur, que ce à quoi il a participé au départ ingénument, à l'instar du quidam, sans entame du regard porté au départ sur les choses par un désir d'enquête qui structure une pré-appréhension de l'objet, et l'inscrit de toute façon dans une extériorité. Pour pouvoir regagner ensuite la position de pleine extériorité sociologique, ce qui transforme le sujet en objet, il faut sans doute avoir été

pleinement intégré à l'intériorité, en ce qu'elles ont de moins affleurant, des pratiques sociales (pratiques pratiques et/ou pratiques idéologiques).

Une fois encore, nous apercevons le néo-antiracisme rôder et s'élaborer dans le monde opaque des fins — fins réelles, fins mythiques. En étudiant la double circonstance de son avènement au début des années 1980, il a été jugé que l'inscription dominante du polydifférentialisme antiraciste résultait d'une double décomposition, dont il était la contrepartie : l'effondrement de l'espérantisme marxiste, qui — alors que le socialisme accédait dans le même temps au pouvoir à l'issue d'un raz de marée électoral — ramenait le contenu de ce dernier au républicanisme christique et prémarxiste de la lutte des pauvres contre les riches ; l'effondrement, en second lieu, de l'épine dorsale — catholique — de la société française. Sur les décombres de l'éclatement du système d'adhésion aux grandes identités unificatrices, celles qui subsumaient les diversités françaises pour les ramener toujours vers un centre de représentations cohérentes, a grossi la thématique de l'égalité dans la différence, une idéologie centrifuge sublimant un paysage en ruine. C'est à une troisième histoire que nous voudrions — pour clore l'analyse et vraiment comprendre ce qui nous est arrivé — rapporter l'avènement du néo-antiracisme, singulièrement dans sa composante la plus conquérante et la plus spectaculaire, celle de S.O.S. Racisme. Les quelques mailles du filet dans lequel nous hissons le gros poisson, encore dans l'eau, vont finir d'apparaître. Nous aurons répondu aux ultimes questions, toutes déjà esquissées dans le corps du texte, parfois lestées de premières indications de réponses.



### *La troisième histoire*

Cette troisième histoire se situe précisément à l'interface des deux autres, en ce sens qu'elle les nourrit et qu'elle les justifie, jusqu'au moment où survient la fusion dans ce tout qui les dépasse et exerce la domination idéologique, le néo-antiracisme. Cette troisième histoire est l'axe central, le chaînon manquant, la ligne porteuse sans laquelle jamais un phénomène de cette ampleur n'aurait pu voir le jour ni oblitérer à un tel degré la réflexion rationnelle, et à côté de laquelle l'histoire politico-idéologique du socialisme français et l'histoire religieuse de la France ne sont que des axes collatéraux ; cette troisième histoire est le laboratoire du passage de la conscience de classe et de l'espérantisme ouvrier à la valorisation des immigrés dans l'imaginaire prophétique, et c'est le laboratoire de la dépréciation et de la déconsidération de la conscience de nation que les Français ont d'eux-mêmes : au cours de cette histoire commence à s'exercer la magie de péché, apparaissent à la fois le sentiment de dégoût du roman national et les mises en forme destinées à justifier ce sentiment.

Le cœur de cette troisième histoire se situe en mai 1968, et même, devrions-nous dire — comme on le démontrera plus loin —, en forçant l'expression au détriment de l'élégance, *dans* mai 1968. Cette troisième histoire s'ancre en 1968 et dérive de mai 1968 : elle est parallèle à l'accès de la génération « qui avait vingt ans en 1968 » — souvent plus, souvent moins, mais presque tous des étudiants et des lycéens — aux responsabilités sociales, politiques, administratives, intellectuelles.

En d'autres termes, pour anticiper quelque peu, S.O.S. Racisme, mouvement générationnel, est — comme l'idéologie qu'elle transporte, le néo-antiracisme — non le fruit d'une solution de continuité où l'on découvrirait la volonté œdipienne

de contredire à tout prix les aînés de 1968, mais au contraire un point d'aboutissement d'une évolution armée par la « génération 1968 », la part d'autonomie propre de la « génération morale » se réduisant à une revendication d'apolitisme spontanéiste ne faisant d'ailleurs, au fond, rien d'autre qu'intégrer la disparition des grands idéaux politiquement organisés de changement social. S.O.S. Racisme, c'est une vague générationnelle vieille de plus de quinze ans arrivée à bon port. Mais c'est une vague d'abord venue se briser sur la société française, et qui s'est par contrecoup métamorphosée. L'antiracisme des années 1980 est directement issu du ressac de mai 1968.

Pour bien l'appréhender, ramassons quelques-unes des conclusions auxquelles la déconstruction analytique de S.O.S. Racisme nous a conduits. En maniant l'antiracisme élément par élément de la structure, en rapportant systématiquement ces éléments aux origines des animateurs du mouvement — donc, à ses sources politico-idéologiques —, en effectuant de premières plongées rétrospectives — en particulier dans l'immédiat après-1968, avec l'émergence de la caricature du beauf, où s'exprime déjà la dépréhension d'un prophétisme populiste —, nous avons pu conclure qu'idéologiquement la tache d'huile antiraciste n'était ni l'effet d'une irruption spontanée de la bonté altruiste noyant dans son incandescence morale l'hydre du néo-hitlérisme, ni un pur produit de remplacement des espérances défuntes — occupant en quelque sorte mécaniquement le vide horrible —, mais le fruit du dépérissement et de la transformation des idéaux révolutionnaires. Ainsi, avec S.O.S. Racisme, passe-t-on d'une vision classiste de la société à une vision panraciale, des ouvriers aux immigrés comme nouveaux héros sociaux, de la conscience de classe, via le module intergénérationnel du parti, à la conscience ethnique, via le module générationnel de l'association humanitaire, du séparatisme ouvrier au culturalisme ethnique, de l'utopie commu-



niste à l'utopie communautaire. Dans l'antiracisme français, la conscience de communauté se légitime et se fortifie non seulement sur les ruines de la conscience de classe, mais aussi aux dépens de la conscience de nation. En effet, l'antiracisme conserve un trait, presque une pulsation fondamentale du marxisme — mais pour un autre usage —, celui d'abolir finalement la nationalité. Cette « sainte horreur de la nation », transmuée, de marxisme en antiracisme, se laisse comprendre ainsi : « Les immigrés seuls peuvent abolir la nationalité » — entendons : la nationalité non ethnique, celle qui prétend illégitimement dissoudre les homogénéités ethniques de base pour les soumettre à un système hétéronome. À cet égard, le slogan incontournable « Nous sommes tous des immigrés » introduit un désordre souverain dans la représentation de la filiation nationale, puisque situant la France entièrement hors d'elle-même : il désorganise la constellation des repères qui ordonnait une hiérarchie pyramidale de la filiation (familiale, locale, régionale, nationale) et construisait par conséquent une intériorité identitaire linéaire et forte, sans brisure ni compétition opératoire. Il résume l'opération de privation identitaire du roman national à l'œuvre, pour mieux assurer la promotion des intérêts et des romans ethniques ou communautaires, qui, de leur côté, et cette fois-ci avec l'assentiment général que confère la dominance médiatico-institutionnelle, renouent avec des liens de filiation mystique célébrant l'immortalité groupale.

Or, en premier lieu, les sources de la rupture qui va libérer la structure utopique de l'espérantisme prolétarien de son substrat classiste — d'où sa déportation dans l'espace idéo-social — sont à rechercher dans l'échec du mouvement de mai 1968, et plus précisément encore dans les formes revêtues par cet échec. La frange la plus active du mouvement, celle qui l'a fait, l'a même préparé depuis 1965-1966 dans l'éducation groupusculaire, celle qui a l'initiative et à laquelle se sont ralliées des

masses significatives d'étudiants, puis de lycéens, est persuadée de prendre le relais des organisations politiques et syndicales ouvrières sclérosées. Qu'elle croie ou non la révolution possible immédiatement, elle est persuadée d'incarner la volonté contrainte d'une classe ouvrière qui, selon les enseignements, est la force historique qui libérera l'humanité tout entière en se libérant de l'aliénation capitaliste. En ce sens, comme le proclame le slogan-désir de mai 1968, « étudiants et ouvriers, même combat ». L'espérance est d'autant plus forte, et la déception en sera d'autant plus vive, qu'une infime proportion des « enragés » de l'époque est d'origine ouvrière (ils ne connaissent à peu près rien des aspirations du monde ouvrier réel, dès lors un fabuleux fantasme) et que, soumis à l'anomie de la vie étudiante et incertains de l'avenir, ils recherchent dans le prolétariat industriel la solidité mythique qui s'attache alors à toute évocation de la « production » et de l'« infrastructure ». Les liaisons ouvriers-étudiants (et paysans, d'ailleurs) demeureront ponctuelles, minoritaires. Jamais le gros des ouvriers français n'adhérera aux objectifs révolutionnaires des étudiants. En rejetant les accords de Grenelle, le 27 mai 1968, les ouvriers de Renault ne veulent qu'obtenir plus dans le cadre de la société de consommation et de loisirs qui s'annonce. La classe ouvrière ne basculera pas dans le camp du prolétariat qu'elle n'est plus. Elle approuvera que, le 16 mai 1968, la C.G.T. et les autres syndicats maintiennent obstinément fermée la grille de la forteresse ouvrière de Billancourt aux milliers d'étudiants qui se pressent derrière une banderole où il est vainement affirmé : « Les ouvriers reprendront des mains fragiles des étudiants le drapeau de la lutte contre le régime antipopulaire ». Ce jour-là, et durant les mois de mai-juin 1968, les étudiants ont pu constater de façon sûre et sans risque de méprise, puisque la question pouvait être posée *in vivo*, que les ouvriers ne voulaient pas de l'idée que les initiateurs de la



révolte avaient d'eux, et qui aurait dû donner sa pleine signification au soulèvement des campus. Comme l'a écrit Jean-Marc Coudray, alias Cornelius Castoriadis, dans *La Brèche* : « Il est capital de le dire fortement et calmement : en mai 1968, en France, le prolétariat industriel n'a pas été l'avant-garde révolutionnaire de la société, il en a été la lourde arrière-garde<sup>1</sup>. » Tel est le sentiment qui prédomine rapidement quand, la mer retirée, les étudiants se retrouvent sur la plage, vide de pavés. C'est le début de la fin de la mystique ouvrière, qui laisse la place à des mystiques de substitution et conduira, au bout du compte, une nouvelle utopie à s'emparer de l'immigré pour lui faire endosser le fardeau de la mission régénératrice de la société française. C'est le début de l'antipopulisme, dont on a analysé le développement (à l'époque, cet ouvrier tellement peu persuadé d'être un prolétaire est stigmatisé comme « bourgeois » ou « petit-bourgeois »). Les étudiants révolutionnaires vivent un véritable effondrement du sens, qui, en termes culturels, politiques, idéologiques, entraînera de grandes conséquences. D'autant que le raz de marée gaulliste des élections législatives des 23 et 30 juin 1968 — auxquelles soit ils ont refusé de participer (« Élections, pièges à cons ! »), soit ils n'ont pas participé du fait de leur âge (majorité civique à vingt et un ans) — les confortera dans le sentiment d'avoir été globalement trahis, dans leurs espérances, par l'ouvrier français rallié aux formes démocrates. C'est donc un effondrement du sens qui les renvoie à un grand isolement, à la périphérie de la société, qu'ils avaient bien cru voir se déliter à leur appel et qui les a rejetés dans la marge en se reconstituant. L'utopie substitutive, de ce point de vue, est aussi une utopie de la revanche contre cette société des aspirations majoritaires

1. Edgar Morin, Claude Lefort, Jean-Marc Coudray, *Mai 1968 : la brèche, premières réflexions sur les événements*, Fayard, 1968.

franco-centrées du gaullo-communisme apparemment triomphant.

« Trahis », donc, « par l'ouvrier français ». Celui-ci a montré qu'il était suffisamment ancré à la nation — quand il n'est pas purement et simplement gaulliste, il a de longue date réconcilié en lui drapeau rouge et drapeau tricolore au travers du Parti communiste français ou de la S.F.I.O. — pour repousser les injonctions de la mystique marxo-gauchiste : injonction de mener la révolution permanente, injonction d'exprimer un antagonisme intérieur au nom de la négation même de l'idée d'intérêt national, au nom du mythe d'une fracture internationale scellant une guerre généralisée entre des communautés d'intérêts adverses organisées de façon binaire : peuples contre bourgeoisies. L'ouvrier rejette la mission prolétarienne en tant qu'il est français, en tant que — exploité ou pas — il n'est pas membre d'une coalition internationale, en tant qu'il participe à la soudure constituant nation. Nous sommes ici au cœur de ce qui se noue. Pourquoi, en effet, la charge de déception devient-elle par là même explosive ? Parce que la décomposition brutale de l'espérantisme ouvrier, qui marque la rupture historique intérieure à mai 1968, dans sa phase de ressac, chevauche une onde antécédente à mai 1968, où elle se recharge et s'approfondit. Cette onde, qui vient de loin, c'est — comme l'a très tôt vu Annie Kriegel dans la conclusion des *Communistes* — celle de l'antipatriotisme : « Faut-il s'interroger — écrivait en effet Annie Kriegel dans un commentaire des événements de mai, dix ans après — sur la crise, profonde et générale, du patriotisme dont on sait quel obstacle de taille il est au déploiement des énergies révolutionnaires ? Outre qu'elle a disqualifié le sentiment d'appartenance à une communauté nationale compromise par sa dimension impérialiste, la décolonisation qui s'est accomplie sous la forme de défaites militaires successives a achevé ce qu'avait commencé le désas-



tre de 1940 : de même que le climat louis-philippard d'un pays peureux, parce que vaincu depuis 1815, a débouché sur 1848, de même aujourd'hui, et malgré le pathétique pari gaulliste, la jeune génération, déprise d'un pays où le ciment de l'unité nationale paraît tellement effrité [...], fait la révolution comme en d'autres temps elle aurait fait la guerre<sup>1</sup>. »

Durant mai 1968, l'antipatriotisme a été virulent, prenant différentes formes : celles de la théorie politique, de la caricature, du pamphlet. Abolir la nationalité, se moquer de la nationalité, injurier la nationalité : il suffisait de demander le programme. Dans leur indispensable *Journal de la commune étudiante*, Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet citent par exemple ce tract anonyme du 31 mai, à propos de la grande manifestation gaulliste du 30 mai sur les Champs-Élysées : « Les égouts de Paris ont dégorgé tous leurs rats tricolores [...], tous les rats maquillés de croix de Lorraine ont vomi leur sanie patriotique : "La France aux Français"<sup>2</sup>. » Quasiment un texte « antiraciste » avant la lettre, et qui annonce en tout cas la thématique ultérieure. Retenons de la conjonction d'une *onde de choc* et d'une *onde de fond* qu'elle agglutine deux types de rejets, réunion jusqu'à présent considérée comme impossible, car contradictoire dans les termes, en un commun mouvement : rejet de la conscience de classe, rejet de la conscience de nation. Cette double disqualification, on le sait, est le préalable indispensable à la qualification d'un troisième type de conscience, la conscience identitaire ethnique ou communautaire.

1. Annie Kriegel, *Les Communistes français*, Le Seuil, 1978, pp. 236-237.

Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet, *Journal de la commune étudiante*, Le Seuil, 1969, pp. 311-312.

### *Nous sommes tous des juifs allemands*

Les manifestations d'une telle évolution sont décelables dans mai 1968 à proprement parler, rétrospectivement éclairées qu'elles sont aujourd'hui par la bonne fortune de l'antiracisme. Il suffit de revenir en quelques phrases sur un événement qui peut par erreur passer pour mineur vingt-cinq ans après, mais qui fut extrêmement important et faillit même emporter le pays vers une guerre civile chaude : la mesure d'interdiction de séjour prise à l'encontre de Daniel Cohn-Bendit, depuis peu alors en Allemagne, fondateur du Mouvement du 22 mars à Nanterre, et non pas le porte-parole, mais le flambeau du mouvement. On est le 22 mai 1968, l'Assemblée nationale discute une motion de censure, la France s'est arrêtée de tourner, la grève est générale sur tout le territoire. Des manifestations violentes ont et vont avoir lieu à Paris et en province, pour protester contre la mesure d'interdiction, au cri de : « Nous sommes tous des juifs allemands. »

Le slogan a une histoire qui parcourt linéairement le mois de mai 1968. Le quotidien du P.C.F., *L'Humanité* publie le 3 mai un article de Georges Marchais qui condamne l'action menée par l'« anarchiste allemand Cohn-Bendit ». Le texte est vierge de toute allusion antisémite, mais la certitude se répand immédiatement dans les rangs gauchistes que Cohn-Bendit est visé « parce que juif ». Une brochure largement diffusée le 21 mai par les trotskistes de la Jeunesse communiste révolutionnaire, intitulée *Où était le Parti?*, répercute le procès d'intention : « À l'Union des étudiants communistes, on murmure qu'il est payé par le gouvernement, mais on ne dit pas qu'il est juif : nous ne sommes pas à Varsovie<sup>1</sup>. » Le 22

1. *Journal de la commune...*, op. cit., p. 322.



mai, les premières manifestations de protestation contre l'interdiction de séjour reprennent le slogan : « Nous sommes tous des juifs allemands. » Le 25 mai, un texte de l'U.N.E.F. et de l'assemblée générale des étudiants de Nantes reproche à *L'Humanité*, à la C.G.T. et au P.C.F. d'être à l'origine d'une polémique « xénophobe et raciste » pour avoir traité Cohn-Bendit de « juif allemand »<sup>1</sup>... Il était décidément écrit que Georges Marchais n'aurait pas de chance avec l'Allemagne. En écho, la rumeur calomnieuse se propage dans les rangs soixante-huitards, telle une évidence, que les foules gaullistes ont descendu les Champs-Élysées au cri de : « Cohn-Bendit à Dachau ».

Il faut interroger avec soin et le recul de champ nécessaire cette mayonnaise à peu près montée de toutes pièces, et qui voit un individu auteur d'une formule anti-allemande être quelques jours plus tard réputé auteur d'une formule antisémite — aujourd'hui encore, la croyance dure —, qui voit même au-delà l'ensemble des adversaires politiques être *ipso facto* soupçonnés d'antisémitisme. C'est l'apparition d'une technique de disqualification qui a fait florès sous la dominance idéologique antiraciste, et dont nous avons noté plusieurs cas (le charter des 101 Maliens, la querelle de l'orthographe), l'antisémitisation du contradicteur, obtenue par fabrication pure, ou association et glissement d'idées, ou association et glissement d'images. Ce surgissement en plein mois de mai 1968 parmi la jeune génération dénote un changement d'époque dans la sensibilité à l'antisémitisme et aux juifs. En France, de l'anesthésie qui, dans les années d'après-guerre, avait conduit à l'amnésie jusqu'à des juifs assimilés eux-mêmes, et frappé d'indifférence tant les juges chargés de châtier les coupables de mesures antijuives que les politiques préoccupés de cicatriser les plaies

1. *Journal de la commune...*, op. cit., p. 302.

de la guerre et les blessures portées à la cohésion nationale, de l'anesthésie on est doucement passé à un procès largement compensateur d'hyperesthésie aux souffrances et, par voie de conséquence, à la question juive. Il existe un témoin indubitable de ce retournement, c'est la campagne internationale menée contre l'insoupçonnable Hannah Arendt pour ses articles, devenus livre, sur le procès d'Eichmann à Jérusalem<sup>1</sup>. En France, *Le Nouvel Observateur* du 26 octobre 1966 publiait ainsi dans sa rubrique « Courrier » une lettre collective délicatement intitulée : « Hannah Arendt est-elle nazie ? »

### *Hannah Arendt*

De quels crimes a-t-elle pu se rendre coupable ? Observons-les, car ils indiquent la nature du retournement qui a commencé sur ce point à opérer dès avant 1968, et donnent une profondeur de champ inattendue aux signes prodromiques du néo-antiracisme. Une précision, toutefois, auparavant, que justifie le caractère tragique du sujet. Anesthésie, hyperesthésie, amnésie : nous n'entendons émettre ici aucun jugement de valeur moral ou historique, ni qu'on surestimerait aujourd'hui ce qu'on aurait sous-estimé hier, ni qu'on a forcément tort d'avoir la mémoire courte — on se souvient du fameux reproche adressé par Pétain aux Français, accusés d'avoir « la mémoire courte », et l'on se rappelle, à l'inverse, de Raymond Aron approuvant Renan d'avoir mis l'oubli au premier rang des vertus politiques. Par anesthésie ou hyperesthésie, en un usage classique, nous entendons désigner des niveaux de sensibilité,

1. Hannah Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, Gallimard, 1966, rééd. 1991, avec une présentation de Michelle-Irène Brudny de Launay. Le livre a été publié en 1963 aux États-Unis.



allant d'un degré faible à un degré très élevé, atteints sur une échelle de mesure objective, de façon à pouvoir analyser leur relation d'incrustation dans des états de la mentalité collective et dans des configurations successives de la mémoire historique, le rôle qu'étiage et crue de sensibilité tiennent dans l'organisation des uns et des autres.

Tout d'abord, Hannah Arendt utilisait une tonalité presque alpine, agreste, pour parler d'un drame qui l'avait très particulièrement concernée — puisque juive allemande, elle, et non par autoprocuration. Cette tonalité, que l'on a crue gratuitement provocatrice, n'était rien d'autre que la conséquence du point de vue adopté pour parler de ce sujet. La liberté d'analyse supposait de recouvrer une distance, était donc soumise à une contrainte d'expression — inverse — tranchant avec l'ambiance. Si le style adopté par Hannah Arendt dans *Eichmann à Jérusalem* n'était pas inéluctable, le seul possible, il était inéluctable que n'importe quel style se pliant à cette contrainte apparût irrévérencieux. En second lieu, Hannah Arendt concluait son long portrait d'Eichmann par des mots qui en faisaient le représentant de « la terrible, l'indicible, l'impensable banalité du mal ». L'expression a connu un tel succès d'opinion qu'elle est devenue une facilité d'écriture, et sans doute plus encore : ainsi Marlis Steinert conclut-elle sa biographie de Hitler en reprenant la formule<sup>1</sup>. Celle-ci a bien entendu pour effet de dédramatiser les personnages en cause, de rapporter leur comportement et leurs exactions à l'ordinaire historique. Le ton d'Arendt concorde — il en est même d'une certaine manière une conséquence — avec

1. « Hitler fut bien le produit des convulsions et des frustrations de l'histoire austro-allemande, de l'histoire d'un peuple en mal d'intégration. Sans elles, ce représentant par excellence de la "banalité du mal" (Hannah Arendt) n'aurait jamais pu se hisser à la tête de la nation » (Marlis Steinert, *Hitler*, Fayard, 1991, p. 577).

une philosophie pessimiste et sans illusion dont on trouve, dans *Eichmann à Jérusalem*, plusieurs manifestations. Arendt est d'une ironie sarcastique à l'encontre de l'anti-antisémitisme des jeunes Allemands : « Ces sentiments de culpabilité, autour desquels on a fait tant de publicité, sont nécessairement factices. Il est presque agréable de se sentir coupable quand on n'a rien fait : l'on se sent alors noble [...]. Ces jeunes gens et ces jeunes filles allemands, qui, de temps à autre — à propos du bruit fait autour du *Journal d'Anne Frank* ou du procès d'Eichmann —, nous gratifient de l'épanchement hystérique de leurs sentiments de culpabilité, ne plient pas sous le poids du passé, de la culpabilité de leurs pères ; plutôt, ils essaient de fuir des problèmes très présents, très actuels, en se réfugiant dans une sentimentalité de bas étage<sup>1</sup>. » Pour Arendt, ce qui compte, c'est le tempo historique. Autrement dit, la justesse et l'utilité d'une position politique s'évaluent dans la chronicité d'une époque. Il n'y a pas de rachat anachronique. Qu'auraient-ils fait, ces jeunes Allemands, si le hasard les avait fait naître quarante ans plus tôt ? Bien sûr, certainement la même chose que leurs parents. Et nos jeunes antiracistes français aussi.

En troisième lieu, Hannah Arendt établissait un parallèle entre la législation de la famille alors en vigueur en Israël et les premières lois raciales de Nuremberg, datant de 1935 : « Dans un pays comme Israël, [...] les lois rabbiniques régissent le statut personnel des citoyens juifs de telle manière qu'un juif ne peut épouser une non-juive ; que les mariages conclus à l'étranger sont reconnus mais que les enfants nés de mariages mixtes sont, aux yeux de la loi, illégitimes [...] ; et que celui qui se trouve avoir une mère non juive ne peut se marier ni se faire enterrer. Le scandale de cette législation est devenu [...] criant

1. Hannah Arendt, *Eichmann...*, op. cit., pp. 405-406. Souligné par nous.



[...]. Il est certain qu'il y avait quelque chose de stupéfiant dans la naïveté avec laquelle le procureur dénonça les lois iniques de Nuremberg qui, en 1935, avaient interdit le mariage et les rapports sexuels entre juifs et Allemands<sup>1</sup>. »

Elle revenait d'ailleurs sur les divisions de la communauté juive en Allemagne face à la montée de Hitler : « Aux yeux des sionistes [allemands], écrivait-elle, l'ascension de Hitler, pendant les premières années, signifiait avant tout que les assimilationnistes seraient définitivement vaincus<sup>2</sup>. » S'efforçant de resituer les lois de Nuremberg dans leur ponctualité historique, elle écrivait : « Ce qu'on oublie trop souvent, c'est que les célèbres lois de Nuremberg, promulguées en automne 1935, n'avaient ouvert les yeux de personne [...]. On estimait que les lois de Nuremberg avaient stabilisé la situation des juifs dans le Reich allemand. Depuis le 30 janvier 1933, ils avaient été — c'est le moins qu'on puisse dire — des citoyens de deuxième ordre. En quelques semaines, en quelques mois, on les avait à peu près complètement isolés de la population non juive : par la terreur, mais aussi par la connivence, généralisée, de leur entourage [...]. Aussi les juifs considéraient-ils les lois de Nuremberg comme étant promulguées en leur faveur : désormais, ils ne seraient plus des hors-la-loi. En restant entre eux — comme ils y étaient déjà obligés, du reste — ils allaient pouvoir vivre tranquilles [...]. Les juifs en général croyaient pouvoir établir un *modus vivendi* entre les deux communautés depuis qu'en 1934 Hitler avait brisé, en limogeant Röhm, le pouvoir des S.A., les troupes de choc aux chemises brunes qui avaient été les seules responsables, ou presque, des premiers pogroms et des premières atrocités ; et les juifs, dans leur euphorie,

1. Hannah Arendt, *Eichmann...*, op. cit., pp. 17-18.

2. *Id.*, pp. 102-103.

ignoraient tout de la puissance croissante des S.S. en chemise noire<sup>1</sup>. »

Hannah Arendt mettait en cause le principe même de l'organisation d'une communauté juive séparée, la considérant en partie comme responsable de l'immensité de l'holocauste : « Partout où il y avait des juifs, il y avait des responsables juifs, reconnus comme tels, et ces responsables, à de très rares exceptions près, collaborèrent, d'une façon ou d'une autre, pour une raison ou une autre, avec les nazis. Toute la vérité, c'est que, si le peuple juif avait été vraiment désorganisé et sans chefs, le chaos aurait régné et beaucoup de misère aussi, mais le nombre des victimes n'aurait pas atteint 4,5 à 6 millions. Selon les calculs de Freudiger, 50 % des juifs auraient pu se sauver s'ils n'avaient pas suivi les instructions des Conseils juifs<sup>2</sup>. » Et Hannah Arendt ne manquait pas de souligner, encore qu'avec précautions, les bienfaits de l'assimilation — en l'espèce, les mariages mixtes —, lorsqu'elle s'avérait avoir été un atout majeur de survie, comme en Croatie<sup>3</sup>.

Pour terminer, Hannah Arendt réincluait le génocide juif dans le programme des buts de guerre nazis, supposant l'accomplissement d'autres intentions génocidaires : « Les mesures prises à l'encontre des juifs de l'Est n'étaient pas l'effet d'un seul antisémitisme, elles faisaient bel et bien partie d'une politique "démographique" qui devait être universellement appliquée. Si les Allemands avaient gagné la guerre, les Polonais auraient connu le même destin que les juifs : le génocide. Et ce n'est pas là simple conjecture : déjà on obligeait les Polonais résidant en Allemagne à porter un insigne distinctif sur lequel le P remplaçait l'étoile juive — et c'était là, nous

1. *Id.*, pp. 70-71.

2. *Id.*, pp. 204-205.

3. *Id.*, pp. 299-300.



l'avons vu, la première d'une série de mesures qui aboutissaient à l'extermination<sup>1</sup>. » Concernant ce dernier point, c'était une vue qui tendait significativement à disparaître de la mémoire commune après avoir été une vue somme toute classique des choses. Raymond Aron n'écrivait-il pas, en avril 1943 : « L'Allemagne n'a pas vu dans la notion du Reich un moyen d'assurer la coexistence pacifique des nationalités traditionnellement liées, mais un instrument pour dominer, asservir, finalement exterminer les nationalités rivales<sup>2</sup> » ?

La question n'est pas de savoir ici si ces assertions sont justifiées ou non, vraies ou fausses, exagérées ou conformes à la réalité historique. La question n'est pas de se demander si certaines formulations sont maladroites ou irrévérencieuses — si ces formulations n'étaient que maladroites, c'est qu'elles seraient vraies (la somme des « maladresses » qu'on n'a pas faites est égale à celle des lâchetés contre la vérité que la diplomatie carriériste a inspirées). En un mot, la question n'est pas de savoir si le propos n'a pas été suffisamment bien pensé ni bien exprimé, mais pourquoi le principe même du débat tel qu'il a été posé par Hannah Arendt tout autant que les thèses soutenues heurtent les consciences au point de générer un phénomène d'intolérance. En premier lieu, parce qu'il entrerait en collision avec le processus d'héroïsation de la mémoire martyrologique. Or ce processus reconstitue *toujours* le matériau historique en isolant absolument les victimes des bourreaux et en postulant leur entière solidarité (les impératifs de l'héroïco-mémorisation conduisent à la construction d'isolats rétrospectifs absolument étanches, qui chassent de la mémoire ce que la réalité a eu de non conforme à l'image que la mesure

1. *Id.*, pp. 353-354.

2. Raymond Aron, « Le destin des nationalités », lumineux article reproduit dans *Chroniques de guerre*, *op. cit.*, p. 605.

du drame exige psychologiquement de dessiner)<sup>1</sup>. En second lieu, à propos des tendances au séparatisme racial ou ethnique, Hannah Arendt mettait en lumière des parentés qui, bien que l'une des tendances, agressive, visât à l'expulsion, puis à la destruction, tandis que l'autre n'avait pour but que la perpétuation, avaient été sources de quiproquos ; elle présentait l'assimilation et la désorganisation communautaire comme la meilleure des protections, et, en critiquant les dérives qui lui paraissaient s'attacher au regroupement ethnico-religieux sur le sol des ancêtres, elle semblait en critiquer la légitimité. Les thèses que discutait ou avançait Hannah Arendt contrariaient des sacralités déjà vives, des tabous en voie de scellement : celui, notamment, qui célèbre les bienfaits de l'identitarisme ethnique et réclame sa fortification — l'espèce de muscle cardiaque du néo-antiracisme racialiste dont les bases avaient été jetées par l'idéologie décolonisatrice.

Ainsi ce long détour par Hannah Arendt se justifie-t-il parce qu'il accentue la lisibilité de ce qui affleure en mai 1968. Ce n'est pas un hasard si, depuis que Georges Marchais s'en est pris à l'« anarchiste allemand Cohn-Bendit », les jeunes révoltés feignent d'avoir entendu autre chose : ils trahissent leur véritable attente d'un déplacement du débat vers le

1. Cf. les oppositions entre Français israélites et juifs immigrés, durant les persécutions. À titre d'illustration, le journal de Christian Lazare, qui séjournera à Drancy d'octobre 1942 à juillet 1943, pour être déporté à Auschwitz : « Je suis affecté au bloc 4 [...]. On m'entoure, on me presse de questions auxquelles je réponds avec une grande réserve, car l'ensemble des habitants ne m'inspire ni sympathie ni confiance. Je suis surtout frappé par l'extraordinaire variété de jargons employés par des juifs de toutes races et de tout poil, et mon cœur se soulève d'indignation à l'idée d'être confondu avec toute cette racaille [...]. À côté de rares amis, que de types à fuir, avocats bavards ou commerçants vulgaires, sans parler de l'invraisemblable horde de polaks, d'Allemands, de Levantins, au milieu de laquelle notre petite poignée de « Français d'origine » est complètement noyée » (cité par Maurice Rajsfus, *Drancy, un camp de concentration très ordinaire, 1941-1944*, Manya, 1991, pp. 69-72).



nouveau terrain antiraciste appelé à remplacer celui de la lutte des classes. Ils trahissent leur désintérêt d'ores et déjà perceptible pour les appartenances nationales — bien entendu —, mais aussi idéologico-politiques — ils auraient alors fièrement revendiqué le titre d'« anarchistes » — et pour la situation socioprofessionnelle dans la production. Le nouveau défi valorisant de ces jeunes Français passe par la revendication d'une origine étrangère et une identification au destin d'une communauté ethnique à la fois longtemps reléguée en France et débordant le cadre étroit de cette nationalité. L'aube a point des héroïisations ethniques et des attentes xénophiles de régénération du vieux tissu repoussant. « Nous sommes tous des juifs allemands » annonce bien évidemment, avec quinze ans d'avance, le célèbre « Nous sommes tous des immigrés », mais aussi le lien extranéisant établi par la propagande antiraciste entre position des juifs et position des étrangers dans la société française (ou position des juifs et position des Français d'origine étrangère, ou position des juifs et position d'une ethnie particulière, arabe par exemple, dans la société française).

*Travail du deuil, travail de sape : le refus de la dette projective*

Vieux tissu repoussant, parce qu'il a déjà virtuellement repoussé les propositions révolutionnaires des étudiants de mai. Il faut encore un peu plus presser l'éponge d'un slogan gorgé de significations. En voulant faire juif, comme La Bruyère — dans *Les Caractères* — voulait « faire peuple », les révoltés de mai endossent des habits de circonstance : bordurés, comme on dit dans les pelotons cyclistes, par les vents mauvais des pesanteurs francitaines, ils reconnaissent implicitement leur mise à l'écart en intégrant la symbolique d'un rôle

collectif de minorité multiséculairement opprimée, de parias longtemps stigmatisés. On parlera beaucoup, dans ces années, de « racisme anti-jeunes », tant est forte l'impression d'exclusion. Or, répétons-le, les battus de mai ne sont pas n'importe qui. Simplifions pour ne pas perdre de vue l'essentiel : ils sont la partie la plus éduquée, la plus formée du pays, celle qui est appelée à renouveler les élites, à occuper les pouvoirs, celle qui sera appelée à dire et à faire les modes, à produire la culture élective et à la consommer. En face, peu de chose : les élections législatives de juin 1968 ont envoyé au Parlement un médiocre personnel politique, qui a fédéré son électorat autour de la peur du changement (encore une désastreuse pente de l'anti) et qui témoigne de l'incapacité du mythe unificateur gaulliste à se renouveler en vue d'une modernisation de la vie.

Au total, les conditions d'extériorité psychologiques et sociologiques sont réunies pour déclencher un procès de désadhérence aux mythes nationaux veillant sur les sentiments de cohésion et de fierté du pays. Une première piste, déjà explorée, et nous n'y reviendrons donc pas, passe par la dépréciation de l'image du Français au quotidien, résumée dans l'archétype du beauf, qui est le contretype des valeurs promues par la jeunesse de cette époque : nouvelle morale sexuelle, critique de la famille, de l'autorité parentale, de la soumission de la femme et des adolescents, célébration à l'inverse des émancipations juvéniles et féminines. Le « franchouillard » est également lâche, militariste, raciste avec les Arabes, indifférent à l'antisémitisme, et il a la nostalgie des colonies : par là nous rejoignons une autre piste, un autre terrain d'affrontement générationnel que celui de la transformation des mœurs, des rapports d'autorité entre jeunes et parents et des rapports entre les sexes. Le terrain d'affrontement qui oppose la génération de mai à celles qui la précèdent, c'est celui de la mémoire historique, du *roman national*.



Répétons que les étudiants éduqués dans la mouvance de mai se situent dans une position idéale pour ferrailer avec le mythe national : onde de choc qui scelle la fin de l'espérantisme ouvrier, onde de fond antipatriotique confortée, confinement social, mais tout cela n'entraînerait que des conséquences mineures si n'étaient concernées que des couches sans avenir, ou sans prétentions particulières, non les futurs producteurs naturels des idées dominantes. La formidable dépréciation du roman national sur laquelle l'idéal antiraciste/immigrationniste va ultérieurement fructifier prend la forme d'une révision historique — qui est la véritable révision historique de notre temps, car elle a réussi. Ce révisionnisme historique concerne principalement le régime de Vichy et l'attitude des Français durant la Seconde Guerre mondiale. Il s'étend de manière récurrente à la mémoire du siècle. À l'image d'une France souffrante et héroïque intensément résistante, y compris au travers des tactiques dilatoires et des oppositions passives de l'administration de Vichy, d'une France qui n'a pas à rougir des exactions de poignées de traîtres épurés à la Libération, succède l'image d'une France intensément collaboratrice, initiateur de législations antisémites, d'une France fasciste, participant à la « solution finale », allant au-devant des vœux des Allemands en déportant les enfants, d'une France raciste et xénophobe, massivement pétainiste jusqu'au bout, sur laquelle pèse une culpabilité collective. Les « mauvais fils » de 1968 retournent le compliment aux parents : « Mauvais pères ». Les futurs producteurs d'idées dominantes détiennent les moyens de la magie moderne, la puissance profane d'élaboration et de réinterprétation des mythes qui transforment le masque avenant en masque hideux, la magie de fierté en magie de péché. Par le personnage unificateur de De Gaulle et grâce à un remaniement rendu possible par l'année 1944-1945 de la guerre, la France avait trouvé les moyens vitaux d'oublier le

moins reluisant de la « parenthèse » pour continuer à s'estimer dans une représentation gratifiante des années de défaite et de malheur. Tout de suite après 1968, l'imaginaire collectif de la mémoire épique commence à subir de fantastiques atteintes, une désorganisation décisive de son matériau, œuvre par laquelle la « génération 68 » manifeste un refus absolu de la *dette projective*, ce respect débiteur des descendants pour les ascendants qui conditionne les continuités groupales. Les désordres de la filiation mis au jour dans la représentation de l'identité française par les antiracistes trouvent là leurs racines et n'en sont que le prolongement. Mai 1968 est donc une défaite politique immédiate, mais une victoire culturelle à terme. C'est une stratégie de conquête de la dominance idéologique par des moyens d'action culturels, instrumentée pour l'essentiel du dehors de la politique. Raison supplémentaire de ne considérer que peu innovante, inscrite dans le préalable de l'évolution, l'attitude de refus de la politique des troupes antiracistes de la « génération morale ».



## Retro Satanas : histoire de la destruction d'un roman national épique

Si l'antiracisme — c'est-à-dire le néo-antiracisme — est le phénomène idéologique des années 1980, la destruction du roman national — privative de la dette profective — est l'événement majeur qui métamorphose la sphère des représentations dans la décennie précédente. Cette destruction intègre à la fois la prise de distance vis-à-vis du marxisme (fin de l'espérantisme ouvrier) et la montée d'une révolusion vis-à-vis des thèmes patriotiques francitaires. L'antiracisme, nous l'avons vu, se nourrit de cette dépréciation, tout en continuant à l'alimenter jusqu'à ce jour. Parce que, donc, il y a une étroite filiation entre la rétro-satanisation de la mémoire nationale et le surgissement de l'antiracisme, mais parce que, aussi, la destruction du roman national épique est profonde, irrémédiable, qu'elle a rompu la cohérence et l'intelligibilité du monde où croyaient vivre les Français, et qu'elle n'a pas fini de porter à conséquence, il est nécessaire d'en détacher les points forts, d'en faire ressortir les aspects névralgiques.

### *Sauver l'État, pour perdre la nation*

Dès 1981, l'historien Pascal Ory avait identifié un phénomène de rétro-satanisation touchant les fameuses quatre années d'occupation allemande, qu'il n'était sûrement plus question — comme l'aurait souhaité le procureur Mornet en 1949 — de « rayer de notre histoire<sup>1</sup>. » Vieux de dix ans, le phénomène avait débuté avec le succès fait au film *Le Chagrin et la Pitié*, de Max Ophüls, André Harris et Alain de Sédouy ; s'était immédiatement prolongé par le livre (*Le Réveur casqué*, Mémoires de l'ancien Waffen-S.S. français Christian de la Mazière, et *Les Boulevards de ceinture*, par Patrick Modiano, en 1972, *La France de Vichy*, de Robert Paxton, en 1973), puis par des productions multimédias (le film *Lacombe Lucien* de Louis Malle date de 1974, réédition en 1976, sous le titre *Mémoires d'un fasciste*, des *Décombres* de Lucien Rebatet), le phénomène se réalimentant au cours de sa croissance à des affaires : affaire Darquier de Pellepoix — l'ancien commissaire aux Affaires juives de Vichy —, en octobre 1978, affaire Papon, en 1981. La « France résistante » cédait la place à une « France de la collaboration », celle-ci — soulignait-on — seul pays à collaborer officiellement et socialement, dans ses profondeurs.

Pascal Ory notait trois particularités. D'une part, que cette rétro-satanisation était bien « une machine à décerveler le populisme, à lui couper bras et jambes pour les lendemains qui chantent » : « Ramassis de crapules grandes et petites, lesté désormais d'un inconscient chargé, compromis au même titre

1. Pascal Ory, « Comme de l'an quarante, dix années de *retro Satanas* », *Le Débat*, n° 16, novembre 1981. Le livre du procureur général Mornet, *Quatre Années à rayer de notre histoire*, a été publié en 1949 chez Self.



que la bourgeoisie, le prolétariat n'avait plus qu'à bien se tenir. » D'autre part que le bélier était porté par la classe d'âge des vingt-trente ans, et « se confondait dans une large mesure avec celle de mai 1968 ». Enfin que, le temps passant, le centre du débat « s'était déplacé de la collaboration à l'antisémitisme ». Judicieuse observation puisque, en effet, à partir de 1977, les productions et les événements publics témoignent d'un sensible déplacement du centre d'intérêt. À l'intérieur de la politique de collaboration, c'est d'abord l'antisémitisme qui passionne et stigmatise le passé français. Léon Poliakov publie le quatrième et dernier volume de son *Histoire de l'antisémitisme* en 1977 ; en 1978, l'affaire Darquier de Pellepoix est immédiatement suivie de l'affaire Faurisson, chef de file des négateurs des chambres à gaz ; Serge Klarsfeld publie alors *Le Mémorial de la déportation des juifs de France* ; en 1979, le très bon feuilleton américain *Holocauste* est enfin diffusé à la télévision française ; en 1980, publication de *L'Idéologie française* de Bernard-Henri Lévy, innervé par la dénonciation de l'antisémitisme français ; en 1981, outre l'affaire Papon — ancien secrétaire général de la préfecture de Bordeaux sous la guerre et ministre gaulliste de la V<sup>e</sup> République accusé d'avoir fait déporter des juifs dans les camps de la mort —, Marrus et Paxton publient *Vichy et les Juifs*. Pascal Ory remarque encore que, en passant du procès de la collaboration à la dénonciation de l'antisémitisme, on passe aussi insensiblement du procès de la société française à la dénonciation de ce qui serait l'idéologie française.

Pascal Ory avoue sans difficulté avoir porté ce « costume *retro Satanas* », « trouvé seyant par toute une génération ». Nous le savons, avoir participé à l'élaboration d'une sensibilité ne fait pas obstacle à son identification ultérieure, à condition d'avoir cessé d'y adhérer : le jeune historien a publié en 1977 un ouvrage sur *Les Collaborateurs*. Vingt à vingt-cinq ans plus tôt, il aurait sans doute eu son attention attirée par... les résistants, ou les

nombreux soldats de la France combattante d'outre-mer, tellement délaissés par la recherche biographique. Entre-temps, l'exigence sociale de mythologie blanche s'est transformée en attente de mythologie noire, l'insistance sur les traits permettant de faire écho au roman de l'héroïsme national s'est métamorphosée en insistance sur les traits permettant de conclure à des compromis massifs et à une grande lâcheté de nos concitoyens.

On aura remarqué la présence d'excellents historiens professionnels dans le grand corps multimédia qui contribue à fabriquer cette image déprimante du passé contemporain. On doit y rajouter Zeev Sternhell, auteur de *La Droite révolutionnaire, 1885-1914*, en 1978, et surtout de *Ni droite, ni gauche, l'idéologie fasciste en France*, en 1983<sup>1</sup>. Il y avait aussi des historiens professionnels, dans la période précédente, pour asseoir une image au contraire gratifiante. Rien de surprenant à cela. Pour qu'une révision historique réussisse, à une demande forte, exprimée densément dans une ou plusieurs couches et une ou plusieurs générations déterminées, doit correspondre une offre de produits socialement légitimes aux yeux des demandeurs. Dans le cas de l'après-1968, des jeunes gens cultivés appellent naturellement des cautions universitaires. Certaines se donnent de façon transparente (ce qui — précisons-le — ne dispense en aucun cas d'avoir à les discuter ni ne péjore *a priori* la qualité de leur travail), tant les auteurs paraissent adhérer aux buts de la révision historique : c'est justement le cas de Z. Sternhell. Mais, plus souvent, la caution ne se livre que de façon biaisée, du fait des apparences d'autonomie que le travail historique se doit de revêtir pour être conforme aux exigences scientifiques : c'est le choix du sujet dans un contexte déterminé, une attention à un projet sous-jacent qui ne se révèle que peu à peu, l'éruption de

1. Publié au Seuil.



véritables pertes d'intention ayant traversé la muqueuse opacifiante dressée par le savoir-faire universitaire qui permettent de comprendre (cas de Marrus et Paxton dans *Vichy et les Juifs*). D'autres fois, encore, c'est la lecture massivement sélective des demandeurs qui démembre le produit offert pour lui donner non un sens qu'il n'a pas mais un sens arbitraire, borgne, c'est-à-dire choisi contre un autre présent — et s'en servir de caution. Le cas le plus manifeste est celui du livre de Robert Paxton, *La France de Vichy*. Présenté unilatéralement, dans sa préface, par Stanley Hoffmann, comme une synthèse dressant un « bilan sinistre » et soutenant une « thèse dévastatrice », considéré comme le bréviaire de l'antipétainisme, l'ouvrage de Paxton peut aussi être analysé comme une réhabilitation à peine paradoxale du pétainisme et la justification cynique et perverse de l'attitude attentiste des Français.

En effet, car ce point mérite quelques explications en même temps qu'il permet d'éclairer la mythologie noire à partir d'une analyse à contre-normes, Paxton estime que Vichy est « un lien » — non une parenthèse ou une brisure — « entre la guerre civile naissante de l'avant-guerre et les transformations sociales de l'après-guerre<sup>1</sup> ». La France a ainsi profité de la « liberté d'action tout à fait exceptionnelle pour un pays vaincu », dont elle a joui. Le régime a intelligemment exploité la défaite, évitant au pays de continuer la guerre ou d'y rentrer dans l'un des camps belligérants. Certes, le régime n'aurait « pas épargné d'épreuves à la population » — la présence d'un Gauleiter à la place de Pétain n'aurait rien changé, estime Paxton<sup>2</sup> —, mais si, au bilan, Vichy n'a pas le moins du monde protégé les Français des Allemands (en particulier du Service du travail

1. Robert O. Paxton, *La France de Vichy, 1940-1944*, Le Seuil, 1973, 1990, p. 57.

2. Le fameux chef S.S. Heydrich devait venir exercer ses talents en France, lorsqu'il fut tué par la résistance tchécoslovaque.

obligatoire), le régime a préparé la modernisation du pays tout en assurant d'importantes continuités avec l'avant-guerre. Et Paxton de dresser un tableau impressionnant de l'actif du pétainisme : malgré l'entente Église-État la plus étroite qu'ait connue la France depuis l'« ordre moral » de 1873-1874, il n'a pas remis en cause la séparation de l'Église et de l'État et a permis de trouver une solution favorable à des problèmes qui empoisonnaient la vie du pays depuis 1905<sup>1</sup> ; en matière de politique familiale, « le programme de Vichy se borne pour l'essentiel à poursuivre la politique d'avant-guerre », mais plus énergiquement ; il dote les fonctionnaires d'un statut le 15 octobre 1940 et répond ainsi à une vieille revendication ; le Conseil d'État retrouve une fonction législative qu'il avait sous le régime napoléonien et qu'il conservera ; la fonction de préfet régional, maintenue après la Libération sous un autre nom, est née en 1941. Et puis, événements capitaux, commence le règne des experts et des ministres techniciens — au détriment de l'influence des purs politiciens —, tandis que les conditions d'une modernisation de l'agriculture sont également posées derrière le langage de célébration de la petite propriété familiale. La loi Caziot du 9 mars 1941 facilite le remembrement, elle sera maintenue à la Libération, avec de légères modifications. Les grands cartels de producteurs s'organisent et obtiennent « un mécanisme officiel permettant aux producteurs de faire la loi sur un marché organisé » : phase décisive dans l'apparition du lobby agricole qui domine l'après-guerre. Etc. J'ajoute, puisque peu de monde en fait état, le projet de Constitution que Pétain fut empêché de rendre public par les Allemands et qui prévoyait le « suffrage familial » (archaïsme) et, pour la première fois, le vote des femmes (modernité, repris à la Libération). Au total, le pétainisme allait dans deux

1. Robert O. Paxton, *La France...*, *op. cit.*, pp. 148-152.



tendances qui se manifesteraient sous la IV<sup>e</sup> République et seraient amplifiées par la V<sup>e</sup> : au renforcement de l'exécutif contre le législatif et au gouvernement des experts. Paxton justifie cette phrase prononcée par Pétain au cours de son procès, en juillet 1945, et qu'il cite : « La France peut changer les mots et les vocables. Elle construit, mais elle ne pourra construire utilement que sur les bases que j'ai jetées<sup>1</sup>. »

Paxton, qui a passé en revue la Résistance française — jugée faible, marginale et composée d'éléments souvent douteux — et la « participation française à la solution finale », a pour conclure le jugement suivant : « Après l'occupation totale du pays en novembre 1942, ou du moins après la crise constitutionnelle de novembre-décembre 1943, il ne fallait plus cautionner une entreprise qui faisait faillite [...]. Lorsqu'il fallut choisir — et le choix était dramatique — entre deux solutions : faire son travail, donc courir des risques moraux et abstraits, ou pratiquer la désobéissance civile, donc s'exposer à des dangers physiques et immédiats, la plupart des Français ont poursuivi leur travail. L'auteur et les lecteurs de cet ouvrage auraient peut-être été tentés, hélas ! d'en faire autant. Il est parfois dans l'histoire d'un pays un moment cruel où, pour sauver ce qui donne son vrai sens à la nation, on ne peut pas ne pas désobéir à l'État. En France, c'était après juin 1940<sup>2</sup>. »

Texte subtil et, en apparence seulement, contradictoire, pour approuver de façon perverse le choix massif des Français, qui, par lâcheté physique et morale, selon Paxton, ont préféré s'abstenir d'entrer en résistance. Bénéfique à l'État, permettant de jeter les « bases » du futur, cette abstention aurait dans le même temps ruiné le sens de la nation. « En sauvant l'État,

1. *Id.*, p. 139.

2. *Id.*, pp. 354-355.

écrit Paxton, ils ont perdu la nation<sup>1</sup>. » Pour Paxton, finalement, durant l'Occupation et avec le pétainisme, les Français ont troqué sans le savoir la modernisation du pays contre la possibilité de l'intégrer dans une épopée nationale. L'attitude des Français a rendu possible leur accession à un nouveau monde, mais un monde dénué de sens, car dénué d'estime, acquis au terme d'une expérience intransmissible, car péchant par une transaction originelle de nature méphistophélique. Paxton a parfaitement saisi que plus on majorait la dette des Trente Glorieuses au régime pétainiste, tout en réévaluant à la hausse la responsabilité française dans l'antisémitisme et les déportations — contrairement avec le mythe blanc d'une réponse obligée à des pressions allemandes —, moins la reconnaissance de dette devenait possible, plus se dégradaient les conditions de représentation du destin national, plus le roman national devenait problématique. C'est pourquoi cet ouvrage se prête effectivement idéalement aux entreprises de démystification de l'héroïsme hexagonal et de déconsidération du roman francitaire. La thèse est bien dévastatrice, mais au second degré, en ce qu'elle vise la France et les Français plus encore que le pétainisme et les acteurs du pétainisme.

De mythologie blanche en mythologie noire, nous ne passons pas du vrai au faux, ni du faux au vrai, ni du mythe à la démystification. Nous passons d'une mystification relative à une autre mystification relative, du vrai au vrai et du faux au faux, d'une vérité du moment à une autre vérité du moment, de lunettes, de contraintes du regard, d'intérêts et d'intentions à d'autres. Sans doute une vérité plus vraie chemine-t-elle sous cette glaciation des représentations, comme un ruisseau de fonte au creux de l'herbe naissante, sous les névés. Il n'importerait pas tant que nombre d'historiens s'efforcent de l'appro-

1. *Id.*, p. 354.



cher si ces visions dominantes successivement autorisées ne faisaient vivre de bien mauvais rêves aux acteurs encore vivants de cette période, quand elles ne leur donnent pas tout simplement l'impression de devenir fous. L'histoire ne devrait être écrite que par des sceptiques.

### *Magie blanche*

L'établissement du premier tableau — suite aux événements —, puis celui du second empruntent des procédés identiques. Ils présentent des traits formels communs. Effet de masse produit par l'accumulation d'études, d'images, de films, allant toutes et tous dans le même sens : la France résistante dans un premier temps (voir *Le Père tranquille*, de Noël Noël, *La Bataille du rail*, de René Clément), la France collaboratrice dans un second temps (*Le Chagrin et la Pitié*, pour en rester aux films). Focalisation de l'attention sur certains éléments, majoration et minoration, occultation et détournement, voire mensonge ou fabrication : par exemple, pour les besoins de la cause blanche, Pétain est accusé d'avoir été porté au pouvoir par un complot de la Cagoule (cf. ci-dessous) ; pour les besoins de la cause noire et parce que ces éléments seraient susceptibles d'affaiblir la culpabilité française, il n'est jamais indiqué que le responsable des prisonniers de guerre à Vichy, Scapini, s'est toujours opposé à livrer aux nazis — qui le demandaient — les prisonniers juifs. De même, il est inventé après coup, comme l'ont noté de nombreux historiens, par l'entremise du concept de « Juifs de France », une unicité et une solidarité entre Français juifs et juifs étrangers qui n'existaient pas. On pourrait aussi dire que la politique de Vichy est incompréhensible si l'on ne saisit pas l'enjeu central que représente le sort des prisonniers de guerre : cette question disparaît du tableau noir,

elle n'intéresse plus. Deux traits communs pour finir : tout d'abord, ces tableaux ne sont pas peints par un grand comploteur qui leur donnerait une cohérence immédiatement apparente ; ils sont complexes, emboîtent des éléments parfois même apparemment contradictoires, car de sources différentes, les uns dans les autres. Il faut donc apercevoir la logique de réponse à une demande sociale globale qui sous-tend ces ensembles. Et en second lieu, bien évidemment, ces tableaux ne présentent pas une composition stable, figée : ils ne cessent de se modifier, jusqu'au moment où, sous l'impulsion d'une sensibilité nouvelle, arrive la refonte.

Dans sa biographie de Philippe Pétain, Marc Ferro montre une collectivité et des institutions françaises œuvrant à la digestion des années terribles. Le travail d'élaboration d'une mémoire immédiate portant sur des événements proches, enclenché rapidement et avec une grande spontanéité, doit permettre la fin de la guerre civile entre les deux France d'avant-guerre, sceller la réconciliation nationale, faire apparaître l'unité de la France face aux épreuves, autoriser par conséquent la continuation de l'aventure groupale. Le processus comporte deux phases : au cours de la première phase, qui culmine dans son procès puisque Pétain est revenu volontairement se livrer à la justice — au grand dam des nouvelles autorités —, le Maréchal est utilisé comme bouc émissaire. Les conditions de sa condamnation, sur lesquelles nous reviendrons d'ici peu, permettent l'enclenchement de la seconde phase : Pétain martyr a protégé de son bouclier les Français, d'une part, et le glaive de Gaulle, d'autre part. Au total, ces quatre années font bien figure de parenthèse subie, d'exception à l'histoire de France : c'est le postulat central de l'imagerie blanche, tandis que, on l'a vu, on le reverra, l'imagerie noire tente systématiquement de faire apparaître dans le pétainisme une nature de lien nécessaire et volontaire avec le siècle — un



siècle d'abjection française en quelque sorte, c'est précisément le but visé par Bernard-Henri Lévy dans *L'Idéologie française*.

L'acte d'accusation établi à l'encontre de Pétain par le procureur général Mornet — pétainiste la veille encore — porte sur deux points. Il lui est d'abord longuement reproché d'avoir fomenté un complot avec l'organisation terroriste la Cagoule, complot qui l'aurait amené au pouvoir. « Ce roman incroyable », commente Marc Ferro, a naturellement pour fonction de camoufler que ce ne sont « ni les fascistes ni les gens d'Action française qui ont hissé Pétain au pouvoir » : « Ceux qui l'avaient nommé à des postes de responsabilité s'appelaient Daladier et Reynaud, et l'avaient fait avec l'accord de tous<sup>1</sup>. » Pétain était en second lieu accusé d'intelligence avec l'ennemi, mais l'édiction des lois raciales était évoquée en une phrase et en des termes qui laissaient entendre qu'elles avaient été promulguées par simple anticipation des pressions allemandes, non par conviction propre. La légion antibolchevique, les travailleurs en Allemagne, etc., étaient tout aussi rapidement évoqués en une phrase, après qu'eut été détaillé — donc — le complot de la Cagoule, celui que Pétain avait commis lors de son ambassade à Madrid en 1939. « La thèse du complot permettait d'innocenter la nation, de trouver des boucs émissaires », souligne à juste titre Marc Ferro, et ouvrait le champ au thème de l'héroïsation du comportement des Français, vite très populaire. Au final, Pétain était condamné à mort pour avoir « misé sur la capitulation », « égaré » les Français par son prestige, et en raison de crimes commis par des subordonnés : l'accusation de complot était abandonnée mais elle avait fait son œuvre d'exonération (de la nation) et d'occultation ; le vrai procès déjà possible de l'action du maréchal entre 1940 et 1944 n'avait pu avoir lieu. Le quasi-évitement des grandes fautes du

1. Marc Ferro, *Pétain*, Fayard, 1987, p. 686.

pétainisme laissait la porte ouverte à la réapparition du bouc émissaire sous la figure du martyr, voire du « premier résistant de France », comme Pétain l'avait lui-même écrit : « Les actions héroïques, à Paris, d'une partie de la police, lors de la libération de la capitale, ailleurs des armées françaises, résume Marc Ferro, autorisaient désormais cette héroïsation qui, très vite, devient celle de la société tout entière. Tous les Français, à croire ce mythe, avaient résisté, et Pétain avec eux<sup>1</sup>. »

Cette première élaboration de la mémoire trouve son historien définitif avec Robert Aron<sup>2</sup>. Son livre sur Vichy, où, Marc Ferro l'a noté, le mot « fascisme » n'apparaît même pas, est entièrement fondé sur le parallèle classique Pétain-bouclier/de Gaulle-épée.

### *Magie noire : le résistancialisme inversé par le gauchisme*

Troisième et dernier arrêt-image avant refonte. L'unité nationale recimentée peut se passer de l'additif Pétain, qui perd toute fonctionnalité propre avec l'arrivée au pouvoir de l'ancien chef de la France libre. La France de la V<sup>e</sup> République s'identifie anachroniquement à la France résistante, administrant la preuve rétrospective de son ancienne adhésion par la nouvelle. Dans le tableau, Pétain ne sert plus à rien, il devient comme un empêchement de résister en rond : il est éjecté. Pierre Nora a remarqué que son nom ne figure même pas dans la dernière édition de *L'Histoire de France* de Lavis, en 1958. Dès lors, une nouvelle carrière posthume s'annonce pour Pétain : finis les rôles de bouc émissaire ou de martyr, il n'aura plus le choix qu'entre l'effacement piteux ou l'évocation-

1. *Id.*, p. 690-691.

2. Robert Aron, *Histoire de Vichy*, Fayard, 1954.



repoussoir du condamné absolu voué aux bûchers de l'histoire. Dans mon étude sur le rire des Français, j'ai montré qu'un film — auquel les Français font fête avec un bel ensemble — exprime exemplairement à cette époque le mythe gaullien de la France résistante, la composition évoluée, donc, en son troisième stade, du tableau blanc des années noires. Il s'agit de *La Grande Vadrouille*, un film de Gérard Oury avec Louis de Funès et Bourvil, sorti sur les écrans en 1966. Deux Français que tout devrait séparer — le caractère comme la position sociale — sont embarqués sans l'avoir cherché dans la Résistance et sont amenés à traverser le pays. Nous découvrons une France sans collaborateurs, sans pétainistes, sans police vichyssoise (à l'Opéra, on donne Berlioz devant une salle vert-de-gris sans que la moindre présence française soit identifiable); une France unanimement résistante, où la Résistance est partout et où les non-résistants sont toujours prêts à s'en rendre complices<sup>1</sup>.

L'extraordinaire faiblesse de ce roman national épique, c'est qu'il n'a ni su ni pu intégrer le principal acteur politico-idéologique de ces sombres années en France, à savoir le maréchal Pétain. Pourtant, ce n'est pas tout d'abord par Pétain que le malheur revient dans cette mélodie du bonheur d'être un Français résistant sous l'occupation boche. Les gauchistes de mai 1968, qui ne sont pas des rats, attaquent le fromage, non par les bords, mais en son centre. Et le centre vital du mythe est formé par la relation d'adhésion massive que les Français se voient rétrospectivement entretenir avec l'esprit et les pratiques de résistance. Après avoir un moment rêvé d'entraîner derrière elle la société française, la génération de 1968 constate rapidement que le basculement n'aura pas lieu. Elle en tire

spontanément la conclusion en agitant une symbolique de persécution minoritaire — d'abord en s'identifiant aux juifs, puis aux résistants à l'occupant nazi. Cette génération d'étudiants, qui n'a pas connu la guerre, est arrivée trop tard pour pacifier les djebels durant la guerre d'indépendance franco-algérienne, a usé et use de tous les stratagèmes pour ne pas accomplir le service militaire, s'anoblit en jouant au petit soldat avec le souvenir de la grandeur des autres. Après avoir affronté les « C.R.S.-S.S. » au quartier Latin, elle poursuit l'analogie. La voici engagée dans une « nouvelle résistance populaire », maoïste, parrainée par un philosophe, Jean-Paul Sartre, dont les états de résistance à la botte nazie sont plutôt minces : mais la symbolique de la Résistance traverse toute la génération qui redécouvre à cette occasion l'ancien leader des Francs-Tireurs et Partisans, Charles Tillon. C'est une analogie symbolique qui repose entièrement sur le sentiment de mise à l'écart des grandes tendances majoritaires régentant l'organisation et faisant la vie du pays : situation *renversée*, donc. En effet, la référence à la Résistance, dans le mythe blanc, éclaire une sensibilité identifiée à celle des Français en général ; la Résistance a été l'avant-garde (armée ou non) de l'esprit profond, elle a vécu comme un poisson dans l'eau ; la référence polarise des images positives de l'attitude du pays, elle est un élément de consensus national. La référence à la Résistance, dans le mythe noir, éclaire au contraire une sensibilité identifiée à celle d'une petite fraction du pays luttant contre les tendances majoritaires des Français. Le résistantialisme fait apparaître le caractère exceptionnel d'une telle attitude, l'isolement dans l'adversité, la rupture. Le poisson évolue dans un milieu hostile. Ce résistantialisme polarise des images négatives de lâcheté ou de collaboration du plus grand nombre. L'appropriation du mythe de la Résistance retourne sa signification : il devient facteur cardinal du plus extrême dissensus. Dans ce

1. Paul Yonnet, « La Planète du rire — sur la médiatisation du comique », *Le Débat*, n° 59, mars-avril 1990.



mouvement qui décroche de la panoplie du parfait Français et fier de l'être, son atout essentiel, s'élabore et se vit une métaphore de la situation des étudiants de mai par rapport à la société française : ils se voient devant lutter contre cette dernière comme ils imaginent les résistants marginaux luttant contre les tendances de la société française durant l'Occupation. Ce résistancialisme inversé n'est donc pas gratuitement instrumenté : *la Résistance n'intéresse que dans la mesure où elle est résistance à la France, résistance contre la France*. L'antipatriotisme qui prélude à mai 1968 se réinjecte spectaculairement dans l'après-1968, pour prolonger une sensibilité qui organise alors ce que j'appellerai un véritable *espace* de sociocentrisme négatif, l'espace du dégoût de soi — oxygène du futur antiracisme.

Cette représentation d'une Résistance exceptionnelle contredisant la généralité de l'esprit de résistance, cette réduction de ce dont la France s'honorait et qui l'avait conduite à faire partie du camp des vainqueurs cinq ans après avoir rendu les armes, cette image dépressive est directement accréditée par Paxton : « Environ 45 000 volontaires s'engagent en 1944 dans l'odieuse Milice, en partie peut-être pour échapper au S.T.O., en partie par fanatisme, en partie aussi pour aider à défendre l'ordre public. Si l'on y ajoute les effectifs de police et de la garde militaire, il est vraisemblable qu'en 1943-1944 il y a autant de Français travaillant à écraser le désordre que de résistants. Presque toute la population veut être débarrassée des Allemands mais pas au prix de la révolution. »

Pour établir une symétrie entre Résistance et pro-collaborationnisme actif, Paxton doit minorer l'esprit de résistance. Pour présenter une France qui hésiterait à aider les résistants par peur de la révolution, Paxton doit minorer la réalité de la terreur nazie. Marc Ferro impute judicieusement ce qu'il appelle « une dérive » de Paxton à une double mésinterpréta-

tion des sources, en l'espèce, des archives : « Laissons ces chiffres, pris aux Archives, mais qui n'ont aucun sens : tous les Français qui résistent ne résistent pas nécessairement dans un réseau ou une unité enrégimentée [...]. Un paysan ou un fonctionnaire qui aide des résistants ne figure pas sur les rôles des réseaux ni des unités militaires de la Résistance. Surtout, ce que la plupart redoutent, ce n'est pas la révolution : c'est d'être fusillés par les Allemands. L'hostilité aux résistants naît le plus souvent de cette peur qu'en les aidant on connaisse le sort des Glières, ou d'Ascq, d'Oradour, de la grotte de Luire [...]. »

» La crainte de ceux qui ont peur pour la vie, leur village, s'accommode de l'attentisme du Maréchal ; beaucoup espèrent être libérés sans avoir à recevoir des coups. Mais ces attentistes sont cent fois plus nombreux que ceux qui sympathisent avec la milice. Cela ne les empêche pas de continuer à aimer Pétain, qui les comprend et applique son mot d'ordre de Verdun : attendre avant de sortir le nez de son trou. Le feu tue.

» À trop faire fond sur les archives allemandes — pour démontrer qu'il y avait eu volonté de collaborer chez Pétain —, Robert Paxton finit par ne plus voir que ces documents ne peuvent donner la mesure de la terreur nazie en France, surtout en 1943-1944, ni aider à expliquer les équivoques de la politique de Vichy. Il juge qu'à tout prendre, si elle avait résisté, la France n'aurait sans doute pas connu le sort de la Pologne parce que le racisme nazi eût ménagé les Français, aux yeux desquels ces derniers n'étaient pas des *Untermenschen*, contrairement aux Slaves. Mais les Français d'Ascq et des Glières, d'Oradour ou de Tulle ont bien été massivement massacrés, comme en Pologne, ni plus ni moins<sup>1</sup>. »

L'erreur de Paxton est double, sur le plan méthodologique.

1. Marc Ferro, *Pétain, op. cit.*, pp. 711-712.



La première — fréquente chez les historiens et sans doute consubstantielle à la profession — est une croyance aux Archives. Paxton croit vraiment que la réalité d'une époque s'y donne directement. Il croit qu'hormis les listes répertoriées de résistants il n'y a pas de résistants vrais et qui ont pris des risques. Il ne paraît pas connaître le système d'aide active qui était, par exemple, mobilisé par les responsables de réseau, et dont ne témoignent absolument pas les fameuses listes, pour renvoyer en Angleterre un aviateur allié abattu. Il paraît croire qu'un compte rendu de réunion, officiel ou officieux, livre la réalité de celle-ci (s'il avait l'expérience du secteur administratif, il serait sans doute plus prudent). La seconde erreur, corrélée à la première, provient du fait, relevé par Marc Ferro, que sa thèse est essentiellement construite à partir du dépouillement d'archives allemandes. Au débours, Paxton cautionne une vision de la France sous l'occupation que l'Allemagne nazie — décidément toute-puissante — livrerait de façon transparente au travers de ses papiers. Il s'agit bien d'un mythe noir, car il est passé entre les mains de l'adversaire, qui continue, par-delà sa défaite, à projeter l'image qu'il voulait donner ou qu'il avait de ses propres méthodes et des réactions des Français à l'Occupation.

Pour être sûrement trop aveuglément puisée à des sources contestables, la vision de Paxton n'en demeure pas moins autocontrôlée, et rentre donc dans un espace critique constructif. Elle est loin, cela va sans dire, d'être pure et simple duplication de ces sources. Aux étapes de la réception, à l'étage et en vue d'une production historique triviale, où l'on ne fait pas dans la nuance et où c'est l'attente qui décide de la lecture d'une période, la projection des représentations de la France de l'Occupation inspirées des nazis dépasse le simple stade de la contamination tendancieuse. Il ne fait plus de doute que la

France était national-socialiste et Pétain purement et simplement un fasciste<sup>1</sup>.

### *La Résistance contre la « nation substantielle » ?*

La Résistance n'intéresse les étudiants vaincus de 1968 et les post-soixante-huitards que dans la mesure où elle est résistance à la France, avons-nous écrit, résistance contre la France. Logiquement prend naissance le mythe — celui-là, pure affabulation — d'une Résistance antinationale, antipatriotique, fondée sur le refus de la « patrie pétainiste, concrète et charnelle à souhait, pétrie de sang et de mort, dont on peut fouler le sol, humer les odeurs familières, contempler les cimetières et entendre les angélus ». La Résistance serait motivée par une « pure idée gaullienne, abstraite et désincarnée », opposant « un nationalisme de l'Idée » à un « nationalisme de la terre », une « France des nuées [...], de papier [...], sans odeur » à la France « du limon » qui est nécessairement celle du « vieux fonds fasciste » hexagonal<sup>2</sup>. Bernard-Henri Lévy, qui concrétise en 1981, dans un essai-pamphlet, une décennie de révision historique menée par la génération de mai 1968, explique le défaut de résistance sous l'Occupation par un déficit d'abstraction et d'attachement « aux grands signifiants d'universalité ». Trop d'amour de la patrie, des racines et des ancêtres, de la « nation substantielle » aurait empêché les Français de prendre les armes, et c'est en somme d'une révolte contre le sentiment patriotique qu'aurait dépendu la massification d'un comportement de résistance, qui ne s'est pas produit. Comme l'a écrit Pierre Nora, en examinant *L'Idéologie française*, « le mépris *a priori* des faits est consubstantiel aux

1. Voir en annexe à ce chapitre : « Pétainisme et fascisme ».

2. Bernard-Henri Lévy, *L'Idéologie française*, Grasset, 1981, pp. 208-211, et p. 188 pour la mise en cause du « vieux fonds fasciste » français.



nécessités de la démonstration » que ce livre contient<sup>1</sup>. L'engagement dans la Résistance ou la France libre a eu lieu en réaction à des événements concrets se produisant sur le sol de France et est entièrement subsumé par l'idée patriotique la plus traditionnelle : c'est *France d'abord*, organe des F.T.P.F. (Francs-Tireurs et Partisans français), l'organisation militaire d'un Front national, le Front national de lutte pour l'indépendance et la libération de la France<sup>2</sup> ; c'est *Défense de la France*, qui changera de titre, à la Libération, pour devenir *France-Soir* ; « Ni traître ni boche » définira les motivations du ralliement aux organisations unies dans le Conseil national de la Résistance. Dans le genre nationaliste, de Gaulle était plutôt un ultra, souvent taxé pour cette raison de « maurrassien ». La Résistance aurait été surprise d'apprendre qu'elle incarnait une idée pure et abstraite contre une idée « substantielle » de la nation. Que cela plaise ou non, elle se voulait compétitive avec le pétainisme sur le même champ de valeurs patriotiques, celui de « la France éternelle », de « la France de toujours », de la France à longue mémoire. Voici d'ailleurs comment Raymond Aron, de Londres, le 15 juin 1941, voyait dans l'interrogation des « maîtres du passé », alors florissante dans l'Hexagone, le signe d'un salutaire « retour à la France », apte, selon lui, à fortifier les bases d'un esprit de résistance. Comme par hasard, Aron revendiquait Péguy, cible centrale de Lévy dans *L'Idéologie française* (« Péguy le raciste », « Péguy le nigaud », créateur d'un « racisme sans racisme », etc.) : « Nul signe plus frappant de la ferveur patriotique qui anime les Français que cette

1. Pierre Nora, « Un idéologue bien de chez nous », *Le Débat*, n° 13, juin 1981. Ce numéro du *Débat* contient également un article d'Emmanuel Le Roy Ladurie, « En lisant *L'Idéologie française* », et une mise au point de Léon Poliakov, qui juge le livre de Bernard-Henri Lévy « historiquement faux » et « précise les circonstances dans lesquelles il a été amené à servir involontairement de garant ».

2. Premier numéro en décembre 1941.

interrogation des maîtres. Les colonnes des journaux sont remplies d'articles sur Molière, sur Corneille, sur Racine, sur Montesquieu. On fait le compte de ce qui a résisté au désastre. Un poète entre tous paraît présent, vivant dans notre patrie meurtrie : Charles Péguy — tué d'une balle au front en septembre 1914, Péguy, fils du peuple, catholique et socialiste à la fois — et avant tout Français<sup>1</sup>. »

Dans une autre de ses chroniques de guerre, si claires, si justes la plupart du temps — mythologie blanche et mythologie noire travaillant parasitairement à obscurcir ce qui fut sur l'instant tellement bien aperçu, et pas simplement par leur auteur —, Raymond Aron résumait ainsi les motivations qui devaient inéluctablement mener à sa perte l'entreprise nazie : « Partout les armées d'invasion ont réveillé le sens ancestral de la défense du sol natal. À travers toute l'Union soviétique comme dans toutes les contrées qu'a submergées la vague hitlérienne, la volonté de chasser le conquérant, la ferveur nationale anime l'immense masse des combattants anonymes<sup>2</sup>. »

De nombreuses raisons objectives et subjectives expliquent le comportement des Français sous l'Occupation, la faiblesse relative de la Résistance, le caractère tardif de son développement. Mais il en est une qui domine le paysage : à l'envers des supputations désirantes d'antipatriotisme, nos parents ne sont pas arrêtés dans leurs velléités de résistance par déficit d'universalisme, c'est d'un déficit de virulence patriotique, nationale ou nationaliste qu'ils témoignent, d'abord avant-guerre puis durant l'Occupation. Il n'y a pas à choisir ici entre telle ou telle qualification de la virulence, il n'est pas d'usage préférable ; l'élimination de l'un ou de l'autre ne servirait en effet qu'à masquer ce que nous voulons souligner, et qui fait

1. Raymond Aron, *Chroniques de guerre*, op. cit., p. 115.

2. *Id.*, pp. 613-614, écrit en avril 1943.



toute la différence avec les comportements des Français enregistrés durant la « Grande guerre », à savoir le reflux de cette mystique de la patrie décrite en 1915-1916 par Henri Bergson : « ... par-delà l'enthousiasme, plus haut que toutes les formes connues du patriotisme, où l'on se distingue encore soi-même de la patrie qu'on aime, écrit Bergson, le soldat français [a] amené son âme à ne plus faire qu'un avec l'âme de la patrie, tirant alors, de cette coïncidence avec quelque chose qui tient de l'infini et de l'éternel, la force d'aller n'importe où, même à la mort certaine, avec un sentiment de sécurité<sup>1</sup>. »

C'est l'éloignement de ce sentiment de sécurité dans le sacrifice qui constitue le ressort de la psychologie « muni-choise » comme de la psychologie attentiste sous l'Occupation.

À la Noël 1942, les membres de l'École nationale des cadres de la jeunesse d'Uriage — officiellement créée par une loi de l'État français en décembre 1940 —, dont Hubert Beuve-Méry, futur directeur du *Monde*, et le philosophe Jean-Marie Domenach, futur successeur d'Emmanuel Mounier à la tête de la revue *Esprit*, passent à la Résistance. Dans *L'Idéologie française*, Bernard-Henri Lévy accuse ces hommes d'avoir « transporté jusque dans l'autre France, celle du courage et du martyr, leur petite infamie portative<sup>2</sup> ». Les cadres d'Uriage ont en commun une répulsion pour les mœurs et l'impuissance de la III<sup>e</sup> République, et ils sont à la recherche des voies régénératrices qui, puisées aux sources intérieures, conduiraient à une modernisation humaniste. Leur passage à la

Résistance est celui de déçus du pétainisme, et c'est en quoi il est typique — typicité particulièrement gênante puisque y est démontré que l'esprit de résistance se construit sur des récurrences franco-françaises, non contre elles, qu'il surgit et se motive de l'intérieur, non d'une position d'extériorité aux valeurs patriotiques, que la maturation a lieu au centre, non dans les marges centrifuges. Tous les passages à la Résistance ne seront pas ceux de déçus du pétainisme, loin de là, mais la variété des itinéraires renvoie plus que massivement à la typicité décrite. On ne comprend pas la polémique rageuse entretenue depuis plus de quinze ans contre Uriage par Lévy ou Zeev Sternhell, si l'on ne saisit pas qu'elle s'intègre dans le processus d'installation et de fortification d'une mythologie noire visant non seulement à déprécier le roman national épique, mais à hypothéquer une refondation hexagonale sur les anciennes bases de soudure patriotique, si l'on ne saisit pas qu'elle est gouvernée par le souci de biffer les comportements et les motivations qui pourraient rapporter l'esprit de résistance au tronc identitaire français, et en relégitimer quelques rameaux, par le souci crispé d'annuler toute trace d'une dette profective — surgie par sublimation douloureuse des équivoques du début — vis-à-vis d'hommes se réclamant explicitement des valeurs nationales et patriotiques. Pour écuissier le tronc identitaire, il faut donc s'acharner à la tronçonneuse sur les rameaux d'où pourraient naître des pousses et manichéiser une réalité qui fut justement dominée par l'équivoque — une équivoque stérilisatrice des pulsions de résistance et dont c'est le crime historique majeur de Pétain de l'avoir entretenue, car il permettait tous les autres. Uriage est l'un de ces rameaux.

Le néo-résistantisme post-soixante-huitard invertit donc le mythe de la France résistante d'une double façon : en renvoyant le comportement de résistance à une dissension absolue, elle s'exercerait contre le sentiment massif des Français ; en

1. Henri Bergson, « La psychologie du combattant », in *Messidor* du 20 janvier 1916. *Messidor* est une revue bimensuelle surtitrée : *La Grande Guerre par les Grands écrivains*. Le texte de Bergson a déjà été publié par la *Revue bleue*.

2. Bernard-Henri Lévy, *L'Idéologie...*, op. cit., p. 71. Pour plus de précisions sur Uriage, lire Pierre Bitoun, *Les Hommes d'Uriage* (La Découverte, 1988) et les travaux de l'historien Bernard Comte, notamment : « L'esprit d'Uriage : pédagogie civique et humanisme révolutionnaire », in *La Vie culturelle sous Vichy*, sous la direction de Jean-Pierre Rioux, éd. Complexe, 1990.



retournant la signification idéologique de ce comportement, il serait motivé par le refus des valeurs nationales/ patriotiques. Or cette révision n'aurait pu réussir — en tout cas pas dans cette mesure, envahissante, et non sans batailles contradictoires —, si la société anti-soixante-huitarde avait choisi de relever le gant du roman national, si elle avait tenté de contrecarrer l'entreprise de destruction de la mémoire épique par des constructions opposant la piété nationale aux accusations de lâcheté. Il n'en est rien et c'est pourquoi l'on peut parler — sous le pompidolisme — d'un consensus déjà émollient autour du doute désormais installé sur les vertus nationales et l'aptitude des Français à incarner une force groupale intégrée. Deux productions culturelles célébrées par la mouvance anti-soixante-huitarde montrent que celle-ci n'est pas en reste et qu'il ne faut pas compter sur elle pour rétablir le mythe blanc de la France résistante. C'est tout d'abord Michel Sardou, chanteur alors très engagé et représentatif de la France populaire et profonde, qui chante : « Si les Ricains n'étaient pas là/ Vous seriez tous en Germany/ À parler de je ne sais quoi/ À saluer je ne sais qui/ Un gars venu de Géorgie/ Qui se foutait pas mal de toi/ Est v'nu mourir en Normandie/ Un matin où tu n'y étais pas<sup>1</sup>. » De quoi rengainer sa fierté. Puis cette même France se rue au spectacle d'un film de Robert Lamoureux, *La Septième Compagnie* (1973), l'une de ces manifestations de rire révélatrices d'une mutation d'époque<sup>2</sup>. À la vision gaullienne de *La Grande Vadrouille* succède une vision antigaulienne de la France, mais non pour autant favorable aux thuriféraires de la Révolution nationale. L'action se passe durant la défaite de 1940 : l'armée française y est ridicule. Les hommes de troupe n'ont guère envie de se battre

et n'ont qu'une hâte : retourner chez eux ; qu'une préoccupation : ce qui se passe chez eux. Les plus courageux n'ont que deux motifs d'action : bien manger tout de même, mais surtout éviter la prison... en Allemagne. En dehors de l'armée, la France des épiciers qui nous est montrée est prête à collaborer avec l'Allemand. On ne saurait mettre plus clairement en cause les sentiments de grandeur patriotique prêtés aux Français et les images d'héroïsation distillées par le mythe gaullien. Et c'est au fond la surprise : la révision historique fait sauter le couvercle du roman national, et des pique-assiette qu'on n'avait pas invités, ni prévus, se précipitent sur la cocotte.

#### *L'exigence d'extinction de l'identité française*

Le trop-plein d'encre noire versé sur l'ancien tableau d'honneur et d'héroïsme des années d'occupation ne tarde pas à dégouliner du cadre. Il apparaît assez rapidement que l'enjeu est plus profond. Récurrence du dégoût, que l'on fait remonter au XIX<sup>e</sup> siècle, et c'est un siècle d'« idéologie française » qui rentre dans le collimateur. Ne sont plus seulement mises en cause les attitudes des parents durant la guerre, mais aussi leur comportement avant la guerre, et celui de leurs parents, et celui des parents de leurs parents. Le démon qui agite ce qu'on appelle aujourd'hui l'identité française est plus profond. Ce n'est pas un dérèglement circonstanciel, mais une « purulence » (Lévy) constitutive de l'organe et qui déverse régulièrement son infection. La France n'est plus seulement accusée d'avoir été fasciste ou national-socialiste durant la guerre, elle est accusée d'avoir été, avant la guerre de 1914, la « patrie du national-socialisme » (Lévy) en réalisant la première synthèse du socialisme et du nationalisme (Sternhell). Ainsi la France, seul pays d'Europe continentale à n'être pas devenu fasciste, ni totalitaire, dans les années 1930, à la différence de l'Allemagne,

1. *Les Ricains*, paroles de Michel Sardou, musique de G. Magenta.  
2. Cf. Paul Yonnet, « La Planète du rire... », *art. cit.*



de l'Italie, de l'Espagne, de la Russie, etc., se trouve-t-elle marquée du sceau d'infamie. Ainsi la révision ruine-t-elle par avance les vraies questions concernant cette période : « Pourquoi, quand la France avait apparemment dans son héritage tout ce qu'il fallait pour culbuter dans le fascisme au moment où il prenait le pouvoir, elle en a été étrangement préservée. Au point que même le régime pétainiste, malgré la présence d'un Maréchal au pouvoir, malgré les lois d'exception et toutes les aberrations, n'a pas été, précisément, un véritable fascisme<sup>1</sup>. »

Malgré — ou plutôt à cause de — leurs différends, Sternhell et Lévy concourent entre 1978 et 1983 à cette construction destructrice qui s'attaque cette fois-ci à la mémoire du siècle, ne vise plus seulement un instant d'égarement mais s'en prend à l'être générique. Sternhell est un historien d'université, Lévy est un écrivain-philosophe, qui fait carrière médiatique, hors de l'Université. Ils s'adressent à des lectorats en partie — mais cette partie est significative — différents et complémentaires. Jusque dans ses productions publiques, Sternhell ne doit pas déroger à certaines règles qui lui permettent de continuer à être reconnu par ses pairs comme l'un des leurs. Lévy n'a que faire du jugement des historiens. *L'Idéologie française* a provoqué l'indignation du milieu, qui a considéré ce livre faux et parasitaire, mais a été bien reçu par un public de diplômés non spécialistes qui — en particulier dans les rubriques littéraires des médias — manifestaient ingénument leur niveau d'incompétence. Le tout est bien sûr nettement surdéterminé par l'attente de ce genre de thèse, la sympathie *a priori* dont pouvait bénéficier la dénonciation de l'« idéologie française ». Mais Lévy dit tout haut et amplifie, hors les précautions d'usage, ce que Sternhell avance tout bas, même si le statut socioprofessionnel de Sternhell l'oblige mécaniquement à se démarquer

1. Pierre Nora, « Un idéologue bien de chez nous », *art. cit.*, p. 109.

publiquement de Bernard-Henri Lévy, opération rendue d'autant plus nécessaire et facile que celui-ci a dépassé le stade de la caricature : « Il convient de souligner ici, écrit Sternhell, la grande faiblesse de cet ouvrage de vulgarisation qu'est *L'Idéologie française* de Bernard-Henri Lévy. Lévy, qui a mal assimilé les travaux dont est fait son livre, qui ignore les impératifs de la recherche scientifique, ne craint pas le ridicule en disant qu'il existerait une idéologie commune à tous les Français et qui serait proche du fascisme<sup>1</sup>. »

Il n'empêche qu'à des niveaux d'intensité variables, exprimés dans des genres différents, sourdent des thèses et un projet appariés. Là où Bernard-Henri Lévy, ayant « peine à réprimer une nausée aux vapeurs qu'il lui faut respirer », descend dans les « abîmes de l'idéologie française », découvre, « au cœur même de la pensée française, un vieux fonds de purulence qui lui appartient en propre », là où il s'aperçoit que « le fascisme français est, à la lettre, structuré comme un inconscient », et que, dans la collaboration, la France ne s'est rendue coupable que d'« intelligence avec elle-même », de « copulation avec ses traditions les mieux enfouies »<sup>2</sup>, Sternhell traque le fascisme comme « idéologie latente<sup>3</sup> » et — au-delà des « fascistes purs », qui « ne constituent jamais en France qu'une minorité » (mais ce serait trop facile, n'est-ce pas...) — découvre une « imprégnation fasciste » et « la respectabilité acquise par les idées antidémocratiques tout au long du demi-siècle qui sépare le boulangisme de Vichy »<sup>4</sup>.

Comme l'a écrit un critique de l'époque, Jean-François Revel, pour tenter d'en excuser les plus criantes énormités,

1. Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche. L'Idéologie fasciste en France*, Éditions Complexe, 1983, rééd. 1987, p. 374, souligné par l'auteur.

2. Bernard-Henri Lévy, *L'Idéologie...*, *op. cit.*, notamment pp. 11 et 65.

3. Zeev Sternhell, *Ni droite...*, *op. cit.*, p. 11.

4. *Id.*, p. 357.



*L'Idéologie française* ne reconstitue pas une histoire des sensibilités, il fait partie de l'histoire des sensibilités. Et c'est en effet sous cet angle, comme symptôme et comme facteur, production cristallisant et formulant l'ambiance, mais aussi agissant sur elle, qu'il est à considérer. La forme en est exterminatrice — l'épithète « infâme » revient des dizaines de fois, jusqu'à ne plus retenir l'attention. Mais la forme est à la hauteur du péril, puisque Lévy apporte « la démonstration irréfutable » que « l'idéologie française fut — est hélas toujours — ce ventre fécond d'où est sortie la bête immonde »<sup>1</sup>. Au fond, Lévy aurait pu emprunter à Thierry Maulnier, pour s'en servir de titre, l'invective lancée en novembre 1936 par cet écrivain séduit par le fascisme : « Sortirons-nous de l'abjection française ? »

« Vieux mélange de gueulante d'extrême droite et de fantasmes d'extrême gauche », selon Pierre Nora, avatar — donc — d'une tradition qui révélerait paradoxalement une pesanteur francitaire, *L'Idéologie française* n'en est pas moins un texte historique, car un texte-charnière dans le dépérissement des idéologies soixante-huitardes sur la route de l'antiracisme. Bernard-Henri Lévy écrit ceci : « C'est que la plaisanterie a assez duré d'un virus étranger, d'une greffe superficielle qui, parfois, bien sûr, nous contamineraient mais auxquels notre génie, en ses profondeurs, résisterait de toute son âme. Je crois, moi, que c'est l'inverse ; que c'est le contraire qu'oblige à constater l'histoire réelle ; qu'il n'y aura pas un Juif, pas un Noir, pas un Arabe, réellement libres dans ce pays tant que nous nous refuserons à reconnaître l'évidence : et, pour commencer, la place éminente qu'occupe la culture française — avec d'autres certes, mais bien souvent en avant-garde —

1. Extrait du texte de présentation de *L'Idéologie française* figurant dans le fascicule de présentation des ouvrages de la collection « Figures », chez Grasset, où a été publié l'ouvrage.

dans la formation, l'élaboration, les déplacements du concept moderne de race<sup>1</sup>. »

En deux mots, *L'Idéologie française* est le texte qui pose que l'identité française est par nature tueuse de Juifs, de Noirs, d'Arabes, d'étrangers ou considérés comme tels, et qui exige, en voie de conséquence, son évaporation, sa dissipation, son extinction dans l'universalité. « Il n'existe qu'une façon sérieuse de contrecarrer le dessein fasciste », en effet, « c'est, à l'inverse de ce que nous dit depuis plus d'un siècle maintenant l'ensemble de l'idéologie française, d'abolir tous les lieux, d'oublier tous les temps, de faire fi de toutes circonstances — et de poser, quoi qu'il en coûte, qu'il y a des valeurs tout à la fois éternelles, universelles et catégoriques »<sup>2</sup>. Point cette opposition considérée comme antagonique entre identité française et universalité des valeurs, s'affirme l'impossibilité d'une incarnation de ces dernières dans une spécificité française et s'avance la douce utopie, en guise de remède, d'une dissipation de la France dans le monde. *L'Idéologie française* suinte à toutes les lignes d'une peur malade de l'identité française, une francophobie parfois délirante qui conduit son auteur, au terme d'une longue analyse, à qualifier le Parti communiste français de « national-socialiste » parce qu'il a négligé le maître penseur allemand et s'est voulu aux couleurs de la cocarde — pas assez communiste, trop français. En résumé, la liaison est établie entre identité nationale et racisme, les incompatibilités posées entre France et antiracisme, la voie du remède dissipateur tracée. À l'aube des années 1980, le néo-antiracisme est constitué.

À Zeev Sternhell il est couramment reproché de commettre des erreurs de proportion, d'attribuer à des cercles — tel le cercle Proudhon — ou à des personnages — tels Valois ou

1. Bernard-Henri Lévy, *L'Idéologie...*, op. cit., pp. 97-98.

2. Id., p. 249.



Thierry Maulnier — une importance qu'ils n'avaient pas : de prendre la partie pour le tout, de laisser la focalisation opérée sur des éléments du tout contaminer le regard porté sur ce dernier, et par conséquent de multiplier les faux-sens conduisant à une déformation de la réalité historique<sup>1</sup>. Ce n'est pas là son moindre défaut, à quoi Sternhell peut néanmoins objecter une pétition de principe : que ces phénomènes apparemment secondaires — pour ne pas dire plus — ne sont que les parties émergées d'un immense iceberg imprégnant souterrainement le tout. Plus décisivement encore, le propos de Sternhell me semble entaché, au départ, par une erreur de méthode irrécupérable, mais qui a au moins le mérite d'être identifiable sans difficulté par n'importe quel lecteur, puisque le principe en est franchement posé dans l'introduction à *Ni droite ni gauche* : le chercheur veut « dégager le dénominateur commun, le "minimum" fasciste, dont participent non seulement les différents mouvements et idéologies politiques qui se réclament du fascisme, mais aussi ceux qui déclinent l'épithète mais appartiennent néanmoins à la famille<sup>2</sup> ». Ainsi, Sternhell se met méthodologiquement en position de ne plus pouvoir distinguer ce qui sépare — politiquement et idéologiquement — l'ambiance générale ou partielle d'une époque d'un régime autoritaire, un régime autoritaire d'un régime fasciste, et, à l'intérieur de ce type aux nombreuses configurations, ce qui différencie le cas très particulier du nazisme — qui est au fascisme de Franco ce que le communisme des Khmers rouges est à celui de Deng Xiaoping. Bref, en refusant méthodologiquement de rechercher, au contraire du « minimum fasciste », le différentiel fasciste, ce qui — dans le fascisme — n'est pas

1. Voir par exemple Michel Winock, « Fascisme à la française ou fascisme introuvable », *Le Débat*, n° 25, mai 1983.

2. Zeev Sternhell, *Ni droite... op. cit.*, p. 32.

partageable, lui est spécifique, Sternhell se met *ipso facto* en position de nazifier par récurrence l'ensemble d'une époque et jusqu'aux nappes phréatiques. Le résultat est à la mesure de la bévue. Avec les critères minimaux libérés par l'analyse de Sternhell — le culte des morts, de la terre où ils ont vécu, la mémoire des racines, la ferveur nationale, l'alliance de celle-ci avec des utopies sociales ou socialistes —, je me fais fort de montrer que les résistances européennes, le gaullisme, le Bund, l'idéologie sioniste et plus encore celle qui a présidé à la formation des kibboutz, sont peu ou prou protofascistes jusqu'à la jugulaire, sans même parler de Giono ou de Mounier. D'ailleurs, à citer des propos anodins, ou parfaitement périphériques au noyau dur du fascisme — le genre de considérations traînant presque inévitablement autour de sentiments de fortes soudures collectives —, à illustrer sa nosographie fascistoïde en considérant que tout ce qu'a dit un fasciste était fasciste — avant qu'il ne le soit et pendant qu'il y était —, à y classer indûment des auteurs et des propos de bon sens, voire joliment anticipateurs, le livre de Sternhell se mue très insidieusement en vecteur de la propagande fasciste : il tend à faire de chaque Français, de chacun de nous un fasciste, puisqu'il met le lecteur dans l'incapacité de discriminer les signaux repoussants de ceux qui ne le sont pas.

Quiconque refuse le marxisme de la lutte des classes et critique le fonctionnement de la III<sup>e</sup> République est *ipso facto* classé « fasciste », et c'est ainsi que Sternhell poursuit Emmanuel Mounier d'une persécution anachronique. Aveuglé par sa volonté de fasciser à tout prix la France avant même l'heure allemande, Sternhell développe sur le personnalisme une analyse exactement à contresens. Il ne comprend pas du tout que, à partir d'une communauté de préoccupations avec les courants fascistes (contre l'individualisme, la démocratie délétère, le matérialisme, pour de nouvelles socialités communau-



taires), le personnalisme dégage des ressources d'imperméabilisation au fascisme et que la revue *Esprit* — qui a, dès 1933, dénoncé le risque d'holocauste antisémite en Allemagne, quand tant d'autres ont minimisé les risques — construit bien plus un rempart idéologique qu'elle n'ouvre un boulevard à la tentation fasciste.

### *Une nouvelle cible : l'assimilation*

L'instrument de mesure du mythe héroïque de la France résistante est l'attitude des Français par rapport aux Allemands et à la collaboration. La persécution des juifs est l'un des paramètres pris en compte, mais ce compte minimise les responsabilités de Vichy, qui aurait toujours agi sous la pression des autorités nazies et invoque à l'appui du bien-fondé de sa politique des résultats flatteurs comparés à ceux de tous les autres grands pays européens : les trois quarts des juifs de France ont échappé à la mort<sup>1</sup>. Au début, lorsque la mythologie noire succède à la mythologie blanche, la culpabilité accusatrice à la réputation flatteuse, la refonte s'opère à l'aide du même instrument de mesure. Les ratios de l'indice demeurent du même ordre : seule la valeur des paramètres change, pour être revue à la baisse (attitudes de résistance aux

1. Après quelques surestimations ou sous-estimations dans l'ordre des choses, le dénombrement exact des déportés juifs semble bien cerné. Exemple de surestimation : la pancarte du camp de Drancy parlant de 100 000. Exemple de sous-estimation : Robert Paxton, qui, dans *La France de Vichy*, écrit : « Au total, de 60 000 à 65 000 juifs sont déportés de France, des étrangers pour la plupart, qui avaient eu confiance dans l'hospitalité traditionnelle du pays. Des ressortissants français, peut-être 6 000, font aussi le macabre voyage. Ils seront à peu près 2 800 en tout à revenir des camps de concentration » (p. 180). Bien imprudemment, Paxton ajoute : « Reitlinger donne sans doute le dernier mot sur les statistiques allemandes incertaines. » Dans *Vichy et les Juifs*, Marrus et Paxton, dix-huit ans plus tard, s'arrêtent au chiffre de 75 721 déportés, celui qu'avance Serge Klarsfeld.

Allemands, attitudes de résistance à l'antisémitisme). Mais, assez rapidement, l'indice se disloque, l'échelle des valeurs se transforme et le critère majeur de jugement devient l'attitude de la France et de Vichy par rapport aux juifs. La montée en puissance de cette hyperesthésie, qui a des raisons multiples, joue un rôle moteur dans la dépréciation de la mémoire épique de cette période et dans le reclassement à la hausse du régime de Vichy dans le palmarès de l'horreur et de la nocivité<sup>1</sup>. Alors que Pétain était réputé être resté, malgré tout, un ou plusieurs crans en dessous du fascisme, la révision qui a lieu — au cours de son évolution propre — amplifie ses premières impressions. Au palmarès, la Révolution nationale s'intercale désormais entre la révolution nazie et la révolution mussolinienne, loin même devant le fascisme italien au regard du critère de l'antisémitisme : « Pendant la première moitié de l'été 1943, un juif apatride ou étranger arrêté en France pouvait améliorer ses chances de survie en gagnant un pays fasciste — l'Espagne, le Portugal ou l'Italie — », constatent Marrus et Paxton<sup>2</sup>. « Une manière d'échapper aux mesures de Vichy était, par ironie du sort, de gagner un pays fasciste<sup>3</sup>. » « Ce n'était pas toujours la Révolution nationale qui était la moins violente, conclut pour sa part Sternhell. Le degré d'antisémitisme sous Vichy [...] est de loin plus intense que dans l'Italie mussolinienne<sup>4</sup>. »

La situation exige qu'il soit fait appel à la dialectique, plus

1. Ce chapitre était terminé lorsque est intervenu l'arrêt de non-lieu général au bénéfice de l'ancien chef de service de renseignement de la Milice dans la région lyonnaise, Paul Touvier, arrêt rendu par la chambre d'accusation de Paris le 13 avril 1992. Tant l'arrêt — qui reprend des points essentiels du mythe blanc — que la nature et la forme de la condamnation presque unanime et des réactions en chaîne qu'il a suscitées — où l'on repère des points essentiels du contre-mythe parvenu à son stade le plus dépréciateur — illustrent l'état des rapports de forces en présence.

2. Marrus et Paxton, *Vichy et les Juifs*, Calmann-Lévy, 1981, p. 443.

3. *Id.*, p. 514.

4. Zeev Sternhell, *Ni droite..., op. cit.*, p. 356.



précisément, en l'espèce, à la dispersion spectrographique d'une réalité d'apparence univoque, mais qui recouvre et condense des mouvements plurivoques.

Premièrement, c'est la société française qui est porteuse dans son ensemble, moyennant le temps nécessaire à la sensibilisation des différents groupes sociaux, de cette hyperesthésie aux persécutions juives durant la Seconde Guerre mondiale. Moins pour expier une faute — qui exposerait à des rechutes si la pulsion n'était qu'en sommeil — que pour témoigner de l'effondrement de l'ancien antisémitisme en France. Non que celui-ci ait disparu. Mais, lorsqu'il se manifeste, il est immédiatement l'objet d'une réprobation massive — il peut même être l'objet de réprobations quasi anticipatrices à l'origine de la formation de véritables ondes de panique<sup>1</sup>. Et, d'autre part, la variabilité des mesures de l'antisémitisme n'intervient plus que dans un registre et une gamme de critères que la perspective oblige à considérer, pour l'essentiel, comme relevant d'une échelle d'appréciation sans grande mesure commune avec l'ancienne. Le seuil de réactivité aux propos antisémites est tellement élevé que ce qui paraissait relever hier de la faible intensité est aujourd'hui classé dans la forte, et donc dans l'absolument inacceptable. De la même manière, il est fantasmagoriquement accordé à des manifestations résiduelles, témoignant, en tout cas en France, du confinement du phénomène, une importance démesurée. D'où l'ambiguïté d'un mouvement d'effondrement qui ne se laisse pas facilement reconnaître — comme si la montée de l'antisémitisme répondait à la physique des compressions et ne dépendait que de la plus ou moins grande contrainte exercée sur son expression, comme si cette reconnaissance risquait par là même d'affaiblir

1. Voir le syndrome de Carpentras, à la suite de la profanation du cimetière juif de la ville par des inconnus, en mai 1990.

le seuil de réactivité —, ambiguïté d'un mouvement d'effondrement qui ne se démontre peut-être, au fond, que dans cette incapacité à se reconnaître et la vérification périodique du niveau de sensibilité atteint.

Pour mesurer l'étendue du chemin parcouru, il faut rappeler — ce qu'on omet trop fréquemment de faire — que la réclamation de l'expulsion, voire de l'extermination des juifs est chose très courante au XIX<sup>e</sup> siècle. Et qu'elle a laissé des traces dans la littérature politique ou la littérature tout court. Celles qu'a laissées Proudhon sont bien connues<sup>1</sup>. Celles qu'a laissées Charles Baudelaire ne sont qu'exceptionnellement citées, comme s'il ne fallait pas ternir l'image du poète récité en classe. Baudelaire, également auteur, sur le tard, de « poèmes » de dépit contre les Belges, écrit — pour l'essentiel — entre 1861 et 1866, *Mon cœur mis à nu*, livre jamais terminé, publié de façon posthume, et qu'il a conçu comme une œuvre rédemptrice. Fréquemment comparé aux *Pensées* de Pascal, *Mon cœur mis à nu* est un monument de crétinerie satisfaite. Entre quelques réflexions sur Jésus, Dieu et la morale, Baudelaire glisse : « Belle conspiration à organiser pour l'extermination de la Race juive<sup>2</sup>. »

Deuxièmement, cette hyperesthésie aux persécutions juives a des effets d'arbitrage dans la réalité historique de la guerre, eux-mêmes producteurs en retour de répercussions complexes dans la réalité du moment. Arbitrage, car, pour prendre un exemple justement volontairement arbitraire, qui s'intéresse aujourd'hui au siège de Leningrad (Hitler avait ordonné de refuser la capitulation, près d'un million de morts et un tournant de la guerre) ? Alors que se sont multipliées, depuis

1. Cf. Léon Poliakov, *Histoire de l'antisémitisme*, op. cit., t. II, pp. 207-211.

2. Charles Baudelaire, *Mon cœur mis à nu*, Librairie générale française, Livre de poche, n° 3402, 1972, p. 132.



dix-sept ans, les publications traitant ou évoquant diversement les victimes raciales de Vichy. L'hyperesthésie arbitre d'elle-même entre les proportions, entre les valeurs (d'exemples, de martyrs, de héros, de salauds), elle arbitre entre les significations de la guerre, entre les morts et entre les horreurs, elle modèle une nouvelle image — ou une image spécifique — de la guerre. On s'explique mieux les raisons du tollé national mais aussi international provoqué par le lapsus, le 13 septembre 1987, au « Grand Jury R.T.L.-*Le Monde* », de Jean-Marie Le Pen sur « les chambres-à-gaz-détail-de-l'histoire », et la forme prise par la polémique. Celle-ci s'est en effet développée sur un *malentendu* confirmant le niveau élevé de la sensibilité collective, mais surtout, révélant l'image de la Seconde Guerre mondiale désormais véhiculée. Mal-entendu, car le corps social, et les traces laissées le prouvent<sup>1</sup>, a réagi comme si Le Pen avait voulu dire (ou seulement voulu dire) que « l'existence des chambres à gaz » était « un détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale », avec ses 50 millions de morts. Or la perte inintentionnelle de Le Pen était plus grave, puisqu'il tentait d'échapper — par ce mot — à un questionnement harcelant tendant à lui faire publiquement et fermement désavouer le principe des « recherches historiques négationnistes ». L'échange de sortie ponctuant la tactique d'évitement suggère donc que Le Pen voulait bien plutôt dire : puisque l'holocauste, *s'il a eu lieu*, est un détail de l'histoire, s'interroger sur l'existence *ou non* des chambres à gaz en est un autre...

1. Ainsi Bernard Tapie, amené à s'expliquer sur l'usage du mot « salaud », en pleine campagne aux élections régionales, à l'encontre des électeurs du Front national, déclare-t-il à *Libération* (27 février 1992) : « Je venais de vivre un moment insupportable, dit-il. Le maire de Jérusalem nous avait emmenés, ma femme et moi, au mémorial de Yad Vachem. Un lieu sinistre, froid, entièrement noir où seules un million cinq cent mille bougies brûlent nuit et jour en mémoire des un million cinq cent mille enfants sacrifiés. [...] J'ai affirmé publiquement que celui qui pense, celui qui affirme que ce n'est qu'un "détail", est un salaud. »

L'opinion est restée à demi sourde et s'est arrêtée spontanément à une raison de se scandaliser, révélant en creux que l'holocauste des juifs était devenu, avec le temps, non « ce détail », mais l'événement majeur, celui qui caractérise au mieux ce que fut le conflit : ce que j'appelle le travail du « point de détail », ce qu'il permet de mettre au jour et de saisir de l'état des mentalités collectives du moment.

Si j'utilise l'expression « événement majeur de la Seconde Guerre mondiale », c'est qu'elle a été employée, qu'elle est d'un usage relativement courant, en Occident, qu'elle a été publiquement reprise par des responsables politiques allemands, et que c'est sans doute là la thèse implicitement avancée par nombre d'historiens d'outre-Rhin. On aperçoit parfaitement, en effet, que ce qui se profile derrière l'« événement majeur », c'est une banalisation du reste, de tout ce qui ne fut pas l'holocauste des juifs. Du reste, c'est-à-dire pas seulement les exactions systématiques contre les populations civiles ou militaires — les méthodes de guerre nazies —, ce qui s'évapore dans cette refonte de l'image de la guerre, c'est son enjeu, le projet impérial national-socialiste allemand qui fut la pire tentative d'asservissement des nations jamais conçue en Europe, un enjeu que Raymond Aron résumait ainsi : « Nations libres ou empire tyrannique, tel est le sens, pour l'Europe, de la guerre hitlérienne<sup>1</sup>. »

C'est pourquoi, si ne voir dans Hitler qu'un spécimen de la « banalité du mal » est une facilité d'écriture, certes, celle-ci — dès lors qu'elle n'exprime plus une philosophie pessimiste — s'intègre dans un cadre d'appréhension collective des réalités de la guerre passée qui tend à chasser la dimension exceptionnelle des ambitions nazies. Excepté l'holocauste, la Seconde Guerre mondiale n'est pas un conflit comme les autres. En

1. Raymond Aron, *Chroniques de guerre*, op. cit., p. 614.



dehors des occurrences génocidaires libérées par les premières victoires, l'enjeu de l'entreprise nazie n'est pas celui d'une guerre comme les autres. Ne sont banales ni l'adhésion de tout un peuple à un projet militariste de domination continentale, ni l'eschatologie millénariste d'Adolf Hitler et de ceux qui l'entouraient, ni les rêves de partage avec le Japon d'un monde réduit à la servitude pour le bien-être des races supérieures. 1939-1945 n'est pas la conséquence d'une série d'incidents de frontières qui auraient mal tourné dans un contexte de disputes chauvines. À la faveur de la concentration consensuelle du regard sur le génocide, ces dimensions s'atténuent, sont rejetées dans le lointain de la mémoire, finissent par disparaître : une forme implicite de négationnisme se déploie dans le silence. Je me suis souvent demandé pourquoi les « recherches » de ceux qui nient l'holocauste des juifs dans les chambres à gaz s'étaient brusquement trouvées portées sur le devant de la scène à la fin des années 1970 : la médiatisation et le succès de cette médiatisation dénonciatrice sont bien évidemment à mettre en relation directe avec la montée en puissance d'une sensibilité de plus en plus aiguë, au fur et à mesure que la mythologie noire déplaçait son axe de la collaboration à l'antisémitisme. Mais cette élucidation est insuffisante : on n'a pas prêté attention au fait qu'était ainsi sélectionné un adversaire homologue, lui aussi focalisant l'intérêt sur le sort des juifs et négligeant le reste — à cette différence près que chez les « négationnistes », il s'agit d'une négligence de principe et qu'opère là une stratégie consciente de banalisation du reste. Pour les « révisionnistes », que je préfère appeler des « négationnistes », tenter de prouver que, dans les chambres à gaz, on n'a gazé que des poux pour éviter la propagation du typhus est un enjeu de taille, l'enjeu dernier : s'ils arrivaient à en persuader l'opinion, ils auraient fait céder le dernier obstacle à la banalisation de la Seconde Guerre mondiale, qui est leur

finalité inavouée. Ils auraient alors entièrement fait disparaître le caractère spécifique d'une ambition guerrière et conquérante ramenée à l'aune d'une prétention normale, qui — par sa grandeur d'inspiration — n'aurait peut-être pas été sans noblesse... Les « négationnistes » sont porteurs de deux négations : l'une, explicite, vise l'holocauste des juifs ; la seconde, implicite, vise les objectifs hitlériens et le déroulement de la guerre. S'attacher à détruire l'une sans apercevoir l'autre revient à rater le cœur organique du projet, là où s'organisent des travaux d'oblitération visant différents niveaux de perception.

Troisième composant de l'anti-antisémitisme exacerbé, qui, les années passant, polarise le ressentiment à l'égard du comportement des Français sous l'occupation allemande et sert de levier — sans contrepoids possible — au rejet du mythe avantageux de la France résistante dans les poubelles de la fausse mémoire : les persécutions à l'encontre des juifs émanant directement de Vichy — sous la forme des lois raciales d'exclusion — sont imputées à « la tradition française de l'assimilation » (Paxton<sup>1</sup>), et « le changement d'attitude des Français à l'égard des réfugiés » à « un élément de la tradition républicaine, la doctrine de l'assimilation » (Marrus et Paxton<sup>2</sup>). On voit immédiatement comment l'attitude des autorités de Vichy et celle des Français sont reliées à la tradition constitutive du pays, pour lui imputer globalement les crimes commis durant cette période bien particulière. Rapidement, cette explication — tellement importante dans l'argumentaire idéologique du néo-antiracisme — a été élevée à la hauteur d'une évidence, et c'est d'ailleurs de la lutte contre l'assimilation — cible principale de la déclaration — que les

1. Robert Paxton, *La France...*, op. cit., p. 172.

2. Marrus et Paxton, *Vichy et les Juifs*, op. cit., p. 507.



quatorze religions, organisations maçonniques et antiracistes font dépendre le succès de « la lutte contre le racisme » dans leur déclaration de 1985<sup>1</sup>. S'est construite ici une version universitairement acceptable du thème ailleurs développé de l'identité nationale française par nature tueuse de juifs ou d'étrangers. La critique de l'assimilation à la française forme le convexe de la démonstration, le concave plaide en faveur d'un communautarisme ethnique de type — au minimum — américain. Qu'est-ce qui unit la stigmatisation, ici d'Emmanuel Berl, de Simone Weil et de Michel Debré, là d'Émile Durkheim et de Bergson, tout à coup rattrapés par leur judéité, voire — comme Durkheim — par une filiation rabbinique : trop français, beaucoup trop français, détruits par la puissance hétéronomique de l'identité française au point d'en apparaître comme quelques-uns des plus beaux fleurons, trop assimilés donc, reproche valant pour l'ensemble des juifs français qui auraient péché par trop de confiance, auraient abandonné — selon nos auteurs — la seule organisation apte à les protéger contre les persécutions, l'organisation communautaire, auraient oublié de fortifier leur différence ethnique (bien évidemment, la prévention qui valait hier vaut encore aujourd'hui...)?

Ce que laissent de côté Marrus et Paxton pour mieux cibler une attaque globale du grand épouvantail, ogre castrateur, vu tantôt comme « la tradition française de l'assimilation », tantôt comme « la tradition républicaine de l'assimilation », c'est que l'assimilationnisme pétainiste, celui du nouvel État français, est l'envers exact de l'assimilationnisme républicain. Ce dernier est individualiste, et il a été formulé par Clermont-Tonnerre devant l'Assemblée nationale, durant la Révolution française, lorsque celui-ci argumentait en faveur de l'émancipation des

1. Cf. chapitre II, *supra*.

juifs : « Il faut refuser tout aux juifs comme nation, et accorder tout aux juifs comme individus. Il faut qu'ils ne fassent dans l'État ni un corps politique ni un ordre. Il faut qu'il soient individuellement citoyens<sup>1</sup>. » L'assimilation pétainiste, au contraire, est communautariste. La nation est conçue comme une communauté de communautés (famille, entreprise, profession, province), conception qui s'accompagne de la condamnation de l'individualisme. C'est parce que — situation qui les renvoie à celle qui était la leur sous l'Ancien Régime — les juifs français sont de nouveau considérés non plus comme des individus, mais en tant qu'ils *appartiennent par leur origine* à une communauté, à une nation spécifique, que la Grande communauté, la communauté nationale française, se replace idéologiquement et juridiquement en position de l'inclure ou de l'exclure, de prendre des mesures la visant en tant que groupement particulier. J'ajoute, pour mieux souligner l'étrangeté scientifique de cette passion anti-assimilationniste et par là son inscription dans un tableau exprimant une attente d'époque, que si l'histoire de la diaspora juive démontre une chose, c'est que la fortification du différentialisme ethnique, l'organisation spécifique dure n'ont jamais suffi à la protéger des persécutions, bien au contraire. Souvenons-nous que la vague de pogroms en Russie — là où, au début du siècle, l'antisémitisme effectif fut le plus violent — a éclaté dans un pays où, pour reprendre le constat de Léon Poliakov, « les juifs étaient loins d'être [...] en voie d'assimilation, [...] ils constituaient un peuple, face à d'autres peuples<sup>2</sup>. »

Nous ne voulons pas dire que la revendication communautaire — qui peut se traduire par une gamme étendue d'attitudes

1. Lire le très bon *Libres et Égaux, l'émancipation des juifs, 1789-1791*, de Robert Badinter, Fayard, 1989, en collection de poche, n° 6732.

2. Léon Poliakov, *Histoire de l'antisémitisme*, t. II, *op. cit.*, p. 344.



organisationnelles allant de l'association religieuse intégrée à une macro-identité nationale à la sécession ethnique — est dénuée de justification ni qu'elle entraîne à tous coups des réactions néfastes vis-à-vis du groupe qui l'émet. Nous voulons souligner le caractère arbitraire et attendu de l'inspiration qui sous-tend l'incrimination globale de l'assimilation des groupes ethniques et mettre en lumière le prêche à rebours en faveur de la réimperméabilisation des frontières communautaires que cette incrimination contient — la conscience micro ou médio-identitaire fortifiée devant désormais légitimement monter la garde contre les exactions inévitables de la conscience identitaire nationale. On achève par là d'expliquer la division des lectorats putatifs aux thèses, effectivement antagoniques sur ce point central, présentées par Hannah Arendt dans les années 1960 et Paxton, puis Marrus et Paxton, dans les deux décennies suivantes. Hannah Arendt défend l'idée que la propension des juifs à s'organiser en communauté — dont auraient profité les nazis — a considérablement facilité la tâche des bourreaux et amplifié le génocide ; elle tente de montrer que là où les juifs s'étaient le mieux assimilés, ils ont été le mieux protégés. Mais c'est le discours inverse que l'on veut maintenant entendre : celui de l'organisation communautaire par nature protectrice, celui de la nidation identitaire. Arendt va devoir faire face aux attaques que l'on sait. Les affirmations de Marrus et Paxton sont bues comme du petit-lait.

Il est possible de reconstituer à grands traits la séquence qui mène des années 1920 aux années 1940 en France. Alors que les États-Unis, communautaristes — pratiquant la ségrégation raciale, non seulement à l'encontre des Noirs, mais, dans certains lieux, à l'encontre des juifs —, instaurent des quotas ethniques et se ferment en fait à l'immigration de masse et à l'accueil des réfugiés fuyant le fascisme et/ou les pogroms dans toute l'Europe, la France — pour des raisons qui excèdent de

loin la nécessité démographique de reconstituer les pertes de 1914-1918 et de combler le déficit de natalité — devient en termes de valeurs du moment, le premier pays d'émigration du monde, ces immigrés (dont de nombreux réfugiés) accédant de plus en plus rapidement à la nationalité française du fait de l'assouplissement des conditions juridiques qui accélère les mouvements de naturalisations. Loin d'engendrer la xénophobie et le racisme, l'assimilationnisme individualiste républicain repousse les seuils d'intolérance, précisément parce qu'en stipulant que l'Hexagone accueille des étrangers, non des communautés, que la France naturalise des personnes pour renforcer la nation, non des individus venant gonfler des ethnies internes, il modère les craintes de perte de cohésion du groupe-nation. Mais ce faisant, et dans le contexte de crise économique mondiale et de crise économique européenne vécues par un pays encore très rural et catholique, il n'en tient pas assez compte, il les sous-estime. L'assimilation républicaine est elle aussi une utopie dévoreuse, qui avance sans regarder en arrière ni sous elle, partiellement aveugle, dont je dirai — dans une perspective lévi-straussienne — qu'elle devient fortement anxiogène dès lors qu'elle paraît jouer sur l'abstraction universaliste de principe au détriment du souci de cohésion et de perpétuation groupale. C'est ce dernier qu'incarnera Pétain, avec l'assentiment — dans un premier temps au moins — d'une France frustrée d'elle-même, et qui le manifeste en adhérant au vieux slogan repris de l'Action française, « la France aux Français », contre l'assimilation républicaine par conséquent — non pour y donner suite mais pour en résorber certains des effets. Ce mouvement de balancier, en théorie, ne pourrait être qu'une somme de réajustements presque banals, tenant tout naturellement compte des besoins de consolidation du groupe : en un mot, ces corrections, destinées à rétablir la confiance de la collecti-



vité en elle-même, n'ont pas vocation à avoir lieu en dehors du cadre républicain et à opérer contre lui. La tragédie provient de ce que le mouvement correctif lui échappe, de ce que la charge d'assumer cette fonction sociale de consolidation du groupe revient à la droite autoritaire antirépublicaine. Or, d'une part, cette droite représente des forces idéologiques qui se sont réparties et constituées à l'époque révolutionnaire : c'est pourquoi elle est catholique, adversaire de la franc-maçonnerie, antisémite — et provincialiste. D'autre part, cette vieille stase réapparue, qui témoigne d'une difficile pacification franco-française, interfère avec la montée d'un totalitarisme raciste, dont les armées victorieuses en 1940 placent le nouveau pouvoir, installé à Vichy, dans une situation tout à la fois d'alliance et de subordination qui favorise l'expression de ses traits les plus radicaux. Encore une fois, à l'exprimer autrement, pour expliquer le climat xénophobe et l'importance des discours ou des pratiques racistes entre 1930 et 1945, en supposant même de pouvoir mettre de côté tant le pur hasard historique que l'arbitraire continûment introduit par les décisions humaines dans l'histoire — d'où la tragique contiguïté du fascisme européen, de la défaite, de l'arrivée au pouvoir de la droite autoritaire et du besoin de consolidation communautaire ressenti par les Français —, on ne peut incriminer l'assimilation républicaine qu'indirectement, non parce qu'elle excite les pulsions intégratrices de la collectivité française — comme le pensent Marrus et Paxton —, mais parce que, à l'inverse, l'utopie individualiste sous-évalue l'exigence de cohésion sociale, mésestime les états de la conscience collective.

## Pétainisme et fascisme

Il n'est pas inutile de préciser ici, notamment pour des raisons pédagogiques, pourquoi Vichy n'est pas un régime fasciste ou, plus précisément, en quoi Vichy diffère des régimes fascistes, en rapportant deux analyses comparatives, établies à quarante-six ans de distance, l'une par Raymond Aron en 1941, l'autre par Marc Ferro en 1987.

Dans un article confinant au pur génie politique, Raymond Aron écrivait en effet, en mars 1941 :

« Le régime qui s'est institué en France depuis l'armistice est donc un régime autoritaire. Mais une telle expression ne suffit pas à définir le statut actuel de la France. Car il y a plusieurs formes de régimes autoritaires ; le fascisme, le national-socialisme, le gouvernement du général Franco, celui de Salazar sont tous autoritaires, encore qu'ils présentent de multiples différences. Les luttes politiques qui se déroulent en France, autour de la personne du maréchal Pétain et entre Paris et Vichy, ont pour enjeu le contenu social, économique, moral qui sera donné à la forme autoritaire et, d'autre part, le choix des personnes à qui reviendra l'autorité, que tous, hommes et factions en conflit, veulent également inconditionnée. [...]

« Dans les équipes qui se sont formées à Vichy, les parlementaires ont peu à peu disparu. Les hauts fonctionnaires, civils et militaires, les chefs d'industrie, les grands bourgeois ont progressivement pris la haute main. En dépit de multiples emprunts au vocabulaire et à la technique du national-socialisme, ils semblent plus proches des doctrines conservatrices ou traditionalistes que de la démagogie nazie. Ils rejettent l'idée d'un parti unique, soutien et représentant de l'État à travers le pays, parce qu'ils craignent le retour, à la faveur d'une telle organisation, des hommes et des idées révolutionnaires. Leur idéal est que les masses se désintéressent peu à peu des affaires publiques.

« La Révolution nationale, que l'on a proclamée au lendemain de la défaite, est une révolution " par en haut ". Elle a été exécutée, à l'origine, par une " minorité agissante ", sans participation du peuple. Elle se développe aujourd'hui avec la collaboration de la bourgeoisie. [...]

« Ce régime des notables est menacé, et par ceux qui voudraient une révolution national-socialiste pour aller jusqu'au bout de la diplomatie continentale, et par ceux qui rêvent d'une réaction intégrale. Les premiers feraient spontanément ce que les Allemands, en s'introduisant peu à peu



dans la vie française, cherchent à atteindre : l'assimilation des institutions qui permettrait l'intégration de la France à l'empire germanique. Les postes de commande reviendraient non à des hauts fonctionnaires ou à des grands bourgeois, mais à des démagogues, utilisant les techniciens, mais les subordonnant aux nouveaux chefs. Un rassemblement populaire servirait à mobiliser et à encadrer les masses. Le style de la vie, privée et publique, serait adapté non plus seulement au goût des classes privilégiées, mais aussi aux désirs des masses, tels que les conçoivent et les exploitent les spécialistes de la propagande totalitaire » (Raymond Aron, « Le gouvernement des notables », *Chroniques de guerre*, op. cit., pp. 77-87).

De son côté, Marc Ferro écrit : « Le régime est-il fasciste pour autant ? René Rémond note justement " que Vichy n'est pas la collaboration, et que la collaboration n'est pas la droite ". S'il n'est pas la gauche non plus, mais bien ses rancs de l'avant-guerre, les différences avec le fascisme sont nombreuses. Pétain se prononce contre le parti unique, même s'il laisse une légion en remplir, en partie, les attributions.

» Le deuxième trait qui différencie l'idéologie de Pétain de celle des régimes fascistes — et qui explique la pérennité de l'idéal pétainiste dans la France d'après guerre jusqu'à aujourd'hui —, c'est l'hostilité déclarée envers une État fort et donc envers ceux qui lui sont institutionnellement attachés : les fonctionnaires. Dans un article où il définit « la doctrine de l'État français », publié par la *Revue universelle* de juillet 1941, René Gillouin, maurrassien, écrit en effet : « Sous le régime démocratique et libéral de la III<sup>e</sup> République, le pouvoir était relatif et limité ; sous les régimes totalitaires, il est absolu et illimité ; sous le nouveau régime français, comme aux meilleurs moments de notre histoire, il est à la fois absolu et limité. »

» Sur un troisième point — les rapports avec l'Église catholique —, le régime du Maréchal est également très différent de la plupart des régimes dits fascistes, Espagne et Portugal exceptés. Alors que les rapports du Duce et de l'Église catholique ne sont pas bons et que ceux de l'Allemagne hitlérienne avec le clergé catholique ou les Églises réformées sont mauvais, Pétain s'appuie au contraire essentiellement sur l'Église catholique en France. C'est elle qui jouera le rôle de chambre d'écho pour glorifier son action. Cet écho porte loin, du reste, puisque jusqu'au lointain Québec la glorification du Maréchal est le fait de l'Église catholique.

» Mais c'est sur un quatrième point — sans doute plus essentiel — que le pétainisme se différencie nettement du fascisme, et plus encore de

l'hitlérisme. Considérant avec Charles Maurras que le totalitarisme est en quelque sorte une dérive, une extension de la démocratie, il juge que le pouvoir doit venir d'en haut. Il fait appel aux notables — ce qui est le cas du régime à ses débuts —, ou encore à ceux qui ont le savoir, la compétence : ce furent les ministres techniciens.

» [...] Ainsi c'est par la structure sociale du pouvoir que le pétainisme se différencie du fascisme : notables et technocrates n'ont rien à voir avec les dirigeants fascistes ou nazis, ces militants plébéiens, alors que Pétain veut marier le savoir et la tradition. En ce sens, il n'y a, sous couvert de révolution nationale, aucune révolution sociale comme l'Allemagne hitlérienne en connut, selon les historiens qui ont insisté à des degrés divers sur les tentatives de fusion des élites du Parti nazi et des élites traditionnelles » (Marc Ferro, *Pétain*, op. cit., pp. 717-718).



## De la nation vers l'identité

*La dépréhension du pétainisme*

Avec ses souvenirs et ses mythes, la société française se comporte de façon beaucoup plus habile — je n'ai pas dit juste — qu'on ne l'assure généralement. La dépréhension du pétainisme est à cet égard un chef-d'œuvre de mauvaise foi qui n'en altère nullement le charme, mais qui, au contraire, en accuse les ressources intestines. On a assez indiqué ce que la modernisation de la France devait à quelques bases essentielles jetées durant la période maréchaliste (renforcement de l'exécutif, début du règne des experts, organisation des groupes d'influence agricoles, concentrations, pacification des rapports entre l'Église et l'État...). Parce que l'histoire de France est souvent une histoire paradoxale, cette modernisation a commencé d'opérer — outre dans les conditions de la défaite et de la honte — sous couvert d'une idéologie archaïque de retour aux sources où s'exprimait un souci opposé à la philosophie implicite inspirant les transformations qui se décidaient. Ainsi

la Révolution nationale célèbre-t-elle le retour à la terre, la petite propriété familiale, l'artisanat, l'enracinement régional, ainsi est-elle antitrust et antiproductiviste. On aura reconnu là l'essentiel de la thématique écologique, qui — après une période de latence durant les années de reconstruction et d'expansion industrielle — réapparaît brutalement à gauche, dans les années suivant 1968, jusqu'à former un courant politique à multiples facettes, dit des Verts. Dès le début, des anciens intellectuels pétainistes ont parfaitement reconnu une thématique venant en droite ligne de la Révolution nationale, en général pour protester contre cet emprunt. Les écologistes font du pétainisme sans Pétain, jusque dans l'idéalisation des communautés qui fut le maître mot de l'idéologie vichyssoise — à cette différence près que le communautarisme pétainiste, nationaliste et xénophobe, s'est déplacé vers le différentialisme micro-identitaire et que l'ethnisme s'est substitué au racisme. On ne jurera pas que tous les électeurs et tous les responsables écologistes partagent ces choix, mais les Verts sont en effet alignés sur quelques thèmes centraux de l'antiracisme (droit de vote des immigrés, imputation de la misère du Sud au développement du Nord, critique de l'assimilation), et, lors des élections européennes de 1989, la liste d'Antoine Waechter comprenait le leader historique de l'indépendantisme corse, Max Siméoni, et une vice-présidente de S.O.S. Racisme.

Une autre filiation entre le pétainisme et l'écologie — non des moindres —, c'est la manière dont les Verts *reformulent* cette motivation centrale des acteurs de la Révolution nationale que fut la préoccupation de transmettre un patrimoine et des identités harmonieuses, intégrées, aux générations futures (« harmonie » est un mot courant dans le vocabulaire écologiste). D'où l'émergence de ce nouveau « droit » que détiendraient les générations non encore nées sur les vivantes actuellement décideuses. Ou encore ces professions de foi



écologistes, lors d'élections, organisées non autour de la promesse politique d'un bien-être égoïste immédiat, mais autour du thème : « Quel canton, quelle région laisserons-nous à nos enfants ? », et qui se terminent sur la citation suivante d'Antoine de Saint-Exupéry : « Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos petits-enfants. »

La transfusion à gauche des thèmes de la nature et de la défense des traditions a amputé la droite d'une référence matricielle, désormais tarie : elle en a bouleversé et affaibli l'identité traditionnelle, d'autant que l'Autorité — qu'elle prétend également incarner — était sérieusement dévaluée par le jeunisme, l'autonomie générationnelle, la crise du sentiment de dette profectrice historique. Au total, c'est à une dépréhension subtile du pétainisme que s'est livrée la société française, laissant au Maréchal ce que sa gestion avait ou paraît avoir eu de pire (la collaboration, le racisme, mais aussi la gérontocratie, l'autoritarisme), absorbant le « meilleur » — c'est-à-dire ce qui lui en a paru utilisable — comme une éponge, sans pouvoir toutefois le reconnaître. C'est là, les habitués l'auront identifié, un vrai programme progressiste, qui, dans le passé, abandonne le pire et sélectionne le meilleur.

### *À venir*

C'est ainsi, donc, que l'antiracisme a éclos de sa gangue.

J'avais certes au départ l'ambition de déconstruire l'objet, de le réduire à l'état de pièces détachées, puis de le réassembler petit à petit afin d'observer les emboîtements, le fonctionnement général et les rapports établis avec l'environnement, en un mot, à l'enseignement de nos maîtres, j'avais l'ambition de traiter l'antiracisme des années 1980 comme un phénomène social total. Je ne pensais pas, toutefois, que chercher à

comprendre *leur* histoire — celle des quinze-vingt-cinq ans vers 1985 autour de S.O.S. Racisme — me conduirait, par récurrence explicative, dans les parages nodaux de mai 1968, puis de Vichy, avec — en arrière-fond — les années de l'entre-deux-guerres. Mais on ne peut mettre de l'ordre dans leur histoire qu'en remontant à *notre* histoire, celle de ceux qui — comme moi — avaient autour de vingt ans en 1968. Le grand concert de la Concorde, en juin 1985, porte bien son nom, car il scelle une brève unité. C'est une sorte de passage de témoin entre presque quadragénaires issus de la mouvance soixante-huitarde et les adolescents du moment. Les leaders de S.O.S. Racisme — les fondateurs — assurent la liaison : transition d'âge, transition idéologique. Ils représentent des générations intermédiaires qui cherchent les moyens de sortir de la sensibilité et du projet gauchiste. L'antiracisme est bien, sous tout rapport, le mode spécifiquement français de dépérissement des utopies révolutionnaires soixante-huitardes, mouvement à l'issue duquel il a obtenu et politiquement géré une position de dominance idéologique.

Si un personnel issu de la sensibilité de mai 1968, nouvellement arrivé au pouvoir, a trouvé dans le consensus antiraciste comme un champ de retraite pour enterrer ses désirs morts de révolution sociale, curieusement, cette domination à la fois politique, médiatique et institutionnelle, a dû assez rapidement se passer du recours à la mobilisation de masse des jeunes, dont l'ambition « moralisatrice » de la société — si elle a jamais existé — est retombée aussi vite qu'elle avait été discernée. Le déclin de « S.O.S. Racisme », cette espèce de lâchage du témoin en plein relais, complété par les observations que nous avons pu faire sur les carences de créativité propre de la « génération morale » dans l'émergence de la dynamique néo-antiraciste, complété aussi par l'observation de l'improductivité intellectuelle et sociale du soulèvement étudiant-lycéen de



novembre-décembre 1986, amènent à douter de la capacité des jeunes à s'ériger dorénavant en acteur social collectif. Notre hypothèse, pour l'évoquer rapidement, est qu'une époque, commencée en France au tournant des années 1960, est close. Certes, les jeunes approfondissent ou infléchissent des pratiques reçues déjà transformées de leurs aînés, mais ils pèsent d'autant moins sur les choix sociétaux ou politiques qu'ils jouissent d'un espace de vie autonome où ils peuvent exercer quasiment en toute liberté — c'est-à-dire libérés de la tutelle des adultes — de véritables spécialités d'âge (la musique, l'activité sexuelle, en particulier, mais pas seulement). L'autonomie acquise par les jeunes liquéfie l'impact de « la génération », comme force collective, sur la société. Non qu'elle devienne sans importance ni signification : elle est simplement rapportée à l'ordinaire.

Si l'on élargit le plan d'observation à la dimension internationale, on constate que c'est en France que le phénomène du néo-antiracisme a été le plus marqué, dans ses manifestations de masse, par ses effets politiques et administratifs. La France est la seule grande puissance où le mythe et l'utopie que nous avons décrits ont envahi l'appareil d'État et obtenu une telle influence dans les réseaux de pouvoir. Mais, tout d'abord, c'est qu'ils sont reliés, objectivement ou subjectivement (je pense notamment à la tentative de rapporter l'espèce de dissolution de la nationalité française proposée par l'antiracisme à un idéal républicain), aux grands soubresauts qui marquent l'histoire de France depuis 1789, et qui, de dons de la France au monde en dons de la France à l'humanité, ponctuent en la maquillant hyperboliquement d'un devoir d'universalisme la lente mais inexorable perte de puissance de ce pays. Si le néo-antiracisme est tellement puissant en France, pour aller rapidement à la synthèse, c'est en raison d'une accumulation unique de traits historiques. C'est en France qu'à la fin des années 1960 le

soulèvement de la jeunesse étudiante autour d'idéaux et d'utopies révolutionnaires a déjà été — de tous les pays industrialisés — le plus explosif. D'autre part, comparée à la Grande-Bretagne, aux États-Unis, à l'Italie ou à l'Allemagne — qui avaient tous été dans un camp ou l'autre, mais le savaient —, la France était la seule à entretenir un roman de son passé durant la Seconde Guerre mondiale qui en gommait ou en travestissait pour le moins l'équivoque réalité. Un pays vainqueur mais vaincu, et libéré pour l'essentiel par l'action de puissances étrangères ; une France non belligérante après l'armistice et n'ayant pas commis le crime ultime de rentrer en guerre contre ses anciens alliés, mais collaboratrice ; les trois quarts des juifs résidant en France sauvés, mais l'organisation d'un antisémitisme d'État qui a conduit à livrer pour le pire le quatrième quart à l'ennemi, et à « aryaniser » l'économie ; une France résistante mais tardivement, sous la pression allemande (S.T.O.), à la fois hyperactive et hyperpassive, divisée entre vichystes, collaborationnistes, régionalistes, européanistes, attentistes, communistes, gaullistes, résistants armés, résistants opposés à l'action armée, anticomunistes collaborationnistes, anticomunistes résistants... ; un régime de l'État français autoritaire, composant avec le nazisme, mais se distinguant d'un régime à proprement parler fasciste, et d'ailleurs objet de la critique et du mépris constants des fascistes français ; des Français encore traumatisés par la saignée de 1914-1918, qui rêvaient de paix et de confraternité rurale dans un univers proche de la guerre totale : tableau impitoyablement livré par l'enchaînement des circonstances, l'histoire du demi-siècle, la géopolitique, tableau moins reluisant que celui que propose le roman national épique appliqué à la période, qui constituait bel et bien, plus que la pesanteur des comportements économiques et la pratique politique de la V<sup>e</sup> République, le talon d'Achille du pays au crépuscule de



cette décennie 1960. L'enclenchement du processus et sa force résultent du rapprochement de l'échec du mouvement de mai 1968 et de cette mémoire biaisée, exagérément avantageuse. Double dépérissement, donc, le premier entraînant le second : comme dans le règne végétal, le fruit touché contamine au contact d'un autre. Les révolutionnaires de mai 1968 ne cessaient de rechercher en quoi la France était « le maillon faible du capitalisme mondial ». C'est la faiblesse du roman national qui en faisait un maillon faible de la chaîne occidentale. De mai 1968 à l'antiracisme des années 1980, la France — « gardienne des beaux désordres », comme l'écrivait Jacques Chardonne — continue d'évoluer en crête en raison d'une configuration de traits spécifiques, qu'elle est la seule à additionner, et qui permet de comprendre l'inscription singulière de l'antiracisme dans ce pays.

On ne peut préjuger des itinéraires individuels, car on ne peut prévoir ni les circonstances ni les personnes. Les internationalistes antimilitaristes du début du siècle se sont du jour au lendemain rendus aux arguments de l'Union sacrée, en 1914. Peut-être verra-t-on les anciens leaders de S.O.S. Racisme tomber au champ d'honneur patriotique (en l'espèce, aussi, un champ d'humour) pour bouter quelque envahisseur étranger hors du sol natal. On en a vu d'autres. Si l'on ne peut pas plus dessiner l'avenir collectif, nous pouvons en revanche avancer qu'il ne s'élaborera pas hors du cadre suivant.

Premièrement, il n'y a plus aujourd'hui de roman national français. Le droit-de-l'hommisme à vocation universaliste y est d'autant moins substituable que la France est réputée avoir presque constamment manqué au respect des grands principes. Les perspectives d'intégration des nouveaux Français en sont concurremment affaiblies. D'autant plus que le grand couple adverse du marxisme et de la catholicité, qui offrait des pentes identificatoires subsumant les buts endogènes des groupes

particuliers et déliaient des soudures d'origine, ce grand couple qui ménageait des voies pluralistes d'accès à la nationalité française — une nationalité réelle et non pas seulement de forme juridique — est à présent dans l'incapacité, de fait ou de volonté, de jouer ce rôle par le moyen de ses appareils et de ses structures. Au surplus, une France qui a autodétruit son roman national entre dans une Europe qui n'est pas près d'en avoir un, autonome. Mémoire en berne, panne d'idéaux, désert d'espérances collectives : terrain propice au développement de laxités micro ou médio-identitaires cherchant à devenir grandes.

Deuxièmement, le roman national — devenu difficile, stigmatisé par le nouvel ordre moral — se reconstitue sur un terrain apparemment non politique, celui de l'identité culturelle. La culture exprime l'identité française là où la politique menée lorsque la France était une grande puissance ne peut plus opérer, n'a plus de faculté d'expression. *Moins il y aura de Nation, plus il y aura de recours à l'Identité française*, une identité-mode de vie, ethnographique, sacralisée en même temps que muséographiée. Il faut s'attendre à des décompensations identitaires du type de celle qui a été enregistrée à propos de l'orthographe. Les Français défendront le reblochon au lait cru et l'andouillette odorante, face à la machine administrative et parlementaire de l'Europe, dont les hygiénistes de toute obédience ne manqueront pas de se servir pour dissoudre un peu plus les solidarités culturelles de base et, par là même, la sociabilité des groupes élémentaires, comme ils ont défendu l'Empire. Pour finalement tout lâcher d'un coup, mais en entonnant une vibrante *Marseillaise* célébrant la grandeur de cet abandon : il suffit de trouver le personnage.

Il est probable que l'entrée en vigueur de l'accord de Maastricht, si elle a lieu — la campagne du référendum français débutait alors que cet ouvrage était pour l'essentiel terminé —, ou, de toute façon, la poursuite de l'unification européenne,



accentuera cette dichotomie entre Nation politique et Identité-mode de vie. Plus les États-nations délégueront de prérogatives politiques à l'échelon européen, plus ils abandonneront de leur souveraineté propre, et plus le concept d'identité prendra d'importance. On notera d'ailleurs, ce qui ne saurait surprendre, l'acharnement mis par les défenseurs du traité de Maastricht, qui — symptomatiquement — élude la notion de nation pour mieux promouvoir et organiser un pouvoir des régions, à souligner que les transferts de souveraineté n'entameraient en rien l'identité française. D'ores et déjà, l'identité a remplacé la nation dans le discours politique des partisans d'une Europe supranationale. Il n'est que de se référer à l'un de ses plus ardents défenseurs, Valéry Giscard d'Estaing, aussi porté à vouloir accélérer la constitution des États-Unis d'Europe qu'il est inquiet du destin de l'identité française... J'invite à méditer sur une contradiction croissante : celle qui voit, tant à droite qu'à gauche, les responsables prendre ou approuver des décisions de « dénationalisation » et de levées des frontières de l'Hexagone, tout en attirant l'attention des opinions sur les risques d'invasion étrangère — quand ils n'appellent pas, purement et simplement, à la mobilisation de celles-ci derrière des slogans de moins en moins applicables dans le cadre hexagonal. Nous sommes entrés, en un mot, dans une période où ce n'est plus l'existence de la Nation politique qui excite l'agressivité de groupe — sous des formes qui allaient du patriotisme de défense à l'ambition impériale —, mais où, au contraire, c'est la disqualification, la déplétion et l'impossibilité de la *nation politique* qui font le lit des identitarismes (nationaux, ethniques ou de communauté). Encore que la xénophobie soit un phénomène en soi tout à fait indépendant de l'idée de nation, l'histoire moderne est marquée par l'apparition de formes politiques et idéologiques particulières, développées en relation avec l'exacerbation des sentiments nationaux; nous

avons, pourrait-on dire en somme, la xénophobie et le racisme car nous avons la Nation : craignons d'avoir la xénophobie — des xénophobies de tout calibre — et le racisme, car nous n'aurons plus la Nation (donc : si nous ne l'avons plus et à mesure que nous ne l'aurons plus). Si tant est que l'identité, c'est ce qui reste quand on a « oublié » la nation, craignons d'assister à la cristallisation des attitudes qui répondront à la désorganisation et au démantèlement de l'ancien système.

Troisièmement, l'antiracisme veut dissoudre la France dans le monde, et, sans attendre, faire du réduit hexagonal le laboratoire chimérique d'une nouvelle Cythère panethnique. Cette utopie longtemps cautionnée par les pouvoirs publics, voire par un « État de droit » favorable, heurte de plein fouet les deux traditions de l'assimilation française : l'individualiste républicaine et la communautariste autoritaire.

Capital était de comprendre, en restituant le néo-antiracisme à son champ d'inscription social, les motifs de son échec à juguler ce qu'il disait combattre. L'eschatosophie néo-antiraciste ne pouvait — et ne peut — qu'attiser le feu identitaire, y compris à l'intérieur du mouvement et dans ses zones de sympathie, en raison de sa constitution, de ses modes d'action idéologique, des formes prises par son développement. Au principal, le mouvement adhère à une prospective démographique, économique et culturelle qui le place dans l'absolue incapacité de raisonner la crainte phobique d'une colonisation de peuplement par l'étranger. Or, c'est là que puisent les hantises mortifères.



Introduction générale : la montée de la différence	7
I. Premières vues d'ensemble sur l'antiracisme	23
II. Modes de fixation politique et religieuse d'une idéologie dominante	54
III. S.O.S. Racisme : un langage	82
IV. Le pôle « potes » : une utopie de substitution	111
V. Une mentalité collective de crise identitaire : organisation et symptômes	167
VI. Attentes de mort, angoisses de mort : de la lutte finale à la chute finale ?	201
VII. Le ressac de mai 1968	232
VIII. Retro Satanas : histoire de la destruction d'un roman national épique	254
IX. De la nation vers l'identité	300